

ARIANE BILHERAN
VINCENT PAVAN

LE DÉBAT INTERDIT

LANGAGE, COVID
ET **TOTALITARISME**



Guy **Trédaniel**
éditeur

© 2022, Guy Trédaniel éditeur.

ISBN : 978-2-8132-2777-5


Tous droits de reproduction, traduction ou adaptation réservés pour tous pays.


Note de l'éditeur : L'auteur et l'éditeur déclinent toute responsabilité provenant directement ou indirectement de l'utilisation de ce livre. Les déclarations faites par l'auteur concernant les produits, les processus, méthodes de traitements ne sauraient se soustraire à un avis médical.

Cet ouvrage a été achevé au 1^{er} février 2022. Il ne prend donc pas en compte les nouvelles informations parues après cette date.

www.editions-tredaniel.com

info@guytredaniel.fr

 www.facebook.com/editions.tredaniel

 [@editions_guy_tredaniel](https://www.instagram.com/editions_guy_tredaniel)

ARIANE BILHERAN
VINCENT PAVAN

LE DÉBAT
INTERDIT

LANGAGE COVID
ET **TOTALITARISME**

Guy **Trédaniel** éditeur
19, rue Saint-Séverin
75005 Paris

« Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir. »

Victor Klemperer, *LTI, la langue du III^e Reich*.

« À l'heure d'une société française qui bascule de plus en plus dans une paranoïa collective, il est clair que le glissement des débats scientifiques dans le champ politique et la dépréciation des vrais experts de telle ou telle discipline relèvent de la négation de l'autorité scientifique. [...] Le débat scientifique et la recherche ne sauraient se discuter comme des opinions, et ceci illustre bien la démesure et le délire politiques où les lois fondées sur des opinions, des émotions ainsi que sur des modes et sur des lobbies, sont venues se substituer au débat de chercheurs et d'experts. »

Ariane Bilheran, *Psychopathologie de la paranoïa*.

« Pourquoi, dites-vous, à certaines époques le langage s'est-il corrompu ? Et comment les esprits ont-ils penché vers ces défauts qui ont mis en vogue tantôt l'amplification ampoulée, tantôt la période brisée et cadencée en manière de chant ?

Pourquoi s'est-on engoué parfois de pensées gigantesques et hors de vraisemblance, et parfois de sentences coupées et énigmatiques, qui laissent plus à entendre qu'elles ne disent ? [...]

Enfin partout où vous verrez réussir un langage corrompu, vous pourrez en conclure que là aussi les mœurs ont déchu de leur pureté. Et de même que le luxe de la table et des costumes dénote une civilisation malade, ainsi la licence du langage, lorsqu'elle est générale, atteste que les âmes, dont le style n'est que l'écho, ont elles-mêmes dégénéré. »

Sénèque, *Lettres à Lucilius* [19,114] CXIV, « Que la corruption du langage vient de celle des mœurs ».

« Le principe selon lequel la fin justifie les moyens est et demeure la seule règle de l'éthique politique ; tout le reste n'est que vagues bavardages et vous fond entre les doigts... Si Raskolnikov avait assassiné la vieille par ordre du Parti – par exemple, pour augmenter les fonds de grève ou pour monter une imprimerie illégale – alors l'équation collerait, et le roman, avec son problème trompeur, n'aurait jamais été écrit ; et ce serait tant mieux. [...] Il n'y a que deux conceptions de la morale humaine, et elles sont à des pôles opposés. L'une d'elles est chrétienne et humanitaire, elle déclare l'individu sacré, et affirme que les règles de l'arithmétique ne doivent pas s'appliquer aux unités humaines – qui,

dans notre équation, représentent soit zéro, soit l'infini. L'autre conception part du principe fondamental qu'une fin collective justifie tous les moyens, et non seulement permet mais exige que l'individu soit en toute façon subordonné et sacrifié à la communauté – laquelle peut disposer de lui soit comme d'un cobaye qui sert à une expérience, soit comme de l'agneau que l'on offre en sacrifice. »

Arthur Koestler, *Le Zéro et l'Infini*.

REMERCIEMENTS

Ce livre a été écrit en hommage aux plus vulnérables, à nos Anciens, aux enfants de la « génération Covid », aux peuples, à tous ceux qui souffrent.

Il est dédié à nos enfants, Lya, Enaut-Lou, et à nos familles, en guise de témoignage.

Remerciements spéciaux à François Hou, ancien élève de l'École normale supérieure (rue d'Ulm, Paris), agrégé d'Histoire, docteur en Histoire contemporaine (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), à Stéphan, à Jean Claude Bilheran, pour leurs relectures attentives.

Remerciements à tous les participants des ateliers « Penser le phénomène totalitaire » d'A. Bilheran, en particulier Lilly S., Michel, Ad'ailles, Isabelle, Alice, et tant d'autres.

Une forte pensée pour notre ami et compagnon de route Philippe Vergnes.

SOMMAIRE

Avant-propos

Préface

Introduction

Préambule

LA LANGUE COMME PATRIMOINE

CHAPITRE 1.

LA PERVERSION DE LA SCIENCE : LA LOGIQUE,
L'ÉPIDÉMIOLOGIE ET LE RAPPORT À L'EXPÉRIENCE

Le langage mathématique : un formalisme devenu vide de sens

Une bien pauvre épidémiologie

Une crise de la science et de la politique

CHAPITRE 2.

LA PERVERSION DE LA LANGUE À DES FINS
POLITIQUES : ANALYSE DE LA LANGUE COVID ET DE
SA SÉMANTIQUE

Les sophismes au principe de la politique déployée

Les biais interprétatifs occultant l'argumentation principale

La persuasion par la charge émotionnelle des discours politiques et médiatiques

Les néologismes, le nouveau lexique pour penser et le langage administratif

Les amalgames, les assimilations et les interrogations faussées

Les euphémismes, les superlatifs et les slogans

Les glissements de sens, la disparition de mots et les métaphores

Les incantations hypnotiques et le collage

Les paradoxes et les clivages

CHAPITRE 3.

LA PERVERSION MORALE, ÉPISTÉMOLOGIQUE ET PSYCHOLOGIQUE

Épistémologie et déontologie : le rapport à la vérité

L'irresponsabilité scientifique et politique

La fracture du temps et de l'espace

Le déni des origines et le primat du mimétisme

CHAPITRE 4.

L'IDÉOLOGIE SANITAIRE ET LE PARADIGME TOTALITAIRE

Rappel historique : des dangers d'une idéologie sanitaire

La rupture silencieuse et masquée du contrat social par une néo-réalité guerrière et numérique

Le corps social malade : l'idéologie de la santé et son corollaire xénophobe

« L'homme nouveau » et le paradigme totalitaire

L'effondrement de la morale et de la Justice

Conclusion

LE TOTALITARISME EN MARCHE ET LA SUITE

Annexes

AVANT-PROPOS

Le Verbe planait sur le monde...

Q

uelle chance que de pouvoir lire ce texte avant les autres.

Merci à Ariane et Vincent pour ce travail majeur. Il n'aura pas fallu moins qu'une « guerre » mondiale pour faire se rencontrer un docteur en psychopathologie – spécialiste de la psychose – et un mathématicien – spécialiste de modélisation. Quelle improbable, mais nécessaire étincelle ! Elle illumine la nuit intellectuelle dans laquelle nous sommes plongés. Le feu qu'elle embrase est une clarté crue, enfin posée sur la déraison et l'imposture perverse systématiques des discours. Les auteurs se sont donné pour objet une mise en abyme vertigineuse en tenant un discours sur le discours. Et cela augure du meilleur, car au cœur d'une folie naît le germe d'une compréhension renouvelée. Cette compréhension n'est rien moins que de renouer avec le sens et avec le lien. L'art de la langue est notre amarre sans cesse retissée avec le réel.

Merci à eux deux car, le temps d'une lecture, le *logos* perverti reprend son sens. Le *logos*, c'est le discours. Et il est bien ce fil qui nous relie, qui nous met en lien. Il nous relie entre humains et nous relie au monde. Qu'il se rompe, et nous perdons pied avec la réalité. Sans plus de sens, la langue ne fait que séparer. Séparateur à l'infini. Babel infiniment répétée. Chacun, incapable de parler, se retrouve seul et désemparé dans sa prison de mots vidés. Et l'autre ne peut y être qu'un ennemi. Le réel du monde, qu'une menace.

Mais, quand la langue sonne creux, de quoi notre crise est-elle le nom ? Cette crise est la révélation, l'apocalypse du délire totalitaire et paranoïaque qui sommeille en chacun de nous et en chaque société. Et ce délire se

réveille sporadiquement comme un monstre insensé, brutal et froid, quand le discours est arrivé à une trop grande et douloureuse distance d'avec le réel. Comme une amarre malmenée, tendue à se rompre, qui finit par claquer dans un fracas de violence. Nous avons perdu pied. Nous sommes partis à la dérive, dans une tempête très loin des continents du réel.

La langue dominante est devenue une aporie, une boucle algorithmique inlassablement répétée, un *goto* informatique systématique ne menant plus à rien. Repli circulaire dont s'ensuit un délire collectif. Il n'y a plus aucun repère. Tout est brouillé. Le réel est nié. Mais continue, vaille que vaille, à lui être surimposée une invention sans fondement, comme des reflets de miroirs brisés se renvoyant un vide d'image infiniment répété. L'écho inepte est celui de notre rêve prométhéen de toute-puissance sans cesse rejoué. *Hybris* maximale, quand l'impuissance est à son comble.

Tout nous échappe. Le vrai monde s'effiloche de nos violences répétées, mais rien ne devrait survenir. Tout s'effrite et s'effondre, mais le discours continue à construire ses châteaux de cartes de manière effrénée. Le délire est, cette fois, techno-sanitaire. Les Khmers blancs ont perdu la raison. Ils sont assoiffés de pouvoir et d'argent. Ils ont abouti à la perversion de la langue et de la pensée. Ils ont consommé la rupture. Chacun se réveille dans un cauchemar. Chacun est prisonnier d'un langage dénaturé. Sans issue. Sans cohérence. Sans plus aucun lien avec quelque réel.

L'étude d'Ariane et de Vincent est précise, implacable et construite. De l'art des mathématiques à celui de la dissertation, l'œuvre ménage un chemin pour ainsi dire poétique dans le fatras des incompréhensions, des oublis à mesure et des aboiements des meutes fanatiques de l'Inquisition scientiste éperdue.

Rien n'est neuf, et pourtant tout est complètement renouvelé, comme un *Jugendstil* linguistique rejoué. L'apologie à nouveau de la reconstruction, de la refondation, de la déconstruction... Que n'avons-nous de mémoire ? Faut-il que les choses se répètent inlassablement pour nous mettre du plomb dans la cervelle ? Combien faudra-t-il de sacrifices pour que renaisse le sacré ? Tout ceci ne vous rappelle rien ? Hannah Arendt parle de l'« *Amtssprache* » – cette langue bureaucratique qui ôte toute responsabilité, pratiquée par les nazis. C'était « la règle », c'était « la politique de notre organisation », c'étaient « les ordres de la hiérarchie », c'était « le protocole »... Combien de lâches, aujourd'hui, se réfugient

derrière ces mots creux qui ne servent que de refuges d'illusion pour ne plus parcourir un réel trop effrayant ! François Bizot raconte, dans *Le Portail*, ce « *At oy té* » répété comme une rengaine par les Khmers rouges, conduisant au meurtre de leurs victimes. *At oy té* : « tout va bien », alors qu'on vous conduit à la mort. Inversion systématique, perversion définitive. Tout le monde se souvient-il des cyniques et insensées maximes au-dessus de l'entrée des camps, comme « le travail rend libre » ? Nous y voilà. Qui ne le voit ? La novlangue des publicitaires propagandistes d'un ordre sanitaire totalitaire est bien en marche. Au pas. Ils ont rompu le fil de la langue qui nous reliait, et qui nous reliait au monde. Infâmes tordus qui ne savez pas vous taire. Honte à vous, quand vos mots sont des murs qui séparent. L'Histoire vous jugera.

Au sujet de la dérive des discours, les auteurs nous entraînent de l'autre côté des mots. Ils *poussent la logique jusqu'au bout*, remontant aux origines, mettant à nu les mécanismes implacables de la folie contagieuse : celle des discours anxiogènes, des manipulations psychologiques, des paradoxes insoutenables, des contradictions schizophrènes, des ascenseurs émotionnels, des alternatives illusives, des extorsions hypnotiques abjectes, des consentements frelatés, des persuasions extorquées, des fausses représentations, des mathématiques irréelles.

En convoquant les philosophes du totalitarisme (Husserl, Arendt, Foucault, Agamben), ses historiens (Chapoutot), ses témoins (Klemperer), ses romanciers (Orwell), ses psychanalystes (Racamier), les auteurs assument parfaitement les références à la période nazie, à laquelle les conduisent inmanquablement leurs analyses.

À l'heure où le port obligatoire du masque n'est même plus discuté, où le « *pass sanitaire* » entre irrémédiablement dans les mœurs, où l'on ne cache même plus l'agenda de l'identité numérique, ou celui de la disparition de l'argent liquide, il apparaît effectivement que c'est bien vers une nouvelle normalité délirante que les politiques, les exécutifs, les médias, les faux intellectuels et les salonards mal diplômés de médecine cherchent à nous mener. Mais il n'y a rien de fatal dans cette tentative. Car, bien nommée, la folie apparaît au grand jour. Malgré les tonnes de bla-bla qui l'ensevelissent, la déraison dévoilée laisse enfin la porte ouverte à un retour du réel.

Ariane et Vincent ont compris les enjeux dès la première heure. Avec « RéinfoCovid », ils contribuent plus que jamais à faire vivre l'une des raisons d'être de notre collectif : analyser et se donner les moyens de diffuser une autre vision de la crise. Ils nous aident, ici, à revenir enfin au sens frémissant qui sommeille sans nom au creux des mots, au cœur de nous et du vivant du monde.

Puisse cette lecture nous remettre en lien et en raison. Puissent les fous s'ouvrir la porte d'un réel chatoyant, comme des malvoyants chaussant des lunettes pour la première fois et contemplant, guéris, la beauté de ce qui nous reste à accomplir ensemble. Ce livre est thérapeutique. Il doit soigner ce qui reste de nos sociétés fanatisées à la religion d'un scientisme autodestructeur.

Toute mon admiration et mon amitié à vous deux. Puisse ce détour imposé par les chemins de la folie nous mener, ensemble, à une compréhension agrandie des langages du lien, de la joie et de la paix.

Louis FOUCHÉ, médecin anesthésiste-réanimateur,
fondateur du collectif RéinfoCovid, auteur de *Tous résistants dans l'âme*
(Guy Trédaniel éditeur, 2021).

PRÉFACE

Il est des enthousiasmes qu'il importe de ne pas voiler, que ce soit par fausse pudeur ou par posture. Le livre que vous tenez entre les mains m'a procuré l'éclairement le plus magistral et le plus délectable que j'aie vécu depuis le début de la « pandémie ». À partir de mon propre domaine (qui étudie la santé dans ses différentes dimensions), j'avais d'emblée repéré, avec bien d'autres, une somme suspecte d'anomalies dans les réponses « sanitaires » à ce qui était – et aurait dû rester – une épidémie relativement banale et, somme toute, peu compliquée à gérer.

Le (ou la) Covid s'est révélé d'une létalité relative, ne présentant un danger (sauf exception) que pour les personnes en toute fin de vie, ou atteintes de comorbidités graves. On sait, par ailleurs, que la règle de base pour faire face à une épidémie est de laisser la société fonctionner le plus normalement possible, tout en protégeant les groupes de personnes à risque, et en confiant au « premier rideau » des médecins généralistes le soin de traiter et d'accompagner les malades – fût-ce avec les moyens du bord.

Il apparut assez rapidement que les anomalies constatées ne pouvaient trouver leur seule explication dans la médiocrité ambiante. Celle-ci alterne, en effet, le « pas mal » et le « pas bien » avec une morne constance. Ce n'est pas son registre que de faire systématiquement faux, ni de produire de monstrueux contresens. Les réponses sanitaires face au Covid ont constitué le parfait « contraire » des connaissances accumulées, ainsi que des bonnes stratégies en santé publique. Avec un autre motif stupéfiant : celui d'un simulacre collectif au sein duquel les élites (politique, médicale, scientifique, médiatique) ont continuellement rationalisé des décisions délirantes, allant jusqu'à faire croire qu'un *fiasco* sanitaire et sociétal constituait, en réalité, une réussite.

Parvenir à faire passer un fatras d'absurdités abusives et délétères pour une politique utile, nécessaire et raisonnable, était en effet intrigant... Si la gravité de la corruption systémique en santé est une évidence connue de longue date (sans que l'on ait cherché à corriger cet état de fait qui s'est

aggravé au cours des dernières décennies), il faut voir plus loin que ce motif pourtant aussi saillant que hideux.

Comme elle le fait régulièrement, l'industrie pharmaco-vaccinale a bel et bien œuvré au long de cette crise pour torpiller, sans états d'âme, les traitements précoces peu onéreux (issus du repositionnement de remèdes connus) qui étaient prometteurs ou – pire – efficaces. En isolant les malades, en les privant de soins, en laissant ceux qui étaient à risque voir leur état s'aggraver, jusqu'à ce qu'il soit, le cas échéant, nécessaire de les hospitaliser en catastrophe, cette politique sanitaire « contraire » a optimisé les perspectives lucratives de remèdes inefficaces – au prix de nombreuses vies. Et surtout celles d'une campagne de « vaccination » mondiale professée d'emblée comme étant la seule « planche de salut » face au « mal absolu » du « virus tueur ». Avec, au passage, un drôle de « vaccin », radicalement différent de ceux employés jusqu'à ce jour, en réalité, une injection génique expérimentale à visée immunogène, aux risques *inévitablement* inconnus.

Dans cette course au salut génique, on observa de bien troubles motifs. Comme celui d'une science non seulement achetée (comme c'est souvent le cas), mais devenue même franchement délirante puisque coupée du réel. Que le professeur Neil Ferguson, fort contesté dans le milieu de l'épidémiologie, et adepte des prédictions sensationnelles non réalisées, soit tenu pour autorité ultime avec ses modélisations abracadabrantesques avait déjà de quoi choquer. Un peu comme si l'on confiait le pilotage de l'économie à un homme d'affaires qui aurait fait faillite sur faillite tout au long de sa carrière sans jamais connaître le succès. Ou que l'on considérât comme le plus grand athlète de tous les temps un sportif n'ayant jamais rien gagné.

La comparaison peut sembler cruelle, c'est pourtant exactement ce qui s'est passé. Avec, dans le rôle de prophète de malheur, ce « titan » du ratage tenu pour oracle par les gouvernants. Il entraîna dans son sillage l'émergence d'une cohorte de suiveurs révévés eux aussi aveuglément, malgré la semblable fausseté systématique de leurs élucubrations. Ce délire au long cours n'a jamais été altéré ni ralenti par la confrontation avec la réalité. Les « vaccins » géniques, présentés *ab initio* comme « sûrs et efficaces », se sont-ils révélés progressivement inefficaces et franchement dangereux ? L'analyse des confinements confirmait-elle leur radicale

inutilité, accessoirement connue depuis deux siècles ? Les recherches menées prétendument pour évaluer objectivement l'effet de remèdes prometteurs étaient-elles systématiquement conçues ou conduites de manière malhonnête ? Les pays préconisant les traitements précoces obtenaient-ils systématiquement une extinction rapide des poussées épidémiques ? Les « études » et « données » brandies par les « conseils scientifiques » autorisés étaient-elles, au mieux, des malfaçons et, au pire, des falsifications (comme l'un des auteurs de cet ouvrage l'a démontré avec *brio*) ? Les arguments en faveur du « *pass sanitaire* » (éthiquement irrecevables) se dissolvaient-ils devant la contagiosité intacte des injectés ?

Rien de tout cela ne signifia jamais quoi que ce soit, aux yeux des décideurs. Il devenait de plus en plus évident que nous étions confrontés à bien autre chose qu'une crise sanitaire, avec les apparences d'un phénomène totalitaire, c'est-à-dire envahissant et reconfigurant toutes les facettes et dimensions de nos sociétés vers une domination totale de la vie des citoyens. Accompagné d'un effondrement, observable et généralisé, de nos principaux repères civilisationnels – qu'ils soient médicaux, scientifiques, épistémologiques, médiatiques, politiques, juridiques, éducatifs, économiques, éthiques, philosophiques ou même spirituels : « Se soumettre à une injection génique expérimentale aux risques inconnus, imposée par le chantage et la contrainte, et ne prévenant aucunement la contagion, est un acte d'amour¹. »

On constata aussi une prise en otage du langage, novlanguisé avec une intensité rendant un somptueux hommage posthume à George Orwell : la science malhonnête et falsifiée devenue « vérité », le fait de priver les malades de soins, défini comme une « médecine scientifique basée sur les preuves » ; la contestation critique et étayée des politiques insensées, qualifiée de « complotisme » ; les meilleurs spécialistes dans leurs domaines, traités de « charlatans » ; des inconnus n'ayant à peu près rien accompli d'intéressant et ânonnant de malveillantes inepties sur les plateaux télé, transformés en « experts scientifiques ». Enfin, une injection génique expérimentale muta, par la seule magie du langage, en « vaccin sûr et efficace » devant être imposé (par altruisme et à leurs risques et périls) aux réfractaires, forcément égoïstes et « ennemis de la démocratie ». Tout ceci dans un grand *crescendo* de l'agressivité sociétale suivant à pas cadencés

celle impulsée martialement par des autorités de plus en plus abusives et brutales.

Ces phénomènes, l'anthropologie a appris à les penser au cours du temps. Les sociétés ont, elles aussi, leur inconscient et leurs propres pathologies. La violence mimétique est à la source de toute organisation sociale, alors que les déferlements totalitaires ont été récurrents au cours de l'Histoire moderne. Nous savions aussi que nous étions engagés – selon la judicieuse expression de Michel Serres – dans un « changement de monde », un de ces moments rares de l'Histoire au cours desquels l'ensemble des systèmes sociaux sont rebattus de fond en comble en l'espace de seulement quelques années. Nous connaissions aussi l'effondrement en cours (décrit par Michel Maffesoli, en particulier) de la pensée moderne, avec ses principes fantasmatiques de rationalité, d'utilité et d'individualité. Nous sentions que, dans le désarroi d'une époque brusquement virtualisée, hors-sol et de plus en plus déréalisée, l'abrutissement produit par l'excès des technologies du numérique et une obsession gestionnaire historiquement héritée du nazisme engendrait de nouvelles formes d'aliénation. Albert Jacquard nous avait mis en garde au début des années 1990 : « Nous sommes en train, disait-il, de créer un monde dangereux. L'emphase généralisée sur la compétition procure un avantage aux profils les plus ambitieux comme aux plus conformes. »

La crise « sanitaire » est, évidemment, le symptôme de la déliquescence de notre civilisation. Comme une supernova sur le point de s'effondrer sur elle-même, la modernité flamboie tous azimuts en dardant ses rayons destructeurs. Qu'une mentalité aussi marquée par le refoulement s'effondre aujourd'hui dans une débauche de pulsionnalité débridée, de cynisme ainsi que d'exhibitionnisme crapuleux de la part de nos « élites » ne devrait, au fond, guère nous surprendre. Le refoulé fait toujours retour avec une intensité proportionnelle à son évitement.

L'ouvrage d'Ariane Bilheran et Vincent Pavan est somptueux d'intelligence. Mettant à profit ce qui constitue, à mes yeux, le meilleur de leurs disciplines, la docteur en psychopathologie et le mathématicien-chercheur dénudent et dissèquent la « Bête de l'événement », annoncée avec une jouissive ambiguïté par Emmanuel Macron le 14 avril 2020.

Leur travail est, en quelque sorte, *symphonique*, mobilisant les différents instruments et registres de la compréhension. Les auteurs visitent, avec

fulgurance et avec une généreuse rigueur, l'idiosyncrasie de la dérive en cours et ce qu'elle dit de notre monde. Psychologie, mathématiques, épistémologie, logique, philosophie, sciences sociales, histoire, sociologie des religions, linguistique, philologie, sémantique sont mises au service de l'analyse, qui dévoile les fondements du déferlement totalitaire dans lequel nous sommes emportés et désormais forclos, au sens juridique : dépouillés des droits que nous avons.

Le tout lève le voile de manière saisissante sur ce que nous avons encore imparfaitement perçu. J'ai embarqué dans ce livre comme on monte à bord d'un navire après un long chemin pour arriver au port. Un navire ouvrant sur un autre voyage, permettant de contempler le paysage depuis le grand large, dans une vision d'ensemble plus vaste. Je garde des aventures intellectuelles du jeune âge adulte (ces années de développement et de construction) le souvenir émerveillé de la confrontation à ces phares qu'ont été pour moi les livres de Gaston Bachelard, Gilbert Durand ou Michel Maffesoli. La part d'effort à fournir pour entrer et progresser dans une matière qui, forcément, n'est pas simple est, en retour, immédiatement récompensée par l'éclairement engendré.

On se sent alors, avec une évidente jubilation, devenir plus intelligent à chaque page, pendant que se déposent en nous des compréhensions qui nous façonnent et nous aident à grandir, et qui, dans cette communion avec les auteurs, nous relient à travers eux à des générations de penseurs. L'enthousiasmante aventure que j'ai vécue à la lecture de ce texte aura été de cet ordre. « Nous avons le droit d'être intelligents », a professé de manière récurrente et à voix haute un des héros de l'épopée tragique en cours. « Il est urgent et même crucial de l'être », pourrions-nous ajouter pendant que nos gouvernements nous embarquent dans une course folle vers un nouvel abîme, celui du transhumanisme, qui n'est jamais – ne soyons pas dupes – qu'un nouvel avatar du fascisme.

Seule l'intelligence, celle de la rationalité sensible (et non le faux-semblant du rationalisme morbide selon la judicieuse distinction proposée par Maffesoli), l'intelligence du vivant, l'intelligence du plus-grand-que-nous, l'intelligence de la créature que nous sommes peut nous conduire à bon port. Le transhumanisme n'est, au fond, rien d'autre que le rejet mortifère et délirant de notre réalité de créature. Nous sommes nés, sans l'avoir choisi, au sein d'une espèce et dans un univers mystérieux, que nous

n'avons pas créé. Le tragique de la condition humaine, marquée par l'expérience incontournable de la souffrance et de la finitude, est le cauchemar des transhumanistes comme de tous les délirants. Alors que c'est forcément dans *l'humus* de notre vulnérabilité et de notre petitesse que réside notre vraie grandeur. La seule richesse qui tienne est celle de notre radicale pauvreté existentielle.

« QU'EST-CE QUE LA VIE ?
C'EST L'ÉCLAT D'UNE LUCIOLE DANS LA NUIT.
C'EST LE SOUFFLE D'UN BISON EN HIVER.
C'EST LA PETITE OMBRE QUI COURT DANS L'HERBE ET SE PERD AU
COUCHER DU SOLEIL. »

L'accepter, l'accueillir, et même s'en réjouir, voilà la voie pour créer un monde qui, selon la parole du mystique catholique Maurice Zundel, soit enfin à la mesure de la valeur de dignité infinie déposée au cœur de chaque être humain. La « crise sanitaire » apparaît bien comme la *révélation* (« apocalypse ») des scories déshumanisantes de la modernité et du transhumanisme. Ainsi que le contre-exemple presque parfait de ce à quoi aspire notre dignité. Sacrée boussole qui nous est donnée *en négatif*, indiquant le chemin vers notre humanité et vers la vraie vie. Lesquelles, proposait Zundel, restent « en devant de nous ».

Jean-Dominique MICHEL,
anthropologue de la santé, auteur de *Covid : anatomie d'une crise
sanitaire*
(HumenSciences, 2020).

INTRODUCTION

Le totalitarisme est un régime politique qui repose sur la terreur et la persécution des citoyens. Il diffère de tous les autres régimes en ce qu'il vise « la domination totale » : il s'immisce dans la totalité des sphères sociales, privées et intimes, jusqu'au psychisme des individus, à leurs croyances et à leur faculté de raisonner. Il se reconnaît à son écart toujours croissant entre ses dogmes et le réel de l'expérience, mais également à une corruption de la logique et de la langue, qui engluie et entraîne la pensée dans une croyance délirante partagée, sans plus s'embarrasser de la recherche de la vérité. Hannah Arendt précise à ce sujet que, dans le régime stalinien, « tous les faits qui ne concordaient pas ou qui étaient susceptibles de ne pas concorder, avec la fiction officielle – données sur les révoltes, la criminalité, les véritables incidences des activités “contre-révolutionnaires” par opposition aux ultérieures conspirations fictives – étaient traités comme irréels¹ ».

Le système totalitaire est d'abord une pathologie psychique collective, qui produit un délire paranoïaque (une « folie raisonnante »), contribuant à la contagion délirante. Plusieurs facteurs doivent être réunis pour que cette contagion délirante fonctionne ; et sans doute ce thème mériterait-il beaucoup plus d'attention de la part des spécialistes en psychopathologie, afin d'en extraire les subtils mécanismes. Néanmoins, et indubitablement, **la corruption de la langue** est une des portes d'entrée dans la contagion délirante. Le délire se reconnaît au fait qu'il se présente comme certitude qui ne peut plus être contestée. Les opposants – ceux qui doutent – sont persécutés comme des opposants politiques, ainsi que ceux qui voudraient confronter la croyance collective à une recherche de vérité ou à l'épreuve des faits. Tous les systèmes totalitaires ont, en effet, créé leur *novlangue*, laquelle peut se retrouver également dans des îlots totalitaires, par exemple au sein des entreprises fonctionnant à la terreur, au harcèlement et à la persécution de leurs salariés. Tout totalitarisme vit par la « prétention idéologique² » conquérante, et par la « rectification de la pensée » (Mao Zédong). Pour franchir ces paliers idéologiques, qui éloignent chaque jour

davantage de la recherche de la vérité et du savoir, l'instrumentalisation de la langue est nécessaire. C'est sur celle-ci que nous souhaitons nous attarder, à partir du traitement de l'information dans la crise politique majeure du Covid, qui a traumatisé l'ensemble de l'humanité à partir du premier trimestre 2020.

PRÉAMBULE

LA LANGUE COMME PATRIMOINE

La langue est le terrain de jeu de prédilection du mouvement totalitaire, qui l'utilise dans un sens dévoyé et pervers, afin de détruire les liens de transmission, d'appartenance, et les liens logiques, pour faire entrer dans la certitude délirante. La langue est un patrimoine. Que cela nous plaise ou non, nous arrivons au monde dans une culture, un rapport à la tradition et à nos ancêtres. Ainsi, les langues ont toujours évolué dans l'Histoire. Le français est le produit du latin, du grec, de langues celtes, de l'arabe, de l'anglais, etc., au gré notamment des nombreuses invasions subies ; et toutes ces origines en font à la fois la complexité et l'essence propre. Lorsque, de façon intentionnelle, la langue est trafiquée par des intérêts du politique ou de groupes communautaires, les citoyens doivent absolument s'en alarmer. Nous renvoyons à ce sujet, entre autres travaux, à Orwell et Klemperer.

C'est par le langage *pseudo*-logique que le psychisme paranoïaque individuel ou collectif crée son délire, qui répond parfaitement à la définition donnée par Lacan au sujet des délires : « ces immenses bla-bla-bla extraordinairement articulés ». Une *pseudo*-dialectique semble mise à la défense des convictions délirantes : tout s'enchaîne, sans supporter la moindre contradiction, ni, au fond, le moindre interlocuteur, ce dernier étant ravalé au statut de récepteur obéissant et soumis. Et lorsque la contradiction apparaît, le psychisme paranoïaque s'érige en victime et accuse le contradicteur – voire le contradictoire – d'être coupable. Il est très difficile de saisir l'enchaînement temporel, spatial et causal des intuitions initiales

du paranoïaque, des faits originels, ainsi que la logique des déductions. À la base du délire se trouve une déficience du principe de non-contradiction : tout objet qui ne rencontre pas de contradiction devient *ipso facto* un objet de croyance transformé en une vérité absolue. Ce qui est pathologique est la fixation de l'erreur par où se produisent le délire et son extension progressive, où l'état normal se transforme en paranoïa.

Étudier la sophistique (faux raisonnement) du délire paranoïaque est donc fondamental, puisque c'est de là que naît l'abolition d'un rapport intègre à la vérité. Comment cette sophistique se manifeste-t-elle dans la crise politique que nous traversons ? Nous proposons ici des pistes d'analyse et de réflexion qui, loin d'être exhaustives, invitent les citoyens à retrouver leur libre arbitre, en se dégageant des pièges instillés dans la langue, depuis le premier trimestre 2020.

La marque de fabrique du délire paranoïaque est surtout **le détournement des règles du raisonnement logique**, pour interpréter le monde **sous l'angle de la persécution**. Cette apparente cohérence confère force de conviction et pouvoir de contamination. En cela, la sophistique est bien une compétence paranoïaque pour détourner l'essence même de la langue. D'ailleurs, le paranoïaque déplace les débats scientifiques, historiques, sociétaux, etc. vers le champ rhétorique et politique (par exemple, des questions d'historiens deviennent des questions politiques), où il pourra utiliser les manœuvres manipulatoires de la langue, loin des discussions entre véritables chercheurs (d'où le danger, en France, d'avoir autorisé le transfert, dans le champ politique, de questions relevant de la science, de l'histoire, de l'expertise, de la recherche).

RHÉTORIQUE OU SOPHISTIQUE : RAPPEL

« Athènes, qui créa la démocratie, créa aussi le discours qui l'accompagne. La parole y devint outil politique de commandement et de domination. C'est là que naquit la rhétorique, codifiée par les Grecs puis les Romains, reprise lors de l'avènement de la République, car il s'agissait de redonner aux citoyens les armes de l'esprit critique.

Aristote, dans son ouvrage *La Rhétorique*, explique que cet art consiste à trouver des preuves pour une idée plutôt que pour une autre. Il distingue trois classes de preuves : l'*ethos*, le *pathos*, le *logos*. Pour emporter l'adhésion, il convient donc de les allier.

L'*ethos* concerne le caractère du rhéteur, ou plutôt, l'apparence de son caractère, qui doit donner l'illusion d'une bonne foi, l'apparence d'un caractère moral, par des paroles et gestes appropriés.

Le *pathos* vise à susciter des émotions dans l'auditoire.

Le *logos* tend à s'occuper des probabilités (et non des certitudes, qui relèvent de la science pure).

[...]

Le discours politique n'est pas de l'ordre du vrai, mais du vraisemblable. Il n'a pas pour but de révéler la vérité, bien qu'il puisse faire semblant de le faire, mais sa finalité est de motiver, de rassembler, de séduire, en s'appuyant sur les valeurs et émotions supposées de l'auditoire afin de susciter l'adhésion.

L'essence de la manipulation politique a donc été étudiée depuis des millénaires, avec l'art du discours.

[...]

Ce qui distinguait aussi, pour les Anciens, la rhétorique de la sophistique était l'amour du Beau et du Vrai. Pour les sophistes, tout pouvait s'argumenter, d'un côté comme de l'autre, dans une sorte de relativité du vraisemblable, disponible autant pour une cause que pour son contraire... Cette sophistique du pour et du contre, intervenant dans des conflits du droit et de la politique, est illustrée dans le *Gorgias* de Platon : Socrate s'y oppose, arguant que le "bien parler" ne suffit pas, il faut bien penser, et servir le Vrai et le Beau¹. »

En amont de la sophistique, il existe également un autre travers dont le délire paranoïaque peut se saisir pour créer une néo-réalité délirante. C'est celui d'un langage logique qui serait totalement déconnecté de l'expérience et du réel. Le retour au réel est fondamental, car la seule logique d'un raisonnement ne garantit pas qu'il corresponde à la complexité du réel, qu'il en ait inclus tous les paramètres et sache les restituer. Ainsi, le risque est grand de produire une logique imparable dépourvue de tout rapport avec l'expérience, et susceptible de devenir dangereuse si elle prétend s'imposer à l'être humain et à l'épreuve du réel. De fait, cette logique imparable,

détachée de la réalité de l'expérience, est une idéologie. L'idéologie est une croyance délirante qui s'organise en une folie raisonnante (produite par une paranoïa individuelle et/ou collective), et qui caractérise le totalitarisme selon Hannah Arendt. Le totalitarisme n'existe, en effet, pas sans idéologie : « Dans les gouvernements totalitaires, le principe de l'action [...] est l'idéologie². » Et cette croyance délirante d'apparence pseudo-logique exige que la réalité de l'expérience se plie à elle ; la pensée n'est plus régulée par le retour d'expérience ; elle s'impose en tant que certitude délirante sur l'expérience, interprète et déforme la réalité pour la faire plier sous sa folie, et la lire au travers du prisme de son dogme qui ne souffre d'aucune remise en question³. Rappelons-nous ce que disait Hannah Arendt : dans le totalitarisme, les faits sont traités comme irréels. Car derrière l'atteinte à la langue, c'est la question de la possibilité même de la vérité qui est en jeu. De retour d'Espagne, Orwell avait été saisi d'effroi, par la manière dont, de toutes parts, les journaux s'étaient acharnés à ne pas dire les faits tels qu'ils s'étaient produits. Ce fut là l'une des sources de sa réflexion romanesque de *1984* sur l'appauvrissement systématique de la langue comme visée de domination ultime et disparition de toute pensée critique. Et, au fond, résister aux mensonges publics, aux mystifications officielles et à l'impudeur journalistique, c'est tenter d'empêcher que soit « détruit le rapport des hommes à la signification, et le langage comme milieu et véhicule d'une vérité possible, donc d'un mouvement de la société⁴ ».

Pour parvenir à ses fins délirantes, déconnectées du champ de l'expérience, l'idéologie a besoin de tordre la langue ; et nous nous attarderons sur les différentes modalités de fraude imposées à notre langue, de façon masquée et presque invisible. Plus généralement, la somme de tous ces facteurs de risque de la désunion entre la pseudo-rationalité idéologique et l'expérience doit nous inciter à la prudence quant à la certitude des conclusions d'un quelconque raisonnement mathématique ou statistique, certitude qui conduirait à prendre des décisions sur nos vies. Les garde-fous au sens propre, dont le doute, la prudence, la recherche de cohérence et la validation du raisonnement par l'expérience, sont nécessaires, afin de ne pas tordre le réel par un raisonnement que l'on souhaite lui imposer. L'objectif de notre analyse est donc précisément de réintroduire ces garde-fous, en étudiant les dérives présentes dans le traitement des données mathématiques de l'épidémie de Covid, mais aussi dans la récupération

politique qui a pu en être faite, ajoutant aux premières dérives celles de la rhétorique politique et médiatique, à savoir la sophistique, la manipulation par l'émotionnel et le sensationnel, l'introduction d'un nouveau champ lexical, etc. L'ensemble de ce processus concourt à l'instauration d'une idéologie au contenu sanitaire, qui propose de se substituer au savoir dans notre rapport au réel, et s'orchestre comme le principe de l'avènement d'un nouveau totalitarisme numérique visant à régenter nos vies, sans aucun état d'âme pour la destruction du lien social et de notre humanité.

L'ENSEMBLE DE CE
PROCESSUS CONCOURT À
L'INSTAURATION D'UNE
IDÉOLOGIE AU CONTENU
SANITAIRE, QUI PROPOSE DE
SE SUBSTITUER AU SAVOIR
DANS NOTRE RAPPORT AU
RÉEL, ET S'ORCHESTRE
COMME LE PRINCIPE DE
L'AVÈNEMENT D'UN NOUVEAU
TOTALITARISME NUMÉRIQUE
VISANT À RÉGENTER NOS
VIES, SANS AUCUN ÉTAT D'ÂME
POUR LA DESTRUCTION DU
LIEN SOCIAL ET DE NOTRE
HUMANITÉ.

CHAPITRE 1

LA PERVERSION DE LA SCIENCE : LA LOGIQUE, L'ÉPIDÉMIOLOGIE ET LE RAPPORT À L'EXPÉRIENCE

Dans ce premier temps, nous allons analyser les dérives présentes dans la logique mathématique et statistique ayant traité du Covid, et son rapport inadapté à l'expérience. Commençons par une citation de Jean Merker¹ : « En biologie comme en mathématiques ou ailleurs, nous nageons en pleine incertitude. » Cette nécessaire incertitude n'a pas été prise en compte dans l'analyse originelle de l'épidémie, et encore moins dans les décisions politiques qui s'en sont suivies, dans de nombreux pays du monde. Notre constat est celui d'une inflation du langage spécieux qui a totalement fait fi du réel et de l'expérience.

Le langage mathématique : un formalisme devenu vide de sens

On ne saurait comprendre le décalage existant aujourd'hui entre le réel et sa présentation délirante dans les discours de l'épidémiologie sans en passer par quelques rappels historiques de la construction du langage mathématique et de sa rupture progressive avec l'expérience sensible *a priori*.

**NOTRE CONSTAT
EST CELUI D'UNE INFLATION
DU LANGAGE SPÉCIEUX
QUI A TOTALEMENT FAIT FI DU
RÉEL ET DE L'EXPÉRIENCE.**

À l'origine de tout : la géométrie

Modèle par excellence de tous les discours scientifiques, la géométrie (qui avec l'arithmétique permettra, *via* la structuration de l'espace-temps, de poser la cinématique) est une discipline incontournable dans l'analyse de l'évolution des mathématiques. Dans sa tradition antique, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la géométrie s'appréhendait de façon aussi bien expérimentale que logique. Il s'agissait d'un tout. Le réel et le discours s'articulaient notamment autour de la notion de *figure* qui permettait de guider le raisonnement **de telle façon qu'il ne s'éloigne jamais trop de l'expérience**. L'une supportait l'autre, et les preuves pouvaient de façon convaincante reposer sur la construction expérimentale. Le découpage et le recollement devenaient ainsi un moyen de prouver l'égalité des aires et d'affirmer le théorème de Pythagore. D'un point de vue matériel, le discours géométrique permettait de penser l'espace comme l'ensemble des positions possiblement occupées par la matière. Ainsi, aux « points géométriques » – introduits par Euclide comme « tout ce qui n'a pas de partie » – correspondaient de façon naturelle les « points matériels » – les atomes – précisément définis comme plus petite unité de matière indivisible, c'est-à-dire n'ayant pas de partie. Dans cette perspective, et comme le rappelait Jean Merker, le texte d'Euclide « raconte indubitablement quelque chose du réel ou du monde des idées ». Le point matériel ne fait rien d'autre que de marquer, dans le monde matériel et sensible, l'idée du point géométrique, et le dessin devient le guide dans le discours de la preuve.

Ainsi, la géométrie était toujours rattachée au monde réel, et ce qui fondait « sa vérité » n'était ni plus ni moins que son lien avec l'expérience et la réalisation dessinée ou matérielle qui permettait d'emporter la conviction sur la véracité et sur le chemin qui l'y menait. Le discours ne pouvait donc en aucun cas contredire l'expérience sensible. Il s'agissait là d'un crime très grave contre l'entendement qu'aucun philosophe ni mathématicien n'aurait eu l'idée de commettre. Pourtant, au fur et à mesure que les mathématiques et l'Histoire avançaient, la tension entre le dire et le faire, entre le langage raisonnant et l'expérience sensible, semblait devenir insoutenable. Était en jeu la démonstration du cinquième postulat d'Euclide

à propos des parallèles, qui affirmait que « par un point extérieur à une droite, on ne peut mener qu'une parallèle à cette droite ».

On peut dire, sans exagérer, que cette question a été l'une des plus structurantes de l'histoire des mathématiques. Personne ne pouvait d'abord remettre en cause un tel postulat, car les objets primitifs des mathématiques (points, droites, plans) étaient expérimentés et conçus par la pensée, de sorte que toute affirmation contraire au cinquième postulat contredisait nécessairement la géométrie en tant que discours sur l'expérience *a priori*. Gauss, parmi les premiers qui s'affranchissaient d'une telle contrainte, n'osait toutefois pas publier ses idées sur la question, se contentant de les échanger en privé avec quelques mathématiciens susceptibles de dialoguer sur le sujet. À cette époque, les mathématiques ne pouvaient, ni ne devaient, contredire la perception immédiate : la contingence de la perception aurait nui à leur vérité. E. Kant l'avait notoirement spécifié dans la *Critique de la raison pure* : « Si la représentation de l'espace était un concept acquis *a posteriori* et puisé dans une expérience extérieure universelle, les premiers principes de la science mathématique ne seraient plus que des perceptions. Ils auraient toute la contingence de la perception, et il n'y aurait plus rien de nécessaire dans cette vérité qu'entre deux points il ne peut y avoir qu'une ligne droite ; seulement, l'expérience nous montrerait qu'il en est toujours ainsi. » Cela montre que l'on commençait à dissocier les vérités logiques et les données de l'expérience.

Pour sortir de la géométrie euclidienne et du cinquième postulat, il fallait donc *imaginer et se couper du réel*. Ne plus nécessairement rattacher, dans un premier temps, le discours avec l'expérience. Mais, pour que l'imagination soit légitime, encore fallait-il que le discours, puisqu'il n'était plus rattaché à la catégorie kantienne de l'espace, se dote de garde-fous. Le développement de la logique formelle pouvait sans doute alors commencer. Les mathématiques devenaient nécessairement un langage qui n'avait plus besoin d'être à l'épreuve du réel, mais qui devait respecter alors une structure rigoureusement contrôlée. Les compromis dans le raisonnement, auparavant tolérés car justifiés par la réalisation dans l'espace du dessin ou de l'expérience qui emportait la conviction, devaient disparaître au profit d'un pur formalisme. La conquête des géométries non euclidiennes nécessitait ainsi, dans un premier temps, de rompre le lien rapprochant le signifiant du signifié.

En analysant l'axiomatisation hilbertienne de la géométrie, A. Einstein² l'avait parfaitement compris : « Une telle exposition épurée [l'axiomatisation des mathématiques et de la géométrie] rend de même évident que la mathématique comme telle est incapable d'énoncer quoi que ce soit, ni sur les objets de la représentation intuitive, ni sur la réalité. Par les mots *point*, *droite*, etc., il ne faut entendre, dans la géométrie axiomatique, que des concepts schématiques vides de contenu. Ce qui leur confère du contenu n'appartient pas à la mathématique. » D'un discours fondamentalement ancré dans le réel et pour lequel on n'avait pas profondément distingué les aspects du langage et ceux de l'expérience, les mathématiques se sont, par la suite, orientées vers une grammaire purement formelle, coupée de tout lien avec la réalité.

Quand le calcul remplace le raisonnement

Mais, bien avant l'aventure axiomatique et purement logique de la géométrie, pour laquelle l'expérience disparaissait au profit du langage parfaitement raisonné, R. Descartes avait, lui aussi, posé les conditions intellectuelles d'un dépassement du réel. En établissant les bases de la *géométrie analytique*, Descartes opérait, par la même occasion, *le remplacement du raisonnement par le calcul*. Dans ce cadre-là, les points étaient remplacés par leurs coordonnées, et les droites ou les plans, par des équations algébriques. Le parallélisme et la perpendicularité relevaient de formules calculatoires dérivant du produit scalaire et du produit extérieur (*via* les déterminants). La trigonométrie devenait une discipline à part entière, et les mesures d'angles finissaient par se confondre avec les angles eux-mêmes.

Avec Descartes s'inventait ainsi *l'arithmétisation du raisonnement* : le calcul dans les nombres réels se substituait au langage formel issu des règles de dérivation logique. Entre les deux (la géométrie pure et la géométrie analytique) se développaient divers systèmes d'écriture mixte où les raisonnements s'appuyaient de plus en plus sur des symboles d'opération. La géométrie affine permettait ainsi de discourir sur les points en utilisant l'outil de calcul vectoriel. On définissait les vecteurs par une relation d'équivalence sur les bipoints (ce qu'il est convenu d'appeler « l'équipollence ») et, ce faisant, on pouvait introduire la somme « + » entre

un point A et un vecteur \mathbf{u}^3 , de sorte que « $B = A + \mathbf{u}$ » devenait licite. Finalement, la somme entre deux vecteurs et l'action d'un nombre réel sur un vecteur permettaient de formaliser la notion d'*espace vectoriel*, qui rendait totalement algébriques – et donc calculatoires – d'innombrables problèmes de géométrie. Les calculs barycentriques révélaient alors toute leur importance en mécanique du solide, mais également en électromagnétisme. Dans cette perspective se mettait en place une dérive inquiétante dans la *déliation au réel* : la figure dessinée – garante du lien avec la réalité –, après s'être effacée au profit du raisonnement, ne trouvait plus aucune place légitime lorsque le raisonnement lui-même était remplacé par le calcul.

La réalité s'incarnait dans le calcul ; le calcul, c'était la réalité. Pourtant, l'omnipotence calculatoire se heurtait à un ennemi de taille : l'impossibilité de *réaliser le calcul*. On notera ici que le syntagme verbal dit beaucoup de cette confusion entre le réel et le calcul. La réalisation d'un calcul s'appréhende de la même façon qu'un vœu qui s'exauce. L'ordinateur sera la baguette magique qui permettra de consacrer définitivement le calcul comme l'expression même du réel. En attribuant des valeurs *numériques réelles* aux *variables algébriques* représentatives des *points géométriques* et de la substance que ces derniers incarnaient, l'ordinateur permettait d'achever la confusion totale entre calcul et réalité : *ça existe, puisque je l'ai calculé*. Ainsi, le calcul n'est que la forme ultime, la plus achevée, du discours sur le réel. On ne se lassera pas de constater que les mathématiques partagent le même vocabulaire que la magie : les *formules* se réalisent par le calcul grâce à l'ordinateur, comme les vœux deviennent réalité grâce à la baguette magique. On revient ainsi à une forme d'omnipotence divine : au commencement du monde était le Verbe. Au commencement du monde était l'équation.

Le calcul mathématique comme seule forme de vérité

L'idée qui avançait au début du xx^e siècle était celle selon laquelle le langage mathématique et sa cohérence devaient primer sur la réalisation expérimentale, par le dessin par exemple. À ce titre, deux épisodes particulièrement instructifs doivent retenir l'attention.

Le premier concerne le statut de l'équation de Boltzmann et la suspicion qu'elle inspira à certains mathématiciens, Poincaré en tête. À une époque où l'existence des atomes n'était encore qu'une simple hypothèse (il fallut le prix Nobel de Jean Perrin en 1926 pour mettre un terme définitif à ce débat), et la physique statistique, une discipline encore inconnue, Ludwig Boltzmann proposa de formuler un traitement des interactions entre particules, permettant, dans une seule et même équation statistique (il utilisait déjà la notion de *densité de probabilité*) – et qui s'appuyait sur des outils novateurs (tels que la section différentielle de collision, qui sera consacrée expérimentalement par Rutherford) –, la compréhension simultanée de la thermodynamique et de la mécanique des fluides. Cette équation, toutefois, dérangeait à plus d'un titre, en particulier les tenants de l'électromagnétisme, lesquels préféraient s'en tenir à la notion encore prégnante d'*éther*, plus conforme à la représentation des phénomènes électromagnétiques. Comme on le sait aujourd'hui, la vision boltzmannienne était, cependant, parfaitement correcte. Le rejet de son équation – qui conduisit vraisemblablement le scientifique autrichien au suicide – ne pouvait donc passer que par des considérations formelles, en dehors de toute forme d'empirisme. La vérité devait sortir du langage seul, des calculs en découlant, et non pas des formes de l'expérience. Ce fut Knudsen, *via* l'observation de l'effusion moléculaire en 1909, qui mit le premier en évidence la distribution de Maxwell (inhérente à l'équilibre de l'opérateur de collision de Boltzmann). Mais il faut sans doute croire que les victoires des géométries non euclidiennes avaient enhardi les tenants de l'approche formelle dans leur certitude que le développement systématique du langage, appuyé par le calcul, pouvait – bien mieux que n'importe quelle perception du réel – décider de la véracité des propos. Les deux principaux reproches que l'on adressa à Boltzmann (les paradoxes de Zermelo et de Loschmidt) se basaient ainsi sur une exploitation stricte du langage, entretenant une confusion inquiétante entre vérité et cohérence mathématique.

Le second épisode concerne la formule de Stokes. Elle permettait (et permet toujours, bien entendu) de transformer l'intégrale des formes différentielles d'une surface vers le volume qu'elle délimite (et *vice versa*). Pour cela, il fallait toutefois utiliser une notion aussi intuitive qu'elle est difficile à définir mathématiquement : la notion de *normale extérieure* (*i.e.*

en un point d'une surface, une direction perpendiculaire à la surface orientée de l'intérieur d'un objet vers son extérieur). Depuis qu'ils en avaient besoin, les physiciens utilisaient toujours cette notion grâce à un dessin qui permettait de guider leurs calculs, lesquels finissaient toujours par tomber juste. C'est le groupe Bourbaki (un collectif de mathématiciens créé peu avant la Seconde Guerre mondiale par André Weil, frère de la célèbre philosophe du même nom) qui prit en charge la réécriture mathématique de la formule de Stokes. Il s'agissait là d'une illustration, parfaite dans la généralisation, de la méthode d'axiomatisation – c'est-à-dire les mathématiques purement formelles et logiques, en dehors de l'expérience donc – que le mathématicien allemand David Hilbert avait consacrée dans son traité sur les fondements de la géométrie. Comme Christian Houzel le rappelait, Bourbaki, en réécrivant les mathématiques, stimulé par la critique de la formule de Stokes, « a adopté, en suivant Hilbert, la méthode axiomatique d'exposition des mathématiques ».

Houzel poursuivait : « Cet effort de refondation a eu pour conséquence un certain repli des mathématiques sur elles-mêmes, repli encore accentué par un éloignement du côté des physiciens. [...] La méthode axiomatique avait été élaborée par Hilbert pour analyser les fondements de la géométrie élémentaire, et elle s'était développée en algèbre ainsi qu'en topologie générale. Bourbaki voulait l'étendre à l'ensemble des mathématiques. Cette méthode consiste, après avoir analysé les démonstrations des théorèmes pour en extraire les hypothèses utilisées, à poser ces hypothèses comme axiomes de la théorie et à ne plus faire intervenir que ces axiomes dans les démonstrations. Il en résulte une théorie beaucoup plus abstraite. [...] La mathématique exposée selon la méthode axiomatique peut paraître très abstraite, et le contenu de ses objets risque de se dissoudre. » Traduite dans la réforme des mathématiques modernes en France dans les années 1970, l'influence bourbakiste a donné lieu à cette définition de la droite en 4^e, en 1971 :

« Par définition, une droite affine D est un ensemble E muni d'une famille Φ de bijections de E sur \mathbb{R} telles que :

a) pour tout f élément de Φ , et pour tout élément (a,b) de $\mathbb{R}^* \times \mathbb{R}$, l'application définie par $g(M) = a f(M) + b$ appartient aussi à Φ ;

b) réciproquement, si f_1 et f_2 sont deux éléments quelconques de Φ , il existe (a,b) appartenant à $\mathbb{R}^* \times \mathbb{R}$ tel que $f_2(M) = f_1(M) + b$. L'ensemble E est appelé le support de la droite affine D , un élément M de E est appelé un point de la droite affine D . »

Ainsi s'achevait le triomphe axiomatique des mathématiques, vides de sens, dépourvues de lien avec le réel. Si l'on ne peut nier qu'une telle conception a permis de nombreuses avancées, mal utilisée, en revanche, elle autorisait aussi l'enfermement dans un monde imaginaire – celui de la logique pure –, rassurant parfois, fascinant sans doute, dangereux indubitablement, où la vérité relève entièrement du choix arbitraire des règles de déduction et des axiomes. Le régal de l'omnipotence, en somme : la possibilité de créer un monde dans lequel on décide à l'avance de l'ensemble de ce qui peut s'y produire.

Une bien pauvre épidémiologie

Science opérative, science spéculative, prédictions ou oracles ?

En réalité, à l'origine des mathématiques se trouvaient donc la géométrie et la volonté de parler rigoureusement de l'expérience spatiale. Parce qu'elle était contraignante – l'espace possède ses propres lois –, l'expérience spatiale devait nécessairement s'associer à un discours contraignant : la logique l'accompagnerait. Au fur et à mesure, cependant, le langage se développa de façon autonome. Peu importe son lien avec le réel, pourvu qu'il soit consistant. Finalement, le raisonnement remplacera l'expérience ; le calcul remplacera le raisonnement ; et l'ordinateur donnera l'illusion d'un retour vers le réel à travers la réalisation numérique. Les épidémiologistes contemporains – ceux de l'école axiomatique-déductive – ne sont que la queue de la comète des mathématiques. Ni physiciens ni mathématiciens, ils ne dominent pas plus le langage qu'ils ne cherchent de lien avec la réalité. Pour eux, les mathématiques ne sont que des formules magiques qui permettraient d'arrêter, d'un coup de baguette computationnelle, les épidémies.

AINSI S'ACHEVAIT LE TRIOMPHE AXIOMATIQUE DES MATHÉMATIQUES, VIDES DE SENS, DÉPOURVUES DE LIEN AVEC LE RÉEL.

Dans le chapitre « Philosophie de la nature » de son *Encyclopédie des sciences philosophiques* (1817), le philosophe Hegel explique que l'idée doit s'éprouver dans son rapport à la nature et à l'expérience. Il est impossible d'imposer à la réalité des procédures dialectiques et logiques, c'est la spécificité différentielle du contenu empirique qui opère comme garde-fou. Le thème essentiel de l'exposé de la première section de la « Philosophie de la nature » est bel et bien la détermination logique du mode de transcription mathématique qui respecterait le caractère sensible et empirique des phénomènes naturels. Il existe un va-et-vient entre la logique et l'expérience qui caractérise toute science prétendant avoir affaire à la nature et au vivant, et dont, sans conteste, font partie l'épidémiologie et même la médecine. Ce sont des sciences opératives, qui doivent se confronter sans cesse à l'expérience pour ne pas perdre leur chemin vers la vérité, qui doit s'entendre comme correspondance à la réalité des faits.

Boèce avait également éclairé cette histoire de sciences opératives et de sciences spéculatives. La science mathématique est spéculative, car elle considère les choses indépendamment du mouvement et en abstraction, c'est-à-dire sans rapport. Les mathématiques relèvent de la science spéculative, tandis que la médecine et l'épidémiologie relèvent de la science opérative, en ce sens qu'elles ne sauraient, sauf à s'induire elles-mêmes en erreur, s'abstraire de l'expérience. Quant aux statistiques, il s'agit d'un outil d'analyse, qui sert de support ensuite à des interprétations. En tant qu'outil, elles sont neutres ; c'est leur utilisation qui détermine si l'on opère, ou non,

d'une manière rigoureuse et avec une intention intègre de recherche de vérité.

D'un point de vue historique, la naissance de l'épidémiologie se situe en pleine période scientifique et biocrate⁴, vers la fin du XIX^e siècle, au moment où l'on tentait de consacrer l'idée d'un pouvoir politique devant être exercé par les sachants plutôt que par les élus. Il semble important de replacer l'histoire de cette discipline dans l'optique du changement téléologique de l'exercice du pouvoir à la fin du XVIII^e siècle, tel que Michel Foucault le décrit. L'administration d'une *population* supplante alors les formes anciennes de la souveraineté princière où « L'art du gouvernant, son savoir-faire, ses techniques étaient toutes concentrées sur son habilité à conquérir et, surtout à conserver le pouvoir⁵ ». La biopolitique s'impose et exige la construction de savoirs qui lui sont dédiés. Le passage du peuple à la population entraîne ainsi un regard nouveau. Les sujets (différenciés et) liés à un souverain – selon des rapports à la Loi dont l'objet consiste à délimiter l'omnipotence princière – deviennent alors des *individus* (semblables et) appartenant à un (même) *ensemble*. La théorie des ensembles se développe (logiquement, mathématiquement) avec toutes les techniques de mesures associées. Les bijections de Cantor permettent de définir la notion de *cardinalité* ; les techniques de probabilités et de statistiques permettent de consacrer les règles de calcul des mesures. De ce point de vue, comme le rappelle Michel Foucault, « la statistique » signifie, étymologiquement, « la science de l'État » ; et les probabilités ne quantifient pas nécessairement l'incertain (même si elles naissent de ces considérations), mais, dans leur construction mathématique, elles permettent simplement de rapporter la mesure des sous-ensembles à la mesure de l'ensemble lui-même (d'où le fait que toutes les probabilités soient toujours positives et plus petites que 1). Dans un premier temps, on ne peut pas parler d'épistémologie associée aux statistiques. Il s'agit simplement d'une technique, d'un art, en quelque sorte, permettant de mettre en relief les populations, d'en faire ressortir une topologie. Dans cette perspective, les statistiques sont autant d'outils à disposition pour sculpter un ensemble brut (on parle d'ailleurs souvent en statistiques de *données brutes*). Dans le maniement des statistiques, encore aujourd'hui, il s'agit surtout d'obtenir un résultat, de faire valoir une méthode permettant de mettre en chiffres une partie de la population. La seule contrainte que l'on se fixe, c'est la formule de la cardinalité sur la

réunion de deux ensembles disjoints : comment compter des objets sans se tromper, en quelque sorte. On parle alors de *statistiques descriptives*. De ce point de vue, les statistiques ne relèvent pas d'une philosophie scientifique particulière, mais simplement de techniques et de règles de calcul.

L'épidémiologie s'invente ainsi d'abord *nécessairement* comme l'utilisation des statistiques dans les questions de santé. Il s'agit bien de ce que l'on pourrait appeler une *science opérative*. Cela demande moins d'imaginer qu'existent des lois qu'il faudrait mettre en langage formel, permettant ainsi de prévoir l'avenir par des raisonnements qui pourront nous aider à y accéder, que de décrire les corps en bonne santé afin que l'évaluation des forces puisse se faire de façon « objective ». Le mercantilisme décrit par Foucault bat alors son plein : la compétition entre les nations implique une estimation serrée des forces en présence. Il s'agit d'effectuer des opérations de comptage. Les statistiques en sont un outil.

Pourtant, sous l'impulsion de Boltzmann, un peu après le milieu du XIX^e siècle, s'invente la physique statistique – ou comment introduire des grandeurs intrinsèquement liées au dénombrement (à savoir les densités de probabilités qui servent de pierre élémentaire au comptage) dans des équations d'évolution spatio-temporelle de type prédictive. *La physique statistique – en premier lieu, l'équation de Boltzmann et la théorie cinétique des gaz – nous dit ainsi qu'il existe des équations mathématiques qui gouvernent les grandeurs statistiques*. Les statisticiens ont donc vocation à devenir des physiciens et à utiliser ainsi le langage mathématique. De façon assez curieuse, ce sont les médecins qui vont, les premiers, s'emparer de cette tendance pour le dénombrement des classes d'individus : R. Ross (le théorème du moustique et l'équation du paludisme) et McKendrick (le modèle SIR et l'immunité collective). Ces deux effets de seuil, qui apparaissent comme des interprétations grossières et impropres de propriétés asymptotiques dans des équations différentielles, peuvent trouver leur origine dans l'absence de formation des médecins au langage mathématique. L'ambition est de faire du dénombrement des personnes qui changent d'état (*i.e.* devenir malade, recouvrer ou préserver sa santé) une science dure, au même titre que les physiciens l'ont fait pour la matière, ou encore, de voir, dans les interactions entre êtres vivants (êtres humains, animaux, insectes, plus généralement vecteurs de maladies), une agitation moléculaire. Mais, au lieu de travailler avec des atomes évoluant dans un

champ de force, et dont les chocs vont engendrer des changements d'états (cinétiques, chimiques), les épidémiologistes travaillent avec des individus (et des vecteurs de maladies tels que les moustiques) dont les rencontres interpersonnelles ou vectorielles vont engendrer, elles aussi, des changements d'états. Ainsi, de même que la physique statistique permet d'ancrer le dénombrement dans des équations d'évolutions *déterministes* (au sens où, par exemple, on peut démontrer l'existence et l'unicité des équations posées), l'épidémiologie « mathématique » (ainsi que certains observateurs la dénomment) permet, elle aussi, de faire entrer des grandeurs de dénombrement dans des équations déterministes au même titre que celles de la physique. L'idée se développe donc de transformer le langage statistique caractéristique de la science *opérative* en un monde d'*équations spéculatives* : les grandeurs importantes sont obtenues par le raisonnement bien plus que par l'observation, et doivent se traiter par le raisonnement mathématique avant de se traiter par la mesure physique. Il existerait donc, en réalité, des lois sur l'état physiologique des êtres humains – celles de l'épidémiologie, dont les mesures statistiques ne constituent que des classes de solutions à des équations qu'il nous faut trouver et traiter de façon logique. De même que la géométrie perd son lien avec le réel en se transformant en discours purement logique, l'épidémiologie passe d'une science opérative, simplement descriptive, à une science spéculative, raisonnante, en perdant, elle aussi, le lien au réel pour n'évoluer que dans l'espace cohérent d'une langue purement grammaticale, mais vidée de sa sémantique.

DE MÊME QUE LA GÉOMÉTRIE
PERD SON LIEN AVEC LE RÉEL
EN SE TRANSFORMANT EN
DISCOURS PUREMENT
LOGIQUE, L'ÉPIDÉMIOLOGIE
PASSE D'UNE SCIENCE
OPÉRATIVE, SIMPLEMENT
DESCRIPTIVE,
À UNE SCIENCE SPÉCULATIVE,
RAISONNANTE, EN PERDANT,
ELLE AUSSI, LE LIEN AU RÉEL
POUR N'ÉVOLUER QUE DANS
L'ESPACE COHÉRENT D'UNE
LANGUE PUREMENT
GRAMMATICALE, MAIS VIDÉE
DE SA SÉMANTIQUE.

Le « théorème du moustique » de R. Ross, souvent considéré comme le « premier vrai résultat de l'épidémiologie mathématique », en est une bonne illustration. Prix Nobel de médecine en 1902 pour avoir confirmé l'hypothèse de Laveran sur le rôle des piqûres de moustiques femelles

anophèles dans la transmission du paludisme, Ross pose un modèle mathématique simpliste pour tenter de prouver une affirmation qui lui tenait à cœur : il n'y a pas besoin d'éradiquer tous les moustiques d'une région pour venir à bout du paludisme sévissant dans la zone considérée. Il existe un seuil en deçà duquel le nombre de moustiques ne permet plus la propagation de l'épidémie. D'un point de vue historique, il s'agit du premier « théorème de seuil » de l'épidémiologie, qui pose l'équation de la transmission du paludisme et cherche, dans la structure mathématique des solutions, la baguette magique permettant d'éradiquer la maladie. Si l'on peut évidemment saluer Ross pour les travaux fondamentaux qu'il a réalisés dans la compréhension de la maladie, sa représentation formelle de la transmission du parasite pose toutefois la question du lien de l'épidémiologie au réel. En essayant de transcrire une situation biologique complexe dans une équation mathématique simple, Ross introduisit l'illusion fondamentale de l'épidémiologie, à savoir que les mathématiques et les raisonnements qui y sont associés permettraient de trouver les réponses maîtrisées aux questions complexes de lutte contre les maladies infectieuses. Mais, alors que l'équation de Boltzmann, par la nature même des objets qu'elle impliquait (des atomes, en nombre gigantesque, aisément manipulables par des expériences reproductibles) se trouva vite confirmée par les mesures de Knudsen (tout en expliquant déjà la loi des gaz parfaits de Dalton), l'équation de Ross resta longtemps sans aucune possibilité de vérifications concrètes – qui ne sont d'ailleurs jamais arrivées. Le programme GMEP (*Global Malaria Eradication Program*), tenu entre 1955 et 1969, devait permettre, grâce à une politique systématique d'épandage de DDT et de chloroquine assurant l'élimination des moustiques et des parasites, l'éradication du paludisme sur la base des calculs et des paramètres issus de l'équation d'équilibre de Ross. Il s'agissait de rendre inférieur à 1 le fameux R_0 (nombre basique de reproduction) en contrôlant le nombre de vecteurs transmettant la maladie. Selon le théorème du moustique de Ross (dont l'équation fut étudiée par Lokta en 1923), un contrôle du nombre de moustiques permettant de rendre $R_0 < 1$ devait stopper net la diffusion des parasites. Hélas, rien de tel ne fut observé. Le GMEP échoua dans ses buts ultimes. Un papier de 2013 (Chiyaka, Tatem, Cohen *et al.*, « Infectious disease. The stability of malaria elimination »,

Science, 2013) rapporte que les pays ayant réussi à éliminer totalement la maladie ont pu estimer qu'il existait un facteur 100 environ entre la prédiction théorique et l'estimation concrète dans la valeur du R_0 critique. Pourtant, au lieu de se résigner à regarder la réalité en face et à acter l'impuissance modélisatrice des mathématiques dans la compréhension de la transmission des maladies, les épidémiologistes ont, au contraire, poursuivi, avec encore plus de paramètres et d'incertitudes associées, la voie de modélisation de Ross. Les théories du seuil continuent, encore aujourd'hui, d'encombrer les discours de santé publique. Des prédictions jamais vérifiées, telles que celle de l'immunité collective (transcription dans la transmission interhumaine des maladies infectieuses), s'imposent contre toute forme d'observation et de mise en évidence expérimentale, avec, à la clé, des conséquences politiques parfois désastreuses.

On peut penser qu'il existe une fascination pour le discours mathématique – quelle que soit la discipline en jeu –, quand bien même les faits montrent qu'il n'a pas d'application dans la représentation du réel. L'économie et l'épidémiologie en sont deux exemples frappants. La fulgurance géométrique, l'exactitude sidérante de la cinématique – qui plus est appliquée aux mouvements célestes – devaient devenir la forme obligée de tout discours scientifique. Car, en prenant pour modèle absolu la mécanique, la science c'est la vérité, et la vérité tiendrait tout entière dans le discours mathématisé. Il n'y aurait donc aucune vérité sans l'introduction des mathématiques. Pourtant, en s'interrogeant sur la géométrie, Einstein⁶ avait bien mis en garde contre l'emploi abusif des mathématiques en science :

« Ici surgit une énigme qui a fortement troublé les chercheurs de tous les temps. Comment est-il possible que la mathématique, qui est un produit de la pensée humaine et indépendante de toute expérience, puisse s'adapter d'une si admirable manière aux objets de la réalité ? La raison humaine serait-elle donc capable, sans avoir recours à l'expérience, de découvrir, par la pensée seule, les propriétés des objets réels ? À cette question il faut, d'après mon avis, répondre de la façon suivante : pour autant que les propositions de la mathématique se rapportent à la réalité, elles ne sont pas certaines, et pour autant qu'elles sont certaines, elles ne se rapportent pas à la réalité. » Plutôt que de renoncer à l'utilisation des formules

mathématiques, et à l'illusion de leur vérité absolue, des épidémiologistes incapables d'affronter leur impuissance ont préféré recréer une réalité virtuelle dans laquelle les simulations obéissaient aux équations. L'informatique, dans sa capacité à mettre en scène les calculs, aura ainsi servi de refuge. La simulation, en dépit des faits, a fini par s'imposer. Faire en sorte que le monde colle aux modèles : voilà, au fond, le projet totalitaire que tentent d'imposer certains épidémiologistes, et qui est tout à fait en rapport avec ce que nous vivons depuis 2020.

**FAIRE EN SORTE
QUE LE MONDE COLLE
AUX MODÈLES :
VOILÀ, AU FOND, LE PROJET
TOTALITAIRE QUE TENTENT
D'IMPOSER CERTAINS
ÉPIDÉMIOLOGISTES,
ET QUI EST TOUT À FAIT
EN RAPPORT AVEC CE QUE
NOUS VIVONS DEPUIS 2020.**

L'épidémiologie n'emprunte évidemment rien à la médecine. Elle se contente d'essayer de « casser » les chaînes de transmission. Sa cible privilégiée, c'est donc le lien entre les infectés et les infectants – qui peuvent être de la même espèce (les hommes entre eux) ou qui peuvent être d'espèces différentes (les hommes et les moustiques, par exemple). Il ne faudrait d'ailleurs pas confondre la santé publique – discipline

administrative dérivant parfois dangereusement vers la pure spéculation mathématique – avec la pratique médicale – discipline éthique dans l’art de soigner. Il paraît même certain que les deux s’opposent. De ce point de vue, la création en France par le régime de Vichy du Conseil de l’Ordre des médecins répondait précisément à l’utilisation des compétences des médecins sur les corps biologiques pour construire une population répondant à des critères de qualité. Dans sa vocation politique, le Conseil de l’Ordre s’emploie à modeler le médecin, pour qu’il devienne un simple agent exécutant les directives administratives de l’État dans le domaine de la santé publique⁷. Le médecin doit alors cesser d’agir dans le cadre d’une relation privée patient-soignant, pour devenir le support d’une prophylaxie publique. L’épidémiologie ne s’intéresse pas aux individus, mais aux grandeurs collectives que l’on peut établir sur eux. Elle ne traite que des ensembles, et pas des cas particuliers. L’épidémiologie se conçoit (faussement) comme une physique statistique spéculative (il s’agit, en réalité, d’une entreprise essentiellement bureaucratique, le plus souvent naïvement scientifique), dont l’objet de connaissance et d’étude est la *population*. À l’opposé, la médecine se construit comme un art, une science opérative, qui s’exerce de façon privée, humaine et secrète entre un médecin et un malade, en visant le soin individuel – lequel n’intéresse jamais l’épidémiologie. C’est une des raisons pour lesquelles ses moyens d’action préférés restent les mesures non médicamenteuses (NPI : *non-pharmaceutical intervention*, en anglais).

Alors que les mathématiques et la médecine remontent, en Occident, à la Grèce antique, et donc s’attachent à des savoirs humanistes, discutés dans un cadre moral et épistémologique – finalement philosophique –, les statistiques et l’épidémiologie apparaissent déjà comme des disciplines relevant de l’administration et de la technique, apanage de la fin du XVIII^e siècle. Le passage de la médecine à l’épidémiologie accompagne ainsi fidèlement la transformation du pouvoir décrite par Foucault : les sujets, avec leurs droits personnalisés (qu’il s’agit de gouverner et dont on veut surtout s’assurer la loyauté), deviennent ainsi des individus interchangeables pris dans un ensemble à administrer. Le point de vue particulier se perd au profit des considérations collectives, et la médecine individuelle perd son rôle central au profit de la gestion centralisée de la

santé publique. L'interchangeabilité des personnes permet une vision purement ensembliste de la population.

D'un point de vue psychologique, ce passage de l'individuel au collectif s'appuie sur la régression ante-œdipienne (en référence aux travaux de Racamier). Il s'agit d'une forme de retour vers des états psychiques inconscients qui sont régis par la satisfaction de ressentir à nouveau la toute-puissance et le narcissisme de la symbiose et de l'indétermination entre la mère et l'enfant. Nous reviendrons ultérieurement sur ces notions. Les êtres humains sont en effet fondamentalement des êtres vivants, et leur existence suit les étapes essentielles caractérisant le vivant : la naissance, la croissance, la reproduction, la vieillesse et la mort. La croissance s'attache à la survie de l'individu, à sa différenciation et à son existence propre, alors que la reproduction engage la survie de l'espèce. La période de l'ante-Œdipe se rapporte ainsi à l'individuation (processus consistant en différentes étapes de séparations et de castrations de type symbolique), alors que le complexe œdipien relève du lien à l'autre, c'est-à-dire de la capacité à accepter les différences⁸, et de s'en enrichir mutuellement. Le point de vue ensembliste consiste à dire que nous sommes tous équivalents, que l'individu ne représente rien en tant que tel, qu'il n'a pas d'existence propre, mais que sa vocation est de venir assurer la perpétuation de l'espèce. Il suppose donc la négation de l'existence cultivée, personnalisée, particulière. Une telle vision ensembliste, transformant un peuple constitué de sujets, en une population composée d'individus interchangeables, nécessite donc de régresser vers un état psychologique où domine la négation de la personnalité. Pour administrer une population plutôt que de gouverner un peuple, il faut d'abord supposer que le semblable prime sur le différent. L'épidémiologie a pour vocation l'espèce. La médecine a pour vocation l'individu singulier. Dans la crise du Covid, c'est bien la substitution de la « santé publique » au « soin individuel » qui mène l'action du gouvernement. La régression ante-œdipienne se met en action, avec des conséquences inquiétantes sur la réorganisation de la société, selon les principes mêmes de la perversion narcissique, demeurée précisément au stade de la confusion ante-œdipienne (voir *infra*).

En somme, le maniement des oracles en lieu et place des références traditionnelles au passé fut un premier signe – et non des moindres – de la mise en place d'un totalitarisme d'allure

internationale, sous l'égide de l'OMS. Citons Hannah Arendt : « La scientificité de la propagande totalitaire se caractérise par l'accent qu'elle met presque exclusivement sur la prophétie scientifique, par opposition à la référence plus traditionnelle au passé⁹. »

EN SOMME, LE MANIEMENT
DES ORACLES EN LIEU
ET PLACE DES RÉFÉRENCES
TRADITIONNELLES AU PASSÉ
FUT UN PREMIER SIGNE –
ET NON DES MOINDRES – DE
LA MISE EN PLACE D'UN
TOTALITARISME D'ALLURE
INTERNATIONALE,
SOUS L'ÉGIDE DE L'OMS.

Le retour à l'origine

Expliquons davantage la pauvreté conceptuelle et discursive de l'épidémiologie mathématique par un retour aux principes d'origine qui ont fondé les prédictions épidémiologiques et orienté les décisions politiques. Un raisonnement scientifique est le fruit de premiers principes qui sont posés, validés et établis, à partir desquels s'enchaîneront les liens logiques. Dans la corruption de la langue présente dans la paranoïa (cf. *infra*) – qu'elle soit pathologie individuelle ou collective –, le rapport à l'origine est

toujours problématique, et c'est ce que nous allons étudier. En clair, sont pris comme acquis des premiers principes qui n'ont absolument rien d'acquis, et ne sauraient être validés comme vérités premières ou axiomes. Ainsi, et comme nous l'avons constaté, l'épidémiologie « mathématique » a transformé la mesure statistique et son lien avec la réalité en une *spéculation* : celle d'une loi physique qui serait régie par une équation différentielle, et dont le calcul des solutions donnerait accès à la vérité. Derrière l'idée que l'épidémiologie pourrait se mettre en équation, il y a la folie des origines : celle de Ross, celle de Kermack et McKendrick qui croient naïvement établir l'équation de la réalité épidémiologique *via* une équation différentielle ordinaire. L'idée d'une physique statistique appliquée à l'interaction entre individus, transitant éventuellement par des vecteurs, pour rendre compte de la propagation des virus, apparaissait certes séduisante, mais butait cependant sur le lien au réel. Le langage mathématique ne peut pas être adapté à toutes les situations. Voilà ce que nous rappelait sagement Einstein. Tout ne se met pas en équation. Il est assez faux de penser que l'on pourrait comprendre les maladies virales grâce à des formules. Il y a, dans l'utilisation des mathématiques, une forme de fascination qui se situe en dehors du raisonnable. Curieusement, ce sont très souvent les individus les moins dotés en capital mathématique qui en sont le plus demandeurs, à commencer par certains biologistes et certains médecins. Bien entendu, les épidémiologistes en font également partie : le plus souvent, leur production mathématique suscite la consternation des mathématiciens, et leur compréhension du formalisme rappelle parfois celle des prêtres récitant une messe en latin (à ceci près que les prêtres, jusqu'à une époque récente, comprenaient ce qu'ils disaient en latin !).

Il faudrait sans doute une sociologie serrée de la discipline pour comprendre le rapport – souvent frustré – des épidémiologistes au langage mathématique. À l'origine, il y a donc une erreur fondamentale, qui consiste à vouloir analyser la propagation des virus en l'enfermant dans un modèle naïvement scientifique de la physique statistique : celui du « transport-collision ». En pratique, dès le début, l'épidémiologie se conçoit comme une discipline administrative, d'une administration qui cherche néanmoins à se rationaliser et à imposer ses décisions par voie politique, plus qu'à constater seulement les dégâts. Les équations visent moins à trouver la vérité sur le monde qu'à se donner des moyens rationnels pour légitimer

une action et dimensionner la dépense publique. Hier, c'était le Programme mondial d'éradication du paludisme qui se déployait, grâce à l'épandage de DDT sur la base du théorème du moustique de Ross. Aujourd'hui, c'est le fantasme de l'éradication du Covid sur la base du théorème de seuil qui opère (la fameuse immunité collective associée au modèle SIR), et dont on suppose qu'il ne met en jeu que la (pré)notion de « contacts ». De ce point de vue, les différentes injections géniques d'ARNm réalisées chez les individus remplacent exactement l'utilisation des insecticides supprimant les moustiques. Il ne s'agit pas de soigner, mais de briser la chaîne de contamination. On ne vous vaccine pas pour vous protéger de la maladie, mais pour vous empêcher de la diffuser (même si l'arrêt de la contagiosité par la vaccination n'est d'ailleurs garanti par personne). L'origine de l'épidémiologie mathématique repose ainsi sur une illusion : penser que la transmission virale obéit à des lois de Newton que l'on serait capable d'intégrer à une vision statistique et ensembliste. L'idée d'un système de type « transport-collision » qui sous-tend l'équation de Boltzmann et qui dimensionne toute la mécanique des fluides des gaz sert faussement de modèle à l'épidémiologie et ne peut évidemment pas s'appliquer aux considérations des transmissions virales : le « transport » (*i.e.* le déplacement) des êtres humains ou des vecteurs n'obéit à aucune forme de déterminisme, et la « collision » (*i.e.* la transmission du virus lors d'une rencontre) n'a, elle-même, aucune loi bien précise. Le modèle lagrangien de Ferguson (qui consiste à suivre les individus un par un dans le temps et l'espace pour en décrire le changement d'état viral) ne peut en aucun cas avoir le statut de la dynamique moléculaire en physique, et le calcul ne peut prétendre à une quelconque forme de vérité : il n'a, en soi, aucun lien avec la réalité (contrairement, par exemple, à la géométrie euclidienne qui naît d'abord du dessin avant de basculer dans le raisonnement et le calcul pour revenir rapidement vers le réel *via* la construction géométrique de la figure). La science consiste ainsi en l'établissement du lien entre les choses de la logique (le discours) et la logique des choses (l'expérience réelle), et c'est ce lien fondamental que l'épidémiologie « mathématique » a enterré depuis longtemps. Il n'y a pas d'équation déterministe de la maladie. Le vivant est beaucoup trop complexe pour cela, et l'axiomatico-déductif ne peut s'y appliquer de façon brutale. Dans les sciences du vivant, l'induction reste la règle essentielle. *La prétention au basculement d'une épistémologie à*

l'autre, le déductif à la place de l'inductif, voilà exactement ce qui plonge l'épidémiologie « mathématique » dans l'obscurantisme et le scientisme navrants. En épidémiologie, la mathématisation déterministe est d'abord une illusion.

EN ÉPIDÉMIOLOGIE, LA MATHÉMATISATION DÉTERMINISTE EST D'ABORD UNE ILLUSION.

Pourtant, c'est bien cette proposition initiale qui va être prise au sérieux : celle qui affirme que l'on possède effectivement des modèles pour prévoir, aussi raisonnablement que le mouvement des molécules dans un gaz, l'évolution de la diffusion du virus et, finalement, le nombre de morts qui en découlent. Et que l'adéquation supposée du modèle à la réalité permet de déduire « scientifiquement » des méthodes d'endiguement de l'épidémie. Dans un livre stimulant sur la prétention modélisatrice de l'épidémiologie, J. Rouchier et V. Barbet, critiquant les modèles de Ferguson sur la modélisation du Covid, avertissaient cependant¹⁰ : « À la base, un modèle ne sera jamais plus vrai que ses hypothèses [*i. e.* les choix des variables pertinentes, des équations les impliquant et des valeurs numériques initiant le calcul] et ne permettra pas d'affirmer des résultats hors d'un espace d'application précis. Pour autant, pour ceux qui le créent et les utilisent, ils sont souvent vus comme plus puissants qu'ils ne le méritent. »

L'avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020 détermina – *originellement* – toute la politique sanitaire de la France, dont le gouvernement ne s'écartera jamais. Chercheur à l'Institut Pasteur, l'un des plus jeunes membres du Conseil scientifique, S. Cauchemez¹¹ – la voix de son maître, Neil Ferguson, l'épidémiologiste anglais très controversé¹² – rédigea l'essentiel de la partie liée aux prévisions (même s'il refusa de

s'identifier dans le document public) et y posa les deux axiomes de base dans la manière de considérer l'épisode sanitaire :

1. Il existe une référence mathématique et informatique dans la modélisation de l'épidémie : celle de Neil Ferguson à l'Imperial College.
2. Dans ce modèle, la seule possibilité de lutter contre la diffusion du virus consiste à diminuer le nombre de « contacts ».

Il est important de comprendre, dans cette suite d'affirmations, que le calcul remplaça d'emblée toute autre forme d'appréciation de la situation : ce sont uniquement les considérations sur les hypothèses du calcul qui furent discutées.

Le postulat de base peut s'y énoncer comme suit : la propagation de l'épidémie virale se modélise comme un processus de type « transport-collision » qui reflète parfaitement la réalité, et dont nous connaissons les paramètres. Toute mesure prise dans la vie réelle et permettant de modifier les conditions du calcul autorise donc de présenter à la baisse les résultats de contamination et d'affirmer ainsi mécaniquement, et de manière totalement tautologique, l'efficacité des prises de décision. Il s'agit, en pratique, de bouleverser toute l'organisation sociale de sorte que l'on puisse changer, en conséquence, les résultats des simulations telles qu'elles sont paramétrées dans le code de Ferguson. De ce point de vue, de même que la généralisation de la vaccination s'effectue officiellement tandis que l'on se trouve encore en phase d'essai, l'imposition des mesures sociales tirées des calculs de l'Imperial College s'interprète exactement comme une gigantesque expérience réalisée sur la base d'une imposture mathématique.

Avant d'aller plus loin, nous devons faire un détour plus détaillé sur ce que l'on a pu nommer, dans le langage de la simulation, les « modèles à base d'agents » (*agent-based models*, en anglais¹³). Il s'agit, du point de vue des « sciences humaines » (en particulier l'économie, mais également l'épidémiologie) de ce que l'on appelle depuis longtemps en science physique le suivi « lagrangien ». Plus précisément, dans un ensemble dynamique, où chaque élément a la possibilité d'évoluer – selon certaines « lois » plus ou moins connues – dans le champ des autres, on suit individuellement « l'état » de chaque « particule » dans le temps et dans l'espace. Le but de la dynamique – autrement dit le « transport » –, c'est de fixer les rencontres dans le temps et dans l'espace ; le but de la « collision »

– autrement dit des rencontres –, c’est de traduire les changements d’état lors des interactions (en physique, l’état consiste essentiellement à attribuer un niveau d’énergie, tandis qu’en épidémiologie le changement d’état concerne le fait d’être infecté ou non. Il existe éventuellement des transformations dites « spontanées » qui n’ont pas besoin de rencontres pour être effectuées). À nouveau, c’est l’équation de Boltzmann, en physique statistique, qui constitue le modèle indépassable de ce genre de théorie. Indépassable, car les bases physiques et mathématiques de cette équation reposent sur une somme impressionnante de connaissances, passant de la logique à l’observation, dans un dialogue constant reliant précisément l’expérience aux équations associées. En particulier, le passage du point de vue lagrangien (on suit les molécules une par une en déterminant au fur et à mesure des rencontres les changements d’état) au suivi eulérien (on détermine, dans un volume donné et à un instant donné, la répartition de la population en fonction de son état) est maintenant très bien compris et précisément formalisé grâce au travail – entre autres – de la mathématicienne L. Saint-Raymond et de ses coauteurs. En épidémiologie, le passage du point de vue lagrangien (les modèles *agent-based* de suivis individuels comme celui de Ferguson) au point de vue eulérien (les équations homogènes de Kermack et McKendrick de 1927 sur l’évolution temporelle du nombre de personnes infectées par un virus se transmettant entre hôtes) n’est évidemment pas construit. On se contente de passer d’un point de vue à un autre en supposant que le lien existe (de sorte qu’on laisse supposer une hypothétique cohérence de la discipline) – ce qui n’est évidemment jamais le cas. Finalement, les simulations lagrangiennes de Ferguson s’imposent, non pas parce qu’elles seraient plus pertinentes, mais parce qu’elles sont plus complexes : elles donnent ainsi *l’illusion* de la rigueur et de l’investissement scientifique, alors qu’il ne s’agit en fait que d’un mauvais jeu vidéo.

Nous retranscrivons, ici, les passages (rédigés sans nul doute par S. Cauchemez) de l’avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020 mettant en évidence les postulats de base quant à l’appréciation de la situation. La première série d’affirmations consiste à établir, d’autorité et sans que cela ne puisse jamais être contesté, l’existence d’un modèle et de son lien avec la réalité. « Cette intuition a été illustrée à travers la réalisation d’un modèle Covid-19 particulier (Neil Ferguson, communication personnelle). Ce

modèle est adapté d'un modèle précédemment utilisé pour évaluer l'impact des stratégies de contrôle de premier niveau dans une pandémie de grippe (Ferguson *et al.*, 2006 ; Luca *et al.*, 2018 ; Ferguson *et al.*, 2005). Ce modèle reste une référence pour la planification des pandémies. Cette réalisation de modèle a été présentée pour illustrer le raisonnement scientifique détaillé ci-dessus et pour aider les décideurs à comprendre les différents scénarios. Elle confirme les observations faites à l'étranger. »

« Les données de surveillance épidémiologique fournies par Santé publique France montrent un décollage de l'épidémie (2 281 cas, et 48 décès pour la France au 11 mars 2020). Elles accréditent les travaux de modélisation, et sont corroborées par l'état actuel des services de réanimation dans les zones les plus touchées, ainsi que par l'exemple de l'Italie (Remuzzi *et al.*, 2020 ; Grasselli *et al.*, 2020). » Dans un article du *Monde* daté du 15 mars 2020, les journalistes Chloé Hecketsweiler et Cédric Pietralunga confirmaient d'ailleurs les prétentions de Cauchemez s'agissant du passage des modèles à la réalité, sur un ton de faux désespoir butant, hélas, sur la solidité des approches mathématiques/informatiques (on croit rêver) :

« Il existe des incertitudes quant aux hypothèses retenues et au comportement du virus – pourcentage d'asymptomatiques, transmissibilité, impact des mesures de quarantaine – mais, “même en divisant par deux, trois ou quatre, c'est une situation très sérieuse”, insiste Simon Cauchemez, l'épidémiologiste de l'Institut Pasteur qui a présenté ces modélisations. “S'il y a une situation où je serais heureux que les modèles se trompent, c'est celle-là”, ajoute le scientifique, en insistant sur le fait que les observations de terrain coïncident avec les prédictions du modèle et ont tout autant concouru au processus de décision. »

AINSI, LE PREMIER POSTULAT ÉTAIT POSÉ : LES MODÈLES DE FERGUSON ET LES CALCULS QUI Y FURENT ADOSSÉS CORRESPONDAIENT À LA RÉALITÉ. C'EST PRÉCISÉMENT À PARTIR DE CET INSTANT QUE LE DÉLIRE COLLECTIF COMMENCE. LA DÉLIAISON AU RÉEL EST ACTÉE, ET DÈS LORS VA S'IMPOSER LE POSTULAT DE LA PRÉDOMINANCE DE CHIFFRES ARBITRAIRES ISSUS DE LA SPÉCULATION MODÉLISATRICE, EN LIEU ET PLACE DU DÉNOMBREMENT STATISTIQUE DES SCIENCES OPÉRATIVES (CELLES QUI PARTENT DES FAITS ET LES MESURENT).

Ainsi, le premier postulat était posé : les modèles de Ferguson et les calculs qui y furent adossés correspondaient à la réalité. C'est précisément à partir de cet instant que le délire collectif commence. La déliaison au réel est actée, et dès lors va s'imposer le postulat de la prédominance de chiffres arbitraires issus de la spéculation modélisatrice, en lieu et place du dénombrement statistique des

sciences opératives (celles qui partent des faits et les mesurent). La conséquence de l'acceptation de ce premier postulat sera logiquement l'acceptation du second. Puisque l'on pose, en effet, comme axiome que les calculs de Ferguson prédisent l'avenir, il faut aller jusqu'au bout : c'est la modification des hypothèses dans les calculs de Ferguson qui permettront de modifier le futur. De fait, pour comprendre pourquoi on a décidé de certaines mesures et pas d'autres, il suffit de comprendre quels sont les paramètres qui supportent le code de Ferguson.

En tant que telle, la tâche n'est évidemment pas réalisable. Le code de Ferguson contient plus de 900 paramètres – certains modifiables, d'autres non. En pratique, comme nous l'avons déjà évoqué, le code de Ferguson fonctionne selon le principe suivant :

1. On crée une population artificielle dans laquelle on insère des personnes infectées, qui guérissent ou meurent selon une certaine probabilité et une certaine cinétique.
2. On fait se déplacer cette population dans divers lieux (les pixels).
3. On fait se rencontrer les gens dans les lieux où ils se rendent. À chaque rencontre, on établit la possibilité d'une transmission du virus selon une certaine probabilité.

Il s'agit donc bien de créer un espace totalement synthétique pour essayer de « coller à la réalité ». On imagine sans peine à quel point une telle tentative semble désespérée. En particulier, on ne connaît rien de précis s'agissant de la transmission du virus. La notion même de « rencontre », au même titre que celle de « contact » au cours duquel le virus peut passer d'un hôte à l'autre, ne relève que de la prénotation durkheimienne. Comme le rappelaient J. Rouchier et V. Barbet, citant les travaux du chercheur G. Manzo : « Si l'interaction est l'unité de base de la transmission, c'est une vraie réflexion à son sujet qu'il faut mener, et cela n'a clairement pas été fait. » Quant aux déplacements qui sont pris en compte par le code de l'Imperial College, ils apparaissent totalement limités, pour ne pas dire franchement irréalistes, en tout cas sans grand lien avec la vie réelle. Pour reprendre la description qu'en font J. Rouchier et V. Barbet, on reste là dans une grande pauvreté de modélisation :

« Ainsi, les formes de réseaux [le déplacement des agents et leurs rencontres, NDA] sont reconstruites à partir de données agrégées sur les lieux de travail et de vie, ainsi que les écoles et un peu les loisirs (limités). »

Il est important de comprendre ici que ce sont les paramètres du code de Ferguson, les lieux et les déplacements qui sont pris en compte dans ses programmes qui vont servir de politique sanitaire. Pour une raison simple : tout ce qui n'est pas calculable par le code n'a pas d'influence puisque l'on ne peut pas estimer – numériquement – ce qu'il en est. En particulier, le code en question ne dit jamais rien des traitements médicaux que l'on peut apporter à une infection virale. Il est donc important de ne jamais en parler. L'idée, par exemple, qu'une personne malade serait soignée et diminuerait sa charge virale de sorte que, même encore infectée, elle ne soit plus contagieuse, ne semble pas entrer dans la modélisation. Dans l'esprit du code, chacun est susceptible de transmettre le virus (une hérésie totale, d'un point de vue physiologique) ou alors est immunisé pour l'avoir déjà contracté. La seule forme d'immunisation individuelle qui peut être envisagée devient alors celle du vaccin. En résumé, le code de Ferguson ne modélise (de façon remarquablement artificielle) que des déplacements et des contacts dans certains lieux, en n'imaginant que des personnes toutes susceptibles d'être infectées, sauf si elles sont vaccinées ou guéries de la maladie. C'est donc sur ces paramètres, de déplacement et de contacts, que se concentre l'action politique. Cauchemez donnera donc le *la* de toute la politique sanitaire que nous payons encore aujourd'hui en France (avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020) : « En l'absence de vaccin, outre les mesures barrières, la seule option est de diminuer les contacts que nous avons les uns avec les autres, pour réduire la transmission. »

De façon concordante avec les seules considérations calculatoires retenues par le code de Ferguson, les endroits ciblés pour essayer de lutter contre la diffusion seront établis conformément à la réalité virtuelle produite informatiquement, dans laquelle les écoles et les lieux d'éducation occupent une place importante. Ainsi S. Cauchemez continue-t-il dans l'avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020 :

« Les mesures de contrôle de premier niveau sont traditionnellement, durant les épidémies, la fermeture des écoles, l'isolement des malades, l'interdiction des rassemblements de masse, et le télétravail¹⁴. » Cauchemez ayant lui-même travaillé de façon imaginaire (c'est-à-dire de façon purement théorique, sans aucune forme de vérification expérimentale) sur la fermeture des écoles et leur supposée influence dans la réduction de la transmission de la grippe en population générale, la question de la

fermeture des écoles sera rapidement mise en avant. On se souvient d'ailleurs que le confinement généralisé du 17 mars 2020 avait été précédé, quelques jours auparavant, d'une fermeture des écoles, des collèges et lycées, et des universités. Il n'y avait évidemment rien de rationnel là-dedans, mais simplement l'« intuition » d'un jeune chercheur formé aux méthodes de Neil Ferguson ayant soudain cru que ses paroles et ses visions scientifiquement hasardeuses tenaient lieu de réalité et allaient sauver le monde. On insistera donc lourdement sur la fermeture des écoles puisque Simon Cauchemez, n'ayant comme vision étreiquée d'une épidémie que la virtualité des codes de Ferguson, dont il avait une connaissance certaine, avait décidé que cela sauverait des vies. L'avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020 décrète ainsi que :

« Une littérature scientifique importante évalue l'impact de ces interventions sur les épidémies (Cauchemez *et al.*, 2008 ; Cauchemez *et al.*, 2009 ; Ferguson *et al.*, 2006 ; Luca *et al.*, *BMC Infect Dis*, 2018). Si on ferme les écoles pendant une épidémie de grippe, on ne va pas complètement stopper la transmission, mais elle va être ralentie ; si bien que le nombre de malades au pic épidémique sera plus faible (Ferguson *et al.*, 2006). »

On remarquera, au passage, que la littérature citée ne constitue en fait qu'un auto-référencement, c'est-à-dire que les auteurs se citent eux-mêmes comme preuves de leur raisonnement. Nous pouvons rappeler ici que la tautologie est le mode de « raisonnement » essentiel qui préside aux processus pervers et paranoïaques (cf. *infra*). Un peu plus loin, un long passage viendra détailler les prétentions de Simon Cauchemez sur le rôle particulier des écoles : « Éducation : La question de la fermeture des crèches, des écoles, des collèges, des lycées et des universités a été longuement débattue. Il existe en effet des incertitudes quant au rôle des enfants dans la transmission du SARS-CoV-2, les enfants faisant des formes bénignes de la maladie (Cao *et al.*, 2020), et les données de charge virale dans les sécrétions respiratoires chez les enfants étant encore très parcellaires. Néanmoins, compte tenu des premières données montrant des taux d'attaque intra-domiciliaires (Bi *et al.*, 2020) et des concentrations virales identiques chez les enfants comparés aux adultes (Xu *et al.*, 2020), de l'augmentation de la proportion d'enfants infectés avec la progression de l'épidémie en Chine (Liu *et al.*, 2020), du rôle important de la fermeture des

lieux d'enseignement dans le contrôle des épidémies liées à des virus respiratoires comme la grippe (Cauchemez *et al.*, 2008 ; Livinova *et al.*, 2020), et de la gravité de la situation épidémiologique, il a été décidé de proposer la fermeture de tous les établissements suscités. Cette fermeture ne peut être que nationale, et non simplement régionale, du fait du risque de propagation rapide de l'épidémie à l'ensemble du territoire. Cette fermeture doit être accompagnée de la mise en place de modes de garde des enfants des personnes dont les activités sont essentielles, en particulier des enfants de personnels soignants. »

Ainsi, dès l'origine, c'est bien le délire mathématique qui s'exprime. On prétend que la vie est remplacée par son calcul, que le calcul ne concerne que le travail, l'école et les rassemblements, et que les individus n'ont d'autre choix que d'être vulnérables au virus lors de leurs rencontres ou d'être immunisés d'avoir guéri. Pour diminuer la diffusion de l'épidémie (on ne parlera jamais de soigner les individus, puisque les épidémiologistes en sont évidemment incapables), il faut donc simplement agir sur les déplacements pris en compte dans les algorithmes et sur la fermeture des lieux apparaissant dans les calculs. *Les méthodes de calcul sur la réalité virtuelle sortent donc de leur espace synthétique pour s'imposer au réel. Voilà ce qui tient lieu de politique sanitaire.* À l'origine donc, était le code de calcul. On peut penser, encore aujourd'hui, que les mesures particulièrement barbares que l'on impose aux enfants (le port du masque, notamment, la fermeture des classes en cas de « cas positifs », etc.) proviennent de la prétention absurde d'un homme (Simon Cauchemez) qui a cru, toute sa vie, de façon totalement ridicule, qu'il détenait – par les modèles mathématiques qu'il ne maîtrise absolument pas¹⁵ – le pouvoir de comprendre l'influence des écoles dans la transmission de la grippe. Dans les résultats de Cauchemez, les conclusions ne sont que les conséquences assez saugrenues des hypothèses de base. Mais, une fois enclenchée cette *pseudo-logique* absurde – qui n'a à peu près aucun sens –, impossible de repartir en arrière : cela équivaudrait à dire que, depuis le début, on a failli, et que l'on s'est lourdement trompé. Revenir à l'origine de la croyance, voilà bien une remise en question trop douloureuse à faire. Tout cela nous conduit à l'argument d'autorité dont la fausseté est factuelle. Les arguments d'autorité consistent à invoquer des experts, des intellectuels et des savants célèbres pour leur emprunter une pensée, ou plutôt une assertion. Dans le

cas présent, cela a conduit à des décisions politiques d'exception, qui sont devenues peu à peu la règle : cela entraîne une rupture progressive du contrat social. Le débat est supposé déjà entendu, et ne pouvant plus faire l'objet de critiques ultérieures. Ainsi, ces premiers principes posés par certains épidémiologistes tels que Ferguson ont été admis sans critique par le champ politique, et sans débat contradictoire, ce qui a permis d'asseoir ce faux argument d'autorité. Il faut se demander pourquoi l'État n'a pas choisi de « prendre soin » des Français. Il faut se demander pourquoi il ne libère pas la médecine générale – médecine de terrain, de première ligne, faite pour encaisser le premier choc. Il faut se demander pourquoi, pour assumer sa fonction régaliennne de sécurité, il n'a pas choisi de donner simplement souplesse et liberté au système de santé pour une meilleure résilience, puisque le prétexte aux confinements est son absence de capacité à encaisser les chocs.

Cette précipitation pour pérenniser le totalitarisme comme seul moyen de faire face à une épidémie est très significatif de l'état d'esprit et des desseins des gouvernants. Persister dans l'erreur est une faute. Persister dans la faute dévoile une préméditation et un but : bâtir une société nouvelle et un *homme nouveau*. Pour certains, cela a déjà commencé : *The Great Reset* ¹⁶.

La pensée tautologique et omnipotente

Le délire paranoïaque s'organise dans l'auto-engendrement. Il fonde une pensée à partir d'un postulat qui est le sien et ne se confronte pas à une antériorité. À partir de ce postulat, le faux raisonnement est de nature tautologique : le même engendre le même, et tourne en cercle vicieux. Les seules références envisageables sont celles que crée le faux raisonnement, et le doute est exclu. Ces références tautologiques sont de cet ordre : les seules mesures envisageables sont celles de Ferguson, ou encore, comme le dit Cauchemez son élève : « sa parole tiendra lieu de preuve ». Dans l'avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020, nous venons de relever que les mesures en France, particulièrement celles qui touchaient les écoles et les lieux d'éducation, puisaient leurs sources dans les autoréférences de Cauchemez et Ferguson. Grâce à une forme d'intronisation purement politique, ils ont le pouvoir de dire ce qu'est la science ; et sans surprise, la

science, ce sont eux ! Il s'agit ici d'un total auto-engendrement. Cauchemez, Fontanet ou Ferguson n'ont que faire de la critique. Nous verrons d'ailleurs de façon précise que la Justice administrative et judiciaire veille scrupuleusement à les protéger de toute forme de débat contradictoire. Ils fonctionnent à la manière de nouveaux Lyssenko : on leur a donné la possibilité de déclarer et de dire officiellement ce qu'était ou non la science, et ils ont évidemment commencé par s'auto-consacrer. Nous allons voir, dans l'épisode du confinement de printemps (17 mars-11 mai 2020), que la tautologie constitue, en fait, le principal mode de fonctionnement des personnes concernées. En France, cet épisode met précisément en scène Arnaud Fontanet et Simon Cauchemez (membres du Conseil scientifique, respectivement introduits dans cette instance comme « épidémiologiste » et « modélisateur »), ainsi qu'une quinzaine d'autres auteurs plus ou moins expérimentés dans le domaine des sciences. Il illustre la tautologie suivante : « Si on suppose que le confinement casse la chaîne de transmission, alors on peut tracer une courbe qui montre que l'on a contrôlé l'épidémie, ce qui prouve bien que le confinement est efficace dans la gestion sanitaire de la crise. » Nous renvoyons le lecteur à l'annexe 1 pour mieux comprendre comment Arnaud Fontanet et Simon Cauchemez ont pris part à une publication parfaitement truquée sur l'idée que le confinement ait pu réduire le nombre basique de reproduction (et donc le coefficient de contagiosité) de 84 % : il s'agissait là, en fait, d'une proposition totalement tautologique et biaisée qui consistait à « conclure » à l'efficacité de la mesure, en ayant d'abord supposé qu'elle serait efficace.

Le déni

Le déni de l'expérience

L'épidémiologie de Ferguson s'est donc voulue prédictive, déterministe et oraculaire, en faisant une totale abstraction de la confrontation du raisonnement à l'expérience. Or l'expérience est essentielle dans le champ de la médecine, puisque la médecine est une science opérative : elle passe par l'expérience, et un médecin expérimenté n'est pas un jeune médecin inexpérimenté, quand bien même les deux pourraient recourir aux mêmes théories. C'est l'expérience qui indique la pertinence de recourir à tel

remède dans tel contexte et sur tel patient, et, puisque d'après le politique nous étions « en guerre » contre un virus – assertion pour le moins discutable et contestable –, il était nécessaire de s'appuyer sur des médecins expérimentés dans le domaine de l'infectiologie, pour administrer des remèdes et évaluer leur pertinence dans le champ de l'expérience. Les décisions politiques ont pourtant empêché ce recours à l'expérience en interdisant aux médecins généralistes de prescrire comme il leur semblait juste, avec la connaissance de leurs patients, et à partir de leur expérience. Cette réalité virtuelle des prédictions de l'épidémiologie a, de fait, éliminé la complexité du réel, et entraîné une confusion grave et dangereuse entre la simulation et le fait, simulation d'autant plus problématique qu'elle s'imposait comme modèle encourageant à la dissimulation (par exemple, diagnostiquer « morts du Covid » des personnes qui présentaient les symptômes du Covid ou avaient été diagnostiquées positives au test PCR, sans pour autant qu'il soit établi que le Covid avait entraîné la mort). L'idée qu'il fallait recourir aux soins, en passant par la médecine, a donc été totalement écartée. Il fallait évidemment pour cela que l'on pose un autre axiome pour imposer les choix de l'épidémiologie. On déclara donc qu'il n'existait aucun traitement contre le Covid-19. Rien de moins. L'affaire de l'hydroxychloroquine, puis celle de l'ivermectine (un antiparasitaire ayant montré, selon plusieurs études, des preuves spectaculaires d'efficacité dans le traitement du Covid-19) montrent à quel point le délire collectif a pu enclencher des réactions d'une violence inouïe. Bidonnant une série statistique qu'elle réussira à faire publier dans une revue médicale prestigieuse (*The Lancet*), une équipe de « chercheurs » essaiera de prouver – chiffres à l'appui – qu'un médicament prescrit depuis plus de soixante ans à des milliards de doses, que l'on donnait en médecine préventive (*i.e.* sans qu'aucune maladie ne soit déclarée, ce qui prouve ainsi l'absence de toute forme sérieuse de risque) devient un poison mortel lorsqu'il est prescrit à des patients atteints de Covid-19. Dans le même esprit, la « méta-analyse » de Fiolet *et al.*¹⁷ (incluant N. Peiffer-Smadja, ancien étudiant de Y. Yazdanpanah, membre du Conseil scientifique) entendait prouver que l'usage de l'hydroxychloroquine présentait plus de risques que d'avantages dans le traitement du Covid-19, ce que de nombreuses autres analyses ont démenti depuis. L'arrêt controversé de l'essai *Discovery*, alors que le professeur Didier Raoult expliquait que l'on commençait à y voir des

bénéfices de l'hydroxychloroquine, poussera, en outre, l'infectiologue à demander la mise en place d'une enquête (journalistique, parlementaire) afin de faire toute la lumière sur cette affaire. La dénonciation, par le journal *France Soir* du rôle trouble qu'aurait pu jouer Dominique Costaglia – par ailleurs, déjà membre de l'organisation du projet *Discovery* – dans les conclusions prudentes d'un article présentant l'efficacité de l'ivermectine posait également des questions sur l'éviction des pratiques de terrain dans le soin apporté à la maladie. Dans ces faits, le délire totalitaire agit ici de façon très méthodique. L'axiome originel, posé par Ferguson dans le rapport 9 du 16 mars 2020 (lequel n'a pas même le statut d'article relu et publié dans une revue scientifique), doit s'actualiser dans le monde réel : il n'y a pas de traitement puisque cela a été d'emblée exclu des considérations de l'épidémiologiste. La médecine doit donc être écartée ; et, par conséquent, aucun traitement ne saurait exister qui viendrait précisément d'une étude expérimentale menée par un médecin habitué aux maladies infectieuses (le Pr Raoult). Là encore, on voit à quel point la logique se coupe totalement du lien au réel. Elle refuse d'intégrer ce qu'elle a exclu d'emblée, même si cela doit mener à des contradictions insurmontables : c'est pour votre santé et votre bien-être que l'on agit, mais sans chercher aucun traitement. De façon structurelle, l'épidémiologie ne peut s'imposer que si elle écarte d'abord la médecine. Voilà bien le discours qui sous-tend son existence. Didier Raoult a représenté en France la pratique de la médecine, celle du soin et du traitement, que l'on découvre par l'usage et par l'expérience. Il fallait donc méthodiquement éliminer sa conception. La corruption usuelle d'une partie des cadres opérationnels de la santé¹⁸, évoluant tantôt dans le public tantôt dans le privé, fera le reste pour tenter d'organiser, à une échelle systémique, l'élimination de toutes les formes de soin. On n'évoquera pas ici l'idée d'utiliser le Rivotril, que de nombreux médecins ont dénoncée comme étant une façon légale d'autoriser l'euthanasie en ville.

Le déni des experts et le déni de réalité

La confusion des rôles illustre le déni des experts. Le pouvoir politique s'est arrogé le savoir, et en a confisqué les modalités de création en muselant toute voix discordante. Les experts médicaux et scientifiques qui n'entrent

pas dans le dogme politique sont réduits au silence, à l'ostracisme, à l'insulte et à l'injure, ou à la calomnie. En France, les cas des professeurs Raoult, Perronne, des généralistes Zeller et Rézeau-Frantz ou de l'oncologue Nicole Delépine en constituent de parfaites illustrations. Dans un article numérique du *Journal du dimanche*, daté du 22 décembre 2020, le journaliste Thomas Liabot reprenait les reproches dont on estimait qu'ils avaient servi au Conseil national de l'Ordre des médecins (Cnom) pour engager ou s'associer à des mesures disciplinaires (la teneur exacte des plaintes n'a jamais été révélée) : pour le Pr Raoult, « d'avoir promu l'utilisation de l'hydroxychloroquine “sans qu'aucune donnée acquise de la science ne soit clairement établie à ce sujet, et en infraction avec les recommandations des autorités de santé » ; pour le Pr Perronne, d'avoir affirmé « qu'une large prescription de ce traitement [celui du protocole Raoult] aurait permis d'éviter 25 000 morts en France » et d'être « l'un des personnages principaux du documentaire *Hold-Up*, qui s'appuie sur son témoignage pour dérouler sa thèse conspirationniste » ; pour le Dr Zeller, d'avoir « en plein cœur de l'épidémie de Covid-19, traité 200 patients avec de l'azithromycine » et d'avoir affirmé « avoir obtenu de très bons résultats » tandis que le Haut Conseil de santé affirmait que « [d]ans l'infection par le SARS-CoV-2, la littérature n'apporte pas d'argument pour proposer la prescription d'azithromycine » ; pour le Dr Rezeau-Frantz, d'avoir « défendu l'utilisation d'un traitement non recommandé, celui d'antihistaminiques, d'ordinaire utilisé contre les allergies » et d'avoir déclaré qu'à son niveau « en tant que médecin généraliste qui connais mes patients, je ne vois pas pourquoi je n'utiliserais pas quelque chose qui peut améliorer leur état, qui ne va pas leur donner d'effets secondaires graves et qui ne va pas compliquer les choses » ; pour l'oncologue pédiatrique (retraîtée) le Dr Delépine, de s'être « opposée au confinement, au port du masque et [d'avoir] qualifié les tests PCR de “fraudes” » et d'avoir déclaré que « la chloroquine, c'est le meilleur de ce qu'on peut proposer. Il y a des gens qui vont mourir, à qui on refuse de passer en réanimation, et on refuse de les soigner à partir du moment où ils toussent ».

Dans le même registre, les Drs Erbstein, Gastaldi et Vansteenbergh, médecins généralistes en Moselle, ont subi les foudres du Conseil départemental de l'Ordre des médecins (Cdom) de sorte que la journaliste Camille Bazin pouvait écrire¹⁹ : « Deux médecins mosellans se retrouvent

convoqués devant le Conseil de l'Ordre des médecins de Moselle pour avoir utilisé un "protocole" de traitement en dehors de la législation en vigueur. Le Dr Jean-Jacques Erbstein, médecin généraliste à Créhange et son confrère le Dr Denis Gastaldi généraliste à Morhange devront s'expliquer prochainement sur le traitement à base d'azithromycine qu'ils ont prescrit à certains de leurs patients pour éviter les complications liées au coronavirus. »

À ce jour, aucune sanction n'a encore abouti : le Dr Erbstein a été officiellement blanchi des accusations portées à son encontre ; le Dr Gastaldi a même rapporté les félicitations que lui ont finalement prodiguées ses confrères du Cdom ; le Pr Raoult, après avoir été déféré devant le Conseil de l'Ordre des médecins pour charlatanisme, a seulement écopé d'un blâme pour la promotion d'un protocole à l'efficacité insuffisamment démontrée²⁰ ; seul le Pr Perronne a été démis de sa chefferie par M. Hirsch dans des conditions que le Syndicat national des médecins hospitaliers FO a d'ailleurs largement dénoncées, aussi bien sur le fond que sur la forme. On peut donc légitimement s'interroger ici sur la violence des méthodes employées par le Conseil de l'Ordre, quel que soit le niveau administratif considéré. Cette confiscation du débat et du cadre contradictoire – seuls garants de la construction d'une connaissance raisonnable et des implications qu'elle pourrait avoir sur l'organisation de la société entière –, on peut la caractériser en disséquant l'histoire du recours déposé devant le Conseil d'État contre le fonctionnement du Conseil scientifique par l'avocate Maître Clarisse Sand. Le 6 mars 2021, M^e Clarisse Sand, représentant les intérêts à agir d'un des deux auteurs de cet ouvrage, sollicitait une suspension de l'article 4 du décret du 29 octobre 2020 ainsi que de l'avis du 8 janvier 2021 émanant du Conseil scientifique, l'un établissant le deuxième confinement, et l'autre s'exprimant favorablement quant à la prorogation de l'état d'urgence sanitaire. Au nom de l'article R623-1 du Code de Justice administrative, le recours demandait que soit diligentée une enquête permettant d'établir l'objectivité des avis rendus par le Conseil scientifique sur la situation sanitaire en France et de justifier ainsi du bien-fondé des réponses qu'il avait proposées. Il s'agissait de produire un cadre juridique dans lequel on pouvait débattre contradictoirement des arguments avancés. Le Conseil d'État jouera alors le rôle de rempart pour défendre le Conseil scientifique contre toute forme de

questionnement. Éluant de façon expéditive l'instruction liée à la requête (il laissera s'écouler un délai d'à peine quelques semaines avant de clôturer cette phase), opérant la jonction de plusieurs affaires (quatre au total) afin d'optimiser son temps de travail, le Conseil d'État rejeta toute audition en prétextant que les conditions sanitaires l'empêchaient d'en organiser une : « les parties ont été informées, sur le fondement de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-1402 portant adaptation des règles applicables aux juridictions administratives, de ce qu'aucune audience ne se tiendrait et de ce que la clôture de l'instruction se tiendrait le 22 mars 2021 à 12 h ». L'article 3 de l'ordonnance évoquée stipule, en effet, qu'« il peut être statué sans audience, par ordonnance motivée, sur les requêtes présentées en référé. Le juge des référés informe les parties de l'absence d'audience et fixe la date à partir de laquelle l'instruction sera close ». Le motif invoqué par le Conseil d'État pour se passer d'audience sera simplement les nouvelles mesures de restriction prises par le gouvernement en matière de lutte contre le Covid en date du 18 mars 2021. Il s'agissait, évidemment, d'un prétexte assez fallacieux puisque l'article 2 de la même ordonnance 2020-1402 indiquait : « Sur décision du président de la formation de jugement insusceptible de recours, les audiences des juridictions de l'ordre administratif peuvent se tenir en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des parties et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats. »

Ainsi, même en période de restriction rien n'empêchait l'organisation d'une audition par téléconférence – ce que le requérant essaiera en vain d'obtenir par l'intermédiaire de son avocate, M^e Sand. On voit ici que le décret 2020-1402 permet simplement à la juridiction administrative de se débarrasser rapidement, et au moindre prétexte, des affaires qu'elle ne veut pas traiter, parce que ces dernières risqueraient de mettre l'exécutif dans l'embarras. Certes la décision doit être motivée, mais il suffit d'invoquer le mot *Covid* pour que le motif soit entendu par une juridiction (ici, le Conseil d'État) qui, en outre, constitue la plus haute marche de la Justice administrative, et donc contre laquelle on ne peut absolument rien, sinon passer à l'échelon européen. Autrement dit, on donne la possibilité au Conseil d'État de fonctionner en dehors des règles usuelles du Droit, lesquelles, évidemment, ont été édictées pour garantir à la société le respect

des libertés publiques. Ainsi, le décret 2020-1402 constitue bien une atteinte caractérisée au fonctionnement normal du Droit. À titre de comparaison, on se souviendra que, durant l'épidémie de grippe espagnole aux États-Unis, des juges n'hésitaient pas à faire tenir des audiences en plein air pour assurer coûte que coûte le fonctionnement normal de la Justice. La photographie qui suit est issue de la National Archives and Records Administration dans le Maryland, aux États-Unis.



Audience devant le tribunal de police aux États-Unis. D'après le site <https://www.touslesjourscurieux.fr/cetait-le-temps-de-la-grippe-espagnole>. Cette photo est issue du fond de la National Archives and Records Administration, qui est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis, établie dans le Maryland, responsable des archives produites et reçues par les organes du gouvernement fédéral. Elle a pour mission de faciliter l'accès au public à ces documents.

Il s'agit d'une audience tenue en plein air devant un tribunal de police aux États-Unis. Comme on peut le constater, respecter un fonctionnement de la Justice garant des principes fondamentaux dépend surtout de la volonté que l'on veut bien y mettre. De ce point de vue, il est inutile de préciser que le Conseil d'État a surtout fait preuve d'une mauvaise foi évidente. Comme le rappelait le philosophe Giorgio Agamben dans son étude sur la philosophie de l'état d'exception, ce dernier relève essentiellement d'un moment politique où le fait prime sur le Droit, où la norme s'efface au profit du contexte (Agamben parle d'« éclipse du Droit »). Fondamentalement, le Conseil d'État va considérer que le juge de l'excès de pouvoir n'a pas de compétence pour intervenir sur les avis rendus par le Conseil scientifique. Son argument principal s'appuie sur le raisonnement suivant : bien qu'il ait été créé dans un cadre légal, avec un fonctionnement réglementaire et des objectifs parfaitement circonscrits par la loi, les avis du Conseil scientifique ne sauraient intéresser la Justice puisqu'ils n'ont aucune valeur juridique contraignante. Il s'agit seulement de notes d'information destinées à éclairer le pouvoir exécutif dans ses prises de décision politique et sociétale. Dans un premier temps, le Conseil d'État rappelle ainsi, en citant l'article L-3131-19 du Code de la santé publique, les conditions dans lesquelles s'installe le Conseil scientifique : « En cas de déclaration de l'état d'urgence sanitaire, il est réuni sans délai un comité de scientifiques. Son président est nommé par décret du président de la République. Ce comité comprend deux personnalités qualifiées respectivement nommées par le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, ainsi que des personnalités qualifiées nommées par décret. Le comité rend périodiquement des avis sur l'état de catastrophe sanitaire, les connaissances scientifiques qui s'y rapportent et les mesures propres à y mettre un terme, y compris celles relevant des articles L-3131-15 à L-3131-17²¹ ainsi que sur la durée de leur application. Dès leur adoption, les avis sont communiqués simultanément au Premier ministre, au président de l'Assemblée nationale et au président du Sénat par le président du Comité. Ils sont rendus publics sans délai. Le comité est dissous quand prend fin l'état d'urgence sanitaire... »

Comme on peut le voir, le poids du Conseil scientifique est énorme. Il pilote de façon évidente les orientations de la politique sanitaire, en particulier les décisions restreignant les libertés individuelles. Ce comité

possède une assise administrative puisqu'il est nommé par l'exécutif dans un cadre légal parfaitement identifié. Il est donc acté de façon évidente et imposée que le Conseil scientifique appartient à la structure administrative, et que le Conseil d'État possède en dernière instance le devoir de le contrôler dans ses missions et dans son fonctionnement.

« Il résulte de ces dispositions que les avis formulés par le conseil des scientifiques, qui n'ont pour objet que d'éclairer les autorités qui en sont destinataires sur l'état de catastrophe sanitaire, les connaissances scientifiques qui s'y rapportent et les mesures propres à y mettre un terme, sans s'imposer à elles, et qui ne sont pas susceptibles d'avoir des effets notables sur les droits ou la situation d'autres personnes ne sont pas susceptibles d'être déferés devant le juge de l'excès de pouvoir. Par suite le ministre est fondé à soutenir que les conclusions de MM. P... et PAVAN tendant, sur les fondements de l'article L-521-1 du Code de justice administrative, à la suspension de l'exécution de l'avis du comité de scientifiques du 8 janvier 2021 sont irrecevables et ne peuvent qu'être rejetées. »

En expliquant que le Conseil scientifique n'a aucun pouvoir contraignant, le Conseil d'État méconnaît de façon aussi risible que stupéfiante les mécanismes philosophiques, moraux et sociaux qui président au fonctionnement du Droit. À ce stade de l'explication, nous devons faire un détour sur le pouvoir spécifique de nomination que détient le juge et qui fonde son action. Citons ici le sociologue Pierre Bourdieu dans son analyse tirée de *La Force du droit* ²² : « À la différence de l'insulte lancée par un simple particulier qui, en tant que discours privé, *idios logos*, n'engageant que son auteur, n'a guère d'efficacité symbolique, le verdict du juge, qui tranche les conflits ou les négociations à propos de choses ou de personnes en proclamant publiquement ce qu'elles sont en vérité²³, en dernière instance, appartient à la classe des actes de nomination ou d'institution et représente la forme par excellence de la parole autorisée, parole publique, officielle, qui s'énonce au nom de tous et à la face de tous : en tant que jugements d'attribution formulés publiquement par des agents agissant en mandataires autorisés d'une collectivité et constitués ainsi en modèle de tous les actes de catégorisation (*katègoresthai*, on le sait, signifie "accuser publiquement"), ces énoncés performatifs sont des actes magiques qui réussissent, parce qu'ils sont en mesure de se faire reconnaître

universellement, donc d'obtenir que nul ne puisse refuser ou ignorer le point de vue, la vision qu'ils imposent. »

Ainsi, le juge se veut celui qui a le pouvoir de nommer la vérité et de faire en sorte qu'elle s'impose à tous. Mais, pour que la parole du juge se distingue – selon Bourdieu – de la parole privée particulière (celle qui relève de l'opinion, de l'insulte, bref de tout ce qui se trouve amputé d'une quelconque valeur symbolique), il faut que cette parole du juge puise sa source dans une force extérieure qui la constitue. Le juge ne parle jamais depuis lui-même. Dans sa parole, il incarne nécessairement une entité supérieure consacrée par les textes (le peuple, etc.), et dont la valeur symbolique relève de la croyance sociale qu'on veut bien lui accorder. Le pouvoir du juge, celui précisément qui s'impose à tous – et cette fois-ci de façon coercitive –, est donc nécessairement le pouvoir symbolique et social (textuellement consacré) de ceux dont il se veut le représentant. Le juge n'a ainsi aucun autre pouvoir que celui que lui confère « une certaine société », et c'est toujours au nom de cette société supérieure qu'il énonce ses verdicts. Dans le cas de l'état d'urgence sanitaire, le juge n'aurait aucun pouvoir sans les avis du Conseil scientifique puisqu'il n'existerait alors pour lui aucun moyen de nommer une quelconque vérité sur le monde sanitaire sans que lui soit reprochée instantanément une parole ne relevant que de l'opinion personnelle. De ce fait, le pouvoir du Conseil scientifique constitue, en réalité – et contrairement à ce qu'affirme le Conseil d'État –, le fondement même du pouvoir, puisqu'il donne au juge la capacité de nommer une vérité s'imposant « à la face de tous ».

L'INTÉGRITÉ
DES PSEUDO-EXPERTS
PRÉSENTÉS AUX MÉDIAS
N'A JAMAIS ÉTÉ QUESTIONNÉE,
PAS PLUS QUE LES CONFLITS
D'INTÉRÊTS À L'ŒUVRE,
QUI DOIVENT ENTRER
DANS LE CHAMP DE L'ANALYSE
DE CELUI QUI PARLE.

L'intégrité des pseudo-experts présentés aux médias n'a jamais été questionnée, pas plus que les conflits d'intérêts à l'œuvre, qui doivent entrer dans le champ de l'analyse de celui qui parle. « La confusion des places consiste à noyer le poisson pour que l'auditeur n'ait plus d'éléments de repérage stables. Qui parle ? De quelle place parle-t-il ? Dans quel but ? sont autant de questions à se poser face à chaque discours²⁴. » Pourtant, la loi Kouchner de 2012 avait été rédigée dans un but louable de transparence, de sorte que l'on ne puisse pas cacher ses liens d'intérêts avec les grandes entreprises privées du médicament. Plus précisément, dans le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la quatrième partie du Code de la santé publique, on trouve : « Art. L. 4113-13. Les membres des professions médicales qui ont des liens avec des entreprises et établissements produisant ou exploitant des produits de santé ou des organismes de conseil intervenant sur ces produits sont tenus de les faire connaître au public lorsqu'ils s'expriment lors d'une manifestation publique

ou dans la presse écrite ou audiovisuelle sur de tels produits. Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État. Les manquements aux règles mentionnées à l'alinéa ci-dessus sont punis de sanctions prononcées par l'ordre professionnel compétent. » De fait, sans qu'elles ne déclarent aucunement leurs conflits d'intérêts, de nombreuses personnes ayant eu, dans un lointain passé, leurs diplômes de médecine, ne pratiquant quasiment plus les soins, reconverties de façon lucrative dans le conseil, appartenant aux administrations ou aux *boards* de grandes entreprises pharmaceutiques, sont venues sur les plateaux de télévision dire, en toute décontraction, pourquoi il était urgent d'enfermer tout le monde chez soi, de faire porter aux enfants un masque en toute circonstance, d'interdire l'administration des derniers sacrements aux mourants et la célébration des obsèques des personnes décédées, en niant évidemment que cette politique reposait essentiellement sur l'invraisemblable axiome qu'aucun soin n'existait en dehors de l'attente fétichisée d'un éventuel « vaccin » ou de médicaments au coût exorbitant finalement enterrés par l'OMS elle-même. Cela permit d'ailleurs aux équipes de l'IHU de Marseille de montrer que les discours négatifs que l'on tenait sur l'hydroxychloroquine se corrélaient parfaitement avec l'argent reçu des grands groupes pharmaceutiques, où l'on retrouve un biais connu mis en évidence par la *Cochrane Library* : « Le parrainage des études portant sur des médicaments et sur des dispositifs médicaux par les sociétés produisant ceux-ci conduit à des résultats en matière d'efficacité et à des conclusions plus favorables par rapport au parrainage provenant d'autres sources. Nos analyses suggèrent qu'il existe un biais lié au parrainage industriel qui ne peut pas être expliqué par les évaluations standards du risque "de biais"²⁵. » *Le Monde diplomatique*, dans son numéro de novembre 2020, sous la plume de Philippe Descamps, confirmait les conflits d'intérêts : « Il n'est pas difficile de constater, en effet, que beaucoup d'experts siégeant dans les institutions publiques (Agence du médicament, HAS, HCSP, etc.) sont liés par des conventions, rémunérations, avantages à des sociétés privées directement impliquées dans la production de potentiels traitements : Sanofi, Gilead, Roche, Novartis, Bayer, etc. » Identifiant au passage l'une des personnes les plus en vue sur les plateaux télé et qui fut promue, le 1^{er} janvier 2021, chevalier de la Légion d'honneur pour son investissement sans faille dans l'épidémie de Covid-19, l'article poursuit : « Mme Karine

Lacombe, cheffe de service des maladies infectieuses à l'hôpital Saint-Antoine (Paris), a voulu sonner l'alarme sur le mauvais rapport bénéfice-risque de l'hydroxychloroquine. Mais ses nombreux liens avec l'industrie pharmaceutique lui sont revenus comme un boomerang. » Avant d'enfoncer une plume assassine sur la formation des deux instances les plus puissantes de l'actuelle crise politique : « En témoigne la légèreté avec laquelle ont été constitués le Conseil scientifique et le Comité analyse recherche et expertise, dont plusieurs membres bénéficient de rémunérations, d'"hospitalités" ou de contrats divers, parfois déclarés tardivement. » Ce que l'on constate, finalement, c'est que certains médecins et autres scientifiques investis dans les sciences du vivant ont fini par dévoyer leurs connaissances pour passer du côté de la *biocratie* – celle qui consacre le pouvoir politique et/ou économique aux personnes possédant les connaissances sur les hommes biologiques. Au nom des connaissances qu'ils ont, d'une manière ou d'une autre, sur la vie, ils réclament le pouvoir politique. Le dévoiement de la pratique médicale pour tenter de la transformer en pouvoir souverain sur la vie constitue, chez le philosophe G. Agamben, le principe par excellence du totalitarisme. Et comme le rappelait J. Chapoutot dans *Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui* ²⁶, le fonctionnement des dictatures biopolitiques a toujours reposé sur la corruption, celle de la médecine en premier lieu. On sait que les médecins étaient surreprésentés dans le parti nazi. Il ne s'agit pas d'un hasard. Le détournement de la médecine à d'autres fins conduit toujours aux pires catastrophes pour l'humanité. Certains se présentent comme médecins alors qu'ils trahissent profondément cette pratique, et la philosophie hippocratique qui l'accompagne. La médecine est un art, car elle est une science opérative, et non une science dure. Il est important de le rappeler, car c'est précisément sa dimension d'art – donc d'interprétation des symptômes, de relation humaine au patient, de recours à l'expérience et de prescription en conscience du médecin – qui a été niée en 2020.

LA MÉDECINE EST UN ART, CAR
ELLE EST UNE SCIENCE
OPÉRATIVE, ET NON
UNE SCIENCE DURE.
IL EST IMPORTANT
DE LE RAPPELER,
CAR C'EST PRÉCISÉMENT
SA DIMENSION D'ART
– DONC D'INTERPRÉTATION
DES SYMPTÔMES, DE
RELATION HUMAINE AU
PATIENT,
DE RECOURS À L'EXPÉRIENCE
ET DE PRESCRIPTION EN
CONSCIENCE DU MÉDECIN –
QUI A ÉTÉ NIÉE EN 2020.

Cette confusion et ce mélange des places, invalidant par principe le recours aux experts de terrain, et disqualifiant systématiquement ceux qui récusait la croyance dominante, se sont associés à la démagogie du règne de l'opinion dans les médias. Ainsi, en lieu et place de débats argumentés,

surgissaient des confrontations d'opinions non argumentées sur des questions rendues simplistes. L'un accusant l'autre de « charlatanisme », par exemple, sans démontrer ce qui pouvait justifier sa pensée. Ce règne de l'opinion, qui se substitue à une recherche active de la vérité, est aussi le fonds de commerce des régimes d'essence totalitaire, qui s'adressent à une foule qu'ils infantilisent, et non à un peuple doué d'esprit critique et de capacité de décision pour sa propre autodétermination. Par les médias de masse, nous sommes ainsi tombés dans l'illusion d'une science qui, en réalité, relevait davantage d'une croyance délirante déniait la réalité. Ce déni de réalité, qui contient aussi un déni de la parole des médecins offrant leur retour critique sur leur propre expérience médicale, est un marqueur de la psychose, en clair, de la folie. C'est un procédé fondamental des régimes totalitaires, qui se caractérisent par une psychose collective – la paranoïa – organisée autour de la certitude délirante, laquelle s'illustre par l'impossibilité d'assimiler une information contradictoire, qu'elle soit d'ordre théorique ou pratique : « Aucune information sur les camps de concentration soviétique, aucune information sur les usines de la mort d'Auschwitz n'a dissuadé les nombreux compagnons de route que les deux régimes ont su séduire », disait Hannah Arendt²⁷. En clair, le déni de réalité présent dès l'origine des prédictions déterministes de Ferguson s'est prolongé ensuite, avec une incapacité à se représenter l'idée que le modèle de départ ne correspondait pas à la réalité de l'expérience, par exemple concernant le nombre de morts. Le simple fait que le modèle prédictif de départ se soit autant trompé sur la réalité des chiffres issus de l'expérience²⁸, et quand bien même ces chiffres ont été grossis par des stratégies de corruption et de confusion (par exemple, davantage d'argent public versé aux cliniques pour chaque diagnostic de Covid, dans certains pays, ou encore confusion entre malades et porteurs éventuels du virus à partir de tests dont les résultats aléatoires ne font plus mystère), aurait dû conduire à son annulation radicale, pour repenser un autre modèle épistémologique qui soit plus conforme à l'expérience. Cela n'a pas été fait. À aucun moment, le champ politique n'estime nécessaire de critiquer ses propres décisions, et d'en faire un bilan au travers de débats contradictoires.

À AUCUN MOMENT,
LE CHAMP POLITIQUE
N'ESTIME NÉCESSAIRE DE
CRITIQUER
SES PROPRES DÉCISIONS, ET
D'EN FAIRE UN BILAN AU
TRAVERS DE DÉBATS
CONTRADICTOIRES.

S'agissant du déni de réalité – en particulier, celle qui émane de l'expérience minutieusement établie sur le terrain –, on peut évoquer l'épisode sidérant de l'hypoxie silencieuse, dont on peut hélas estimer qu'elle aura entraîné le décès d'un certain nombre de personnes qui auraient pu être sauvées par une prise en charge précoce. De quoi s'agit-il ? Quoique finalement peu dangereux du point de vue des statistiques de mortalité (de façon générale, on ne meurt pas plus en 2020 qu'en 2015), le Covid-19 constituait cependant une maladie nouvelle dont il fallait évidemment étudier les caractéristiques. Les syndromes respiratoires surviennent à cause de certains virus qui empêchent, de fait, une bonne oxygénation du sang. On utilise le terme d'*hypoxie* pour désigner ce phénomène. Lorsque la maladie respiratoire se trouve à un stade significatif, les difficultés de respiration se traduisent par une diminution du taux d'oxygène dans le sang : on parle alors de « désaturation ». En général, la désaturation entraîne des signes cliniques importants (dyspnée, tirage respiratoire, cyanose, tachycardie, etc.) et conduit à la détresse respiratoire, qui nécessite une prise en charge par une supplémentation en oxygène. Une des spécificités

de la maladie du Covid-19 cependant est que la désaturation en oxygène s'accompagne d'une arrivée tardive des symptômes caractéristiques. C'est ce que l'on désigne sous l'appellation d'*hypoxie silencieuse*. La conséquence en est la suivante : lorsque les signes cliniques de l'hypoxie commencent à se manifester, le taux en oxygène des malades est tellement bas que leur diagnostic clinique engage rapidement le pronostic vital. Dans son audition au Sénat, le 15 septembre 2020 devant la commission d'enquête sur la gestion de la crise du Covid-19, le Pr Raoult déclarait sous serment : « Par ailleurs, puisqu'on ne pouvait pas tester les gens peu symptomatiques, la position officiellement a été celle de dire que, tant que vous ne présentez pas de signes compatibles avec une détresse respiratoire, ne venez pas à l'hôpital vous faire tester, restez à la maison avec du Doliprane. Ce qui était une erreur très importante liée au fait qu'on ignorait la présentation de la maladie, en particulier, l'épisode d'"hypoxie heureuse", c'est-à-dire que l'essoufflement arrive parfois très tard, juste avant la détresse respiratoire, et qu'à ce stade la mortalité devient considérable ; 60 % des entrées en réanimation même à Marseille sont directes, sans soins antérieurs. Ces choix ont été faits sans connaître la maladie, et c'est une erreur. Une erreur qui a mis du temps à être rattrapée parce que certains sont plus ou moins disposés à reconnaître des erreurs stratégiques. En pratique, l'idée de laisser les gens sans consultation, à la maison, en prenant du Doliprane, de mon point de vue, est une erreur ; et c'est une erreur que je n'aurais pas commise ! Je continue à penser que la stratégie que nous avons mise en place, et qui se traduit par des différences de mortalité très notables, était la meilleure, c'est-à-dire : premièrement, de tester les malades ; deuxièmement, de les prendre en charge, parfois en dehors même du traitement spécifique qui a été donné, le fait de les oxygéner, de surveiller leur oxygénation, rapidement de se rendre compte qu'ils avaient des troubles de la coagulation, et les anticoaguler permettait une prise en charge qui sauve les gens ! »

À son tour, dans une interview donnée au journal *Corse Matin*, le professeur Philippe Parola, chef de service à l'IHU Méditerranée et collaborateur du professeur Didier Raoult, exprimait très clairement la perte de chance intervenant chez les patients atteints du Covid-19 et que l'on avait privés d'une prise en charge précoce : « Nous avons aussi constaté ce qu'on appelle l'"hypoxie heureuse". C'est-à-dire que les patients respiration

bien, alors que, quand on mesure la qualité d'oxygène qu'ils ont dans le sang, elle est très basse ! À ce stade, tout bascule très vite. Cela interrogera sur la stratégie des autorités sanitaires du pays qui préconisaient aux malades de rester à la maison, confinés, en attendant que les difficultés respiratoires s'aggravent... » Pourtant, le phénomène d'hypoxie silencieuse était soupçonné très tôt par les autorités sanitaires mondiales, et l'OMS avait déclaré, dès le 1^{er} mars 2020, l'intérêt de pratiquer de façon généralisée et systématique les mesures d'oxygénation chez les individus pour diagnostiquer et traiter rapidement le Covid-19. Et, comme le rapporte ainsi une dépêche de l'AFP, reprise par de nombreux organes de presse écrite et télévisuelle, les déclarations de l'OMS ne souffraient aucune ambiguïté : « Tous les pays devraient s'équiper en oxymètres de pouls et en appareils d'assistance respiratoire » puisqu'il s'agit d'un « outil important pour le traitement des patients atteints de la forme sévère de Covid-19. »

Le Pr Philippe Parola, toujours lui, dans un entretien donné cette fois au webmagazine *Paroles de Corse*, le 10 septembre 2020, indiquait d'ailleurs que les Chinois avaient déjà constaté la baisse asymptotique de l'oxygène chez leurs patients, **confirmant que ce phénomène** – qui existe en outre dans d'autres maladies respiratoires – avait déjà fait l'objet d'une alerte largement appuyée et **ne pouvait donc pas être ignoré des autorités sanitaires en France**, quand bien même l'épidémie n'avait pas encore réellement commencé (officiellement, l'épidémie démarre en France le 1^{er} mars 2020). « Nous nous sommes ainsi aperçus qu'il pouvait y avoir une discordance chez des patients qui avaient l'air bien, mais qui présentaient néanmoins des lésions importantes décelées au scanner, et manquaient d'oxygène. Avec un état qui peut alors se dégrader très vite. Ce que l'on appelle l'hypoxie heureuse, que **les Chinois** et les Américains **ont également pu constater**. C'est pourquoi il faudra ainsi s'interroger sur le message adopté par le pays de dire aux gens de rester chez eux et d'appeler le Samu en cas de difficultés respiratoires. On entre alors dans une phase tardive et grave de la maladie ! Ce qui explique les réanimations saturées à certains endroits. Et, évidemment, il est à déplorer qu'on ait exclu ceux qui sont en première ligne, à savoir les médecins de ville ! Se greffe à cela la question des traitements et des essais cliniques. »

Aujourd'hui, il apparaît clairement que la prise en charge précoce des patients en état d'hypoxie est l'un des facteurs de survie les plus

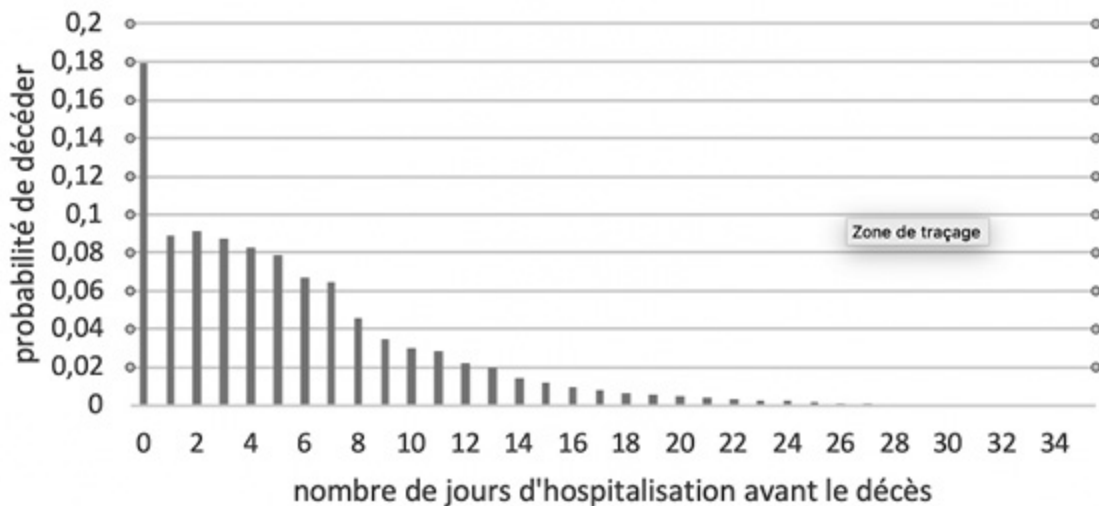
significatifs, puisqu'elle permet de gagner du temps, de sorte que les traitements ou les défenses immunitaires puissent agir. Le Pr Raoult, dans une vidéo du 30 mars 2021 sur le site de l'IHU, rappelait en effet les deux éléments suivants : « Maintenant, on a appris à avoir des outils qui nous permettent d'observer ça. D'une part, la mesure de la saturation en oxygène qui devrait être généralisée maintenant chez les médecins, tout le monde devrait être capable de mesurer la saturation en oxygène, y compris d'ailleurs les malades eux-mêmes qui s'achètent ça dans les pharmacies, ça ne coûte pas très cher [...]. La deuxième chose que l'on a apprise et qui a joué un très grand rôle ces derniers mois, c'est des capacités d'oxygénation bien plus fortes avec les *Optiflows* qui permettent de sauver des gens qui ne sont pas susceptibles d'être transmis en réanimation, soit parce qu'il n'y a pas assez de places, soit parce qu'ils sont considérés comme étant trop fragiles pour pouvoir être pris en charge par les réanimations, et qui nous a permis de sauver à peu près 30 % de gens qui étaient refusés par les réanimations du fait de leur état général ou de leur âge. »

On voit ainsi que la question cruciale de la détection rapide des *désaturations* en oxygène avait été suggérée très tôt par les Chinois (constatant des malades sans symptôme, ce qui était précisément les conséquences de l'hypoxie heureuse) et rapidement reprise dans les recommandations de l'OMS par l'appel à la généralisation des mesures. De façon incontestable, on est aussi mort au printemps 2020 d'avoir attendu chez soi l'aggravation des symptômes, dont on pouvait d'ailleurs combattre la maladie sous-jacente sans avoir nécessairement besoin d'en passer par des lits de réanimation, l'oxygénation haut débit pouvant se pratiquer dans des services classiques. Or, dans un article historique de manipulation et d'enfumage, Cauchemez et Fontanet, accompagnés d'une quinzaine d'autres « scientifiques », ont totalement nié l'existence de l'hypoxie silencieuse alors que les chiffres qu'ils détenaient sur la situation sanitaire témoignaient de façon hurlante d'un abandon mortifère de soin, qu'il paraissait pourtant évident de rattacher – selon les observations de l'IHU confirmant celles des Chinois et relayées par l'OMS – à l'hypoxie heureuse. On touche là le cœur des (dys)fonctionnements délirants dans lesquels la réalité s'efface au profit d'une croyance absurde protégée par une impressionnante accumulation d'illusions raisonnantes. Décrivons l'histoire.

Le 20 avril 2020, le site HAL PASTEUR²⁹ offrait en ligne un *preprint*³⁰ intitulé « Estimating the burden of SARS-CoV-2 in France » qui prétendait établir un certain nombre de résultats sur la pandémie de Covid en France. Cet article sera accepté pour publication dans le journal *Science* et mis en ligne le 11 mai 2020³¹. Le papier disposait d'une statistique fondamentale : pour les personnes mortes à l'hôpital et classées Covid-19+, on connaissait le nombre de jours d'hospitalisation avant leur décès. Pour le dire autrement, pour un individu décédé à l'hôpital, les auteurs connaissaient la probabilité (pour être précis, la fréquence) de mourir 0, 1, 2, etc. jours après l'admission. Cette statistique était essentielle, en particulier parce qu'elle disait nécessairement quelque chose sur la précocité de la prise en charge et sur le degré de gravité des patients Covid-19 arrivant à l'hôpital. On peut retracer ce diagramme en fonction des données fournies par les auteurs eux-mêmes³² : en abscisse, le nombre de jours d'hospitalisation avant de mourir ; et en ordonnée, la probabilité (uniquement calculée sur les personnes décédées) de mourir le jour correspondant. Le constat est frappant : 18 % des personnes mortes à l'hôpital et étiquetées « Covid-19+ » sont décédées le jour même de leur admission ! 45 % sont mortes en 3 jours ou moins après leur arrivée. Une chose étonne, d'ailleurs, dans cette courbe : c'est le caractère strictement décroissant de son aspect. Or, du point de vue statistique, cela pose une question de taille. En général, un phénomène aléatoire se distribue de façon plus ou moins régulière autour de sa moyenne. Ici, si l'on suppose que l'on meurt en moyenne 6 jours après son hospitalisation (ce que donnent les calculs d'espérance), et si l'on suppose que cela se produit de façon « aléatoire », alors on devrait observer, selon toute vraisemblance, un maximum de distribution autour de cette moyenne. On voit que ce n'est absolument pas le cas.

ALORS QUE LES CHIFFRES
QU'ILS DÉTENAIENT SUR LA
SITUATION SANITAIRE
TÉMOIGNAIENT DE FAÇON
HURLANTE D'UN ABANDON
MORTIFÈRE DE SOIN, QU'IL
PARAÎSSAIT POURTANT
ÉVIDENT DE RATTACHER –
SELON LES OBSERVATIONS DE
L'IHU CONFIRMANT CELLES
DES CHINOIS ET RELAYÉES
PAR L'OMS – À L'HYPOXIE
HEUREUSE.

Probabilité de mourir, en fonction du nombre de jours d'hospitalisation



Il y a donc un véritable biais dans cette statistique par rapport à ce que l'on s'attendrait à observer. D'ailleurs, les auteurs de l'étude (dont Cauchemez et Fontanet, entre autres) en seront parfaitement conscients puisqu'ils proposeront de scinder cette probabilité en deux distributions :

1. Une distribution regroupant les gens qui meurent de façon très rapide. Pour celle-là, les auteurs proposent une loi temporellement décroissante de type « exponentielle » ;
2. Une distribution pour les gens qui meurent de façon « plus lente », pour laquelle ils proposent une loi temporelle de type « log-normale ».

La seconde loi recouvre, en fait, le comportement relativement usuel des populations arrivant à l'hôpital et finissant par décéder : très peu meurent les premiers jours, très peu effectuent un séjour long, et la grande majorité décède autour du temps moyen. Mais pourquoi donc une autre population, parallèle, qui décède si vite ? Le fait même de superposer deux lois distinctes pour tenter de « modéliser » la courbe observée (ce que les auteurs, d'ailleurs, n'arriveront même pas à faire honnêtement dans leur article, finissant par truquer la présentation de leurs résultats sur cette question) constitue la preuve évidente que quelque chose ne tourne pas rond. Or il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que cette population arrivant à l'hôpital seulement pour y mourir doit très certainement correspondre en grande partie à ceux des plus fragiles qui ont

eu à subir l'hypoxie heureuse. En tout état de cause, ils meurent rapidement, car ils arrivent évidemment bien trop tard. On retrouve bien là, dans les chiffres, les analyses du Pr Parola et du Pr Raoult indiquant que les messages catastrophiques de Santé publique France incitant les gens à rester chez eux jusqu'à ce que les symptômes deviennent sévères avaient délibérément condamné un grand nombre de malades que l'on aurait peut-être pu sauver. Lorsque le *preprint* sort, le 20 avril 2020, l'hypoxie heureuse est parfaitement identifiée (les équipes de l'IHU l'ont déjà médiatisée), et ce d'autant plus que les soupçons qui la concernent existent depuis longtemps au plus haut niveau, et ont été documentés en Chine. Ne pas faire le lien entre les personnes arrivant trop tard à l'hôpital et les innombrables messages de Santé publique France³³ exhortant à rester chez soi sans même appeler son médecin traitant, voilà qui sidère totalement, de la part de ceux à qui on a confié la responsabilité de guider la politique sanitaire. Il s'agit d'un déni total de réalité. D'ailleurs, dans la version publiée par *Science*, les auteurs commenteront de façon totalement hallucinante l'existence de cette « seconde » population parallèle à la première : « Alors qu'il serait intéressant de mieux comprendre le groupe des patients qui meurent rapidement, les données leur correspondant et que nous avons pu analyser ne contiennent malheureusement aucune information sur les facteurs potentiels qui auraient pu les conduire à une mort rapide (*i.e.*, par exemple, des données sur les comorbidités sous-jacentes ou la source d'infection)³⁴. » De façon intéressante, cette mention ne figurait même pas dans le *preprint*. Elle a été ajoutée entre le 20 avril et le 11 mai 2020. Très tôt donc, les auteurs ont refusé de regarder la réalité en face : la politique de confinement sans soins (en attendant le vaccin) a très rapidement produit des résultats catastrophiques. Mais l'idée de se tromper dans sa perception du monde, voilà qui place toujours le paranoïaque dans l'angoisse. Car il ne peut s'imaginer une seule seconde que le monde ne fonctionne pas selon la représentation qu'il s'en fait et la logique qu'il construit derrière. Oui, il y a bien une incohérence dans le déroulement de l'expérience. Mais il n'y a rien de pertinent que l'on puisse en dire puisque notre logique dans la « lutte » contre la maladie est totalement optimale. Les calculs de l'ordinateur l'ont montré, et donc il ne saurait être question de donner un sens à cette bizarrerie. Ainsi, on évacue rapidement – en niant sa pertinence, ou même simplement son existence – tout ce qui n'entre pas

dans notre logique. Au prix, très certainement, d'un nombre élevé de victimes. Mais, chez le paranoïaque, il y a toujours plus grave que la mort des autres : c'est l'angoisse de sa propre fin, si l'on doit se retrouver contredit par le réel.

ALORS QU'IL SERAIT
INTÉRESSANT DE MIEUX
COMPRENDRE LE GROUPE
DES PATIENTS QUI MEURENT
RAPIDEMENT, LES DONNÉES
LEUR CORRESPONDANT ET
QUE NOUS AVONS PU
ANALYSER NE CONTIENNENT
MALHEUREUSEMENT AUCUNE
INFORMATION SUR LES
FACTEURS POTENTIELS QUI
AURAIENT PU LES CONDUIRE À
UNE MORT RAPIDE (I.E., PAR
EXEMPLE, DES DONNÉES SUR
LES COMORBIDITÉS SOUS-
JACENTES OU LA SOURCE
D'INFECTION).

L'éviction du principe de non-contradiction

La certitude délirante qui a fondé les décisions politiques n'a, en outre, jamais fait cas d'un nécessaire principe de non-contradiction dans la logique de départ. Le principe de non-contradiction en logique est que l'on ne peut affirmer une chose et son contraire à la fois. On parle alors de « consistance ». Un méta-théorème (défini de façon approximative comme un énoncé général sur les mathématiques en tant que langage) affirme une chose importante qu'il faut rappeler ici : s'il existe simultanément, dans une théorie, une formule et son contraire qui peuvent être logiquement déduits des axiomes (les vérités premières) et des règles d'inférence (le raisonnement), alors toute formule est vraie en même temps que son contraire. Autrement dit, dans les langages (formels du premier ordre), s'il existe une seule contradiction, tout devient contradictoire ou, de façon équivalente, il devient impossible de distinguer le vrai et le non-vrai. Il serait dangereux de sous-estimer les déclinaisons pratiques et psychologiques de cette vérité, car elle demande la plus grande vigilance sur la considération suivante : dès que l'on aura réussi à faire accepter à une personne une contradiction profonde, fondamentale, alors il existe potentiellement pour elle un risque que tout devienne contradictoire, ou plutôt que rien ne le soit plus. De ce point de vue, la position de l'exécutif sur le port du masque revêt une importance cruciale, et l'on peut penser que, dans le long combat qui opposera la population à son gouvernement pour le recouvrement de ses libertés, la mesure du masque obligatoire sera la dernière à laquelle s'accrochera le pouvoir avant de céder. Et pour cause : le changement de position sur le masque constitue la plus évidente marque d'une contradiction qu'il faut absolument faire accepter, de sorte que, si l'on s'en accommode, toute forme de contradiction disparaîtra ensuite conformément au modèle d'inconsistance que nous avons présenté. Ainsi, le fait d'avoir d'abord affirmé que le masque n'avait aucune utilité, avant de l'avoir rendu fermement obligatoire, permet de s'affranchir ensuite de toute forme de cohérence : dans un système inconsistant, la valeur de vérité devient uniforme ; le vrai et le non-vrai sont confondus, ils valent tout autant. Comme le rappelait *Le Figaro* dans son édition numérique du

20 avril 2020 : « C'est un virage à 180 degrés dont les effets risquent de se faire sentir bien après la crise. Depuis l'arrivée du coronavirus en France, l'exécutif a radicalement changé de discours sur la question des masques. De leur inefficacité, martelée au début, le gouvernement envisage désormais le port obligatoire. »

L'importance psychologique du principe de non-contradiction doit être soulignée. Dans la langue, cette non-contradiction peut s'interpréter comme l'expression verbale de la différenciation. Rien, en effet, n'est plus dissemblable qu'un énoncé et son opposé, et on peut dire sans exagérer que le pilier fondamental du langage (en tout cas, dans ses aspects de logique formelle) réside précisément dans l'idée que l'on doit impérativement distinguer A et non(A). La consistance, l'interdiction formelle de rassembler ce qui ne peut pas l'être, voilà finalement l'assise de toute forme de discours, permettant de construire de façon rassurante le fonctionnement du psychisme. Structurellement, la non-contradiction emprunte donc nécessairement à l'expérience psychique de la différenciation. Accepter ainsi le retour au même, revenir à l'indistinct, c'est demander aux structures mentales de briser le tabou de l'indifférenciation. Il en ressort que le prix psychique à payer ne saurait être minoré. Le totalitarisme emprunte nécessairement au mode de fonctionnement du pervers narcissique³⁵ qui procède exactement du refus de la séparation, d'une part, et de la jouissance dans la fusion de ce qui devrait être séparé, d'autre part. Le délire paranoïaque et ses connexions perverses s'expriment nécessairement dans l'absence de conscience vis-à-vis de la contradiction. Il peut arriver, d'ailleurs, qu'il soit dangereux de contredire un pervers ou un paranoïaque (et pas seulement parce qu'il s'agit de pathologies narcissiques ne souffrant aucune remise en question). Ayant effacé les limites, gommé les différences, il ne peut supporter aucun rappel de ce qui le ramènerait à l'idée de rupture ou de séparation : fondamentalement, il n'est pas différent de ce qui l'entoure, sa logique se confond avec le fonctionnement extérieur. Dans la pratique de la science, la première chose à distinguer, c'est la différence entre les choses de la logique (c'est-à-dire le discours sur la perception du monde) et la logique des choses (c'est-à-dire le fonctionnement du monde précisément en dehors de la perception). Le travail scientifique consiste donc, dans un premier temps, à effectuer le deuil de l'idée selon laquelle la perception du monde et le discours que nous

portons sur le monde seraient l'exacte correspondance du monde lui-même. Il faut acter, d'abord, la différence pour, ensuite, reconstruire le lien. La traduction psychologique d'une telle disposition s'interprète alors directement dans les cadres bien construits de la psychanalyse, à l'aide des notions d'Œdipe et d'ante-Œdipe chez Racamier. Dominé par le délire paranoïaque de l'épidémiologie, et par sa volonté jouissive de forcer l'autre à vivre selon les règles de son propre fonctionnement – qu'il imagine universelles et qu'il a sanctuarisées dans les circuits de l'ordinateur –, le Conseil scientifique construit ainsi son discours sur le principe même de l'évitement de la contradiction. Cette marque de fabrique constituera son identité et le rendra, de fait, invulnérable à la critique : il ne saurait avoir tort puisque, de toute façon, il a toujours tout affirmé à la fois chaque chose et son contraire. Le message originel qui marque le fonctionnement du Conseil scientifique s'énonce donc de la façon suivante : « Croyez-nous, puisque nous vous avouons que nous nous sommes toujours trompés. »

Ainsi, si nous disons que nous avons failli, c'est que nous sommes honnêtes ; si nous sommes honnêtes, c'est que nous sommes dignes de confiance ; si nous sommes dignes de confiance, c'est que vous pouvez nous croire. De fait, dans le rapport même du Conseil scientifique du 12 mars 2020, il est indiqué, bien que les simulations se soient toujours trompées dans le passé, que ces mêmes simulations restent une référence pour la gestion des pandémies. « D'un point de vue épidémiologique, il [le Conseil scientifique] a considéré les limites des modèles mathématiques qui, dans le passé, ont souvent fait des prédictions exagérées sur le taux d'attaque et le nombre de décès associés à une épidémie. »

Mais, dans le même temps, l'avis affirme de façon totalement contradictoire que : « Ce modèle est adapté d'un modèle précédemment utilisé pour évaluer l'impact des stratégies de contrôle de premier niveau dans une pandémie de grippe (Ferguson *et al.*, 2006 ; Luca *et al.*, 2018 ; Ferguson *et al.*, 2005). Ce modèle reste une référence pour la planification des pandémies. » Tout en ayant évidemment annoncé des centaines de milliers de morts en référence à l'article d'Anderson *et al.*, 2020, dont le premier auteur travaille au Department of Infectious Disease Epidemiology, MRC Centre for Global Health Analysis, Imperial College London, précisément dirigé par Neil Ferguson : « Pour un niveau de mortalité qui est actuellement estimé à 0.5-1 %, cela correspond à des centaines de milliers

de morts en France avec une surmortalité importante due à la saturation des services de réanimation (Anderson *et al.*, 2020). » La contradiction est évidente. Le fait, d'ailleurs, qu'un logiciel paramétré sur les données de la grippe en 2006 puisse rendre un nombre de morts dépassant d'un facteur 10 au moins celui que l'on a observé sur la grippe en question, cela aurait dû, d'emblée, clore les débats du Conseil scientifique sur l'utilisation des prévisions : elles n'ont aucune forme de lien avec le réel. Au moment où ce conseil se réunit en France, à la date du 12 mars 2020, il n'y a rien de nécessairement alarmant dans le champ de l'expérience. Ainsi les points d'observation initialement relevés par le Conseil scientifique sont-ils les suivants :

1. « Une crise sanitaire rapidement évolutive et sans précédent en Italie, atteignant, le 11 mars 2020, 827 décès de Covid-19 pour 12 462 cas enregistrés, alors que l'Italie dispose de services de réanimation performants. »

Alors que l'Italie possède une dizaine de jours d'avance sur la France en termes d'épidémie, on peine à voir un signal d'alarme particulier dans les 827 morts diagnostiqués du Covid-19 (dont on ignore, au passage, les comorbidités et l'âge moyen dans les caractéristiques de décès). Sur une période hivernale, cela ne semble pas dépasser radicalement les mortalités usuelles des gripes saisonnières, même si le document ne précise pas grand-chose sur la répartition géographique des décès, l'intervalle de temps pour lequel ils sont constatés, etc. Au moment où s'exprime le Conseil scientifique, la létalité observée en Italie est de 7 % – ce que l'on sait évidemment être totalement surévalué puisque l'on se situe en début d'épidémie et que le nombre réel de personnes atteintes demeure alors inconnu. Le rapport 30 de l'OMS du 19 février 2020 indique d'ailleurs avec beaucoup de prudence que le taux de létalité de la maladie (IFR ; en anglais, *Infected Fatality Ratio*) se situerait entre 0,3 % et 1 % : on reste, quoi qu'il en soit, dans des ordres de grandeur comparables à ceux de la grippe, d'autant que les incertitudes sont assez importantes. À cette date, dans le rapport 44 de l'OMS du 4 mars 2020, le nombre total de morts dans le Hubei en Chine (berceau de l'épidémie) se situe aux alentours de 3 000 victimes (pour une population totale de 60 millions d'habitants). Même si personne ne croit vraiment à ce chiffre, il reste assez peu alarmant.

2. « Un doublement tous les 4-5 jours du nombre de cas confirmés sur le territoire national, indiquant une dynamique épidémique similaire à ce qui a été observé en Chine et en Italie, accompagné d'une augmentation rapide du nombre de cas hospitalisés en services de réanimation des hôpitaux des ESR de Paris, Alsace et nord de la France, avec l'arrivée de sujets jeunes (moins de 60 ans) au cours de la semaine précédente et le tableau clinique sévère des patients en réanimation en France. » Le doublement du nombre de cas confirmés tous les 4 ou 5 jours correspond à ce que l'on appelle la « croissance exponentielle » de l'épidémie. Cette affirmation reprend l'article d'Anderson (*et al.*), cité par le Conseil scientifique, avec le commentaire suivant³⁶ : « Qu'impliquent pour le Covid-19 et son contrôle ces comparaisons avec la A et le SRAS ? D'abord, nous pensons que, dans un pays donné, l'épidémie va initialement se diffuser de façon plus lente que ce que l'on constate typiquement pour une souche de grippe A. En Chine, durant la phase précoce, le Covid-19 a un temps de doublement³⁷ d'environ 4 à 5 jours. » Là encore, la cinétique observée peine à prouver une forme exceptionnelle de contagiosité et de rapidité dans la diffusion du virus, dans la mesure où, tous les ans, les épidémies de grippe obéissent manifestement aux mêmes constatations empiriques.
3. « Un risque de saturation rapide des services de réanimation dû i) à la dynamique épidémique exponentielle et ii) aux durées de séjour prolongées prévisibles en réanimation pour une infection grave Covid-19. Pour des pathologies similaires (SDRA), la durée de séjour en réanimation est de l'ordre de 3 semaines, dont 2 semaines de ventilation mécanique. » Là encore, l'idée selon laquelle les réanimations devraient être saturées résonne comme sonnette d'alarme assez peu convaincante puisque, précisément, les services hospitaliers ont été dimensionnés pour qu'il en soit ainsi. La stagnation du nombre de lits de réanimation en France, doublée d'une diminution de 25 % du nombre de lits d'hôpital par habitant depuis 2000 (tandis que la Corée du Sud a vu ce chiffre multiplié par 3), le tout dans une population notoirement vieillissante et devenant, par conséquent, plus fragile et plus demandeuse en soins – voilà qui devait mécaniquement conduire à la saturation des services hospitaliers à la moindre épidémie. Le sujet constitue, d'ailleurs, un marronnier de tous les médias dominants de

sorte que, chaque hiver, on ressort depuis des lustres des images épouvantables de services totalement débordés où les patients, parfois dans un état inquiétant, doivent stationner dans les couloirs des services d'urgences. Dans le document du 12 mars, toutes les affirmations sont donc gratuites, non argumentées et sans fondement. Les contradictions y sont présentes dès le début, de sorte que l'on ne peut jamais contester les prises de position. Certes, les prévisions se sont révélées inexactes, mais on vous l'avait bien dit : de toute façon, cela ne valait rien. Et, d'ailleurs, elles n'ont jamais été fausses puisque, si la réalité des décès n'a pas répondu aux prédictions, c'est précisément parce que les mesures de confinement et les autres restrictions de libertés auront permis de couper toutes les formes de « contacts » et donc de contrôler la maladie. Sans quoi, évidemment, la prophétie apocalyptique se serait réalisée, ce que le papier de Ioannidis, professeur de médecine et chercheur à l'université de Stanford, du 5 janvier 2021³⁸ a pourtant totalement exclu.

Simon Cauchemez, dans *Le Monde* du 6 mars 2021, se défendait pourtant de toute forme de contradiction, d'erreur d'appréciation ou de manipulation : « Non, nous ne nous sommes pas trompés car ces chiffres étaient avancés pour illustrer l'hypothèse où rien ne serait fait pour enrayer l'épidémie. Or évidemment, des mesures très fortes ont été prises. Dans le premier avis du Conseil scientifique, nous étions prudents et parlions de quelques centaines de milliers de morts si rien n'était fait. Dans ce scénario, on s'attendait à ce que plus de 50 % de la population soit touchée par le virus. Aujourd'hui, avec 85 000 morts pour, selon nos estimations, environ 17 % de personnes infectées, nous voyons par une simple règle de trois que le Covid aurait, en effet, pu causer des centaines de milliers de morts. Nous donnions aussi une létalité [la proportion de décès parmi la population infectée] située entre 0,5 % et 1 %, et c'est ce qui a été confirmé depuis. Même avec les connaissances actuelles, je ne changerais pas le texte de ce premier avis. » Notons au passage que, tout au long de ses avis « éclairés », le Conseil scientifique n'a jamais dépassé la règle de trois. Pourtant, dans le même article, quelques lignes plus loin, le membre du Conseil scientifique déclarait que : « Mi-mars 2020, les outils de surveillance n'étaient pas en place et, pour calibrer nos premiers modèles, on n'avait guère qu'un ou deux points de mesure... » Le charlatanisme dans toute sa splendeur, donc.

Nous ne nous sommes pas trompés et, de toute façon, nous n'étions pas en position, finalement, de prévoir quoi que ce soit, ce qui implique que toute tentative de nous confronter aux faits serait particulièrement mal intentionnée. D'ailleurs, les prédictions, c'est compliqué, car la réalité se laisse finalement assez mal approcher par nos équations et nos techniques de calcul. La conclusion de l'auteur, énoncée dans la même interview avec la plus simple décontraction, constitue un véritable bijou de déni, de contradiction et d'absence de consistance : « Je veux clarifier ce que l'on peut attendre ou pas des modèles dans le contexte actuel, car il continue à y avoir beaucoup de confusion sur ce point. La dynamique de l'épidémie dans les prochains mois va dépendre de trois facteurs clés. Tout d'abord, il y a ce variant dit "britannique", qui est 50 %-70 % plus transmissible que les virus historiques³⁹ et peut donc rendre l'épidémie encore plus explosive. Il y a aussi l'espoir énorme qui vient avec ces vaccins efficaces et sûrs⁴⁰, qui devraient, à terme, conduire à une réduction importante des hospitalisations⁴¹. Et puis il y a le timing, l'intensité et la durée des mesures de contrôle⁴². On voit bien que tout cela constitue une équation très complexe, avec de très nombreuses incertitudes. Dans ce contexte, il est illusoire d'essayer de faire des prédictions⁴³. » Autrement dit : évidemment que nous n'en savions rien au début, que nous n'en savons toujours pas plus maintenant et que nous n'en saurons jamais rien, mais cela ne nous a pourtant pas empêchés d'affirmer que les modèles s'accordaient parfaitement avec la réalité et que les prédictions étaient vraies, d'autant plus vraies qu'elles n'ont jamais été réalisées, grâce à notre action salvatrice. Ferguson est un épidémiologiste connu pour confondre, dans le langage, ses visions personnelles aspirant à l'omnipotence, et la réalité. Le champ politique reprendra immédiatement ces contradictions dans les discours, et les décisions. À ce titre, on peut rappeler, ou plutôt exhumer tant cela ressemble aujourd'hui à une sorte de parole archéologique, les propos du ministre de la Santé, Olivier Véran, devant les sénateurs, le 4 mars 2020⁴⁴ : « Mesdames, Messieurs les sénateurs, tout le monde doit montrer l'exemple, et il ne sera ni inutile ni fastidieux de rappeler devant votre assemblée les gestes qui constituent une barrière efficace contre la propagation et le risque de contracter le virus du Covid-19 : se laver régulièrement les mains, si possible toutes les heures ; tousser et éternuer dans son coude plutôt que dans sa main ; utiliser des mouchoirs

à usage unique ; ne plus se serrer la main, pour quelque temps, hélas ! ; appeler le 15 en cas de symptômes, ne pas se rendre chez son médecin généraliste, ne pas se rendre soi-même aux urgences ; et ne porter un masque qu'en cas de maladie – nous aurons sans doute l'occasion de reparler des masques au cours de ce débat. » On connaît la suite de l'histoire sur le masque... Quant aux propos de Sibeth Ndiaye, le même jour du 4 mars 2020, il semble important de les rappeler ici, tels que le site *France Info* s'en porte garant⁴⁵ : « Toutefois, le virus progresse de jour en jour. Cependant, si la France atteint le stade 3 de diffusion du coronavirus, il n'y aura donc pas de confinements massifs. On ne fermera pas toutes les écoles de France, de même que, quand il y a une épidémie de grippe en France, on ne ferme pas toutes les écoles », poursuit la porte-parole du gouvernement.

**DANS CE CONTEXTE,
IL EST ILLUSOIRE D'ESSAYER
DE FAIRE DES PRÉDICTIONS.**

En clair, « on fera en sorte que les 20 % de malades les plus fragiles soient bien soignés. Cela s'appelle atténuer les effets de l'épidémie », précise Sibeth Ndiaye. Les mesures de confinement prises dans le stade 2 sont donc plus contraignantes que dans le stade 3. Une réalité « contre-intuitive », selon Sibeth Ndiaye qui reconnaît qu'au début elle a eu « du mal à comprendre » ces notions épidémiologiques. « Au début, on est sur des mesures très individuelles, afin de ne pas apporter le virus sur le territoire. Il y a donc des mesures individuelles de confinement. » Ensuite, « le virus circule sur un bout du territoire, alors on met en place des mesures de confinement à l'échelle du territoire ». Mais, si le virus circule partout en France, « alors on laisse les gens vivre et on prend des précautions pour que les plus fragiles soient les mieux protégés ».

Que s'est-il produit entre-temps ? Le Conseil scientifique est passé par là ; les prédictions de Ferguson sont devenues parole d'Évangile ; et Simon Cauchemez aura servi la parole du maître en France⁴⁶. Qui est Ferguson ? Un épidémiologiste connu pour ces prévisions aussi catastrophistes qu'elles ne sont jamais vérifiées. Le webjournal *Economie Matin*⁴⁷ rappelait, le 28 avril 2020, sous la plume de l'oncologue pédiatrique retraitée Nicole Delépine (auteur de nombreux ouvrages, aussi adorée par ses patients qu'elle a été décriée et calomniée par des collègues de l'AP-HP), quelques faits saillants des prédictions de Ferguson.

Dans le « fameux » rapport 9 de l'Imperial College, il est ainsi indiqué, s'agissant de la Grande-Bretagne et des États-Unis que⁴⁸ : « Pour une épidémie non maîtrisée [*i.e.* sans mesures de confinement et autres formes de restrictions sévères dans les libertés de se déplacer, NDA], nous prévoyons que la capacité en lits de soins intensifs sera dépassée dès la deuxième semaine d'avril, avec un pic de la demande en soins intensifs plus de 30 fois supérieur à l'offre maximale possible dans les deux pays, et un nombre total de décès de 510 000 en Grande-Bretagne et de 2,2 millions aux USA, et cela sans tenir compte des morts supplémentaires liées à l'absence de traitement d'autres maladies du fait de la saturation des hôpitaux. »

A priori, rien ne dit que des simulations aient été faites pour la France, Simon Cauchemez indiquant simplement, dans l'avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020, « des centaines de milliers de morts » sur la base d'une « communication personnelle » de Ferguson. Comme nous l'avons vu, aucune des prédictions ne s'est réalisée et ce, même en l'absence délibérée, en France et ailleurs, de soins. Bien entendu, Ferguson et ses fidèles y verront la réussite salvatrice de leurs « préconisations » non pharmaceutiques : les fameuses NPIs (*non pharmaceutical interventions*). Remontant un peu le passé et les sensationnelles annonces de Ferguson, le magazine *National Review* précisait, dans un webarticle du 6 mai 2020⁴⁹ qu'en 2001 Ferguson se trouvait derrière les recherches controversées déclenchant l'abattage en masse de 11 millions de têtes de bétail, bovins et ovins, lors de l'apparition de la fièvre aphteuse. L'article cite Charlotte Reid, voisine d'un fermier, qui se rappelle : « Je me souviens de ces temps épouvantables. On laissait mourir de faim les bêtes dans les prés juste à côté. Puis vint le temps des massacres à ciel ouvert. Les pauvres animaux

étaient en panique totale. Ce fut une des pires choses auxquelles j'ai assisté. Et tout cela, sur la base d'un simple modèle avec des "si" et des "mais"... » En 2002, Ferguson prédisait que 150 000 personnes pourraient mourir de l'exposition à la maladie de la vache folle. En Angleterre, seules 177 personnes décédèrent.

En 2005, Ferguson prédisait que 150 millions de personnes risquaient d'être tuées par la grippe aviaire. Finalement, dans le monde entier, seules 282 personnes moururent de cette infection entre 2003 et 2009. En 2009, une estimation gouvernementale anglaise, basée sur un calcul de Ferguson, expliquait qu'un scénario pessimiste « raisonnable » prévoyait que 65 000 citoyens britanniques allaient succomber de la grippe porcine. Finalement, on dénombra 457 morts. Qu'un oracle aussi funeste, dont la valeur prédictive des calculs se révèle aussi fiable que la lecture dans le marc de café ou le sacrifice d'un poulet vaudou, ait pu à ce point imposer ses prétentions quant à l'évaluation de la dangerosité d'un virus finalement banal implique nécessairement d'en passer par une psychologie serrée des preneurs de décisions ainsi que par une étude minutieuse de la perversion et de la corruption intellectuelle et morale de ceux qui les servent – personnes politiques et journalistes inclus. Car il va sans dire que le personnage inspirait très tôt la méfiance dans les milieux de la santé publique un tant soit peu sérieux. On se reportera ainsi à l'audition par le Sénat, le 16 juin 2010, du docteur Wolfgang Wodarg, en annexe du rapport sur la gestion de la grippe H1N1, intitulé « La grippe A (H1N1)v : Retours sur "la première pandémie du XXI^e siècle"⁵⁰ ».

M. WOLFGANG WODARG

J'aimerais expliquer pourquoi, peu après la déclaration de la pandémie par l'OMS, je me suis montré très sceptique concernant ce qui s'est passé au Mexique où il n'y a eu que quelques cas manifestes, utilisés peu après pour créer un scénario qui a effrayé le monde entier. Les données du professeur Neil Ferguson montraient que les chiffres ont rapidement augmenté, mais le nombre global des cas ne dépassait pas 600. Si je compare cela avec ma région, ce qui a été présenté était ridicule, mais a servi de base à des calculs. M. Neil Ferguson a calculé le nombre de personnes qui prennent l'avion à Mexico pour se rendre quelque part dans le monde. Des dizaines de milliers de personnes sont dans ce cas. Sur 600 malades, on a appris plus tard que la grippe n'avait pas toujours été confirmée. Des erreurs ont donc été commises dans les statistiques, et le nombre a dû être révisé. [...] On a ainsi créé une pandémie. Mon collègue Thomas Jefferson a déjà dû vous l'expliquer. La définition a été modifiée – je l'ai

dit –, et cela a été une des raisons pour lesquelles je me suis élevé contre ce qu’a fait l’OMS. Pour que l’on puisse parler de « pandémie », il faut que la maladie soit grave. L’OMS a retiré le critère de gravité de sa définition. C’est ainsi que cette maladie légère a pu être déclarée comme une pandémie. On a créé la peur.

La communication de l’OMS au sujet des critères a donc été très mauvaise. L’OMS aurait dû dire que cette grippe était légère et qu’il ne fallait pas avoir peur, qu’elle progressait certes très vite, mais que c’était normal et qu’elle était moins grave que la grippe saisonnière. Or l’OMS ne l’a jamais fait. Ceux que l’OMS considère comme les meilleurs virologues nous ont donc induits en erreur et ont procédé à de fausses affirmations. Beaucoup d’autorités nationales l’ont fait savoir, et certains instituts nationaux en étaient conscients. Le 19 mai, avant la déclaration de pandémie, lors d’une conférence de presse, de nombreux États ont demandé à l’OMS pourquoi elle modifiait sa définition. La Grande-Bretagne, le Japon et la Chine ont protesté, ainsi que quinze autres pays. L’OMS a affirmé avoir entendu le message puis, entre le 19 mai et le 11 juin, le groupe d’experts – dont les noms sont tenus secrets – s’est réuni en affirmant qu’il fallait déclarer la pandémie. Les arguments et les calculs que j’ai indiqués ont alors joué un rôle très important. Je ne sais si M. Neil Ferguson a fait partie de ce groupe, mais je pense que c’est le cas – bien que je n’en sois pas certain. Ce groupe existe toujours, et il est demeuré secret. Même le Conseil de l’Europe n’a pu savoir qui en est membre, et reste très étonné que l’OMS ne joue pas cartes sur table !

M. FRANÇOIS AUTAIN, PRÉSIDENT

M. Neil Ferguson a donc participé à ce groupe ?

M. WOLFGANG WODARG

J’ai dit que M. Neil Ferguson est un des conseillers principaux de l’OMS. Je ne sais pas comment ce groupe d’experts est composé, et j’aimerais savoir si M. Neil Ferguson a défendu les arguments de l’OMS que je vous ai montrés, qui ont été utilisés pour justifier la pandémie.

M. FRANÇOIS AUTAIN, PRÉSIDENT

M. Neil Ferguson est-il membre du groupe de travail scientifique européen sur la grippe (ESWI) ?

M. WOLFGANG WODARG

Oui.

Pourquoi avoir accordé tant de crédit à de simples calculs, quand la médecine basée sur la preuve (l'observation opérative donc, en lieu et place de la simulation spéculative) criait (et crie toujours, mais trop poliment hélas) au scandale, comme le rapporte Nicole Delépine ? Les professeurs Carl Heneghan et Tom Jefferson du Centre d'Evidence-Based Medicine de l'université d'Oxford se sont dits surpris que le modèle de l'Imperial College ait été si facilement accepté par les organisations internationales et ait pu servir de base pour leurs recommandations, sans aucune vérification de l'exactitude des hypothèses et des calculs.

Le professeur John Ashton, ancien directeur en santé publique du nord-ouest de l'Angleterre, a accusé le ministère britannique d'« avoir accordé un statut de demi-dieu à Ferguson et son équipe et considéré leurs prédictions comme les Tables de la Loi » alors que « s'il s'agit de science, elles auraient dû être discutées par d'autres équipes avant d'être appliquées ». On voit ainsi que la science, celle qui doit faire le lien entre les choses de la logique et la logique des choses, s'est effectivement effacée devant la croyance dans l'omnipotence du calcul en lieu et place de la réalité. Les mathématiques computationnelles ont triomphé. Ce sont elles désormais qui disent le monde, et gare à celui qui voudrait se risquer à les remettre en cause au nom de l'observation. Même si calculs et observations apparaissent comme violemment contradictoires. De toute façon, la contradiction n'a plus d'importance. Elle n'existe pas, puisque le monde fonctionne comme on se le représente. L'algorithmique devient ainsi l'argument suprême de la parole autorisée, celle que la Justice invoque pieusement, tout comme la classe politique ou journalistique, chaque fois que l'on essaye de la ramener à la réalité. Les conseillers d'État sont ainsi devenus les prêtres de la messe en latin, les *fact-checkers*, quelques brutes inconsistantes de la pensée inquisitoriale, et les scientifiques corrompus, de faux savants gardiens volontairement aveugles de l'orthodoxie du mensonge. La paranoïa des Gafam, essayant de rendre à toute force le monde conforme à ses simulations, de lui imposer un fonctionnement selon le langage mathématique qui leur sied le mieux, peut ainsi se répandre de

façon contagieuse. Derrière le choix des croyances diffusées par Ferguson, il n'y a finalement que la soumission à la foi du numérique. Même si ce que l'on nous annonce comme un nouveau monde résonne trivialement comme un retour navrant aux croyances et à l'ignorance du siècle dernier. On pourra ainsi se reporter à un article fort intéressant des *Annales de démographie historique*, publié en 1982 sous la plume de Pierre Darmon, intitulé « Une tragédie dans la tragédie : la grippe espagnole en France (avril 1918-avril 1919) » : « La prophylaxie offre d'autres morceaux de bravoure. En premier lieu, les médecins rendent un culte au platonique masque protecteur. Il faut dire que le masque est entré dans les mœurs et que l'on passe de façon naturelle du masque à gaz au masque de gaze. "Être contre, écrit le professeur Vincent, c'est le même préjugé absurde qui a entraîné la mort de tant de combattants au début de la guerre barbare par les gaz toxiques ou asphyxiants inventés par les Allemands." Le Dr Roux, directeur de l'Institut Pasteur, et l'Académie de médecine s'enthousiasment pour le masque. Celui-ci doit être imprégné d'antiseptiques : eucalyptol, ou baume du Pérou, ou térébenthine. À défaut, écrit un médecin dans *Le Matin*, "une simple compresse hydrophile trempée dans l'eau bouillie, posée sur le nez et la bouche et attachée par-dessus les oreilles avec un cordonnet, fera l'affaire". L'Académie de médecine, moins plébéienne, recommande de se couvrir le visage et de recouvrir le berceau des enfants d'un double voile de tarlatane, imbibé d'un liquide antiseptique. À Besançon, le médecin major Trémollières ira jusqu'à ensevelir ses grippés sous un linceul de mousseline aspergée d'eucalyptus.

Dans les journaux, les conseils abondent. À titre préventif, se soumettre à des fumigations d'essence d'anis, de girofle, d'eucalyptus, de menthol, de camphre (*The Lancet*). "Se brosser les dents et passer dans les interstices un fil que l'on fera glisser par un mouvement de va-et-vient. Rinçage de la bouche à l'eau fraîche" (*Bulletin de l'Académie de médecine*). "Se gargariser, matin et soir, avec une solution antiseptique, eau oxygénée ou eau dentifrice" (*Le Matin*).

À la prophylaxie individuelle s'ajoute la prophylaxie sociale, plus difficile à imposer. Dans certaines villes de province, les écoles ferment et, à Montpellier, où 65 grippés décèdent dès le mois d'août, le plancher des salles de spectacle est lavé au crésyl, alors que des ventilateurs y sont mis

en action, comme au bon temps des miasmes. Rien de tel, d'ailleurs, pour soulever virus et pneumocoques ! »

Malgré tout, les salles de spectacle restent ouvertes dans les grandes villes, et les passagers voyagent librement dans les trains. Tel n'est pas le cas en Suisse où écoles, cinémas, théâtres et réunions sportives sont interdits. Les voyages sont, eux-mêmes, contrôlés. Une « carte de légitimation » est nécessaire pour prendre le chemin de fer. Deux médecins portant brassard sont du voyage. Interdiction de quitter le train ou d'y entrer en cours de route. Les vivres seront distribués aux voyageurs par les fenêtres. Une note précise : « On donnera au personnel d'escorte l'occasion de se désinfecter les mains et de se gargariser. Le cas échéant, on le munira de masques contre la grippe et de gants. » Tout y est, donc, que l'on retrouve aujourd'hui, exactement un siècle après, dans la « lutte » contre le Covid-19 : le masque, y compris artisanal, les gants, le passeport sanitaire (la carte de légitimation), la fermeture des écoles, des lieux de rassemblement, les réunions sportives. Sans oublier les « gestes barrières » (lavage des mains, gargarisme, distanciation sociale). Déjà *The Lancet* à la pointe des études « scientifiques » et l'Institut Pasteur à la baguette. On ne s'étonnera pas, en 2020, de la décision prise par les autorités de suspendre les enterrements civils ou religieux, si l'on comprend que c'est manifestement la remontée inconsciente, dans la mémoire collective, des scènes de 1918 qui s'impose. Ainsi que le rappelle Pierre Darmon : « Sur les modes de contamination circulent de folles rumeurs. Dans une petite commune de Corse, un homme meurt de la grippe, mais on attend un proche parent pour l'enterrer. À son arrivée, on ouvre le cercueil, et toute la famille se précipite sur la dépouille pour l'embrasser. Neuf personnes contracteront ainsi une grippe mortelle. Le jour même ont lieu les obsèques. Dans l'église où s'est déroulée la cérémonie funéraire, les fidèles se rendent en masse pour assister aux offices religieux. Deux ou trois jours plus tard, 600 personnes, sur une population de 1 100 habitants, contractent une pneumonie. Bilan : 54 décès. Réminiscence de la théorie miasmatique, la rumeur voudra que, sur le parcours du convoi funèbre, se soient dégagées les émanations putrides qui ont empoisonné la ville. »

D'ailleurs, les enterrements seront vite effectués de façon confidentielle, sans cérémonie, afin d'éviter la propagation du virus, mais aussi et surtout d'adresser un message de peur à une population que l'on cherche

manifestement à impressionner. Pierre Darmon poursuit ainsi : « À Lyon et à Dijon, on enterrerait les cadavres de nuit pour ne pas impressionner les populations, et il serait défendu de suivre les corbillards. En fait, s'il est vrai que les pompes funèbres sont partout obligées de procéder à des enterrements nocturnes, il ne s'agit pas pour autant d'épargner les esprits. »

En Europe, la géographie de la grippe ressemble furieusement à celle du coronavirus actuel : « En fait, cette région [le sud-est de la France] s'intègre dans une vaste zone à forte mortalité grippale qui comprend la Suisse, le nord de l'Italie et le nord-est de l'Espagne (Milan et Barcelone sont parmi les villes les plus touchées d'Europe). »

Les « vagues » viennent déjà de cette période. Ainsi que le notait Françoise Bouron⁵¹ : « La grippe espagnole déferle sur la France en trois vagues successives : une première vague qui s'étend d'avril à août 1918 ; une deuxième vague, la plus meurtrière, qui va de septembre à novembre 1918 ; et enfin une troisième vague qui touche le pays en février-mars 1919. » La presse se complaît déjà en fidèle relais des consignes du gouvernement, tout en le poussant à la radicalité. Ainsi, l'historienne précise : « Dans l'ensemble, les journaux critiquent peu la façon dont les autorités luttent contre la grippe. [...] Le même jour, en page 2 cette fois, *Le Journal* accuse les autorités de s'être contentées de placarder des affiches et de publier des circulaires, mais de ne pas avoir lancé de lutte sérieuse. Le journaliste pense qu'il faut prendre des mesures plus fortes comme le licenciement des écoles, l'interdiction des rassemblements et un cordon sanitaire aux frontières et dans les ports. Et le journaliste conclut : "L'heure n'est pas aux demi-précautions". »

Dans la presse, on fustige déjà les médecins qui tentent de soigner en utilisant de la quinine (l'ancêtre de la chloroquine), tandis que l'on fonde déjà l'espoir sur la mise au point d'un vaccin. Pierre Darmon : « Mais la plupart des médecins restent à juste titre sceptiques. Aussi les espoirs se reportent-ils sur les vaccins et les sérums qui, depuis les travaux de Pasteur et de Roux, jouissent d'un immense prestige. Avant l'épidémie, l'Institut Pasteur avait mis au point un sérum anti-pneumococcique polyvalent d'une inefficacité avérée. Certains médecins n'en croient pas moins obtenir de bons résultats en l'administrant à titre préventif à toute personne hospitalisée. D'autres ont recours au sérum de Leclanche et Vallée. Un peu partout dans le monde, de miraculeux vaccins ou sérums voient le jour. »

Mais on ne devrait pas s'étonner, toutefois, d'un tel retour au siècle dernier. Lorsque la science est à ce point désertée et que le discours calculatoire tend à remplacer le réel, ce n'est jamais dans le sens du progrès qu'il faut regarder. Au fond, les paranoïaques, les pervers, les corrompus n'ont jamais aucune imagination. Le psychanalyste Paul-Claude Racamier soulignait d'ailleurs à juste titre la pauvreté intellectuelle de ces gens-là. Le futur numérique, calculable par de mauvais jeux vidéo, se conçoit ainsi comme une régression aussi inquiétante qu'elle s'annonce implacablement mortifère.

LE FUTUR NUMÉRIQUE,
CALCULABLE
PAR DE MAUVAIS JEUX VIDÉO,
SE CONÇOIT AINSI COMME UNE
RÉGRESSION AUSSI
INQUIÉTANTE QU'ELLE
S'ANNONCE IMPLACABLEMENT
MORTIFÈRE.

La réduction du champ visuel sur le seul Covid

Il existe un autre procédé ayant biaisé l'analyse, c'est la réduction du champ de l'expérience humaine, sociale et politique, et de son appréhension, au seul prisme du Covid. Nous savons, par l'épistémologie, que l'observateur oriente la nature de l'observation par ses propres limitations, ses croyances personnelles, ses intentions, ainsi que par la méthodologie qu'il emploie. Tout cela doit donc faire l'objet d'une analyse critique propre à rappeler la

limite des paradigmes scientifiques utilisés. Or la réduction du champ visuel sur un seul paramètre est de nature à simplifier exagérément l'expérience, et relève d'une forme de mensonge. Si nous nous concentrons uniquement sur le fait qu'une personne fume ou non, peut-on en déduire qu'elle mourra à coup sûr d'un cancer du poumon ? Voilà un type de raisonnement qui fait fi de la complexité de la recherche médicale à mener : les antécédents familiaux, le terrain et le mode de vie de la personne, son alimentation, sa pratique sportive, le niveau de stress auquel la personne est confrontée, la quantité de cigarettes consommées par jour, etc. sont autant de facteurs qui auraient dû être pris en compte dans l'appréhension de l'expérience. Ainsi, pour une femme qui fait une grossesse extra-utérine, en trouver les raisons scientifiques dans le seul fait qu'elle fume, sans prendre en compte le fait qu'elle vient de perdre son travail, qu'elle est en plein divorce, qu'elle se retrouve sans logement et vient de subir le décès de son père est du ressort d'une manipulation grossière de raisonnement, maquillant la complexité de l'expérience, et cela conduira donc à des conclusions erronées. C'est exactement ce qui s'est passé en 2020, lorsque le réel n'a plus été observé, par le politique et les médias, qu'au travers du Covid, avec des chiffres déconnectés du réel, sans aucune autre considération des autres morts bien plus importantes, par exemple, ce qui conduira le philosophe italien Giorgio Agamben à dire ne pas avoir été « le seul à noter que les données de l'épidémie sont fournies d'une façon générique et sans aucun critère scientifique. D'un point de vue épistémologique, il est évident, par exemple, que donner un nombre de décès sans le mettre en relation avec la mortalité annuelle de la même période et sans spécifier la cause effective de la mort n'a aucune signification. Pourtant, c'est exactement ce que l'on continue chaque jour à faire sans que personne ne semble s'en apercevoir. Cela est d'autant plus surprenant que les données qui permettent la vérification sont disponibles pour quiconque voudrait y accéder, et j'ai déjà cité dans cette rubrique le rapport du président de l'ISTAT, Gian Carlo Blangiardo, où il est montré que le nombre de décès par Covid-19 se révèle inférieur à celui des décès par maladies respiratoires durant les deux années précédentes. Cependant, bien que sans équivoque, c'est comme si ce rapport n'existait pas, de même que l'on ne tient aucun compte du fait, pourtant déclaré, qu'est aussi compté comme décédé par Covid-19 le

patient positif qui est mort d'un infarctus ou de toute autre cause. Pourquoi, même si la fausseté est documentée, continue-t-on à lui prêter foi⁵² ? »

On peut noter, au passage, la qualité des sources de G. Agamben puisque ses propos sont corroborés, en France, par les calculs de mortalité en population générale. Nous les reportons en annexes. Ils prouvent de façon objective que l'épisode que nous traversons n'est absolument pas une crise sanitaire, mais une violente crise politique. De fait, malgré l'absence de soins ou la surconsommation de Rivotril pour les personnes âgées les plus fragiles, l'année 2020 en France est la sixième année la moins mortelle depuis soixante ans. Si l'on ramène à des taux de mortalité standardisés les décès observés (voir annexe), on ne meurt pas plus en 2020 qu'en 2015, et on meurt moins en 2020 que toutes les années précédant 2013. Seules les années de 2016 à 2019 sont moins mortelles que 2020. Mais ces années sont connues comme des années d'exceptionnelle sous-mortalité, laissant en vie des personnes âgées qui devaient statistiquement mourir, de sorte que 2020 aura fonctionné comme une année dite « moisson », parfaitement prévisible dans l'observation de la démographie, en particulier dans les classes d'âge les plus vieilles. Il est totalement insensé de croire que l'on pourrait gagner de l'espérance de vie tous les ans, en particulier dans une pyramide des âges vieillissante, une offre de soins structurellement décroissante et des maladies environnementales en pleine explosion. De ce point de vue, l'arrivée d'un virus respiratoire doit nécessairement être nommée par ce qu'elle est réellement : une « syndémie », c'est-à-dire l'irruption dans une population touchée par les maladies environnementales (diabète, obésité, hypertension) d'un agent pathogène amplifiant les effets indésirables initialement présents.

Il s'agit désormais non de science, et encore moins de médecine, mais d'un discours aux accents religieux, avec ses litanies, et son comptage mortifère quotidien, réduisant la complexité du réel à un seul prisme de lecture. La construction d'une nouvelle langue, avec ses mots et ses expressions nouveaux, totalement éloignée de la réalité de l'expérience, relève davantage de la croyance sectaire et religieuse – donc de la foi dans la messe dite par les médias et le politique – que de la science, et c'est à l'analyse de cette nouvelle langue que nous allons nous employer.

Une crise de la science et de la politique

Retour sur l'analyse husserlienne

Lorsqu'il étudie la crise de l'Europe en 1935, le philosophe Husserl la situe essentiellement dans le positivisme triomphant et dans la mort de la philosophie en tant que discipline capable d'interroger le sens de la vie. Ce faisant, il réaffirme la valeur de la science comme discours méthodique sur la vérité de la nature (*phusis/physis*) et écarte radicalement l'idée d'une crise des sciences en tant que telles. Ainsi, ce n'est pas la scientificité des différentes disciplines qui est remise en cause, mais l'impossibilité, pour la science, de créer les conditions d'une interrogation philosophique sur le sens de la vie et l'organisation de la société.

Dans son analyse épistémologique des mathématiques comme langage de la science « naturelle », Husserl réalise cependant une réduction de la science à la physique. Or il apparaît que le langage mathématique ne peut prétendre décrire le vivant. Dit autrement, il existe dans « la nature » une séparation fondamentale entre l'objet vivant et celui qui ne l'est pas. En ce sens, les sciences dites dures travaillent sur de la matière morte. À l'un, le discours inductif s'exprimant essentiellement à travers le langage naturel ; et à l'autre, le discours axiomatique-déductif caractérisé par les mathématiques. À la question suivante, que lui adressait la philosophe Françoise Balibar : « D'où vient que les grandeurs de la physique puissent acquérir cette conceptualisation mathématique et que les grandeurs de la biologie ne le puissent pas ? », le scientifique et épistémologue Jean-Marc Lévy-Leblond répondait ainsi : « Il faudrait demander aux biologistes ce qu'ils en pensent ; mais, en tant que physicien, il me semble effectivement que la plupart des concepts fondamentaux de la biologie ne sont pas mathématisés, ne sont même pas numérisés. Quand on parle du gène, par exemple, il n'y a pas de structure mathématique qui correspond à cette notion. »

Au moment où Husserl produit son *Krisis*, le temps est à la physique triomphante. Suivant en cela les articles fondamentaux d'Einstein sur la relativité, la mécanique quantique et la diffusion, publiés en 1905, les esprits les plus brillants du xx^e siècle utiliseront ainsi des trésors de formalisme mathématique – tous plus brillants les uns que les autres – à

l'appui de la modélisation de l'atome, avec des conséquences spectaculaires sur le développement des technologies. Penser la science en 1935, comme s'y applique Husserl, implique donc d'en passer par une réduction à ce que l'on appelle aujourd'hui précisément la science physique, définie tautologiquement comme étant celle relevant du langage mathématique. Ainsi Jean-Marc Lévy-Leblond⁵³ précise-t-il dans l'entretien que nous avons déjà évoqué : « La physique est pour ainsi dire d'emblée traversée par les mathématiques – depuis qu'elle est ce qu'elle est au sens moderne du terme, essentiellement depuis la “coupure galiléenne” au XVII^e siècle. Il n'y a pas entre la mathématique et la physique un rapport d'extériorité. Pour ma part, je ressens plutôt leur relation comme un rapport d'intériorisation des mathématiques au sein de la physique ; on pourrait d'ailleurs, par opposition à “application”, parler d’“implication” des mathématiques dans la physique. Autrement dit, on ne peut pas penser la physique sans passer par (penser par) les mathématiques. Ce qui caractérise la physique, c'est qu'aucun concept n'échappe à une formulation mathématique. » Dès lors, ce qui permet à Husserl de rejeter l'idée d'une crise de la science, c'est précisément la réduction de cette science à la physique au moment exact où cette dernière développe les résultats les plus denses et les plus féconds de son histoire. L'idéalisation typiquement philosophique de la science par un passage à la limite la ramenant *in fine* à la mécanique galiléenne permet, certes, de clarifier les termes du débat phénoménologique que Husserl veut développer en précisant ce que l'on entend par « crise de la science », mais opère aussi une unification épistémologique des sciences qu'il aurait fallu manifestement éviter. Car déjà de façon certaine dans les années 1930 s'impose en Europe une perversion de la science en tant que méthode de recherche de la vérité. Par le développement de la génétique, par exemple, émergeait ainsi l'idée « scientifique » de la race, entraînant avec elle la certitude de l'évolution de l'espèce humaine vers un ensemble d'individus « débarrassé » des plus faibles, selon les lois de l'évolution darwinienne. Alors qu'aujourd'hui la notion de gène subit une déconstruction en règle – interrogeant par là même l'ensemble des énoncés que l'on a pu établir à son propos –, il apparaît que les affirmations scientifiques de l'entre-deux-guerres (déjà développées au milieu et à la fin du XIX^e siècle) constituaient de façon évidente des déclarations qualitativement erronées.

C'est ainsi, dans le contexte d'une physique mathématisée triomphante, que les épidémiologistes Kermack et McKendrick posèrent en 1927 le modèle originel de l'épidémiologie « mathématique ». Il s'agissait d'appliquer à une situation du vivant des méthodes de mise en forme mathématique. En définitive, le système d'équations consistera essentiellement en une analogie avec la cinétique chimique, de sorte que le mimétisme modélisateur résonnera d'emblée comme une grossière erreur de conception. Un tel parallèle, Jean-Marc Lévy-Leblond le réfutait évidemment sans appel. À la question : « D'où vient qu'il ne soit pas possible d'effectuer à propos des concepts de la biologie, de certains d'entre eux au moins, le même travail d'« explication » ou de « transcription » que celui effectué à propos de la valence chimique ? », le scientifique répondait ainsi : « Parce que ce travail est d'autant plus difficile que la science considérée s'occupe d'objets compliqués. Je dis « compliqués » plutôt que « complexes » parce que je ne veux pas m'embarquer dans une discussion sur la complexité – qui, à mon avis, est un non-concept. Le moindre virus est un objet incroyablement plus compliqué que l'atome le plus gros. Et, du coup, la précision et l'acuité des notions mathématiques n'ont pas prise (ou ont mal prise) sur des objets aussi compliqués que ceux qu'étudie la biologie. Pour utiliser une métaphore simpliste, je dirais que les mathématiques offrent un instrument d'analyse d'une finesse incomparable – qui, par là même, est extrêmement fragile. C'est un peu comme si on cherchait à couper un arbre avec un scalpel. Avec un scalpel, on ne peut faire que des dissections très fines, sur des morceaux d'objets déjà réduits et soigneusement nettoyés. » Son point de vue invalide l'idée que l'on pourrait utiliser un modèle de cinétique chimique pour traduire la diffusion d'un virus.

Un délire institutionnalisé

Le délire scientifique de l'épidémiologie mathématique repose sur une série de confusions que l'on peut appréhender selon une succession d'étapes cohérentes. Il y a d'abord la construction d'un discours mathématique abstrait qui s'affranchit progressivement du réel pour ne devenir qu'une grammaire vidée de toute sémantique. Seule compte « la formule bien formée », et la valeur de vérité ne dérive que de la correction du

raisonnement ou du calcul (ce qui finit toujours par revenir au même). Vient ensuite l'idée que seules les mathématiques pourraient consacrer la science naturelle en dehors des distinctions épistémologiques pourtant nécessaires entre la physique et la biologie. De ce fait, par une manipulation navrante du formalisme, on utilise l'environnement calculatoire et équationnel pour imposer l'apparence pourtant trompeuse d'une rigueur sans aucune consistance. Alors que chez Descartes le formalisme mathématique de l'optique géométrique était précisément un rempart contre l'illusion des sens visuels, la réalisation par l'ordinateur de calculs permet aujourd'hui, à l'inverse, de faire croire qu'une simulation correspondrait nécessairement à une vérité. Derrière l'idée que tout serait calculable, au sens prédictible du terme, triomphe ainsi la réduction de toute science à la science physique, même si le cadre épistémologique ne peut pas convenir, et même si le recours à l'illusion devient une nécessité.

Dans la mesure où la correspondance entre le langage mathématique et l'observation du réel ne peut se réaliser de façon structurelle en épidémiologie, cette dernière devient alors nécessairement et purement tautologique, complètement coupée de l'expérience et finalement prisonnière d'elle-même. Elle évolue ainsi dans un enfermement délirant qui ne supporte plus la moindre intrusion extérieure. Tout ce qui la ramènerait à l'origine de son impuissance et du mensonge épistémologique qui la constitue la réduirait ainsi instantanément à néant. On comprend de cette manière que le maintien institutionnel de la discipline passe obligatoirement par un ensemble de protections parfaitement artificielles sans lesquelles l'épidémiologie serait fatalement condamnée à disparaître des rangs universitaires et de ceux de la science. Ce qui se donne à voir dans la perversion des valeurs de la science que construit l'épidémiologie, c'est que cette dernière appartient d'abord à l'ordre administratif et donc au projet biopolitique qui inspire l'exécutif depuis la Révolution. Rien à voir donc avec la production d'une connaissance épistémologique.

Dans le milieu scientifique, la revue par les pairs, au lieu de fonctionner comme la mise à l'épreuve selon le principe d'un regard critique extérieur, devient ainsi la garantie de la reproduction du même, et l'éviction de toutes les formes de conflit ou de contradiction. De cette manière, il apparaît de façon troublante qu'absolument rien n'a changé en épidémiologie depuis les équations de Ross, Kermack et McKendrick – dont les dernières sont

pourtant connues pour être inconsistantes du point de vue mathématique. Le fonctionnement en circuit fermé assure, *in fine*, la survie de la discipline au sein des universités et la publication dans les revues à comité de lecture. Dans le milieu juridique, la Justice administrative – et parfois même pénale – joue le rôle d’une muraille de protection contre l’intrusion d’une parole critique. Il faut dire que la consécration du Conseil scientifique et des épidémiologistes le constituant relève d’un acte de survie indispensable pour les différents niveaux de juridiction. Car, sans cette référence incontournable, aucun juge n’a la possibilité de trancher les questions de libertés publiques posées par les citoyens dans les différents recours. Dit autrement, en sauvant le Conseil scientifique de toute forme d’interrogation critique (que l’avocate Maître Clarisse Sand a tenté de susciter, en portant un référé expertise devant le Conseil d’État pour forcer la Justice à établir un débat contradictoire sur les raisons ayant conduit l’exécutif à proroger l’état d’urgence sanitaire), ce n’est pas seulement l’exécutif que la Justice maintient en vie, mais également elle-même. Il y va de sa propre existence en tant qu’institution devant rendre ses décisions au nom d’une puissance sociale extérieure. La Justice n’ayant pas, en effet, pour vocation de trancher les prétentions scientifiques à la vérité entre les partis, il lui faut impérativement se raccrocher à l’existence d’une vérité officielle pour pouvoir maintenir le fonctionnement du syllogisme du Droit. Dans le milieu médiatique, les épidémiologistes sont consacrés comme autant d’experts, sans que leur parole ne puisse souffrir la moindre contradiction. Dans cette optique, les usurpations mathématiques servent de paravent permettant de repousser les questions critiques émises par les profanes. Elles fonctionnent ainsi comme la logorrhée d’une messe en latin, psalmodiée de façon incompréhensible par des prêtres incompetents s’adressant à une audience ignorante. Il s’agit de célébrer une croyance, celle du Dieu tout-puissant des mathématiques, qui viendrait sauver le monde grâce à l’exégèse des formules de calcul. Dès lors, les rites de la nouvelle religion (port du masque, couvre-feu, confinement, *pass sanitaire*) s’imposent comme autant de signes de dévotion sans lesquels l’humanité s’exposerait à la colère des dieux⁵⁴.

Positivismisme et vie nue

Dans son analyse philosophique et historique de la biopolitique, Giorgio Agamben rappelle opportunément l'existence, chez les Grecs, de deux termes distincts pour désigner le mot *vie* : *bios* et *zôè*. Le premier terme renvoie au concept de « vie politique, qualifiée », celle précisément issue de l'interrogation philosophique de la cité ; tandis que l'autre renvoie au concept de « vie nue », celle qui relève uniquement de la biologie et donc du discours scientifique. Le totalitarisme biopolitique – objet des recherches d'Agamben – consiste alors précisément en l'immixtion de la *zôè* dans le *bios*. Ce qui devient le moteur de l'organisation politique n'est plus le questionnement toujours renouvelé, portant sur le sens de la vie sociale, mais la focalisation et la réduction de l'individu à un segment du réel relevant du discours scientifique. Le vocabulaire de la science supprime alors celui de la philosophie. La mort ne relève plus d'une question métaphysique mais d'un fait. L'individu n'est plus qu'un élément de l'espèce, et sa disparition n'est plus qu'un événement arithmétique qui ne remet pas en cause l'ensemble lui-même. L'idée d'une « optimisation » apparaît dans le dénombrement de ceux qui doivent survivre ou disparaître. Dans le *preprint* circulant sur l'idée d'éliminer les non-vaccinés de la vie sociale – soit l'exacte mise au ban de l'analyse agambienne – des membres du Conseil scientifique, en l'occurrence Cauchemez, Fontanet, Yazdanpanah, Benamouzig, écrivaient ainsi : « Exiger des individus vaccinés une distanciation sociale n'ajoute rien. Ceci suggère que dans la nouvelle période qui s'annonce les mesures de contrôle visant les personnes non vaccinées (par exemple avec l'utilisation d'un *pass* disponible seulement pour les vaccinés) pourrait aider à maximiser le contrôle de l'épidémie⁵⁵. » Les individus ne sont donc appréhendés ici que comme des facteurs entrant dans la comptabilité épidémiologique et dans une mise en équation susceptible de décrire un *optimum*. Le vocabulaire des mathématiques de la *zôè* s'impose dans le *bios*. L'humanité disparaît au profit des considérations purement biologiques de la vie, qui n'est, elle-même, conçue que dans l'acception réduite de l'espèce. Dans l'organisation politique dérivée de la philosophie grecque – ce que Husserl définit précisément comme constituant l'Europe –, on peut voir que la médecine constitue le lieu en soi de la frontière entre le corps comme objet d'un discours « réifié » – relevant de la science – et le corps comme élément individué du groupe social et à ce titre objet d'un discours « historique » –

relevant de la philosophie. La figure du médecin s'impose ainsi comme celle d'un *scientifique moral*, capable d'arbitrer dans son art entre ce qui relève de la science et ce qui relève de la philosophie. De façon pratique, la médecine opère donc en acte l'articulation entre la vie nue et la vie qualifiée, mais toujours de telle sorte que ce soit l'humanité qui reste prioritaire. Ainsi, la médecine consacre la philosophie avant de considérer la science. « JE N'UTILISERAI PAS mes connaissances médicales pour enfreindre les droits humains et les libertés civiles, même sous la contrainte. » Le serment d'Hippocrate, tel qu'il se trouve formulé par la déclaration de Genève en 2017, précise ainsi la supériorité des considérations humaines sur les considérations scientifiques. Seule se trouve reconnue au bout du compte l'acceptation de l'homme en tant qu'être humain, chez lequel la dignité et le respect s'imposent prioritairement, comme autant d'attributs inaliénables attachés à chaque individu. La médecine agit alors comme la frontière qui permet de séparer clairement le *bios* de la *zôè*. En formulant de façon explicite son rattachement à l'humanité, elle empêche structurellement le discours scientifique de pénétrer la sphère politique. Toute forme de *thanatopolitique* implique donc une corruption de la médecine. Il ne faut alors pas s'étonner, comme le rappelait la survivante des camps d'extermination Vera Sharav, que ce qui caractérise le massacre de masse des dictatures biopolitiques coïncide toujours avec l'abandon par la médecine de son rôle : cela précipite l'adoption, au sujet de ce qu'est un être humain, du point de vue réducteur de la science et de l'épidémiologie. L'affirmation du rôle moral de la médecine doit ainsi constituer la digue infranchissable de la sagesse, mais doit aussi protéger la cité de toutes les formes de perversion scientifique. En clair, ce n'est pas la scientificité dure qui doit nous protéger de l'usurpation du vocabulaire biologique et épidémiologique, mais les sciences humaines (anciennement, les « Humanités »), et en particulier la philosophie morale et politique. Voyons les propos de Vera Sharav : « Sous le régime nazi, les normes morales étaient systématiquement anéanties. La profession médicale et les institutions ont été radicalement transformées. La science académique, les militaires, l'industrie et la médecine clinique étaient étroitement liés, comme ils le sont maintenant. Le système nazi a détruit une conscience sociale au nom de la santé publique. La politique de santé publique, axée sur l'eugénisme, a remplacé l'attention du médecin

pour le bien-être de l'individu. Les mesures sanitaires sont aujourd'hui un important pas en arrière vers une dictature fasciste et un génocide. La dure leçon de l'holocauste, c'est que, chaque fois que les médecins unissent leurs forces avec le gouvernement, la médecine humanitaire et bienveillante se transforme en un appareil meurtrier⁵⁶. »

**LE *FACT-CHEKING*
CONSTITUE AINSI
LA RÉUNION CANONIQUE
DE LA FAUSSE SCIENCE
ET DU SOPHISME POLITIQUE :
C'EST LA FORME
CONTEMPORAINE
PAR EXCELLENCE
DE LA LANGUE TOTALITAIRE.**

L'élimination systématique, en France et dans d'autres pays, de la médecine de ville, avec le refus de soins et de traitements pourtant efficaces contre le Covid, résonnait comme l'abandon de toute forme de philosophie morale au profit d'une approche purement scientifique, d'autant plus condamnable qu'elle procédait d'une usurpation invraisemblable de toute forme de rigueur. Dans *1984*, Orwell affirmait qu'il fallait échapper à la réduction au discours scientifique pour retrouver le chemin du sens : « Mais si le but poursuivi était, non de rester vivant, mais de rester humain [...] ? » La distinction entre le vivant et l'humain rappelle chez Orwell la séparation fondamentale entre la *zôè* et le *bios*. Elle dit que le discours scientifique

focalisé sur le maintien en vie ne peut fournir aucun sens téléologique à l'existence. La perte d'humanité s'opère alors précisément lorsque la science remplace la philosophie dans l'appréhension de la vie. La réduction de la vie au point de vue scientifique, navrant, décadent, usurpé, a son lieu privilégié de réalisation : le camp. Alors que l'ouverture philosophique et le dynamisme du débat politique trouvent leur place naturelle dans la réunion publique : l'agora. Dans le camp, l'homme se réduit à un substrat biologique qu'il convient seulement de garder en vie (ou de faire mourir, si cela permet d'optimiser l'économie). C'est le lieu par excellence de la domination du discours épidémiologique et hygiéniste. Il faut ainsi comprendre que la dualité structurelle camp/cité établie par Agamben se retrouve dans le choix de la langue selon l'opposition husserlienne du positivisme et de la philosophie. Il y a deux catégories d'humains : ceux à qui s'applique le vocabulaire de la biologie, de la « science », des mathématiques – ceux-là sont les bannis qui vivent dans des camps – ; et ceux à qui s'applique le vocabulaire de la philosophie, de la politique au sens noble, de la culture en général – ceux-là sont les élus qui vivent dans la cité. Dans le champ politique actuel, servi par la propagande médiatique, s'est répandue la culture du « *fact-checking* », qui marque, de façon évidente, pour reprendre l'approche husserlienne, que seule compte désormais la narration politique du fait « scientifique ». Pour reprendre l'approche agambienne, il s'agit de faire croire que le vocabulaire du camp peut devenir celui de la cité. Dans cette industrie plumitive servile de la presse sous-prolétarisée et sous-intellectualisée, la seule interrogation politique se ramène donc au simple fait. Or le fait lui-même s'inscrit dans le mensonge scientifique, et sa mise en avant par la presse exprime exactement la fin des Humanités. Le *fact-checking* constitue ainsi la réunion canonique de la fausse science et du sophisme politique : c'est la forme contemporaine par excellence de la langue totalitaire.

CHAPITRE 2

LA PERVERSION DE LA LANGUE À DES FINS POLITIQUES : ANALYSE DE LA LANGUE COVID ET DE SA SÉMANTIQUE

Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde. Ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir », nous avertissait Klemperer¹. Et c'est bien un certain type de langage politique fondé sur une sémantique frauduleuse, sous couvert de science, qu'il convient d'étudier. Nous nous fondons ici essentiellement sur ce qui se passe en France, mais ces analyses peuvent être élargies, car ce phénomène est mondial. La langue, trésor commun à disposition de tous, a été trafiquée par la parole politique et médiatique, ce qui a modifié son usage, et dévoilé par là même les intentions mensongères et totalitaires, car comme le disait Klemperer, l'usage de la langue ne ment pas. « Pour se justifier, ils changèrent la valeur habituelle des mots par rapport aux actes qu'ils qualifient », disait l'historien grec Thucydide au sujet des hommes politiques responsables de la guerre du Péloponnèse.


**LES MOTS,
PERDANT DE LEUR VALEUR,
PEUVENT PARVENIR
JUSQU'À INVERSER
LA DÉSIGNATION DES
VICTIMES ET DES BOURREAUX.**

Nous subissons ce viol politique de la langue, c'est-à-dire un changement de connotation axiologique des mots. Les mots, perdant de leur valeur,

peuvent parvenir jusqu'à inverser la désignation des victimes et des bourreaux : « Beaucoup de malhonnêtetés naissent quand on massacre la langue, qu'on met le sujet à l'accusatif et le complément d'objet au nominatif, brouillant ainsi les cartes, intervertissant les rôles des victimes et des bourreaux, abolissant les distinctions et les hiérarchies en de crapuleuses orgies de concepts et de sentiments qui altèrent la vérité². » Dans cette crise sanitaire, les mots sont pervertis par un processus d'avilissement de la langue. Ils sont enlevés et pris en otage, par exemple dans cette curieuse métaphore du virus pris « en tenaille » (discours du 31 mars 2021 d'E. Macron), sur laquelle nous reviendrons *infra*.

Les sophismes au principe de la politique déployée

La nouvelle langue Covid restreint le champ de notre réflexion en nous ôtant la possibilité de penser au-delà de son nouveau lexique, avec ses articulations pseudo-logiques. Comme nous l'avons indiqué, le caractère complexe de la réalité est supprimé pour la réduire à une conception binaire de la santé, de la société, de l'économie et du politique. Tout d'abord, la pseudo-argumentation s'établit à partir de sophismes. Le raisonnement correct suppose des syllogismes vrais, ce qui a été analysé notamment par le philosophe grec Aristote dans l'*Organon*. « Le syllogisme est un discours par lequel, certaines choses étant posées, quelque chose d'autre en résulte nécessairement du seul fait de ces données³. » Cette nécessité provient exclusivement de la forme du syllogisme, et non de sa matière ou composition. Il comporte deux prémisses, une majeure et une mineure, dont résulte une conclusion. La manipulation du discours consiste à créer de faux syllogismes, appelés des « sophismes », à l'insu des auditeurs sans que le déroulement logique du sophisme soit rendu visible. C'est d'ailleurs en cela que résident les manipulations de l'art oratoire, dont les dernières générations sont d'autant plus victimes qu'elles n'en étudient plus les ressorts au sein de l'Éducation nationale, loin des enseignements de l'ancienne Instruction publique. Revenons à notre syllogisme : il pourrait donc être valable ou correct avec des prémisses fausses (ou seulement vraisemblables). Prenons des exemples.



DANS CETTE CRISE SANITAIRE,
LES MOTS
SONT PERVERTIS
PAR UN PROCESSUS
D'AVILISSEMENT DE LA
LANGUE.

EXEMPLE 1

Majeure :

Tout homme est rationnel.

Mineure :

Or le lion est un homme.

Conclusion :

Donc le lion est rationnel.

Le syllogisme est juste d'un point de vue formel. La conclusion est fausse en raison de la fausseté de la mineure.

EXEMPLE 2

Majeure :

Tout ce qui est rationnel est immortel.

Mineure :

Or l'âme humaine est immortelle.

Conclusion :

Donc l'âme humaine est rationnelle.

La conclusion est vraie, mais le syllogisme n'est pas valable (en raison de l'ordre des termes). Elle aurait tout aussi bien pu être fausse, car elle ne provient pas du raisonnement (elle est vraie « par accident »).

Corrélativement, il existe deux types de manipulations de raisonnements, dits sophismes (formel ou matériel), provenant :

1° soit de la fausseté (ou du caractère seulement vraisemblable) d'une des prémisses ou des deux (sophisme matériel),

2° soit de la forme non valide du raisonnement (sophisme formel).

Aristote fait aussi la distinction entre syllogisme parfait et syllogisme imparfait – dont les prémisses sont implicites.

Dans cette crise sanitaire, les deux types de sophismes sont présents. Les caractères non fondés de la gravité de la pandémie et de l'efficacité des mesures sociales opèrent comme des prémisses fausses, engendrant des restrictions de liberté. La forme non valide du raisonnement s'organise autour de propositions disjointes et d'amalgames incessants, qui empêchent toute possibilité d'articulation logique vraie (cf. *infra*).

À propos du syllogisme scientifique, Aristote précise : « Par démonstration j'entends le syllogisme scientifique [...], il est nécessaire aussi que la science démonstrative parte de prémisses qui soient vraies, premières, immédiates, plus connues que la conclusion, antérieures à elle, et dont elles sont les causes⁴. » Un syllogisme scientifique est donc un

syllogisme valide dont les prémisses sont vraies (alors qu'un simple syllogisme est seulement valide). La certitude délirante collective, de type paranoïaque, s'est fondée sur des premiers principes erronés, puis une construction du discours orchestré sur la foi, sans acceptation du moindre doute. Cette foi s'est organisée, dès l'origine, sur trois sophismes, non dévoilés mais présents dans le fond idéologique des discours et des décisions politiques, et que nous exposerons ainsi :

1° L'épidémie justifie une dictature.

2° Seul un vaccin peut faire barrage à l'épidémie.

3° Un vaccin est le seul moyen qui sauvera l'humanité du grand danger qui la menace.

Nous pourrions proposer également des sophismes similaires, qui se rajoutent aux premiers et sont autant de croyances erronées admises en certitudes et répétées *ad nauseam* : il n'y a pas d'autre traitement que le vaccin⁵ (le vaccin est considéré comme un traitement), on ne sortira pas de la crise tant qu'il n'y aura pas le vaccin, la Constitution n'a plus lieu d'être car nous sommes en état d'exception, ce qui justifie un gouvernement par décrets (la loi est confisquée), etc.

Sophisme 1 : « l'épidémie justifie une dictature »

Majeure :

Un grand danger justifie une dictature⁶ (de destituer les citoyens de leurs droits inaliénables).

Mineure :

Or l'épidémie est un grand danger qui menace l'humanité.

Déduction :

Donc l'épidémie justifie une dictature.

Analysons la majeure. Il est vrai, dans l'histoire politique, que la dictature a pu être une réponse apportée à un grand danger menaçant la patrie, mais

le sophisme évacue la nature même de dictature, qui ne justifie ses mesures d'exception sur les droits des citoyens que parce qu'elle est limitée dans le temps (six mois). La majeure est donc fausse, car elle n'est que partiellement vraie.

La mineure est un mensonge, puisque l'épidémie – requalifiée de façon arbitraire de « pandémie » par l'OMS le 11 mars 2020, sans une définition claire du mot *pandémie* – n'est pas un grand danger qui menace l'humanité. Pourtant, elle a été traitée comme telle.

Que nous dit, en effet, le directeur général de la Santé en mars 2020 à la suite de cette décision de l'OMS ? « Le mot fait peur, mais une pandémie n'est qu'une épidémie qui se diffuse sur tous les continents. Elle n'est pas plus virulente ou plus grave parce qu'on l'appelle "pandémie". » Le terme est équivoque, car la pandémie peut concerner une diffusion géographique, mais aussi une répartition dans la population. Richard Horton, directeur de *The Lancet*, indiqua à ce sujet sa préférence pour le terme *syndémie*. Mais alors, pourquoi le monde entier a-t-il traité cette épidémie comme s'il s'agissait d'un grand danger menaçant l'humanité, avec des décisions politiques entraînant des situations tragiques dans les populations ? Famine, misère économique, incertitude du lendemain, solitude et enfermement des personnes âgées et des personnes vulnérables sur le plan psychiatrique, etc.

On apprend, en outre, que l'OMS a changé son système d'alerte sur les pandémies, c'est-à-dire sa grille de lecture antérieure, qui n'est plus opérante pour qualifier le coronavirus. D'autant plus que, d'après cette ancienne grille de lecture, l'épidémie de SARS liée à l'apparition d'un coronavirus n'avait pas du tout été qualifiée de « pandémie » en 2003, bien qu'elle eût touché 26 pays. Le critère de propagation mondiale semble donc arbitraire, selon le bon vouloir de l'OMS. La déduction, à partir d'un demi-mensonge et d'un mensonge entier, ne peut donc qu'être erronée. Rien ne justifierait une dictature, qui au demeurant n'en serait plus une, mais aurait basculé en régime totalitaire, puisque le régime d'exception des mesures sanitaires extrêmes et de la politique intrusive de contrôle a duré plus de six mois consécutifs, et que s'ajoutent une volonté de transformation en profondeur de la société et de la nature humaine, ainsi qu'un véritable système idéologique de mensonges fondant l'action politique.

Sophisme 2 : « seul un vaccin peut faire barrage à l'épidémie »

Majeure :

Seul un bouclier immunitaire peut faire barrage à une épidémie.

Mineure :

Or un vaccin est le seul moyen d'acquérir ce bouclier immunitaire.

Déduction :

Donc seul un vaccin peut faire barrage à l'épidémie.

La majeure peut constituer une vérité, à la condition de bien définir l'immunité, dans toute sa complexité. Admettons la majeure pour vraie, toutefois. La mineure est, en revanche, tout à fait contestable, puisqu'un vaccin n'est pas le seul moyen d'acquérir un bouclier immunitaire, et d'ailleurs, un vaccin peut produire l'effet inverse sur certains sujets, en détruisant leur immunité par les effets secondaires ou des chocs anaphylactiques par exemple. Il ne s'agit donc pas d'une vérité, non seulement dans sa réduction à « le seul moyen », mais en outre dans son affirmation première, puisqu'un vaccin peut au contraire détruire l'immunité chez certains sujets. La déduction sera nécessairement fautive, puisque constituée d'une majeure que nous admettons pour vraie (quoique cela soit également contestable) et d'une mineure erronée.

Sophisme 3 : « un vaccin est le seul moyen qui sauvera l'humanité du grand danger qui la menace »

Le sophisme 3 est élaboré à partir des postulats et conclusions des deux premiers sophismes, dont nous avons déjà analysé qu'ils conduisent à des

déductions erronées.

Majeure :

L'épidémie est un grand danger qui menace l'humanité, et seul un bouclier immunitaire peut faire barrage à l'épidémie.

Mineure :

Or un vaccin est le seul moyen d'acquérir ce bouclier immunitaire, et seul un vaccin peut faire barrage à l'épidémie.

Déduction :

Donc un vaccin est le seul moyen qui sauvera l'humanité du grand danger qui la menace.

Construite à partir de postulats erronés, la conclusion « un vaccin est le seul moyen qui sauvera l'humanité du grand danger qui la menace » ne peut qu'être fautive. Cependant, cet « objet fétiche » qu'est le vaccin, au regard de la certitude délirante qui a posé en principe que « l'épidémie est un grand danger qui menace l'humanité », est reconnu comme tel dès mars 2020 par le champ politique. Avant même le recours à l'expérience, à des remèdes et à des traitements dont il faut rappeler qu'ils ont fait l'objet d'interdictions formelles, la solution « miracle » est proposée à un délirant postulat supposé dès le départ, et autorisant des décisions politiques démesurées : nous sommes persécutés par un virus qui met l'humanité en grand danger.

Puisqu'il a été beaucoup question de charlatanisme en 2020 en France, gageons que ces sophismes, au cœur des discours politiques sur la question, relèvent du charlatanisme en logique, et d'un pseudo-raisonnement qui ne s'embarrasse plus de la recherche de la vérité. Ce pseudo-raisonnement, nous l'appelons en psychopathologie, lorsqu'il est systématisé autour de la persécution (nous sommes « en guerre » contre un virus qui nous veut du mal), une « folie raisonnante » : cela relève du champ de la psychose paranoïaque, folie délirante qui se propage aisément d'un psychisme à l'autre dans les groupes, notamment à partir de la langue.

Les biais interprétatifs occultant l'argumentation principale

Le délire paranoïaque perd son interlocuteur dans les détails, souvent soignés et éloquents, parfois insignifiants, mais en réalité sortis du contexte. Le délire leur fait dire « autre chose », qui soutient sa construction. L'argumentation principale de fond est toujours soigneusement évitée, de même que la contextualisation du problème et son historicité, pour noyer dans des détails dont l'interprétation vise à stigmatiser le persécuté désigné, qu'il s'agisse de personnes ou d'objets personnifiés (en l'occurrence, ici, le virus étranger, qui ne manque pas d'être personnifié ensuite dans les personnes qui ne souhaitent pas se faire vacciner : elles sont porteuses saines, puis porteuses malades, et finalement sont le virus lui-même. Elles seront dites à éradiquer, de même que le virus aujourd'hui est vécu comme l'élément menaçant

à abattre). En somme, il s'agit d'absorber l'individu dans des détails vides de sens, et d'orienter ses comportements selon des ordres absurdes, sinon contradictoires dans le temps. C'est bien l'objet de la politique qui a prévalu en France en 2020 et encore au premier trimestre 2021, à l'heure où nous avons entrepris ce livre. Ces détails vides de sens sont de surcroît changeants, afin de ne plus pouvoir appliquer un modèle logique et prédictif aux décisions prises. Prenons l'exemple des décisions politiques sur les confinements/déconfinements, attestations de sortie, etc. Quelle est la justification logique ? Le 19 mars 2021, on peut lire un article sur *France Info*⁷, intitulé « Confiner sans enfermer : pourquoi le gouvernement a choisi cette nouvelle stratégie ». Un an plus tôt, il y avait la règle « 1 km, 1 heure », puis on y apprend que « les contaminations se font très majoritairement à l'intérieur », que l'Institut Pasteur a publié une étude le 9 mars disant que « les contaminations se produisent de façon écrasante en lieu clos et mal aéré ». Dans ces conditions, le pouvoir va-t-il reconnaître avoir fait fausse route, et avoir encouragé les contaminations en confinant à plusieurs reprises en 2020 ? Eh bien, non ! Il poursuit ses paradoxes : on confine (mais pourquoi donc ?), mais avec « des allègements sur le temps et la distance passés à l'extérieur », alors que l'article nous indique que « la proportion d'infections au Covid-19 [...] se chiffre à moins de 10 % ».

Alors, pourquoi poursuivre une logique de confinement, tout en alléguant que les nouvelles mesures sont « pour la santé mentale des gens » ? Mais de qui se moque-t-on ? Les détails absurdes, contradictoires et changeants se révèlent, par exemple, dans l'attestation de sortie du 20 mars 2021. Outre le fait de s'attester soi-même, qui relève du registre de la schizophrénie, l'attestation de déplacement dérogatoire se perd dans une quantité de détails absurdes et contradictoires, laissant de surcroît une place à l'arbitraire de l'interprétation, puisque les termes et les critères ne sont pas définis : quels sont les déplacements professionnels « ne pouvant être différés » ? Quel est le critère de l'impératif ? Car, s'il est celui de travailler, donc de gagner sa vie, personne ne peut alors différer son déplacement professionnel. Qu'est-ce qu'un « motif familial impérieux » ? Avec cette perte dans les détails, la sortie de son domicile constitue un vrai casse-tête chinois. Par exemple, chacun doit donc, à partir de mars 2021, calculer si la course qu'il doit faire est supérieure ou non à 10 km ; et si l'on doit sortir faire plusieurs courses, alors il faut plusieurs attestations ! Cette situation relève en outre d'une vraie ségrégation, puisque 10 km en ville n'ont rien à voir avec 10 km à la campagne. Il est intéressant de relever quels sont les motifs impérieux. Par exemple, l'activité professionnelle en est un, si tant est qu'elle ne puisse être différée. Qu'est-ce que cela signifie ? Qui, pour des raisons économiques, est en mesure de différer son activité professionnelle ? La vaccination fait partie d'un motif impérieux. La garde d'enfants également, mais leur instruction, non. Les animaux de compagnie peuvent être sortis dans un rayon d'un kilomètre autour du domicile : là encore, on fait semblant de réduire les besoins d'un animal à son excrétion et sa miction, mais qu'en est-il des chiens qui, par exemple, ont besoin de faire de l'exercice tous les jours, et peut-être dans un parc situé à un peu plus d'un kilomètre de chez soi ? Est-ce que cela ne fait pas partie de leurs besoins vitaux ? Tous ces motifs sont considérés formellement comme des « exceptions » ; ce qui relève d'une langue paradoxal, car l'exception est bien que ces motifs soient imposés en annihilant les droits humains fondamentaux !

La gestion des horaires est aussi absurde, de même que les décisions entre villes et départements, ce qui crée une toile d'araignée où chaque déplacement devient de plus en plus compliqué. Les décisions politiques par décret ne sont pas pérennes, mais changent constamment, ce qui altère

la capacité d'adaptation des citoyens aux nouveaux stimuli. Par exemple, dans les « motifs supplémentaires applicables uniquement de 6 h à 19 h dans les territoires soumis à des mesures renforcées [...], les déplacements ne sont autorisés qu'au sein du département ou d'un périmètre défini par un rayon de 30 km autour du lieu de résidence, sauf pour les items signalés par un **astérisque (*)** sur la présente attestation ainsi que pour les déplacements autorisés par l'article 56-5 du décret du 29 octobre 2020 modifié. Les personnes résidant dans les départements n'étant pas soumis à des mesures renforcées ne peuvent entrer dans les départements soumis à des mesures renforcées au-delà d'un périmètre défini par un rayon de 30 km autour de leur lieu de résidence que pour les items signalés par un astérisque sur la présente attestation, ainsi que dans le cadre de déplacements de longue distance conduisant seulement à un transit par une zone soumise à des mesures renforcées ». Les citoyens acquièrent peu à peu l'habitude de devoir être autorisés pour leurs moindres faits et gestes, conditionnement néfaste s'il en est, couplé à leur infantilisation : ils sont jugés irresponsables, mésestimés ou insultés par le pouvoir, ce qui montre une classe politique cynique et particulièrement coupée des réalités.

LES CITOYENS ACQUIÈRENT
PEU À PEU L'HABITUDE
DE DEVOIR ÊTRE AUTORISÉS
POUR LEURS MOINDRES FAITS
ET GESTES,
CONDITIONNEMENT NÉFASTE
S'IL EN EST, COUPLÉ À LEUR
INFANTILISATION : ILS SONT
JUGÉS IRRESPONSABLES,
MÉSESTIMÉS OU INSULTÉS
PAR LE POUVOIR, CE QUI
MONTRE UNE CLASSE
POLITIQUE CYNIQUE ET
PARTICULIÈREMENT COUPÉE
DES RÉALITÉS.

**La persuasion par la charge émotionnelle
des discours politiques et médiatiques**

Avant d'entrer dans la langue elle-même, nous pouvons souligner que le champ politique et le champ médiatique ont usé des procédés manipulateurs bien connus en psychologie, par le recours au sensationnel et au passionnel, chargeant d'émotions les discours pour susciter tout à la fois terreur et empathie, davantage persuader que convaincre, et sidérer l'interlocuteur qui, envahi par l'émotion, dont les stoïciens disaient qu'elle altérait les facultés de raisonnement, est dessaisi de sa capacité de discernement. « La spécialité paranoïaque est bien d'envoyer une charge traumatique délibérée, au travers de sa compétence à manipuler le langage, le *must* étant d'envoyer la charge traumatique à son destinataire, tout en emportant l'adhésion du collectif environnant qui se retournera contre le destinataire, s'il ose se plaindre [...]»⁸. » La première manipulation émotionnelle est celle par la **terreur**, par la mise en scène d'un danger vital, d'un péril imminent à échelle planétaire. Par exemple, la comptabilité assénée chaque jour dans les médias, sur « les morts » du Covid a participé à cette manipulation par la terreur. Le documentaire *Ceci n'est pas un complot* de B. Crutzen décrit comment les médias n'hésitent pas non plus à altérer la vérité en montrant des scènes jouées par des acteurs, et non des moments de l'expérience réelle. L'OMS ayant fait appel à des influenceurs, on peut se poser la question du rôle de la propagande médiatique « de guerre » utilisée contre la population. De fait, l'OMS a engagé le cabinet de relations publiques Hill+Knowlton pour « faire campagne » sur la « pandémie » : « Le géant des relations publiques, surtout connu pour son rôle dans la fabrication de faux témoignages⁹ en faveur de la guerre du Golfe, a été engagé par l'OMS pour “assurer la crédibilité scientifique et sanitaire de l'OMS afin de s'assurer que les conseils et recommandations de l'OMS soient respectés”¹⁰. » Nombre des États étant liés par contrat avec l'OMS, ils se doivent d'en respecter les préconisations. Il conviendrait de connaître les directives exactes données par l'OMS à la France, s'il est possible d'y avoir accès, et également de se souvenir de ce que, par exemple, le journal *Le Monde*, comme d'autres médias *mainstream*, sont aujourd'hui subventionnés par la fondation Bill-et-Melinda-Gates. L'AFP est partenaire de Facebook pour la mise en place d'un système de lutte contre les *fake news*. Or, c'est bien l'AFP qui donne le *la* de la musique que nous joueront ensuite les médias. Qui paie l'orchestre paie la musique. Rappelons, en outre, que c'est le même Bill Gates qui fait partie des actionnaires

majoritaires de l’OMS et propose enfin à la vente la solution miracle à la « pandémie », à savoir le vaccin sauveur. Pour ne pas être en conflit d’intérêts, il ne faut pas être juge et partie à la fois. Lorsque l’on est tout à la fois le prescripteur, l’informateur, le rédacteur de la notice et le vendeur, il s’agit d’un cumul de conflits d’intérêts. Une neutralité et une indépendance des médias *mainstream* entre les mains d’un actionnariat de milliardaires qui sont des donneurs d’ordre bien plus que des « partenaires » ? Rien n’est moins sûr ! Pour le psychiatre Frédéric Badel, « les médias ont très largement propagé une parole gouvernementale basée sur la manipulation (essentiellement par la peur et les modifications des indicateurs d’épidémie), sur le mensonge (au sujet de la disponibilité puis de l’efficacité des masques par exemple), sur l’infantilisation (se faire à soi-même une attestation), et sur la culpabilisation (embrasser ses proches les fera mourir). Et tout cela dans le but de sidérer les esprits et de leur faire accepter n’importe quoi, même ce qui n’a pas de sens¹¹. »

La deuxième émotion qu’il convient de manipuler pour obtenir une soumission psychique est **l’empathie**, qui fait rapidement le terreau de **la culpabilité**. Elle a été notamment mise en scène par la culpabilisation sur soi-même : si l’on réclame ses droits inaliénables (liberté de mouvement, liberté de travailler, etc.), on est un criminel en puissance. Si l’on manifeste du doute sur le vaccin sauveur, on est un assassin d’autrui. Si l’on manifeste de l’affection à l’autre, on est encore un délinquant. Si l’on pense autrement, la pensée est criminalisée et la personne vouée aux gémonies. Cela se nomme « chantage », « inversion accusatoire de la culpabilité », car n’est-ce pas au politique de garantir la pérennité, la concorde et la sérénité du lien social en organisant sa possibilité (par exemple, en équipant davantage les hôpitaux, en laissant les médecins prescrire, en cessant ce rapport malsain à la terreur¹²) ? Renvoyer la responsabilité et, partant, la culpabilité, sur le citoyen devenu fautif de respirer, de circuler, d’aimer, de penser et de s’exprimer, est un processus pervers : « À tous ceux qui, adoptant ces comportements, ont bravé les consignes, je veux dire ce soir très clairement : non seulement vous ne vous protégez pas VOUS, et l’évolution récente a montré que personne n’est invulnérable, y compris les plus jeunes, mais vous ne protégez pas les autres, même si vous ne présentez aucun symptôme vous pouvez transmettre le virus même si vous ne présentez aucun symptôme, vous risquez de contaminer vos amis, vos

parents, vos grands-parents de mettre en danger la santé de ceux qui vous sont chers » (E. Macron, le 16 mars 2020). « La responsabilité c'est la confiance » en le pouvoir, dit Emmanuel Macron, le 31 mars 2021. Ceux qui doutent deviennent des irresponsables... de mauvais citoyens, qui sont coupables, par un retournement pervers de la faute. Le 9 mars 2021, Olivier Véran présente la publicité vidéo pour se faire vacciner : une vidéo de 50 secondes où l'on voit deux enfants sauter dans les bras de leur grand-mère âgée, sans masque, avec un slogan « parce qu'on rêve tous de se retrouver, vaccinons-nous », tout en précisant qu'il faut continuer à appliquer les gestes barrières et à porter le masque « pour le moment, même vaccinés ». Ce sentimentalisme jouant sur l'affectif dans la famille, entre des enfants et des personnes âgées que le pouvoir en réalité brime et maltraite depuis deux ans (et qu'il empêche précisément de se retrouver), est accompagné d'un message paradoxal : l'image montre des personnes sans masque s'embrassant, tandis que le contenu du discours indique que le vaccin ne changera rien au masque et aux gestes barrières. Dans ces conditions, cette publicité n'est-elle pas un outil supplémentaire de manipulation mentale des populations ? Olivier Véran ajoute, sur son compte Twitter : « Pour nous retrouver demain, vaccinons-nous », ce qui a l'apparence d'un odieux chantage affectif, et d'autant plus que nous n'en avons aucune garantie. Le pouvoir ment, et l'a montré durant un an de propagande¹³. Et que dire de ces incitations outrancières et manipulatrices à la vaccination, tandis que des experts nous alertent sur la qualité intrinsèque des produits, sur leurs procédés de fabrication, etc., selon les documents officiels publiés par l'Agence européenne du médicament, et invitent à retirer l'intégralité des lots ainsi qu'à annuler en urgence toutes ces autorisations de mise sur le marché¹⁴ ? « La responsabilité, c'est la confiance¹⁵ », vraiment ?

La manipulation émotionnelle sur la culpabilité se retrouve dans plusieurs clips du gouvernement, par exemple un clip du 12 décembre 2020 du ministère des Solidarités et de la Santé, où l'on voit une famille s'embrasser sans porter de masque. À la fin du clip, la grand-mère qui fêtait son anniversaire est allongée dans un lit d'hôpital, intubée. Donc en clair, c'est la famille qui est responsable d'avoir aimé la grand-mère, de l'avoir embrassée, et de lui avoir prodigué de la tendresse. Le libre arbitre de l'individu et son individualité même sont évacués des discours, chacun

devenant une cellule du corps social au sens organique, qui peut contaminer ou être contaminé, dans un entrelacement à autrui qui réduit l'individu à une partie du tout organique. « Protégez-vous, protégez les autres », « Protège-toi, protège les autres ! », « Sauver les jeunes en confinant les vieux », « Quand on aime ses proches, on ne s'approche pas », etc.

Or, c'est malheureusement toujours en invoquant des idéaux incontestables, et en légitimant l'adage selon lequel « la fin justifie les moyens » (une fin noble justifie tout et n'importe quoi : maltraitance, harcèlement, suppression des droits etc.) que les régimes totalitaires se mettent en place, en supprimant progressivement les droits de l'individu jusqu'à le réduire à une cellule du corps social compris comme corps organique.

L'être humain y est réduit à une cellule biologique, et dépouillé de sa dimension spirituelle, qui lui confère des droits. Ceux qui d'aventure chercheraient à s'émanciper de ce grand corps organique sont ciblés comme coupables de l'expansion de l'épidémie.

Les discours sont teintés de sentimentalisme et de grandiloquence. Il s'agit bien de travestir la raison dans la sphère du sentiment, de déformer et d'obscurcir en faisant primer l'affectivité, en jouant sur les émotions derrière la signification des mots : « Nous ressentons tous en ce moment la peur, l'angoisse pour nos parents, pour nous-mêmes face à ce virus redoutable, invisible, imprévisible. [...] La fatigue et la lassitude pour certains, le deuil et le chagrin pour d'autres¹⁶. » L'ordre moral est redéfini : la nouvelle morale est d'obéir au pouvoir en fermant les yeux et en se laissant bercer des illusions de l'union sacrée fusionnelle entre le pouvoir et les citoyens. La grandiloquence et l'appel nostalgique, larmoyant, au passé que l'on aimerait tant retrouver, sont présents dans les discours provenant du gouvernement : « Mes chers compatriotes, nous les retrouverons ces 1^{er} mai heureux, ensemble, unis. Nous surmonterons cette épreuve¹⁷ », ou encore « Notre Nation se tient debout, solidaire, dans un but commun¹⁸ », « Nous voilà tous solidaires, fraternels, unis, concitoyens d'un pays qui fait face. Concitoyens d'un pays qui débat, qui discute, qui continue de vivre sa vie démocratique, mais qui reste uni. »

Il faut jouer sur les émotions, extraire les mots de la langue commune et les détacher de leur contexte originel, réinvestir les mots, les insérer dans d'autres contextes que les leurs. Par exemple, l'épidémie « mord » comme

un chien méchant, mais le pouvoir saura l'en empêcher, bien évidemment : « Cette épidémie ne saurait affaiblir notre démocratie, ni mordre sur quelques libertés » (discours d'Emmanuel Macron du 13 avril 2020). L'exagération est permanente, ce qui entraîne chez l'auditeur une perte de la sensibilité, avec un style ampoulé, la certitude d'un destin consistant à devoir se débarrasser d'un hôte étranger gênant, d'un parasite, qui d'ailleurs prendra des couleurs d'immigré : « variant brésilien », « variant africain », etc. Se vacciner contre les variants ne suffira pas !, nous dit la *doxa*.

LES DISCOURS CLÔTURENT TOUT DÉBAT SCIENTIFIQUE.

Les discours clôturent tout débat scientifique, et mentent allègrement. Dans une interview du 14 octobre 2020, le président de la République est sec et sans appel : « Je pense qu'il faut, dans le pays des Lumières ou de Pasteur, qu'on arrête d'avoir des espèces de débats permanents sur les faits ou la vérité scientifique. Il y a un Conseil scientifique qui joue un rôle essentiel, il va d'ailleurs être pérennisé et j'en remercie ses membres. » L'ordre est désormais clair : les discours sont à charge unilatérale, aux Français de les avaler et de se taire. De façon concomitante à cette extinction du débat et de la pensée (de l'existence de l'autre comme sujet pensant), on fait pleurer dans les chaumières, en appelant à « notre résilience », à « notre unité », aux « défis ensemble ». Le président n'a pas confiance en notre jugement critique, mais il le répète : « J'ai confiance en vous. » Le Conseil scientifique a été tout sauf transparent, mais c'est « la transparence » qui est invoquée, une sorte d'union sacrée avec des citoyens bâillonnés. Le pouvoir ordonne, le pouvoir persécute, le pouvoir transgresse par d'incessants décrets, le pouvoir se moque de l'avis de ses citoyens, le pouvoir écrase les libertés fondamentales, mais invoque l'union sacrée : « Si nous sommes unis, et nous serons unis. » Le pouvoir se laisse dicter une idéologie depuis l'étranger et embauche des cabinets privés

internationaux pour du *consulting*, mais invoque une « nation unie et solidaire¹⁹. »

La grandiloquence est souvent associée au maniement d'un « nous », qui englobe encore une fois l'individu, pas forcément en accord d'ailleurs, pour participer à une « communauté de destin » avec le pouvoir. « Communauté de destin » bien fragile dans la réalité, et plutôt à sens unique, lorsque l'on sait que des gens puissants, dont sans doute des ministres, enfreignent régulièrement les ordres imposés au peuple, par exemple déjeunent dans des restaurants clandestins sans masques ni gestes barrières²⁰... Savent-ils qu'ils mentent au peuple ? Sans aucun doute, à en croire les comportements. Klemperer avait déjà souligné l'usage par les nazis des pronoms personnels englobants, du « nous » inclusif qui absorbe tout le monde, et nie toute contestation comme toute spécificité individuelle. La valeur générique isole pour mieux stigmatiser, cela devient le « nous » contre celui qui émettrait la moindre critique.

La logique sacrificielle est en permanence invoquée, que ce soit pour l'exiger ou la dénier : « sacrifier les vacances du printemps pour un été radieux », « sacrifions-nous les jeunes sur l'autel du Covid-19 », « l'OMS appelle à ne pas sacrifier la santé sur l'autel du redressement économique », « le Préfet appelle à sacrifier le mois de mars », « avril sacrifié, mai libéré ? », « sauver Noël mais sacrifier le réveillon du Nouvel An ? », « le monde de la culture craint d'être sacrifié », « respecter les gestes barrières sans sacrifier ses mains »²¹. N'est-ce pas l'esprit de sacrifice qui est également invoqué par le pouvoir au sujet de la Légion étrangère : « Rien n'est obtenu, si rien n'est sacrifié²² » ? Pourquoi exige-t-on en permanence du peuple un consentement à des sacrifices ?

À tout cela s'ajoute le mépris du pouvoir pour le peuple, au travers d'une infantilisation : il y a les « mauvais comportements », les « irresponsables » (« Les Français sont-ils irresponsables ? » titre le quotidien *Sud-Ouest*), le « relâchement » (« Les Français se relâchent »), les jeunes gens sont estimés « égoïstes », « négligents », etc. L'entrée traumatique dans les émotions entraîne fatalement une sidération de la pensée et une confusion, de sorte que, dépossédés de la froideur nécessaire à un raisonnement critique, les individus sont saisis d'angoisse et il faut bien alors décharger son angoisse sur quelqu'un : ses enfants, ses voisins, ses collègues, etc. Tout cela n'a donc pas été une politique responsable de cohésion et d'union,

bien au contraire. L'inflation des émotions, où le sentiment doit supplanter la pensée, est le mode préparatoire d'un état d'aboulie (absence de volonté), et de désensibilisation déliée de la réalité, parfaite formation pour fabriquer des chefaillons en herbe, ou pire, de futurs tortionnaires qui prendront le virus « en tenaille », pour reprendre les mots du président.

Les néologismes, le nouveau lexique pour penser et le langage administratif

Le caractère peu vertueux de la gestion politique et médiatique s'est aussi manifesté par l'introduction de ce que l'on nomme la « novlangue » et qui appartient au registre totalitaire. Il s'agit de détruire la langue qui fait patrimoine commun, pour lui en substituer une autre, qui correspond à un nouveau champ de représentations que l'on souhaite imposer par le vocabulaire. Pour ce faire, on introduit de nouveaux mots – dits « néologismes » –, qui ne correspondent pas au patrimoine sémantique partagé, et qui opèrent comme des mots fourre-tout qu'à force d'écouter, les individus finissent par s'approprier, cédant ainsi du terrain mental et psychique à une nouvelle représentation de la réalité, qui ne correspond plus à l'expérience (cf. *supra*). On glisse, en outre, dans le lexique commun et partagé, vers un vocabulaire technique, mécanique, et pseudo-scientifique, dont les termes ne sont ni maîtrisés ni définis pour la population, et qui viennent envahir le langage, lequel devient inapproprié, car ces mots techniques inconnus, d'ordinaire réservés au champ des experts, sont alors utilisés sans compréhension, ni discernement, ni contextualisation. C'est donc un nouveau lexique tant en qualité (nouveaux mots) qu'en quantité (invasion de mots inconnus du grand public) qui est alors imposé au peuple par voie de répétition médiatique. Notons qu'il est présenté comme tel : le gouvernement du Canada, par exemple, diffuse un « lexique sur la pandémie de Covid-19 ».

Voyons donc de quoi il retourne, d'abord du côté des néologismes. *Covidisme*, *rassuriste*, *coronastop*, *déconfinement*, *déconfiné*, *téléconsultation*, *Covidiot*, *Covidivorce*, etc., viennent s'ajouter aux néologismes qualifiant les individus qui déplaisent au pouvoir : *complotistes*, et *conspirationnistes*. On apprend que les mots de la crise

sanitaire du coronavirus ont été intégrés aux versions numériques du *Petit Robert*, mais de quel droit ?! Et de nous expliquer que pour la langue française, cela « manifeste sa vitalité, sa force d'expansion, son ouverture », voire « sa résilience », alors qu'il s'agit purement et simplement de sa colonisation ! Dans les néologismes, on voit aussi l'introduction de mots anglais, par exemple celui de « *cluster* », pour désigner élégamment des sortes de foyers où se transmettrait de façon rageuse l'épidémie, ou encore de « *coping* ». Le recours à l'anglais sert souvent à cacher des réalités désagréables. Par exemple, le « *cluster* » est un terme anciennement utilisé dans le domaine économique pour rassembler des entreprises d'un même secteur. Aujourd'hui, il signifie « foyer de contamination ». Le lexique employé est un mélange d'ancien sur lequel s'opèrent des glissements de sens, et de nouveau, c'est-à-dire de néologismes pour décrire une situation épidémiologique qui n'est pas la première à laquelle doit se confronter l'humanité.

Et voyons de quoi il retourne du côté de l'invasion dans la langue commune des termes de la technique savante : *patient zéro, variant, agent infectieux, asymptomatique, auto-isolément, cellule hôte, charge virale, chaîne de transmission de l'infection, certificat d'immunité, contagiosité, crise sanitaire, écouvillon, faux négatif, faux positif, foyer infectieux, insuffisance respiratoire, quarantaine, période d'incubation, porte d'entrée et porte de sortie, propagation virale, taux de létalité, taux de mortalité, comorbidité, immunité collective, Covid-19, Covid, coronavirus, SARS-CoV-2, FFP2, endémie, zoonose, aplatis la courbe, capacité du système de santé, masque chirurgical, fournisseur des soins de santé, épice, dépistage, détection précoce, médicament antiviral repositionné, R_0 , EPI, masque, PCR, thérapie génique, mutation, quatorzaine, agent pathogène, aguesie, anosmie, capacité d'intensification, clinique de dépistage, dépistage sanitaire, détection précoce, excrétion du virus, grappe de cas, brigade sanitaire, hypoxémie, infiltrat pulmonaire, médicament antiviral repositionné, noyaux de condensation, oxygénothérapie, pathogénicité, personnel de première ligne, plasma de convalescent, précautions contre la transmission par contact, précautions contre la transmission par gouttelettes, précautions contre la transmission par voie aérienne, présymptomatique, propagation virale, porteur sain, recensement des*

contacts, repositionnement du médicament, saturation du système de santé, soins intensifs, super-contaminateur, taux de reproduction de base, taux de reproduction net, traitement antipyrétique, téléconsultation, multimorbidité, anticipation des risques, échec de sauvetage, expologie, etc.

Enfin, le nouveau lexique consiste également à employer des termes ne relevant pas, dans la langue commune, du champ sémantique de la technique médicale, termes qui opèrent alors comme des marqueurs de confusion dans le langage. Par exemple : *vague, cas confirmé, cas contact, cas primaire, cas secondaire, cas suspect, contact étroit, contact non étroit, vecteur, ventilateur, volatilité, virulence, voyage non essentiel, métier non essentiel, coude-à-coude, gestes de sauvegarde, gestes barrières, etc.* Tout un vocabulaire, réservé à l'infectiologie pour des études scientifiques complexes, est simplifié puis perfusé à l'ensemble du corps social. Le vocabulaire est hygiéniste et mécaniste, ce qui sous-entend une définition impossible, car inatteignable, de la santé, comme « absence de potentielle maladie ».

L'incertitude sur cette nouvelle langue, imposée mondialement par les médias de masse, entraîne des situations équivoques, avec des conséquences majeures sur la vie des gens. Par exemple, en Amérique latine, certains voyageurs ont témoigné de ce que l'autorisation de leur voyage était laissée à l'appréciation des fonctionnaires ou agents des compagnies aériennes chargés de vérifier la viabilité de leur test PCR, selon les conclusions des laboratoires : *negativo* (négatif), *no detectable* (non détectable = sujet à interprétation, le voyage a pu être refusé), *no reactivo* (non réactif = sujet à interprétation, le voyage a pu être refusé).

Il est à noter que le champ lexical autour de la peste a été convoqué. C'est ainsi que le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, lors de son audition à l'Assemblée nationale sur la gestion de la crise sanitaire du coronavirus, affirma : « Dans l'histoire, elle peut être comparée à la pandémie de peste de 1347. » L'absurdité d'une telle affirmation éclate lorsqu'on se souvient que la peste noire a emporté, en quelques années, la moitié de la population européenne ! En 1420, note l'historien Joël Blanchard, professeur émérite à l'université du Mans, c'est 80 % de la population de la Normandie qui disparaît ! La comparaison employée par Jérôme Salomon n'est-elle donc pas tout simplement délirante ? Une langue

ne se falsifie et ne se modifie pas sans effets. Ainsi, convoquer l’imaginaire de la peste a entraîné, pour effet dans le réel, et c’est un exemple parmi d’autres, une certaine façon de traiter les morts, comme des cadavres pestiférés, mis sous scellés avant même que les familles puissent les voir. Le langage administratif Covid est prédominant dans le champ médiatique, insérant, au travers des slogans, des clichés. Souvenons-nous de ce que la philosophe Hannah Arendt disait au sujet d’Eichmann : « Le langage administratif était devenu son langage parce qu’il était réellement incapable de prononcer une seule phrase qui ne fût pas un cliché²³. »

Le problème du langage administratif est qu’il supprime l’affect et l’empathie dans des situations qui les nécessiteraient. Le politique, nous l’avons vu, appelle l’émotion pour créer une sorte de communauté de destin, et l’apitoiement, tandis que le langage technique qu’il diffuse empêche précisément l’accès à l’émotion à propos d’êtres humains malades ou en souffrance. La langue politique se veut savante et technocratique. Par exemple, dans son discours du 2 mai 2020, Olivier Véran emploie les termes « isolement prophylactique », « *contact tracing* », et poursuit par un langage technique difficilement compréhensible, et surtout, euphémisant, puisqu’il s’agit d’une traque des citoyens qui pourra être exercée par des conseillers CPAM embauchés simplement pour l’occasion, sans aucune formation de santé et payés au salaire minimum. Il est bien spécifié, d’ailleurs, qu’il s’agit d’un flicage des citoyens « potentiellement malades », bafouant donc, de fait, tous les droits humains élémentaires : « Ensuite ce qu’on appelle le *tracing* de niveau 1, qui sera exercé par les médecins, les professionnels de santé de premier recours en ville comme à l’hôpital pour définir le premier cercle des cas contacts d’une personne malade. [...] Le *tracing* de niveau 2 lui sera organisé par l’assurance maladie : il vise à enrichir la liste des contacts potentiels au-delà de ce premier cercle, de vérifier qu’aucune personne potentiellement malade n’a pu échapper [*sic*] au premier *tracing* et donner des consignes prophylactiques aux intéressés. Le *tracing* de niveau 3 lui il est organisé (comme c’est le cas depuis le début de l’épidémie) par les agences régionales de santé : il s’agit d’aller identifier les chaînes de contamination des chaînes de transmission... les *clusters*. Et les ARS seront aussi chargées de faire respecter les consignes sanitaires par les intéressés. »

Cette langue technique est aussi reprise par le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, un jeune homme à l'allure de Rastignac, en date du 29 juillet 2020, avec une forte tendance à l'abstraction : « Nous regardons la situation heure par heure, nous sommes proches du seuil de vigilance au niveau national avec un niveau R_0 [...] ce qui porte à 142 le nombre de *clusters* au niveau national, c'est vous dire la situation dans laquelle nous sommes. [...] il y a des reprises épidémiques et que toute notre stratégie tout notre objectif c'est de casser les chaînes de contamination. D'abord, d'identifier les personnes qui sont contaminées et c'est pour cela qu'on augmente très fortement notre capacité de tests. On est aujourd'hui à plus de 500 000 tests réalisés par semaine, ce qui fait de la France je crois le pays où le plus grand nombre de tests par habitant sont réalisés chaque semaine, augmentation des tests, identification des malades, des cas contacts, isolement quarantaine pour les personnes qui sont contaminées ou qui "sont contacts" pour casser les chaînes de contaminations et pour continuer à être efficace et à s'adapter à cette situation, il pourra y avoir des conseils de défense pendant la trêve²⁴. » La langue administrative se marie bien avec la catégorisation des citoyens. Il faut que nous soyons rangés dans des catégories, et de plus en plus de catégories, ce qui dévoile une lubie maniaque du pouvoir. Catégoriser et tracer, voici la nouvelle obsession du pouvoir : « Et ce n'est qu'alors que nous pourrions redéployer une stratégie "Tester, Alerter, Protéger" renouvelée, complétée. C'est pourquoi durant ces semaines nous allons aussi produire des efforts massifs pour mettre en place beaucoup plus de plateformes de test à travers des innovations et une nouvelle organisation. Nous devons collectivement déployer beaucoup plus massivement l'application TOUSANTICovid, qui sera un instrument de la sortie de cette phase de confinement. Tests en trente minutes, meilleur traçage, isolement plus efficace des personnes positives qui est un sujet sur lequel nous devons encore réfléchir. Une fois le pic épidémique passé, tous ces outils doivent nous permettre demain de tenir jusqu'au vaccin, à l'été, nous disent les scientifiques²⁵. » Une telle manie est le prélude à l'apartheid sanitaire qui, inenvisageable pour la masse en 2020, devient un horizon probable, et peu à peu accepté en 2021, l'admission ayant été obtenue par l'usure harceleuse.

UNE TELLE MANIE
EST LE PRÉLUDE
À L'APARTHEID SANITAIRE QUI,
INENVISAGEABLE
POUR LA MASSE EN 2020,
DEVIENT UN HORIZON
PROBABLE, ET PEU À PEU
ACCEPTÉ EN 2021,
L'ADMISSION AYANT ÉTÉ
OBTENUE PAR L'USURE
HARCELEUSE.

Les amalgames, les assimilations et les interrogations faussées

Le mensonge du discours paranoïaque **abrase toute différence, et rend équivalent ce qui ne l'est pas**. Par exemple, il assimilera des viols et des vols, ce qui n'a rien à voir, ni en termes d'actes délictueux, ni bien sûr, en termes de gravité, et de blessure psychique. Il s'adressera à un adulte comme s'il était un enfant, et à un enfant, comme s'il était un adulte, etc. Ce dernier point est explicite d'ailleurs en provenance du pouvoir : des enfants de primaire sont censés comprendre et adopter les comportements des adultes, tandis que ces derniers sont en permanence infantilisés par le

discours politique. En particulier, le discours pervers et paranoïaque manie les amalgames. Le mot *amalgame* provient de l'arabe *amal al-gamā* signifiant « fusion », « union charnelle ». En chimie, il désigne l'alliage liquide, pâteux ou solide formé à partir du mercure. En alchimie, il désigne la combinaison entre le mercure et les métaux. En imprimerie, il désigne l'impression simultanée, sur une même feuille, de travaux d'impression différents. En sémantique, il s'agit d'un mélange d'idées, d'une mixture d'idées hétérogènes, voire contraires, jusqu'à former une fusion d'idées abusive, telle que « juif/sioniste », ou « musulman/terroriste ». Par l'amalgame s'opèrent des glissements sémantiques des mots, jusqu'à leur faire dire le contraire de ce qu'ils signifient. Citons quelques amalgames : entre *léthalité* et *mortalité*²⁶, entre *malade* et *testé positif*, entre *porteur du virus* et *testé positif/négatif*, entre *malade* et *contagieux*, entre *contagieux* et *assassin*, entre *réanimation* et *soins intensifs*, entre *anti-vaccin en général* et *anti-vaccin Covid*, entre *anti-vaccin Covid* et *criminel*, entre *jeune/égoïste* et *vieux*, etc. Mais l'amalgame sans doute le plus prégnant de toute cette exhibition est celui entre la politique et la science épidémiologique affiliée à l'OMS, ainsi qu'aux multinationales de la vaccination (qui ressemblent davantage à un monopole, si l'on suit l'actionnariat direct ou indirect de Bill Gates). La criminalisation de tout individu qui ne ferait pas aveuglément confiance au pouvoir, et de tout individu comme potentiellement malade, justifie et justifiera, *de facto*, une répression sur la base de sanctions exemplaires, de répression, de camps d'internement, etc. Par exemple, le 2 avril 2021, on apprend que le gouvernement italien décide de rendre obligatoire la vaccination pour les soignants²⁷, par décret ; et toute personne qui entendrait faire valoir son droit au consentement éclairé, ou douterait du discours du pouvoir assurant que cette vaccination la « protège », sera sévèrement réprimée, avec une suspension de salaire ou encore une affectation à « des tâches où [elle] ne ser[a] pas en contact avec des patients ». On parle de « travailleurs réfractaires ».

Bien entendu, les soignants qui administrent le vaccin sont, eux, totalement libérés de toute responsabilité juridique quant aux conséquences. Car, rappelons-le, « la responsabilité c'est la confiance ». Mais si vraiment ces vaccins étaient si inoffensifs que cela, pourquoi exonérer de toute responsabilité ceux qui les administrent ? Le simple recrutement des vétérinaires pour vacciner les gens dans la population française devrait

pourtant indiquer la manière dont nous voit le pouvoir : comme du bétail²⁸. N’y avait-il pas assez d’infirmiers et de médecins dans la société française pour accomplir cette tâche ?

La « nouvelle normalité », c’est celle de l’individu coupable par défaut, et qui doit porter la marque de sa culpabilité dans le bâillon ou la muselière, pour cacher son visage. La jeunesse est stigmatisée, coupable de possibles joies au cours de fêtes ou de réunions. Le groupe est vécu comme criminel, et toute manifestation est réprimée. Nos écrits pourraient même être jugés comme criminels, dans un tel contexte devenu fou. Des termes de la langue commune fonctionnent sur le mode de la connotation positive ou négative par association avec des termes valorisés. Le simple terme de *vaccin* pour désigner ce qui n’en est pas un, ou le fait de l’associer à une « thérapie », démontre l’imposture langagière et conceptuelle. Des formes interrogatives peuvent également produire un arrêt de la réflexion, tout en laissant l’impression de lui donner tout loisir pour s’épancher. Ce sont, en général, des questions fermées, mettant en débat deux membres de phrase qui ne sont pas équivalents. Ainsi, l’on fait comme si le débat n’était qu’entre ces deux membres de phrase, alors que le sujet mérite une réflexion beaucoup plus complexe. Par exemple : « Êtes-vous pour ou contre les vaccins ? » est une question fermée qui réduit considérablement le champ d’une pensée complexe et en évacue le sens, en oubliant que certains « vaccins » proposés pour le virus n’en sont, en réalité, pas au sens traditionnel, et sont dits « thérapies géniques », ce qu’ils ne sont pas non plus, car ils ne soignent pas (une thérapie soigne). Voilà encore un abus de langage : appeler « vaccin » ce qui n’en est pas un. Le gouvernement français, sur son site, indique que le principe de ces vaccins est « un peu différent du principe plus “classique” de la vaccination ». Est-ce vraiment « un peu différent » d’intervenir sur le génome humain²⁹ ?

Les interrogations faussées pleuvent, ainsi en est-il de l’alternative frauduleuse, présentée comme telle de façon sous-jacente : le confinement ou le vaccin ? « Il n’y aura pas de retour à la normale avant le vaccin », ont seriné divers gouvernements aux populations. Encore un pieux mensonge, dans la mesure où le Conseil d’État, en mars 2021, estime que les restrictions de déplacement des personnes vaccinées doivent demeurer, puisque le juge des référés estime qu’elles peuvent être porteuses du virus et contribuer à sa diffusion. Poser une question, même à soi-même, est

devenu un acte tabou : impossible d'interroger les dogmes de l'Inquisition, les harpies veillent. Pour autant, l'analyse en détail du discours du 31 mars 2021 prononcé par le président de la République dévoile des procédés sophistiqués fort curieux. Prenons le temps de regarder ce discours : tout d'abord, le président ne parle plus de « pandémie », mais d'« épidémie ». Ensuite, il parle de 100 000 familles endeuillées, alors qu'il s'agit de 96 280 décès (donc individus morts, un individu décédé n'est pas équivalent à une famille endeuillée). L'amalgame entre *individu* et *famille* est révélateur : l'individu se fond dans le collectif, il n'existe plus autrement que dans le « nous » : « Nous avons résisté et appris », « Un an où nous avons tenu », « Je vous l'avais dit dès le début : nous allons vivre avec le virus. C'est bien cela ». Est-on d'accord pour fusionner dans ce « nous » avec le président de la République ? La menace est pourtant bien claire : « dès le début », le président nous avait annoncé que ce serait « la guerre ». Donc, si « nous allons vivre avec le virus », eh bien ce sera une guerre perpétuelle et mondiale, ni plus ni moins ! Par ailleurs, si nous tolérons cet état d'exception guerrier pour une épidémie, alors ce sera valable pour toutes les épidémies. Le psychiatre Frédéric Badel dénonce l'imposture de faire croire qu'il est exceptionnel et nouveau que nous vivions avec des virus : « On prend des mesures infantilisantes et liberticides en l'absence de données scientifiques, et on nous met des messages récurrents dans la tête, comme si ce qui arrivait était nouveau. Prenez l'exemple de cette phrase : "Vivre avec le virus de manière durable", comme si nous n'avions jamais vécu avec des virus, alors qu'on le fait depuis la nuit des temps. Notre système immunitaire se forge avec eux. Ces messages répétitifs sont truffés de biais cognitifs, de fautes de logique, qui peuvent être employés à dessein pour tromper les gens³⁰. » Le président, néanmoins, se contredit, car il promet une sortie prochaine de crise, assimilant la situation présente à une sorte de mort puis renaissance : « Essayer de vous dire que si nous restons unis, solidaires, si nous savons, durant les prochaines semaines, nous organiser, alors nous verrons le bout du tunnel. Et nous nous retrouverons. »

L'emploi systématique de ce « nous » pour faire fondre le peuple dans le désir du président n'est pas sans rappeler certains accents totalitaires et fascistes du siècle précédent. Les voix discordantes sont évacuées ; elles n'existent pas. L'accent du discours est pétainiste³¹ : nous sommes divisés par un méchant virus, et nous vaincrons le virus par notre solidarité et notre

union, et nous irons tous ensemble vers le vaccin. Bien évidemment, en filigrane, cela suppose que, si l'on refuse de s'unir avec Emmanuel Macron, eh bien on n'arrivera jamais au bout du tunnel – quel chantage ! C'est donc le président qui pose les postulats et les axiomes de départ, pour arriver à la conclusion à laquelle il veut mener les gens. « Le bout du tunnel » est comme une sorte de paradis spirituel fondé sur la croyance. Ensuite, le président emploie de nouveau des termes guerriers en appelant à « la mobilisation de chacun » : l'individu revient pour le sacrifice et pour être mobilisé au service de la cause. Les conditions de la secte sont édictées par « beaucoup se joue » (*sic*). Le discours ne coïncide pas avec les faits ; le président en appelle à la « sécurité », à l'« équilibre » et à la « responsabilité » : il faut « permettre à chacun d'être soigné dans les meilleures conditions ». N'est-ce pas le gouvernement qui a ôté la liberté de prescription aux médecins, donc la possibilité de soigner de façon précoce l'épidémie ? Est-ce que, par hasard, cela ne s'apparenterait pas précisément à un refus de soins, de même que ce qui s'est passé dans les EHPAD en 2020 ?

Le discours est larmoyant. Après avoir maltraité les enfants par le port du masque, les fermetures des lieux de socialisation, la dégradation de l'instruction – ce qui a entraîné la multiplication par trois des tentatives de suicide³² en pédopsychiatrie (cf. données transmises par l'hôpital Robert-Debré à Paris) –, voilà que le président dit avoir pris en compte « les conséquences aussi des restrictions sur nos enfants et leur éducation, sur l'économie, la société, la santé mentale, notamment des plus jeunes ». Comment les a-t-il prises en compte ? Les professionnels de santé mentale de l'enfance attendent de voir ! Il poursuit avec le vœu de pénaliser les territoires à forte densité, ce qui signifie tout simplement pénaliser le plus de monde possible ! Donc l'on prend en compte ou l'on pénalise ? S'ensuit une série de slogans sur la « responsabilité » : « préférer aux contraintes pour tous, le civisme pour chacun », alors que ce gouvernement fait le contraire. Depuis quand être responsable, c'est « faire confiance » ? Par exemple, faire confiance à des escrocs, des menteurs ou des abuseurs, ce serait loin d'être de la responsabilité ! La situation est présentée comme s'étant améliorée, faisant fi de l'usure liée à la durée :

- 1) « confinement dur au printemps 2020 »,
- 2) « confinement adapté lors de la seconde vague »,

3) « réponse qui visait à freiner l'épidémie sans nous confiner ».

En conséquence, la situation est bien pire, et bien plus insupportable, qu'en 2020. Tout d'abord, certaines professions sont à l'arrêt depuis de longs mois, et sont à l'agonie. Les gens sont hébétés à l'usure, et ne comprennent plus autant d'incohérences. Le discours affirme donc l'atténuation d'une situation alors qu'elle a empiré, tout en passant sous silence le durcissement des lois et des décrets qui encadrent les mesures politiques (ex. : loi sur la sécurité globale).

**LE GUIDE DU BON CITOYEN
EST PRÉCISÉ :
C'EST CELUI QUI DOIT SE
SACRIFIER.**

Le guide du bon citoyen est précisé : c'est celui qui doit se sacrifier. En clair, l'individu n'existe dans ce discours que pour être sacrifié : il doit faire preuve de « bons comportements face au virus », on exige de lui l'obéissance – « se faire tester aux premiers symptômes ». L'acceptation de toutes ces contraintes est considérée comme du civisme, alors qu'est exigée une foi aveugle dans la parole du président. Il faut partir du principe que ce que dit le pouvoir est VRAI. Il faut partir du principe que nous devons lui faire confiance, « s'isoler au premier symptôme ». Ensuite, le message est clair : la punition pour être positif (sans nécessairement être malade), c'est l'exclusion sociale – sortir du groupe. Donc insécurité, déséquilibre et irresponsabilité priment dans ce discours, où l'axe du bien est présenté comme la *doxa* du pouvoir. On comprend que la protection, c'est la répression ! La protection passe par la répression émanant des décrets. L'individu est de nouveau absorbé dans la fusion avec le chef : « nous avons tous consenti » ; l'opposition et l'opinion plurielle n'existent plus, tout le monde est censé avoir « consenti ». Ah bon, tout le monde est

d'accord avec les décisions politiques depuis un an ? D'autant plus que Macron ajoute : « le virus a continué de circuler » – c'est peut-être, en somme, que la stratégie n'est pas la bonne ? Le sentimentalisme larmoyant reprend : « des jours précieux de liberté », « des semaines d'apprentissage pour nos enfants », occultant la tragique réalité des parents qui sont abandonnés à leur sort sans pouvoir travailler, et dont une grande partie des enfants souffrent de la situation³³. Une psychanalyste, Catherine Avice, dans un article remarquable, indique les étapes de la mise sous emprise perverse du peuple français, et souligne la troisième étape : « La décision abrupte et inique d'imposer le masque aux enfants dès l'âge de 6 ans. Pourtant les études scientifiques menées de par le monde concluaient toutes de la même façon : les enfants ne sont pas transmetteurs et ne tombent pas malades. Qu'importe ! C'est à ceux-là mêmes qui sont censés protéger leurs enfants, les parents, qu'il fut réclamé alors de s'inscrire dans la maltraitance. Pour certains parents, qu'ils puissent être maltraitants envers leurs enfants est à ce point inconcevable que par déni, ils préfèrent soutenir que leurs enfants supportent très bien le masque ! Des professionnels de santé de plus en plus nombreux alertent sur les dégâts causés par le port du masque sur la santé physique et mentale des enfants : fatigue, maux de tête, développement des TOCs, phobie de l'école, retards d'apprentissage, dépression, voire suicides... [...], pourtant cette décision n'a toujours pas été annulée et les enfants continuent d'être des victimes muettes. Comment jugeront-ils leurs parents, plus tard³⁴ ? »

Le discours retourne au paradoxe : le virus a fortement continué de circuler, mais, pour le pouvoir, ce fut « sans jamais perdre le contrôle de l'épidémie ». Le président croit en la responsabilité des Français – il fait donc un pari ! La vaccination est annoncée comme le Graal de sortie de crise, avec une « course de vitesse », voilà que nous allons courir plus ou moins vite qu'un virus ! Mais ce Graal n'en est pas non plus un : « raisonnablement » suppose une espérance « avec raison garder ». Puis on apprend qu'il existe une « épidémie dans l'épidémie », comme une sorte de mise en abyme de l'épidémie ! Cet effet de redondance revêt un caractère absurde, amplifié par l'amalgame entre la réanimation, les soins intensifs et le nombre de lits. Si le pouvoir se voulait rassurant, maintenant il invoque le « risque de nous faire perdre le contrôle si nous ne bougeons pas ». Et pourtant, c'est bien ce qui est demandé aux Français, non ? Précisément ne

pas bouger en restant confinés ! Nous sommes priés de croire le pouvoir sur parole, qui entend « fixer un nouveau cadre » : « Ce serait faux de dire que si nous ne faisons rien... » – pure *doxa* que nous sommes obligés d’ingurgiter comme vérité. « La vie au présent », ce sont les malades. « La vie au futur », ce sont les enfants. On comprend donc que les enfants n’ont pas de « vie au présent ». « Un effort des soignants » est requis, comme si les soignants avaient le pouvoir d’en faire davantage, alors que c’est un effort du politique qui est requis ! Les soignants n’en peuvent plus de faire toujours davantage d’efforts avec des moyens sans cesse davantage diminués par les décisions politiques. Tous derrière Macron, réclame le président ! Mais 7 000 lits de réanimation, comme cela nous est indiqué, est-ce vraiment « la guerre », pour une population d’environ 60 millions d’habitants ? N’est-ce pas complètement déséquilibré et démesuré ?

Le « deux poids, deux mesures » est rendu systématique : les fêtes religieuses de Pâques contaminent (cf. discours du président, du 31 mars 2021), mais non le métro parisien. On peut comprendre effectivement cette stigmatisation des événements religieux par une sorte d’effet concurrentiel à la nouvelle religion mondiale de la pandémie, le « Covidisme », avec ses rituels. « Partout le virus circule vite, de plus en plus vite³⁵ » – voilà encore une personnification du virus comme corps étranger qui se répand sournoisement de façon invisible sur nos corps inertes, sur le mode du « touché coulé ». Les paradoxes dans cette « Adresse aux Français » continuent : être confiné mais veiller à ne pas s’enfermer, créer du lien mais avec un télétravail « systématisé ». Les clivages se poursuivent : certains seraient « irresponsables », d’autres trop durs, mais lui, notre bon président, est « tempéré ». « L’irresponsabilité de quelques-uns ne doit pas ruiner les efforts de tous », nous dit-il. Comme il est exclu qu’il fasse partie des irresponsables – de même que toute cette classe politique ayant mené la gestion de cette épidémie –, les irresponsables sont donc à comprendre comme les opposants à cette politique, qui viendraient « ruiner les efforts » – les termes sont assurément mesurés. Ces irresponsables sont, d’ailleurs, assimilés à des alcooliques (« encadrer la consommation d’alcool »). Le président nous fait grâce : l’attestation ne sera obligatoire « que » pour les déplacements au-delà de 10 kilomètres – ce qui tait l’absurdité et l’infantilisation d’une telle mesure, sans compter la dimension schizophrène de se faire une attestation à soi-même. Les restrictions extrêmes sont

présentées comme un cadeau. Passons sur le cynisme de ce gouvernement qui n'a cessé de détruire l'instruction à l'école, et nous explique miser sur « l'éducation ».

« L'éducation de nos enfants, elle, n'est pas négociable. L'école n'est pas négociable » – introduisant de nouveau l'amalgame entre l'instruction de l'enfant et l'école. Le cynisme est poussé à son comble lorsque le président nous indique faire « le choix de la responsabilité et si je puis dire, de la respiration », immédiatement après avoir parlé des contrôles et des sanctions sur la voie publique. En somme, la répression, c'est la confiance. Mais, puisque la responsabilité, c'est la respiration, doit-on comprendre que les irresponsables sont ceux qui ne respirent plus et portent un masque, ou encore, incitent à en porter un ?

Les fêtes religieuses contaminent, il faut donc faire « cet effort » : s'absenter des rassemblements qui unissent et transcendent par la foi – « pour vous protéger et pour protéger les autres ». Il n'y a plus de distinction entre l'individu et le groupe. Ma sécurité, c'est celle du groupe, et *vice versa*. La logique du clan mafieux « à la vie à la mort » ne fonctionne pas autrement. Certains termes sont curieux, comme l'expression « jauges adaptées » dans les établissements scolaires. Notons, tout de même, que le président parle d'*éducation* et d'*apprentissage*, jamais d'*instruction*, pour les enfants. Or seule l'instruction est obligatoire. L'objectif nous est annoncé : freiner le virus par la vaccination – « grâce à la vaccination la sortie de crise se dessine enfin [...] et le vaccin est efficace ». Il nous indique que les résidents des maisons de retraite ont repris une vie normale, or le Conseil d'État a spécifié que le vaccin n'exonérerait pas des mesures de biosécurité liées au Covid, donc en clair, que le vaccin n'a rien changé !

Le terme *accélérer*³⁶ renvoie de nouveau à l'idée d'une course de vitesse entre le lièvre (le virus) et la tortue (le vaccin, qui finira par l'emporter sur le virus). Le président continue le « nous », exprimant une absence totale d'opposition, y compris chez les soignants ; et pourtant, elle est importante. Puis, le discours nous parle d'économie vaccinale. La France n'a pas d'indépendance alimentaire, mais elle aura une *indépendance vaccinale*, dans une sorte de nationalisme vaccinal, ou de production industrielle de temps de guerre, une guerre qui implique « à l'automne, hiver ou l'année prochaine, des nouvelles vaccinations à prévoir ». Évidemment, en niant le

scandale sanitaire préexistant à expérimenter en population générale des injections géniques, ladite « vaccination » vise les plus fragiles et ceux qui ont le plus de risques de développer des formes graves. L'insistance oratoire devient pesante : « vacciner, vacciner, vacciner. Sans répit, sans jour férié. Le samedi et le dimanche, comme la semaine », en omettant de préciser qu'on intervient sans aucune précaution préalable, sans sérologie, sans reconnaissance de responsabilités des fournisseurs de vaccins en cas d'effets secondaires graves et sérieux³⁷.

Si la tortue l'emporte dans la course de vitesse, alors ce sera « la clé pour renouer avec la vie. La clé pour rouvrir notre pays ». On comprend donc qu'il n'y a qu'une seule porte pour la vie, et une seule porte pour l'ouverture du pays : le « vaccin », érigé en objet fétiche idéalisé. Puis, il est question de la tenaille, pour « tenir le virus en tenaille » – quelle drôle d'expression, répétée d'ailleurs : « cette tenaille », constituée, d'un côté, des efforts, et de l'autre, de la vaccination ! Le mot *tenaille* a été utilisé pour la dernière fois dans les discours politiques en France au sujet de la question de la torture en Algérie. Ce sont, en clair, les Français qui sont soumis à des pratiques de torture, avec un renvoi, dans l'inconscient des Français, aux tortures pratiquées par les parachutistes français en Algérie, et qui ne sont pas apurées de la mémoire³⁸. Comment le président sait-il se projeter au mois de mai, comment sait-il qu'ils vont rouvrir au mois de mai ? Le terme de la mobilisation sur le champ de bataille est encore répété plusieurs fois. Comment peut-il oser dire : « Nous avons appris et nous nous sommes à chaque fois améliorés » ? De qui parle-t-il ? De lui-même et des ministres, alors qu'ils ne font que systématiquement répéter les mêmes schémas issus de la même idéologie depuis le départ de cette crise ?

Les euphémismes, les superlatifs et les slogans

La langue totalitaire utilise les euphémismes et les litotes pour atténuer la portée des faits. Il s'agit de rendre acceptable une réalité moralement condamnable, ou désagréable. Très utilisée par les régimes totalitaires, l'euphémisation de la langue permet de minimiser l'inconfort des situations. Par exemple, nommer « confinement » un enfermement chez soi, sans

possibilité de déplacement d'un quartier à l'autre ou d'une région à l'autre, sans autorisation spéciale, permet d'éviter le terme de « ghettoïsation ». Comme nous le verrons *infra*, seuls les nazis ont pris de telles mesures dans l'Histoire pour lutter contre une épidémie. Parce que les termes sont différents, l'impact des décisions politiques change-t-il, si l'on regarde leur mise en place progressive dans la chronologie ? Comment qualifier la distinction entre « essentiels » et « non essentiels », qui est faite pour les métiers mais aussi les objets, autrement qu'une stigmatisation réelle d'une partie de la population ? La conséquence est l'effondrement économique de certaines professions, avec des réalités tragiques, et donc un harcèlement persécuteur qui s'opère sur des catégories de la population. Mais bien sûr, rien de cela ne transparaît dans l'usage de ces euphémismes. Les euphémismes sont donc une forme cynique de mensonge. Effectivement, *confinement*, c'est plus joli que *séquestration*.

Des mots sont surinvestis, comme dans le discours du 31 mars 2021, le mot *mobiliser*. Il faut se « mobiliser », terme qui ne veut rien dire si l'on demande aux Français de ne pas bouger et de rester gentiment chez eux ! *Mobiliser* vient du verbe latin *movere*, « se mouvoir » ! C'est la même étymologie que *mobilité*. Le président demande donc aux Français l'impossible : se mobiliser, c'est-à-dire se mouvoir, dans l'immobilité, c'est-à-dire le confinement. Il définit la responsabilité par la respiration ; mais être responsable, c'est porter le masque et ne plus respirer. C'est, selon Klemperer, pour en imposer au peuple par des mots qui ne sont pas compris par lui que les dignitaires du régime trafiquent la langue, dotant les mots de doubles sens, voire de triples sens, jusqu'à ce qu'ils n'aient plus de valeur fiable. D'ailleurs dans ce discours, après un an de lutte contre une supposée « pandémie », le président n'emploie que les termes atténués d'« épidémie », puis d'« épidémie dans l'épidémie ». Et puis, au fond allons-nous vivre avec le virus, comme il nous l'indique au départ ou au contraire, allons-nous le prendre de vitesse ? Les termes sont surévalués, survalorisés, ou encore des métaphores comme la *course de vitesse* ou les *tenailles* sont totalement ahurissantes ; elles créent un effet mémoriel par la persuasion, en gravant des images dans le cerveau, et en court-circuitant la pensée conceptuelle.

L'idéologie ne se contente pas, en effet, d'influer sur l'aspect connotatif de la langue, elle évoque, au travers de la métaphore, un univers conceptuel

en obligeant la pensée à un arrêt sur image connoté émotionnellement. Les métaphores guerrières des discours contre le virus démontrent par elles-mêmes la malhonnêteté de la manœuvre. On perçoit bien que leur rôle prochain sera d'animaliser les opposants (déjà vus comme des « irresponsables », des « religieux » et des « alcooliques »), qui seront tels des virus à prendre en tenaille, et à éliminer avant que la contagion ne gagne. Dans le délire paranoïaque à son apogée, il s'agira d'assimiler ses ennemis politiques à des virus dangereux et contagieux qu'il convient d'éliminer. On retrouve avec les termes « tenaille », ou encore « étau » (interventions télévisées de Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement), ainsi que dans les tournures militaristes, ce que Klemperer avait relevé dans la langue nazie : la mise au pas. Après tout, si isoler, c'est protéger, personne ne se formalisera d'abandonner des personnes à leur sort, c'est prévu dans le programme, ni de les envoyer dans des camps de mise en quarantaine, puisque « c'est pour le bien de la personne ».

Mécanisation et militarisation du langage rendent le monde désubjectivé et inhumain, tout en camouflant les buts profondément meurtriers du pouvoir. Le psychiatre Frédéric Badel, dans un article du mois de mars 2021 sur le contrôle mental, indique : « **La répétition d'informations identiques** auprès de populations en état semi-hypnotique permet de mieux ancrer ces informations dans le cerveau. La population recevant les mêmes informations acquiert un mode de pensée unique qui crée une pression sociale, *peer pressure*, un mécanisme d'autorégulation du peuple par lui-même. Une fonction naturelle de l'homme est en effet de se calquer inconsciemment sur le modèle social ; à l'échelle de l'individu, un nouveau modèle s'installe pour correspondre à la pensée dominante. » Le psychiatre indique aussi l'existence de « **la généralisation de programmes ne faisant pas intervenir la réflexion** ». Les slogans renforcent la généralisation de ces programmes, le psychiatre cite les suivants : « le monde d'après », « il va falloir vivre avec le virus », « objectif zéro Covid », « la seule sortie de crise possible est la vaccination », en notant que « ces procédés ne permettent pas de débattre des vrais sujets de façon sereine et confisquent toute discussion constructive ».

« Le slogan est très puissant car il évite l'argumentation (donc la construction de la réflexion, car la réflexion ne peut se dérouler qu'avec une construction grammaticale un tant soit peu complexe), et entraîne l'auditeur

ou le lecteur vers une polyinterprétation, où il pourra choisir celle qui lui convient. Il peut s'agir d'une affirmation ambiguë, qui sera à double voire à triple sens [...]. La fonction du slogan paranoïaque sera de rassembler le maximum d'adhésions, quitte à ce que les uns et les autres n'attribuent pas du tout le même sens au slogan. Il fonctionnera souvent sur le mode contradictoire, voire paradoxal. [...] La paranoïa accumule des affirmations présentées comme évidentes, sans analyse, ni références. C'est d'ailleurs ce que l'on appelle souvent "la langue de bois", sorte de langage figé, stéréotypé, ou vague qui exclut la discussion car on ne saurait en saisir un sens consistant ou une interprétation solide³⁹. »

Prenons d'autres exemples de slogans utilisés en 2020 et 2021 :

- « Restez chez vous si vous êtes malade. »
- « Je sauve des vies, je reste chez moi. »
- « Maintenez la distance physique. »
- « Partagez les bons réflexes, pas le virus. » (autorités belges, en avril 2020)
- « Je mets un masque, je protège les autres. »
- « Quand on s'aime on reste à distance. »
- « Prenons soin de ceux qui prennent soin de nous. » (Leclerc)
- « Restez chez vous. Le meilleur moyen d'être bientôt avec vos proches. » (Kombo)
- « Restez proches de vos contacts même à distance. » (Sosh)
- « S'en sortir sans sortir. »
- « Votre masque me protège. »

Le slogan « Dedans avec les miens, dehors en citoyen » (Jean Castex) implique un certain nombre de commandements de ces nouvelles Tables de la Loi⁴⁰ : « Je ne reçois pas chez moi », « Je ne me rends pas chez les autres », « Je télétravaille sauf impossibilité », « J'aère régulièrement mon logement », « Je ne sors plus après 19 heures, sauf pour mon travail ou une urgence, avec une attestation », « Je porte le masque et je respecte les distances », « J'évite de manger ou de boire si je ne suis pas seul ou avec les personnes de mon foyer », « Je ne quitte pas ma région ou mon département sauf motif impérieux ou professionnel, justifié par une attestation », « Je peux sortir jusqu'à 19 heures pour des motifs autorisés »⁴¹.

Pour plus d'efficacité, il s'agit de déployer une démarche commerciale, comme dans les entreprises autour de « l'innovation », pour fédérer la culture de marché et le sentiment d'appartenance autour du lancement d'un nouveau produit, avec des concepteurs et des promoteurs. Par exemple, un concours est publié sur le site internet du gouvernement du Canada et qui s'intitule « Défi de l'innovation communautaire des vaccins ». C'est publié dans la rubrique « Occasions de financement au moyen de subventions et de contributions pour l'Agence de la santé publique du Canada⁴² ». La page glossaire est très claire, s'agissant d'une démarche de manipulation mentale et comportementale collective : « Introspection comportementale : cette approche utilise les preuves des facteurs conscients et non conscients du comportement humain pour aborder des questions pratiques ». D'ailleurs, une autre page mène vers un site *think tank* (<https://www.bi.team/>). À l'étape 1, l'équipe de l'introspection comportementale⁴³ (en anglais seulement) aidera les participants à appliquer les principes de l'introspection comportementale à leurs propositions grâce à un guide de référence. Cet outil sera mis à la disposition de tous les participants. « Le Défi de l'innovation communautaire des vaccins encourage les individus et les groupes de partout au Canada à participer à la promotion de la confiance à l'égard des vaccins dans leurs communautés. Nous vous invitons à nous présenter vos propositions de communications pour des campagnes novatrices et créatives qui s'adressent à des publics divers. Vos actions peuvent faire la différence ! » Peu importe donc que cette confiance soit acquise sur l'expérience, et la réalité des retours cliniques. Peu importe que cette confiance ait, ou non, des raisons d'exister. Les citoyens sont convoqués comme des acteurs de manipulation, et rémunérés pour cela dans un concours, ce qui s'apparente à des manœuvres de corruption : « Nous choisirons 20 finalistes qui recevront chacun 25 000 \$ pour créer et mettre en œuvre leurs campagnes. Une fois les campagnes terminées, un heureux gagnant recevra un grand prix de 100 000 \$. »

PEU IMPORTE DONC QUE
CETTE CONFIANCE SOIT
ACQUISE SUR L'EXPÉRIENCE,
ET LA RÉALITÉ DES RETOURS
CLINIQUES. PEU IMPORTE QUE
CETTE CONFIANCE AIT, OU
NON, DES RAISONS D'EXISTER.
LES CITOYENS SONT
CONVOQUÉS COMME DES
ACTEURS DE MANIPULATION,
ET RÉMUNÉRÉS POUR CELA
DANS UN CONCOURS,
CE QUI S'APPARENTE À DES
MANŒUVRES DE CORRUPTION.

Les glissements de sens, la disparition de mots et les métaphores

« Le délire **contamine le discours par des glissements de sens**, qui tordent la signification et peuvent par exemple banaliser des situations violentes, ou exagérer des situations anodines. [...] Le sens est désactivé au sein du

langage, au profit d'un absurde qui contient une charge sidérante pour le psychisme et contribue à éradiquer toute réaction possible chez l'auditeur⁴⁴. » Cette corruption du raisonnement est corollaire d'une perte de sens dans la langue. Un exemple aujourd'hui serait de qualifier de « non essentiel » ce qui n'est, en réalité, pas « utile » du point de vue de la production capitaliste. L'utile est différent de l'essentiel. Il est un outil au service d'une production technique et/ou économique. Cela n'a rien à voir avec l'essentiel, qui parle de notre *essence* d'êtres humains. L'art et la culture, en ce sens, sont absolument essentiels pour notre humanité. Mais, s'ils sont traités comme inutiles, sans que cela soit dit, leur rejet devient justifié.

Des expressions dénuées de sens sont employées : le « porteur sain », le « malade asymptomatique ». On assiste à un ensauvagement des mots, comme le soulignait Klemperer à propos de la langue du III^e Reich, avec une communication asymétrique fondée sur l'amplification, du chef à la masse, sans qu'aucune des assertions ne puisse être soumise à la contradiction. On voit bien que le choix des mots vient pervertir le raisonnement qui les emploie, et entraîne un nouveau rapport au monde, plus maltraitant, et banalisant la violence, une violence qui se manifeste davantage chaque jour, comme l'ont illustré des scènes policières au bois de la Cambre à Bruxelles, rapportées par le philosophe et psychanalyste Michel Rosenzweig, qui évoque un « nouvel ordre sanitaire autoritaire policier » : « Aujourd'hui, respirer librement en plein air avec des amis, s'asseoir sur un banc, sont devenus des infractions qui peuvent non seulement vous coûter 250 euros et des poursuites devant les tribunaux, mais qui peuvent aussi se terminer en cellule d'isolement pendant des heures au risque de subir des violences physiques⁴⁵. » Et c'est bien « le droit à la vie nue » – pour reprendre le concept du philosophe Giorgio Agamben – qui est désormais confisqué au citoyen.

La personnification du virus relève également de méthodes de manipulation mentale qui avaient déjà été employées par les nazis contre l'épidémie de typhus (cf. *infra*). De la personnification du virus à l'amalgame entre virus méchant personnifié et des catégories d'êtres humains, il n'y a qu'un pas très mince, qu'il n'est plus difficile de franchir. L'inflation médiatique sur les variants étrangers (brésilien, sud-africain, etc.) vient également renforcer la croyance en l'ennemi étranger qu'il faut

combattre, et cet ennemi peut aussi être intérieur au pays (variant breton...). Cette personnification s'étend à la nature elle-même, qui devient un ennemi qui se venge⁴⁶.

Les glissements de sens concernent également des mots anciens qui se voient désormais dotés d'un sens inattendu : *traçage, écouvillon...* Certains termes du registre du soin médical ont amplement disparu ou sont très peu cités, dans le nouveau lexique qui nous est imposé par les médias de masse : *soigner, diagnostiquer, guérir, immunité* et même *médicament, remède, traitement*.

Les incantations hypnotiques et le collage

Les incantations litaniques effectuent un lavage de cerveau ; elles sont bien connues des chercheurs travaillant sur les méthodes sectaires, et relèvent d'une suggestion hypnotique qui opère par une répétition de rythmes. Elles utilisent le marketing et la publicité. « Plus insidieuse, l'imposture publicitaire n'est pas, à la longue, moins dangereuse que l'imposture totalitaire. Par des moyens différents, l'une et l'autre détruisent l'existence d'un espace public de pensée, de confrontation, de critique réciproque⁴⁷. » Castoriadis avait déjà dénoncé l'invasion de la logique marchande dans le débat intellectuel. Les incantations hypnotiques proposent un langage performatif, où dire c'est faire, sans plus aucun espace laissé au déploiement d'une pensée. L'hypnose opère par la répétition, et/ou par le paradoxe ou le mensonge qui sidère la pensée. Par exemple, dans le rapport du Conseil scientifique du 12 mars 2020, il est dit : « Une manière classique d'empêcher la propagation des épidémies, c'est la fermeture des écoles et des universités. » L'affirmation péremptoire est un mensonge : quand donc a eu lieu cette « manière classique d'empêcher la propagation des épidémies » ? Jamais, hormis dans la thèse de Ferguson !

L'incantation hypnotique concerne également l'efficacité du confinement. Mais quelle politique a déjà mis en œuvre, dans l'Histoire récente, des confinements pour faire face à une épidémie ? La politique des nazis ! Sacrée référence historique. L'incantation hypnotique est fondée sur une croyance magique, que l'on imposera aux chiffres ; et la preuve est que, dès qu'est prononcée la décision du confinement, l'épidémie part en décroissance exponentielle⁴⁸. Klemperer l'avait souligné : pour obtenir la

fanatisation de la langue, il faut appuyer la répétition au cœur des processus, matraquer toujours la même chose, avec une répétition obsessionnelle qui tue le sens, contredit la langue commune, retourne le sens des mots, crée de l'invocation magique, pour ancrer la croyance dans les esprits et les rendre imperméables aux arguments rationnels. La répétition obsessionnelle et décalée, matraque et paralyse la pensée, tout en la sidérant, tandis que les injonctions paradoxales tuent le sens, et que les conflits de loyauté (choisir entre voir ses amis et la vie de sa grand-mère, par exemple), rendent littéralement fous, et ne sont jamais des méthodes acceptables de gouvernance, et il est également caractéristique du registre pervers (et il relève également du registre pervers d'indiquer qu'il n'y a pas d'autres méthodes que celle du conflit de loyauté)⁴⁹.

Outre ces répétitions sémantiques exigeant le sacrifice (« actes héroïques », « mobiliser », « effort », etc. – cf. discours du 31 mars 2021), le discours relève du *collage*, pour reprendre un terme du psychanalyste Meltzer, lorsque l'identité demeure adhésive à l'objet : collage de l'individu au groupe et au président, dans le « nous », collage entre dire et faire, collage du psychisme dans la pensée magique. Nous sommes bien plongés dans une dimension des plus archaïques. Il n'y a plus de temps pour déplier une pensée ; tout ce qui est complexe est attaqué, au profit d'une simplification outrancière qui, néanmoins, complique (et non complexifie), la langue qui ne fait plus tiers, ne laisse plus de place ni à l'imaginaire ni au symbolique ; le discours colle par sa valeur performative (quand dire, c'est faire), et son caractère de pensée magique (si tout le monde obéit, alors le méchant virus sera combattu – c'est bien de l'ordre de la pensée magique, du psychisme de la prime enfance, qui opère par un déni de la réalité).

Les paradoxes et les clivages

L'un des principaux paradoxes est de se retrouver avec un champ politique qui crie à la « lutte contre les discriminations » et ne fait que mener une politique de discrimination :

- Discrimination entre les personnes âgées et le reste de la population.
 - Discrimination des enfants et des jeunes gens.
 - Discrimination entre les commerces.
-

IL N'Y A PLUS DE TEMPS POUR DÉPLIER UNE PENSÉE ; TOUT CE QUI EST COMPLEXE EST ATTAQUÉ, AU PROFIT D'UNE SIMPLIFICATION OUTRANCIÈRE QUI, NÉANMOINS, COMPLIQUE (ET NON COMPLEXIFIE), LA LANGUE QUI NE FAIT PLUS TIERS, NE LAISSE PLUS DE PLACE NI À L'IMAGINAIRE NI AU SYMBOLIQUE ; LE DISCOURS COLLE PAR SA VALEUR PERFORMATIVE (QUAND DIRE, C'EST FAIRE), ET SON CARACTÈRE DE PENSÉE MAGIQUE (SI TOUT LE MONDE OBÉIT, ALORS LE MÉCHANT VIRUS SERA COMBATTU – C'EST BIEN DE L'ORDRE DE LA PENSÉE MAGIQUE, DU PSYCHISME DE LA PRIME ENFANCE, QUI OPÈRE PAR UN DÉNI DE LA RÉALITÉ).

- Discrimination entre les métiers.
- Discrimination entre vaccinés et non-vaccinés.
- Discrimination selon les régions, les cas et les situations.

Sous une sorte de catégorie prédominante entre les « essentiels » et les « non-essentiels », dont nous avons vu qu'il s'agit davantage d'une idéologie qui sépare les utiles des inutiles. Rappelons que le terme même de *discrimination* est inapproprié.

Il existe deux sortes de stigmatisation :

1. Stigmatisation visant à traiter le même de façon différente.
2. Stigmatisation visant à traiter le différent de la même façon.

Dans les deux cas, le caractère injuste de la décision politique prédomine, avec des conséquences graves et sérieuses sur la vie réelle des individus. Les paradoxes, depuis cette année 2020, sont légion, ils existent au sein de la pensée (communication aux peuples), mais également entre les paroles et les actes, et entre les idéaux invoqués et le réel de l'expérience.

Paradoxe 1 : protéger la population en l'empêchant de se soigner.

Ex. : protéger les personnes âgées en les séquestrant et en leur refusant l'accès aux soins.

Paradoxe 2 : autoriser des activités peuplées en empêchant des activités non peuplées.

Paradoxe 3 : placer la santé au-dessus de l'économie (« choix humaniste »).

Nous nous référons au discours aux Français du 14 juin 2020, prononcé par Emmanuel Macron : « Nous avons fait le choix humaniste de placer la santé au-dessus de l'économie en vous demandant de rester chez vous. » Le paradoxe n'est pas tenable, si l'on ne peut plus travailler, et si l'on place l'économie en dessous de la santé, comment va-t-on pouvoir se maintenir en bonne santé (par exemple, se nourrir correctement) ? C'est d'ailleurs le cas de la famine engendrée pour de nombreuses économies mondiales où les personnes doivent rester chez elles sans travailler, et où certains secteurs économiques se sont complètement effondrés⁵⁰. Les paradoxes sont même inclus dans des expressions toutes faites de ce nouveau lexique idéologique : « distanciation sociale », par exemple. La prise de distance avec autrui, c'est l'inverse du social ! Il ne faut plus se serrer la main, ne plus s'embrasser, se tenir à distance à 2 mètres, on se demande bien où réside le social dans cet éloignement physique ! Olivier Véran, dans un

discours du 2 mai 2020, parle des « brigades sanitaires » comme des « brigades d'anges gardiens » parce qu'elles vont venir au contact des personnes malades, au contact des personnes potentiellement malades, pour assurer leur protection et avoir accès à un système d'information adéquat et indispensable pour réussir l'incroyable défi qui est devant nous. Le paradoxe est dans la formulation : une brigade est un terme militaire, peu compatible avec la paix divine des anges gardiens... Et cette brigade a une fonction très intrusive de ficher la population et d'opérer des cartographies de territoires. La participation à sa propre maltraitance est requise : signer ses propres attestations de contraintes, signer un consentement à une quarantaine « volontaire » pour pouvoir prendre l'avion, etc. Le virus est considéré comme un criminel : le virus tue ! Ainsi, ceux qui ne sont pas mobilisés contre l'ennemi criminel qu'est le virus sont des criminels (si tu n'es pas contre, tu es pour !). Et comme le gouvernement se mobilise contre ce virus criminel, si tu n'es pas pour le gouvernement, tu es complice du virus criminel ! Les clivages relèvent, en psychopathologie, de la psychose, et sont promus dans le délire paranoïaque. Ils s'organisent autour de l'injonction paradoxale de manière subtile, afin de perdre complètement l'interlocuteur. Il s'agit de scinder la pensée, ce qui entraînera des divisions psychiques, puis des divisions dans le collectif sous la manifestation de clans qui s'opposent de façon idéologique.

Nous pouvons noter :

1° un **clivage entre l'émotion et le fait rapporté** (ex. : rire d'une situation tragique, prodiguer une intense compassion à des pédocriminels, etc.),

2° un **clivage entre des idées contradictoires** (ex. : « je suis pour la peine de mort » et quelques phrases plus loin : « nos sociétés ont progressé en supprimant la peine de mort ») ;

3° un **clivage entre l'intention et le projet** (ex. : « c'est pour votre bien que vous devez accepter de payer tous ces impôts »),

4° un **clivage entre la parole et le comportement** (ex. : « mais moi je veux qu'on s'entende bien », alors que tous les actes prouvent le contraire et sont persécuteurs).

Voyons comment ces clivages ont été déployés depuis deux ans en France, par le champ politique et les médias de masse qui s'en sont fait le relais.

Clivage entre l'émotion et le fait rapporté

Le registre de la terreur n'était pas en adéquation avec la réalité des chiffres.

Insuffler la terreur (« Nous sommes en guerre ! »), alors que cette émotion n'était pas du tout adaptée à la situation, a entraîné un clivage entre ceux qui étaient poreux à cette terreur, sans pouvoir analyser le fait rapporté, et ceux qui analysaient le fait rapporté, sans se laisser absorber dans la terreur. Cela a créé deux groupes scindés dans la population française : ceux qui agissent et réagissent à la terreur, peu importe la réalité du fait, et ceux qui se sont accrochés à la réalité du fait. Le clivage entraîne la création de deux clans en opposition, que plus rien ne peut réconcilier.

LES CLIVAGES RELÈVENT,
EN PSYCHOPATHOLOGIE,
DE LA PSYCHOSE,
ET SONT PROMUS
DANS LE DÉLIRE
PARANOÏAQUE. ILS
S'ORGANISENT AUTOUR
DE L'INJONCTION PARADOXALE
DE MANIÈRE SUBTILE,
AFIN DE PERDRE
COMPLÈTEMENT
L'INTERLOCUTEUR. IL S'AGIT
DE SCINDER LA PENSÉE, CE
QUI ENTRAÎNERA DES
DIVISIONS PSYCHIQUES, PUIS
DES DIVISIONS DANS LE
COLLECTIF SOUS LA
MANIFESTATION DE CLANS QUI
S'OPPOSENT DE FAÇON
IDÉOLOGIQUE.

Clivage entre des idées contradictoires

Prenons quelques exemples d'idées contradictoires. Emmanuel Macron, président de la République française, déclare, le 4 décembre 2020, dans le média en ligne *Brut* : « Je ne crois pas à la vaccination obligatoire pour ce vaccin. Je crois beaucoup plus au travail de conviction par la transparence qu'à l'obligation. » Quelques mois plus tard, le 12 juillet 2021, le même Emmanuel Macron annonce que l'obligation vaccinale sera rendue effective le 15 septembre 2021 pour les soignants. Olivier Véran, ministre de la Santé, déclare, le 24 mars 2021, que le « *pass sanitaire* » pose des « questions éthiques, scientifiques, juridiques et techniques importantes » et indique que « ce n'est pas l'avis du gouvernement à ce stade ». Dans *Les Échos* du 13 juillet 2021, on pouvait lire : « Le ministre de la Santé Olivier Véran a annoncé mardi soir que le pass sanitaire s'appliquera pour les adolescents de 12 à 17 ans à partir du 30 août⁵¹. »

Mais sans doute l'une des contradictions les plus sidérantes réside dans ce qui est appelé « vaccin » alors qu'il est contestable qu'il en soit un (ce n'est pas un vaccin classique à virus atténué ; c'est une expérimentation médicale en cours). Un vaccin est censé protéger la personne vaccinée, or pression est faite sur la population non vaccinée au motif qu'elle expose les personnes vaccinées. De plus, dans l'analyse des retours d'expérience, les personnes vaccinées ne sont, aujourd'hui, pas protégées de la contagion⁵², donc elles sont tout aussi « responsables » de la propagation du virus que les personnes non vaccinées. L'idéologie sous-tendant ces idées contradictoires sur le vaccin – qui n'en est pas vraiment un, qui ne protège ni de la contagion ni des formes graves⁵³ – est l'éradication du virus (proposition impossible), qu'en réalité on contribue à transmettre, puisque c'est la vaccination en période épidémique qui favorise l'émergence de variants résistants aux vaccins⁵⁴. Face à tant de contradictions, comment y retrouver son latin ?

Clivage entre l'intention et le projet

C'est pour leur bien que les Français doivent se soumettre à toute une série de mesures confiscatoires de leurs libertés, de leur sécurité économique, de leur division et de leur Constitution. C'est pour leur bien qu'ils doivent consentir au harcèlement, à la maltraitance ainsi qu'à la violation de leur souveraineté (« la fin justifie les moyens »).

Clivage entre la parole et le comportement

Dans le clivage entre la parole et le comportement, les actes démontrent le contraire des discours. Ou encore, les actes peuvent être contradictoires sur une période donnée. Par exemple, en mars 2020, le président et son épouse vont au théâtre pour inciter les Français à sortir malgré le coronavirus. Par la suite, c'est toute la culture qui sera persécutée par les décisions politiques de fermeture des lieux culturels.

Quelle est la conséquence psychique de ces paradoxes et de ces clivages ? L'interlocuteur, pris dans tous ces paradoxes subtils, s'il est en impossibilité de les analyser, n'a, par conséquent, pour seule arme que le déni, afin de se préserver psychiquement. Il épouse donc le délire paranoïaque, et se laisse manipuler au travers de la sidération. La sidération de l'interlocuteur est obtenue par ces différents clivages, un bombardement de stimuli « tous azimuts » dans le discours (y compris dans la gestuelle) et l'injection de chocs émotionnels dans le discours (évocations d'images traumatiques).

« Il n'y a aucune autorité dans le rapport à la parole et au langage, à entendre comme engagement de soi. Selon ses besoins, le paranoïaque modifiera son délire à sa guise. Il peut dire une chose la veille, et le contraire le lendemain, sans même s'apercevoir de ses propres contradictions. La parole n'a aucune valeur d'engagement (en vertu de la non-inscription dans la temporalité linéaire dont j'ai parlé *supra*), de parole signifiante et tenue, elle n'est qu'un outil mis au service du délire⁵⁵. » Et l'on voit bien à quel point, pour le politique, la parole n'a pas de valeur. Par exemple, début février 2021, le gouvernement rassure en disant qu'il est possible que les Français ne soient jamais reconfinés. Un mois plus tard, il demande de tenir 4 à 6 semaines, en promettant de lâcher la bride sur les restrictions sanitaires mi-avril. Le 31 mars, un confinement total est annoncé du 6 avril au 3 mai, tout en prévoyant la vaccination pour tous ainsi que la réouverture des lieux culturels en mai. « La vaccination est

vitale », dit-il. Il n'existe aucune reproductibilité dans les décisions politiques prises, en ce sens que, par exemple tel confinement prévu à tant de cas, ne l'est plus la fois suivante. Les kilométrages changent, les permissions de sortie aussi, les documents à remplir, etc. – ce qui crée davantage de confusion et d'incertitude, et empêche la moindre prévision. Et c'est la même politique qui est utilisée dans différents pays, avec des ordres politiques différents, entraînant davantage d'incompréhensions. En mars, une nouvelle version d'attestation est mise en place, avec un justificatif de domicile pour une sortie à moins de 10 kilomètres. Dans la langue totalitaire, les mots divisent, et ne partagent plus. Ils se chargent d'un sens nouveau, tandis qu'apparaissent des néologismes. L'Histoire n'existe plus non plus : aucune rétrospective sur les changements de discours, voire leur inversion, aucune remise en question, aucune excuse donnée à la population. Agnès Buzyn, alors ministre de la Santé, dit le 26 janvier 2020 : « Les masques chirurgicaux [...] sont uniquement utiles quand on est soi-même malade, pour éviter de contaminer les autres. [...] Le masque bleu, chirurgical [...], n'offre aucune protection contre le virus, il ne protège de rien. » En mars 2020, les masques furent jugés inutiles : « C'est une denrée rare, une ressource précieuse pour les soignants, et totalement inutile pour toute personne dans la rue », déclara le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, le 18 mars 2020, qui ajoute « Il ne sert à rien de porter des masques dans la rue ». Édouard Philippe, le 13 mars 2020, avait déjà dit : « Le port du masque, en population générale dans la rue, ça ne sert à rien. » Puis, le masque a été décrété obligatoire dans tous les lieux publics clos à partir de juillet 2020, jusqu'à devenir indispensable partout. Comment expliquer une telle évolution du discours politique ? Quelles sont les études légitimant le port du masque en population générale ?

En conclusion de cette analyse de la langue Covid, nous pouvons légitimement nous inquiéter d'une parole confisquée, au service d'une langue idéologique et sectaire, qui contredit et occulte tout à la fois la réalité de l'expérience et la langue commune. Comme dans tout phénomène totalitaire, la vérité est ce que décide le plus fort au pouvoir, parce que son idéologie sert ses intérêts. La langue Covid pollue notre espace psychique et nous oblige à entretenir une

posture passive de soumission à cette nouvelle langue dessinant les contours d'une « nouvelle normalité ».

COMME DANS TOUT
PHÉNOMÈNE TOTALITAIRE,
LA VÉRITÉ EST CE QUE DÉCIDE
LE PLUS FORT AU POUVOIR,
PARCE QUE SON IDÉOLOGIE
SERT SES INTÉRÊTS.
LA LANGUE COVID POLLUE
NOTRE ESPACE PSYCHIQUE
ET NOUS OBLIGE À
ENTREtenir UNE POSTURE
PASSIVE DE SOUMISSION À
CETTE NOUVELLE LANGUE
DESSINANT LES CONTOURS
D'UNE « NOUVELLE
NORMALITÉ ».

CHAPITRE III

LA PERVERSION MORALE, ÉPISTÉMOLOGIQUE ET PSYCHOLOGIQUE

Épistémologie et déontologie : le rapport à la vérité

Modéliser une épidémie ?

Revenons aux études de Racamier : « Pour le paranoïaque, non plus que pour le pervers, la vérité n'a pas d'existence propre : elle n'est que ce qu'il en décrète, et sa parole seule tiendra lieu de preuve. Pas plus que le pervers, le paranoïaque ne doit rien à personne, il ne saurait se reconnaître d'erreur ni de tort, il ne saurait nourrir aucun doute¹. » L'escroquerie intellectuelle consiste à nous faire croire qu'il est possible de modéliser une épidémie. Or, comme nous l'avons vu, il est impossible de modéliser la rencontre entre un virus et une personne, ou la rencontre entre deux personnes comme on modéliserait la rencontre entre des atomes. Le monde du vivant et sa complexité n'a rien à voir avec un monde physique de rencontre d'atomes. Nous avons donc affaire à un réductionnisme épistémologique qui est une erreur, car on traite deux réalités différentes de la même façon, en faisant fi des paramètres complexes. Il s'agit plutôt d'un placage de modèles, et d'une confusion de plans distincts.

Ces amalgames *pseudo-épistémologiques* témoignent d'une imposture, qui consiste à se prendre pour ce que l'on n'est pas. La psychopathologie est l'étude des troubles mentaux, en particulier dans leurs processus psychiques intra-individuels, mais également inter-individuels et groupaux. Un certain nombre d'historiens ont beaucoup de réticence à ce que soit utilisée la psychopathologie pour apporter un éclairage supplémentaire aux phénomènes politiques, mais il est important de rappeler que, dans la mesure où les décisions politiques, les productions scientifiques et les attitudes sociétales sont le fruit d'êtres humains, qu'il s'agisse d'individus qui remplissent un rôle historique majeur, ou de collectifs régis par des

processus psychiques, il est tout à fait essentiel et légitime de convoquer l'étude du psychisme individuel comme groupal, et de l'appliquer à la crise présente, comme on la mobilise d'ailleurs pour analyser des processus pathologiques au sein des entreprises (et notamment dans le cadre des troubles psychosociaux). C'est ainsi que l'on peut expliquer les moments « régressifs » dans l'Histoire, où des individus, pourtant « normaux » dans un autre cadre, sont conduits à commettre les pires atrocités, endoctrinés par l'effet de groupe, l'idéologie et ses idées délirantes. La politique étant la façon dont se noue le lien collectif dans une participation active à la vie commune en cité, il est intéressant d'analyser la dégradation de ce lien à partir de la philosophie politique et de la psychologie des foules (littérature qui remonte au XIX^e siècle, avec Gustave Le Bon, jusqu'à la psychopathologie des groupes et de la psychologie sociale, à laquelle on doit l'expérience de Milgram, et bien d'autres, tout aussi édifiantes), tout en rappelant que psychologie individuelle et psychologie des groupes sont prises dans une interdépendance.

Avec une perspective psychopathologique, la crise actuelle renvoie à une pathologie narcissique, qui ne se contente pas des limites afférentes à sa propre spécialité (l'épidémiologie), mais prétend détenir les secrets des autres disciplines, en particulier des mathématiques et de la physique mathématique, pour imposer une pensée magique sur le monde, en abrasant la complexité du corps humain, de l'expérience et l'approche systémique qui doit présider à la science. C'est bien d'un rapport psychologique à l'impuissance dont il est question, auquel il est répondu par une volonté d'omnipotence et de contrôle, dont le tiers, comme la prudence, et même la médecine dans son approche traditionnelle et son ambition éthique (soigner) est exclu. Il faut donc entendre au sens propre ces termes de la psychopathologie appliqués aux populations, dans la lignée des travaux sur les pathologies des groupes et des institutions, de la psychanalyse du lien social et de l'approche systémique, notamment ceux compris dans les œuvres d'Eugène Enriquez, de Didier Anzieu et de Paul-Claude Racamier. Les collectifs, comme les individus, peuvent tout simplement devenir fous. Et cette folie (« psychose collective », comme elle est nommée dans *Rhinocéros* d'Eugène Ionesco), qui se nomme la « psychose paranoïaque » (la folie des totalitarismes), est contagieuse, et engendre, dans la population qui en est victime, des pathologies et conduites de type schizophrène et

mélancolique, ainsi que des passages à l'acte auto- et hétéro-agressifs (autodestruction, propension au suicide dans la population au moment du déferlement totalitaire).

Les mathématiques donnent l'apparence d'un langage « divin », capable de révéler les secrets cachés de l'univers (à ce titre, on pourra relire la démonstration de Newton sur le calcul mathématique de la loi de la gravitation, à partir des observations de Kepler), mais aussi d'un langage pur, et c'est bien cet idéal de pureté qui est, au fond, présent dans l'ambition folle d'« éradiquer le virus », ou la maladie, pour un corps sain, et « sans virus » (ce qui est impossible). On retrouve, en filigrane, l'idéologie de la « Grande Santé » nazie².

Le nouvel ensemble « Covid »

Dans ce nouvel ensemble qui autorise la stigmatisation et l'aliénation des droits inaliénables – notamment celle de l'égalité de droits des citoyens –, les critères (qui n'en sont pas, car jamais la santé ne peut aliéner des droits fondamentaux) concernent le Covid. Il suffit d'expérimenter la réalité des hôpitaux et des cliniques : tout est orienté sur le Covid, les autres pathologies deviennent secondaires dans l'esprit des gens. Il en résulte des biais cognitifs et interprétatifs graves et dangereux, de nombreuses personnes témoignant de leurs difficultés à se faire correctement soigner depuis la crise sanitaire. Comme le souligne le psychiatre Frédéric Badel, les soignants, pour beaucoup, « veulent quitter le navire. Beaucoup sont à bout et perturbés. D'un côté on demandait de les acclamer en pleine crise ; de l'autre, on supprime des lits d'hôpitaux³ ». La logique paranoïaque est binaire : soit on est porteur du Covid et assimilé malade, soit non. L'indéterminé n'est plus considéré (porteur et en excellente santé, ou encore faible porteur) ; l'indéterminé est absorbé dans la case « porteur du Covid ».

De plus, on essaie de donner des valeurs de seuil, imposant une croyance dans des effets de seuil impliquant des échelons dans la ségrégation, sur laquelle toute la société devrait être construite : « Je vous le rappelle, nous sommes toujours, ce soir, au stade 2, cela veut dire que notre priorité est de tout faire pour ralentir la propagation du virus sur le territoire national, c'est la seule façon de protéger les personnes vulnérables et d'atténuer le pic épidémique⁴. »

Ces effets de seuil introduisent nécessairement du clivage, et une pensée binaire : être pour ou contre ; mais ils relèvent également de différents engagements qui sont autant de compromissions, dans les processus pervers.

L'observateur, partie prenante de l'expérience

En épistémologie, on sait que l'observateur fait partie prenante de l'expérience, et qu'il faut inclure son propre facteur pour faire état de la recherche. Ici, il est clair que des biais ont été – et continuent d'être – utilisés, non seulement dans le critère d'observation recherché, mais également dans la simplification du rapport à l'expérience. De plus, les retours d'expérience sont éliminés. Par exemple, qui dit que le confinement est utile ? Sur quels présupposés épistémologiques⁵ ? Autre exemple : comment est-il possible que l'on ait décidé de tester des bien-portants, en parfaite santé, « en recherchant les anticorps⁶ », en leur faisant endosser la culpabilité d'être les propagateurs de l'épidémie ?

CES EFFETS DE SEUIL
INTRODUISENT
NÉCESSAIREMENT DU
CLIVAGE, ET UNE PENSÉE
BINAIRE :
ÊTRE POUR OU CONTRE ;
MAIS ILS RELÈVENT
ÉGALEMENT DE DIFFÉRENTS
ENGAGEMENTS QUI SONT
AUTANT
DE COMPROMISSIONS,
DANS LES PROCESSUS
PERVERS.

L'irresponsabilité scientifique et politique

Une étrange science qui manie la pensée magique

La croyance, en soi, n'est pas du tout un problème. Le problème survient lorsque, en lieu et place de la croyance, surgit l'idéologie. Et l'idéologie, sur

le plan psychopathologique, est l'émanation délirante de la psychose paranoïaque. La paranoïa produit de l'idéologie, révèle que l'idéologie est ce liant délirant qui structure le groupe autour du dogme infaillible, celui de toutes les certitudes, en luttant ainsi contre les vécus mélancoliques. Le psychanalyste René Kaës⁷ la définit ainsi : « Porteuse de certitudes absolues, la position idéologique radicale ne tolère aucune transformation. Elle s'affirme, contre l'incertitude et l'inconnu, comme une pensée contre le penser ou comme une "authentique inaptitude à penser", par prévalence du déni et du désaveu. Elle commande une action et elle la justifie. Elle est impérative, soupçonneuse, n'admet aucune différence, aucune altérité et prononce des interdits de pensée. Elle est sous-tendue par des angoisses d'anéantissement imminent et par des fantasmes grandioses de type paranoïaque. [...] La position idéologique radicale est une organisation narcissique fondée sur un déni collectif de perception de la réalité au profit de la toute-puissance de l'Idée, de l'exaltation de l'Idéal et de la mise en place d'une Idole, ou fétiche. » Kaës avance que l'idéologie organise des rapports de soumission à l'objet tyrannique, pour lutter contre les angoisses dépressives majeures, en l'occurrence, de type mélancolique.

L'opportunisme politique

L'opportunisme politique s'est révélé dès le début de la crise sanitaire. Le pouvoir politique démontre son mépris pour la Constitution, en faisant prolonger indéfiniment un état d'exception qui engendre une politique par décrets. Hannah Arendt indique, et malheureusement nous pouvons constater que c'est ce qui se passe, que l'État devient un gouvernement de façade. Le centre effectif du pouvoir se déplace, de nouveaux organes sont sans cesse créés, sans pour autant que l'ancien soit dissous. Cela crée une sorte de hiérarchie mouvante qui empêche de savoir à qui obéir et crée davantage d'instabilité. Hannah Arendt énonce cette règle : « Dans un État totalitaire, [...] plus les organes de gouvernement sont visibles, moins le pouvoir dont ils sont investis est grand ; [...] moins est connue l'existence d'une institution, plus celle-ci finira par s'avérer puissante⁸. » Elle précise qu'au bout d'un certain temps, les décrets ne sont même plus rendus publics, et que « la multiplication des services détruit tout sens des responsabilités et toute compétence ». L'opportunisme politique consiste

également à faire croire à une apparente incompetence ou irrationalité. Toute considération d'intérêt économique, national, humain est écartée au profit d'un imaginaire lointain indéfini et fictif. Hannah Arendt le précise bien : dans le totalitarisme, il faut toujours créer l'instabilité, et la légalité doit être perçue comme constamment changeante.

L'exception prise pour la règle

Le délire paranoïaque **prend toujours l'exception pour la règle, et l'érige en norme** (sur laquelle il légifèrera ensuite). Or, une exception ou des cas particuliers ne peuvent inférer une règle, une coutume ou une norme. C'est pourtant ce qui se passe dans la prorogation toujours reconduite des mesures d'exception, qui sont, de surcroît, changeantes.

DANS LE TOTALITARISME, IL
FAUT TOUJOURS CRÉER
L'INSTABILITÉ, ET LA LÉGALITÉ
DOIT ÊTRE PERÇUE COMME
CONSTAMMENT CHANGEANTE.

**POUR CONTRAINDRE
L'AMBITION DU POUVOIR
ABSOLU, IL EST NÉCESSAIRE
D'AVOIR DES GARDE-FOUS
DANS L'ESPACE SOCIAL.
ILS ONT ÉTÉ ÉLIMINÉS EN
UN AN.**

Pour contraindre l'ambition du pouvoir absolu, il est nécessaire d'avoir des garde-fous dans l'espace social. Ils ont été éliminés en un an. Par exemple, un garde-fou consistait à laisser les médecins prescrire ; la médecine est un art et une science opérative parce qu'elle doit faire l'épreuve de l'expérience thérapeutique. Il n'existe pas de certitude logique en médecine, car on ne maîtrise pas tous les facteurs, et c'est la raison pour laquelle ce n'est pas au politique de confisquer, selon ses ambitions idéologiques, la sphère médicale. On voit bien que l'Ordre des médecins (historiquement créé sous Vichy) n'opère absolument pas cette régulation de contre-pouvoir ; au contraire, ainsi que le précise le psychiatre Frédéric Badel : « J'ai reçu un courrier du président du Conseil de l'Ordre qui dit "Vous devez vous faire vacciner, le faire savoir, et inciter les autres à le faire". En tant que médecin-psychiatre, je n'ai le droit de ne relayer que ce qui est recommandé par l'Ordre des médecins, alors que je rappelle que la première règle en médecine, c'est ne pas nuire : je dois être capable d'évaluer la balance bénéfices/risques de ce que je prescris. Je le fais tous les jours. Et concernant les vaccins contre la Covid-19, on n'a aucun recul sur les effets à long terme, et aucune idée sur les bénéfices. Dans le *Vidal*, il est indiqué qu'il n'y a aucune garantie sur l'absence de transmission du

virus et sur le fait d'éviter la forme grave du Covid. Pour rendre un truc obligatoire, il faut prouver que le bénéfice est plus grand que le risque, ce qui n'est pas le cas pour les vaccins actuels contre la Covid. Je précise que je ne suis pas anti-vaccin. Je suis vacciné et mes enfants le sont. Mais comment vendre à une population le bénéfice d'un vaccin pour un virus qui mute ? Puis-je lui garantir que la vaccination est utile et qu'elle sera protégée ? Pour sortir du seul éclairage du Conseil scientifique, certains médecins, qui n'ont pas perdu de vue que leur métier est de prendre en charge et traiter les malades, ont constitué le 9 janvier un conseil de santé libre qui a mis en place des recommandations de traitements préventifs et curatifs du Covid. Ceux-là, quoi qu'on en pense par ailleurs, sont courageux et restent indépendants⁹. » L'opportunisme politique a reproché à des médecins de soigner, alors qu'il agitait le spectre de la guerre. En guerre, ne soigne-t-on pas avec les moyens du bord ?

**L'OPPORTUNISME POLITIQUE
A REPROCHÉ À DES MÉDECINS
DE SOIGNER, ALORS
QU'IL AGITAIT LE SPECTRE
DE LA GUERRE. EN GUERRE,
NE SOIGNE-T-ON PAS AVEC LES
MOYENS DU BORD ?**

La fracture du temps et de l'espace

Ce qui nous fait également basculer insidieusement de façon collective dans le délire paranoïaque, c'est la fracture du temps et de l'espace. La fracture

de l'espace s'effectue par la perte de tous les repères spatiaux antérieurs. Ces repères évoluent constamment : immobilité requise, changements des voyages, voyages sous conditions (tests PCR...), quarantaines au dernier moment, autorisation de sortie sur des distances systématiquement changeantes (1 km, 10 km, etc.), modifications des autorisations de sortir (donc de se mouvoir dans l'espace) au dernier moment¹⁰, fermeture des lieux ou ouverture au dernier moment, etc. Le repérage dans l'espace se réduit donc à son domicile, puisque l'extérieur est perpétuellement changeant, mais aussi présenté comme menaçant (virus, police, militaires). Les territoires sont redessinés, ce qui faisait foi historiquement et légalement est disséqué. On ne peut plus circuler librement entre telle ou telle région, et cela est laissé à l'arbitraire du prince, systématiquement mouvant et changeant. L'incertitude devient permanente, créant ce que le psychiatre Blankenburg appelait « la perte de l'évidence naturelle » qui caractérise la psychose. Ces modifications de discours, cette absence d'engagement dans la parole, les droits humains en permanence violés au nom du principe d'exception relèvent sans nul doute de méthodes de torture psychologique ; ce qui montre soit que les gouvernants sont totalement incompétents pour gouverner – à savoir anticiper et prévoir –, mais aussi pour rassurer leur population, soit sont clairement cyniques, et obéissent à d'autres directives visant la mise au pas des populations, sans se préoccuper le moins du monde des impacts psychiques occasionnés par une telle incertitude et un tel arbitraire. La perte des repères spatiaux est régie par le non-sens. Par exemple, un formateur ayant à prendre l'avion doit se soumettre à un test PCR. S'il est positif, et ne présente pourtant aucun symptôme de maladie, il est contraint d'annuler sa formation au dernier moment, engendrant des effets systémiques sur l'ensemble des personnes qui l'attendaient pour suivre cette formation. L'arbitraire sanitaire entraîne une désorganisation spatiale et temporelle de la société. La désorganisation temporelle relève de la psychose, opérant comme une sorte de glu sur les psychismes, qui demeurent dans leur sidération, sans plus être capables de prévoir ni de se projeter. Le temps est devenu cyclique, on tourne littéralement en rond dans l'immédiateté. Elio Di Rupo, ancien ministre belge, annonce, le 10 mars 2021 : « C'est le virus qui est le maître du temps. » Nous voici plongés dans le champ de la psychose¹¹ donc de la folie, où le temps social, celui qui organise les sociétés, est évincé, pour

laisser place au temps cyclique de la psychose, celui sans début ni fin, où le serpent se mord la queue¹². Car le virus ne disparaîtra pas, tous les virus font partie de notre environnement depuis l'origine. Le temps cyclique instaure le primat de la folie, plus rien ne peut s'inscrire, même plus une suite logique « A implique B », ou « A est avant B ». C'est le primat de la circularité, de l'autoréférence, de la tautologie, de l'auto-engendrement, qui efface les traces, nie l'historicité et l'inscription de la mémoire¹³, refuse toute réflexivité sur les décisions prises, par exemple au travers de bilans, et dénie les origines. Dans son discours du 31 mars 2021, le président affirme qu'il connaît le futur, alors qu'il n'a pas réussi à prévoir le passé, et qu'il donne le présent comme incertain. Il indique que le présent, ce sont les malades, et le futur, ce sont les enfants. Par déduction, le reste de la population relève-t-il du passé ?

Le déni des origines et le primat du mimétisme

« Parce que les autres le font, je le fais », semble être le comportement humain le plus répandu, sans que pour autant ne soient interrogés ni le bien-fondé du comportement, ni sa justification rationnelle. L'idéologie ne se contente pas de produire un discours qui s'amplifie dans l'éloignement avec la réalité et le champ de l'expérience. Loin de se conformer avec humilité à l'observation de l'expérience et ses leçons, elle tente d'imposer ses propres lois à la réalité : la réalité doit plier sous elle, et devenir ce que l'idéologie a décidé qu'elle devait être. Pour cela, il faut entraîner l'individu dans des comportements et des rituels qui déformeront, par l'engagement du corps dans les actes, limiteront et orienteront de façon biaisée son rapport à l'expérience. Cette dernière ne sera lue que par le prisme idéologique, celui de l'interprétation délirante. Et le mimétisme se chargera de la suite des comportements, chacun adoptant la conduite du groupe, sans nécessairement en comprendre la raison ni le sens. Une fois l'individu embarqué dans l'idéologie, il ne lui est guère possible de revenir en arrière : il a été formaté, comme dans une secte, par les discours et les comportements de l'idéologie. Il contribuera donc à la déformation de la réalité, et à la soumission de l'expérience qui devra se tordre et devenir ce

que l'idéologie veut qu'elle soit. Toutes les idéologies totalitaires effacent les traces et évitent les écrits, qui permettent d'opérer une chronologie des faits. Dans le pire des cas, l'idéologie totalitaire réécrit l'Histoire ; dans le meilleur, elle se contente de l'effacer.

**DANS LE PIRE DES CAS,
L'IDÉOLOGIE TOTALITAIRE
RÉÉCRIT L'HISTOIRE ;
DANS LE MEILLEUR,
ELLE SE CONTENTE DE
L'EFFACER.**

Il est donc impératif de revenir à l'origine de ce qui s'est passé, et d'en établir la chronologie, tant au niveau des discours (ce qui permet d'en mesurer l'évolution et les paradoxes) qu'au niveau des faits et des prises de décisions politiques. Que s'est-il passé en France concernant ce coup d'État planétaire ? Le Conseil scientifique de mars 2020 n'a pas laissé de traces permettant d'identifier le discours préparatoire. Nous ne savons pas ce qui a présidé à sa création, et ne pouvons donc retrouver l'origine des prises de décision. On ignore tout des modalités d'engendrement de l'avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020, qui a pourtant entériné des décisions politiques graves et sérieuses dont la France souffre depuis près de deux ans. Ce secret sur les origines, le psychanalyste Racamier en a abondamment parlé. C'est une fraude originelle, un mensonge, un abus, dont il est interdit de parler, et qu'il est interdit de nommer même s'il se donne à voir. C'est le type de secret qui sert à la mise en œuvre de l'idéologie, et des délires paranoïaques. Dans *L'Inceste et l'Incestuel*, au chapitre 7¹⁴, Racamier parle bien des secrets d'incestualité, qui s'organisent

sur un déni des origines. Ici, aujourd'hui, quelle est l'origine ? Cette origine concerne le mensonge initial des prédictions oraculaires, mais aussi les intentions cachées d'un petit groupe de milliardaires visant à asservir économiquement et politiquement la planète, voire à commettre un génocide déguisé, avec une idéologie forte (et parfois assumée publiquement) de dépopulation, de transhumanisme et de nouvel ordre mondial. Pourquoi le film *Hold-Up*, de Pierre Barnérias, a-t-il entraîné une telle hystérie des médias ? Nous pensons que c'est précisément pour avoir osé formuler cette hypothèse qu'il convenait à tout prix de réduire au silence. Pour Racamier, les secrets d'incestualité « empêchent de penser [...], s'imposent obscurément [...], confondent [...], obturent (les vérités) [...], frôlent la mort [...], dénie[n]t [...], touchent à la non-vie, voire même, à la mort ». La fonction majeure des secrets d'incestualité est bien la suivante : « occulter les origines, et ainsi se mettre au service de la séduction narcissique et sa version totalitaire : le fil des origines étant sectionné, la séduction narcissique reste seule maîtresse du terrain ». La matière du secret d'incestualité est la mort et la transgression : « Il est interdit de penser. Interdit d'imaginer. Interdit de savoir. Il est interdit, à la fois, de courir après les associations et de partir à la recherche de la vérité. » N'est-ce pas exactement ce à quoi nous assistons depuis près de deux ans, avec la persécution calomnieuse systématique de toute personne, quels que soient ses diplômes, son parcours, sa formation et la légitimité de son discours, de s'opposer aux dogmes dominants imposés par le pouvoir médiatique confisqué par quelques grands financiers (cf. *infra*) ? Le secret des origines étant occulté, alors on mime son voisin, ou l'on fait semblant de s'en démarquer avant de mieux le mimer : les autres pays font cela, alors faisons-le ! Ou encore, imitons de façon différente, ou différons de façon identique ! Ainsi fonctionne la litanie du pouvoir qui devient absolu, tyrannique, jouissant de mettre les peuples sous des contraintes perpétuellement mouvantes.

CHAPITRE 4

L'IDÉOLOGIE SANITAIRE ET LE PARADIGME TOTALITAIRE

« ON NE SE DÉBARRASSE PAS
D'UNE CROYANCE EN DÉMONTRANT QU'ELLE EST IRRATIONNELLE¹. »

Rappel historique : des dangers d'une idéologie sanitaire

Comment se fait-il que nous ayons si rapidement oublié l'une des idéologies sanitaires les plus désastreuses de l'Histoire, et des plus meurtrières, alors qu'elle est si proche de nous ? Dans un article de l'historien J. Chapoutot, intitulé « Éradiquer le typhus : imaginaire médical et discours sanitaire nazi dans le gouvernement général de Pologne (1939-1944) », on découvre sans aucune équivoque que ce qui a justifié la persécution puis l'éradication des Juifs fut ni plus ni moins qu'une idéologie sanitaire. L'immense mérite de cet article, en effet, est, au-delà d'une reconstitution historique des faits et de la propagande qui ont conduit les nazis à l'apogée de leur délire paranoïaque collectif, à savoir l'extermination de masse, de permettre de réfléchir au statut de ce qu'est une idéologie, qui plus est de type sanitaire, et d'interroger comment l'idéologie organise le délire collectif et partant, le totalitarisme dans ses pulsions liberticides et mortifères, l'obsession xénophobe étant en définitive applicable aux épidémies, aux microbes et aux bactéries, puisque la psychose paranoïaque se fonde aussi, dans sa folie, sur l'hypocondrie (crainte des maladies) délirante.

Le fait de nous référer à cet article sur un contexte précis (discriminatoire, arbitraire et violent) ayant progressivement autorisé la persécution des Juifs dans le nazisme, pour proposer une analogie avec ce que nous vivons et alerter sur les dangers de ce genre de stigmatisations (qui précèdent toujours les persécutions génocidaires), est actuellement corroboré par plusieurs témoignages et mises en garde d'anciens déportés, dont Vera Sharav² est l'une des figures de proue. Et que dire d'autre, lorsqu'il s'agit de propositions telles que la mise à l'écart de la société des personnes non vaccinées, et le fait de ne pas se préoccuper de leur sort (« comment

pouvons-nous leur fournir de la nourriture ? Eh bien, c'est en fait leur problème... »³, « confiner les non-vaccinés » (ex. : mesures prises en Autriche, avec le refus pour les non-vaccinés de pouvoir acheter des cadeaux de Noël), leur interdire de travailler (ex. : pour les soignants en France depuis septembre 2021), leur interdire d'accéder à des soins et à des services dont des services publics pour lesquels ces citoyens paient des impôts (ex. : musées, en France), les priver du droit de vote (ex. : la Lettonie prive ses parlementaires non vaccinés du droit de vote), leur tirer dessus à balles réelles s'ils manifestent (cf. les tirs à balles réelles sur la foule à Rotterdam) et envisager une suite encore plus violente⁴ voire concentrationnaire ?

Néanmoins, et fort curieusement, à l'instar de Cyrulnik (qui ne voit aucun problème grave au « *pass sanitaire* »⁵) ou de Chomsky, Chapoutot ne semble pas faire le rapprochement voire s'en défend⁶, ce qui interroge là encore sur les arrangements de certains intellectuels dans les politiques de stigmatisation. L'utilisation de cet article, pour dérouler l'argumentation de notre analogie, n'indique pas non plus que nous souscrivions à toutes les thèses de cet auteur, en particulier lorsqu'il minimise la collaboration active de Heidegger avec le nazisme, ou encore lorsqu'il pense que ce que le pouvoir inflige au peuple est pour son bien puisque « le vaccin » est une « protection ».

C'est bien précisément là que devons mesurer la puissance du psychisme et des mécanismes de déni, en particulier dans les limites de nombreux intellectuels à penser l'époque dans lesquels ils sont plongés, faute de distance nécessaire. Ces limites avaient déjà été constatées par Hannah Arendt et Günther Anders en 1933. Hannah Arendt indiqua ainsi sur cette période : « Je vivais dans un milieu intellectuel, mais je connaissais aussi d'autres gens. Et parmi les intellectuels, la *Gleichschaltung* (mise au pas) était la règle, pour ainsi dire. Mais pas chez les autres⁷. »

Günther Anders quant à lui, se prononçant par la suite dans ses prises de parole publique au sujet de ce que la collaboration de Heidegger lui avait inspiré, précisa qu'il n'était pas du tout enclin à absoudre Heidegger de sa collaboration « car bien des gens, qui ne possédaient qu'un millième de sa force unique de pensée, et n'étaient pas capables, comme lui, de se référer à Platon et à Aristote, ont tout de suite vu venir et détesté aussi bien l'emphase sanglante que la vulgarité de ce prétendu sacré. Je n'aime pas

particulièrement faire l'éloge de Jaspers, mais en l'occurrence, il n'a pas failli comme Heidegger ⁸ » (rappelons que Heidegger avait également été très critiqué par Husserl, auquel il avait succédé). Quant à la *Correspondance* entre Hannah Arendt et Heidegger, la dernière lettre de Heidegger à Arendt date de l'hiver 1932-1933, lettre dans laquelle Heidegger se défend de stigmatiser les Juifs, mais Heidegger n'y parle pas de ses compromissions pour conserver son poste universitaire. Beaucoup reprochent à Arendt cette correspondance, qui semble s'interrompre en 1933 pour reprendre en 1950, comme s'ils n'avaient jamais connu de situations humaines complexes où les sentiments d'ordre privé s'entrechoquent avec les prises de position publiques et politiques.

Pour Heidegger, il a sans doute été tout simplement plus confortable, eu égard aux opinions politiques de son épouse, et au prix d'une certaine paresse intellectuelle sectorisée, de souscrire activement au nazisme. Nous pourrions malheureusement en dire autant de nombreux intellectuels d'aujourd'hui, qui par complaisance et conformisme, cèdent devant la novlangue du pouvoir totalitaire, à commencer par l'emploi du néologisme « *complotisme* », sans jamais se sentir concernés par ne serait-ce qu'une définition précise du terme. Par principe, il semblerait que pour ces intellectuels, le pouvoir, dans la modernité, ait perdu toute habitude ancestrale et toute compétence à comploter.

Ce qu'il convient de noter également, c'est qu'outre la propagande liée à l'idéologie sanitaire, justifiant les maltraitances, les persécutions et l'extermination massives, les nazis créaient le problème (répandre l'épidémie) qu'ils prétendaient ensuite résoudre, pour « sauver » l'Allemagne. Cet article montre bien comment s'organise, au fur et à mesure des années, la montée en puissance de l'idéologie jusqu'à son apogée criminelle. La guerre à l'Est commence le 1^{er} septembre 1939 avec l'attaque de la Pologne. Elle est l'occasion d'une grande campagne de propagande visant à décrire l'Est comme une « terre sale peuplée de Slaves arriérés et de Juifs contaminants, et une terre biologiquement virulente. [...] Les troupes allemandes sont prévenues du danger. Dans une série d'ordres, échelonnés de décembre 1940 à juin 1941, la Wehrmacht, les Waffen-SS et la police allemande sont instruits que tout, à l'Est, est facteur de mort : la nourriture, l'eau, les puits... mais aussi les "poignées de porte" ou, en cas de soif pressante, les "bras de pompe", autant d'objets manipulés par les

ennemis et possiblement contaminés ou empoisonnés, que l'on aura soin de ne pas toucher ni effleurer. Ce discours de psychose pathologique s'accompagne de pratiques très concrètes : l'usage massif, sur les fronts de l'Est, du lance-flammes qui permet la destruction à distance (l'amplitude du jet est de 25-30 m) d'habitations et de refuges – et qui évite donc de saisir les fameuses poignées de porte ; l'éradication biologique des élites polonaises par des unités spéciales du SD (*Einsatzgruppen*), puis le génocide systématique visant les populations juives d'URSS dès juin 1941 ; la ghettoïsation dès l'automne 1939, puis l'assassinat industriel de la population juive de Pologne puis d'Europe occidentale à partir du printemps 1942 ».

L'historien ajoute que le Gouvernement général de Pologne instaure des pratiques de marquage et de parage de la population juive qui « s'inscrivent dans un imaginaire médical qui leur donne sens et justification : le soldat, le SS et le policier allemand agissent en médecins contre un danger de nature pathologique. C'est ce qu'affirme un ouvrage collectif de 1941, édité par les services sanitaires du Gouvernement général intitulé *Guerre aux épidémies ! La mission sanitaire allemande à l'Est* ». C'est l'idéologie sanitaire qui justifie alors la mise en quarantaine des Juifs, dans des ghettos fermés : « La quarantaine imposée à la population juive revêt un sens strictement médical. Sa nécessité est dictée par la virulence de la maladie : les Allemands agissent au mieux face à un fait morbide dont ils ne peuvent que constater l'existence, avant d'en induire les conséquences. » Le Juif est décrit comme vecteur de l'épidémie de typhus. Quelles décisions sont alors prises ? Restriction de la liberté de circulation des Juifs, autorisation administrative médicale particulière, orientation vers des parcs désignés à leur seul usage, interdiction de fréquenter des omnibus.

RESTRICTION DE LA LIBERTÉ DE
CIRCULATION DES JUIFS,
AUTORISATION ADMINISTRATIVE
MÉDICALE PARTICULIÈRE,
ORIENTATION VERS DES PARCS
DÉSIGNÉS À LEUR SEUL USAGE,
INTERDICTION DE FRÉQUENTER DES
OMNIBUS.

COMMENT NE PAS S'INQUIÉTER DE
VOIR RESURGIR DES DÉCISIONS
POLITIQUES AUJOURD'HUI,
JUSTIFIÉES PAR LE DISCOURS
SANITAIRE DOMINANT, QUI
RESSEMBLENT ÉTRANGEMENT AUX
DÉCISIONS NAZIES MISES EN PLACE
AVANT LA DÉCISION D'EXTERMINER
LES JUIFS ? LA POLITIQUE ANTI-
JUIVE DU REICH ÉTAIT QUALIFIÉE DE
« MESURES DE PROTECTION »,
JUSTIFIÉES PAR LA « NÉCESSITÉ
MÉDICALE ».

Comment ne pas s'inquiéter de voir resurgir des décisions politiques aujourd'hui, justifiées par le discours sanitaire dominant, qui ressemblent étrangement aux décisions nazies mises en place avant la décision d'exterminer les Juifs ? La politique anti-juive du Reich était qualifiée de « mesures de protection », justifiées par la « nécessité médicale ». Il est évident que l'idéologie sanitaire porte en elle-même, par son biais interprétatif, le projet mortifère. Aujourd'hui, des troupeaux entiers d'animaux⁹ ont été disséminés selon la même logique d'un virus étranger qu'il convient d'éradiquer : comme les nazis l'avaient déjà fait. Goebbels note dans son *Journal* (1939-1942) : « Dans le ghetto de Varsovie, on a noté une certaine montée du typhus. Mais on a pris des mesures pour qu'on ne les fasse pas sortir du ghetto. Après tout, les Juifs ont toujours été des vecteurs de maladies contagieuses. Il faut ou bien les entasser dans un ghetto et les abandonner à eux-mêmes, ou bien les liquider ; sinon, ils contamineront toujours la population saine des États civilisés. »

Actuellement, sur le même principe de porteurs invisibles/non-porteurs, nous en venons à un apartheid extrêmement stigmatisant et problématique, et si nous continuons de suivre cette idéologie, il est possible que l'idéologie aille jusqu'au bout de son idée : exclure les non-vaccinés ou lesdits « contaminés », les condamner à une mort sociale, puis les isoler dans des camps, voire à terme les « évincer » (ce qui a déjà commencé avec les refus de soins). Est-ce vraiment ce que nous souhaitons ? Est-ce vraiment raisonnable et prudent ? A-t-on le droit de justifier des crimes au nom d'idéaux tyranniques ? L'historien note : « Cet extrait du journal de Goebbels et le livre de 1941 nous indiquent quelques repères pour cartographier cet univers mental nazi biomédical ordonné par **un idéal aseptique**. Le nazisme, qui se veut transcription politique des lois de la nature, conçoit l'ennemi en termes biologico-pathologiques et prétend développer des pratiques dont la fin est ouvertement et littéralement axénique : il s'agit de débarrasser le peuple allemand et tous les territoires du Reich (l'espace vital, l'espace où se déploie la vie de la race) de tout élément étranger (*xenos*) et hostile susceptible de le contaminer et de l'affaiblir, voire de le détruire. Ces idéaux et ces catégories font l'objet d'une large publicité : le discours nazi est saturé de termes biologiques et

médicaux, et abuse du terme de *Seuche* (“épidémie”) ou de *Pest* pour désigner l’ennemi. »

Fait curieux, en France, comme on l’a vu, le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, auditionné par les députés en avril 2020, s’est illustré à comparer le coronavirus à la pandémie de peste de 1347 ou celle de la grippe espagnole en 1917¹⁰. Peut-on être un peu sérieux ? La peste tua environ la moitié de la population en cinq-six ans entre 1347 et 1352. Faisons le bilan du nombre de morts en France en 2020, sachant qu’un grand nombre de morts ont été attribuées au Covid sans préciser si le Covid en était réellement la cause : 92 167 morts. La population française était de 67,06 millions. Était-il réellement sérieux de comparer le coronavirus à la peste noire ? On peut donc identifier encore une similitude avec les méthodes de la propagande nazie. Chapoutot rajoute que le danger est dit « invisible », ce qui nous concerne également, puisque le virus, entendu comme « corps étranger », ne se voit pas à l’œil nu, serait dans l’air, resterait sur les surfaces plusieurs jours, etc. Et même, certains nouveaux « variants » ne seraient pas détectables par les tests¹¹ ! Quelle fut la suite du programme nazi ? Révéler et isoler le Juif comme vecteur de la maladie ou agent pathogène, et agir sur le mode prophylactique et curatif, dans une médicalisation de l’antisémitisme. C’est une approche à la fois fanatique dans la conviction, et froide dans son exécution, précise l’historien. L’idéal fou est de sauver la communauté, en expulsant l’allogène, mais ensuite, en diffusant « massivement ce discours sanitaire et médical qui fonde les pratiques de meurtre et les rend acceptables en les justifiant par un impératif sanitaire et salutaire ». Les nazis tout à la fois créent l’effroi et proposent la solution, avec des protocoles d’action en ingénierie médicale et sanitaire que l’on pourrait qualifier d’« obsessionnels », et auxquels s’apparentent curieusement nos protocoles dits « de biosécurité¹². » Nous sommes dans le cadre de la pensée magique, effectivement fort présente dans la névrose obsessionnelle grave, qui, rappelons-le, présente aussi des traits d’hypocondrie sérieuse, et d’angoisse massive, face à laquelle les rituels, même absurdes, rassurent : si j’accomplis un certain nombre de rituels, alors le virus ne passera pas par moi. Encore une fois, la réponse est simpliste, faisant totalement abstraction de la complexité des processus engendrant la maladie chez un être humain. Le malade, c’est chacun d’entre nous, « tout bien-portant est un malade qui s’ignore », faisait dire au

Dr Knock l'écrivain Jules Romains¹³. Dans le discours fou, la personne non malade est malade, il n'y a plus que des malades, qu'ils soient en puissance ou en acte n'importe plus, les faits n'importent plus.

**DANS LE DISCOURS FOU,
LA PERSONNE NON MALADE
EST MALADE, IL N'Y A PLUS
QUE DES MALADES, QU'ILS
SOIENT EN PUISSANCE OU EN
ACTE N'IMPORTE PLUS,
LES FAITS N'IMPORTE PLUS.**

« Parler et penser en termes de procédures, de méthodes et de *modus operandi* permet également de focaliser l'attention et de concentrer les intelligences sur le calcul des moyens, et de mettre à distance les fins, d'occulter ainsi le fait qu'il s'agit de combattre, voire d'éradiquer, non des puces, mais des êtres humains. » N'est-ce tout de même pas ce qui est en gestation pour nous, lorsque le Leclerc d'Ajaccio se met à fumiger des êtres humains comme s'ils étaient des insectes à abattre avec des « tunnels de désinfection¹⁴ », lorsque l'on utilise des drones pour désinfecter les voies publiques¹⁵ ou lorsque les funérailles ne peuvent plus être respectées (interdiction de veiller les morts, introduction des corps morts dans des sacs et des boîtes hermétiques)¹⁶ ? N'est-ce pas non plus au fond ce dont il s'agit lorsque les êtres humains sont maltraités, par exemple enfermés dans leur chambre (des demi-portes avec verrous ayant été installées à cet effet), ce qui fut le cas d'individus hospitalisés en psychiatrie au Québec depuis des mois, sans leur prodiguer des soins de santé dont ils avaient besoin¹⁷, ou encore dans de nombreux EHPAD¹⁸ ?

À la méticulosité des protocoles obsessionnels de désinfection répond une simplicité effarante des remèdes : Doliprane et vitamine C, restez chez vous ! Voici les remèdes qui ont été proposés à quantité de citoyens malades atteints d'une prétendue pandémie comparable à la peste ! Et ce, alors que nombre de médecins et d'experts proposaient de tester des remèdes alternatifs, qui ont été tout simplement interdits de prescription. Fidèles à la dénégation perverse, les nazis juraient qu'il ne s'agissait ni d'idéologie ni de politique mais de « nécessité naturelle ». Chapoutot cite Himmler, et souligne la médicalisation du discours politique : « L'antisémitisme, c'est une question de désinfection. Éradiquer les puces infectieuses, ce n'est pas une question d'idéologie c'est une affaire d'hygiène. De la même manière, l'antisémitisme n'a jamais été, à nos yeux, une question idéologique, mais une affaire d'hygiène, une affaire bientôt réglée, soit dit en passant. » Hitler, en décembre 1941, s'estime l'égal des grands génies de la médecine. Retrouver la santé est conditionné à l'éradication du virus, et donc à l'extermination d'une partie de la population désignée. Comment ne pas lire aujourd'hui une idéologie sanitaire du même cru ? L'historien ajoute que la propagande sanitaire trouva écho dans des décisions de politique sanitaire concrète, dans les administrations régionales et locales. Les uns et les autres se félicitèrent de l'ardeur et de la rudesse de la répression, et justifièrent les sanctions extrêmement lourdes, ainsi que l'assassinat par peine de mort des récalcitrants n'obéissant pas aux normes sanitaires édictées par le nazisme. Le nazisme autorisa le sadisme quotidien persécutant la population. Chapoutot rapporte le contenu du film *Juifs, poux et typhus*, en polonais, commandé et diffusé en 1942 par les services sanitaires du Gouvernement général destiné à la population de la Pologne occupée, et aux personnels civils et militaires allemands. « À la désinfection des objets succède celle des êtres : des malheureux, amaigris et épuisés, se déshabillent avec lassitude, le regard vide, devant la caméra, qui ne perd rien de la suite – ni de la tonte des cheveux, ni de celle du pubis, ni de la douche. Une séquence intercalée montre les vêtements à leur sortie de cuve : soumis à une vaporisation intense, ils en sortent purifiés et à nouveau propres – c'est le mot – à l'usage. [...] La conclusion implicite, mais si expresse, de cette séquence est que le typhus ne peut être vaincu que par l'éradication des agents pathogènes, comme dans les chambres de fumigation et dans les cuves de désinfection », note l'historien. « En 1942, au moment où ce film

est diffusé, le traitement chimique d'êtres humains, suivi de leur crémation, est déjà une pratique nazie éprouvée : 70 000 à 80 000 malades mentaux allemands ont déjà été gazés et brûlés par la SS dans le cadre de l'opération T4 (octobre 1939-août 1941), et des essais d'empoisonnement au monoxyde de carbone et au Zyklon B ont été effectués dans plusieurs centres expérimentaux à l'automne 1941 (Auschwitz, Chelmno). La sidération qui frappe le spectateur du film *Juden, Läuse, Wanzen* provient du fait que ce qui est décrit à l'écran correspond très précisément au protocole testé à l'automne 1941 puis suivi dans les centres de mise à mort qui entrent massivement en action au printemps 1942 : les vêtements sont prélevés et désinfectés dans des cuves prévues à cet effet (avant d'être expédiés vers le Reich), tandis que leurs propriétaires sont dirigés vers des salles de douche où le processus de désinfection ne recourt ni à l'eau, ni au savon, mais à la fumigation – par un produit auparavant utilisé contre les insectes, la vermine et les rats, le Zyklon B, acide prussique concentré produit par la *Degesch (Deutsche Gesellschaft für Schädlingbekämpfung)*, la “société allemande de lutte contre les nuisibles” – terme qui, dans ce contexte mental et pratique, revêt tout son sens. Des stocks de Zyklon B étaient présents à Auschwitz, où ils étaient utilisés pour la désinfection des bâtiments, avant que le commandant Rudolf Höss ne les teste sur des êtres humains (des prisonniers russes). »

C'est bien une idéologie sanitaire semblable à celle qui nous est imposée depuis près de deux ans qui s'est emballée vers une procédure d'assassinat industriel pratiquée dans les centres de mise à mort polonais, en service la même année : tonte, douche, fumigation. « Peut-être est-il destiné avant tout aux personnels du “traitement spécial”, à ceux qui savent, et qui doivent se convaincre de la nature sanitaire de leurs pratiques. En tout cas, il témoigne d'un imaginaire de l'éradication qui ne peut conduire qu'à la destruction des agents pathogènes – les puces dans les cuves et salles hermétiques, mais aussi les porteurs plus ou moins sains que le film montre au début (images du ghetto) et à la fin (images de l'hôpital). Il en va de même pour ce manuel sanitaire édité par l'Institut d'hygiène de la Waffen-SS et publié en 1943 sous le titre *Dégerminification, désinfection, asepsie*. Rédigé par un médecin et capitaine de réserve de la SS, ce manuel, destiné aux troupes combattantes, et non aux personnels des centres de mise à mort, prétend répondre aux questions sanitaires qui se posent à toute troupe en campagne.

Manuel neutre, technique, donc, mais que son inscription dans l'économie générale de la culture nazie rend signifiant bien au-delà de son objectif proclamé. Le manuel du Dr Doetzer rappelle que "le point de départ d'une épidémie est toujours un individu ou un animal malade" et que, pour "prévenir la diffusion des germes morbides", il est indiqué de les « mettre à l'écart, de les éloigner temporairement ou définitivement de la communauté (*Gemeinschaft*)", voire de les "exterminer par une opération létale", notamment s'il s'agit "d'animaux sans valeur particulière". Quant aux porteurs sains, ils "doivent être traités et isolés comme des malades" : les Juifs, souvenons-nous, sont, aux yeux des nazis, des porteurs sains, c'est-à-dire des vecteurs pathologiques, qui ne sont pas malades eux-mêmes, car ils sont immunisés, mais qui sont contaminants. En somme, résume l'auteur, "la propagation d'une maladie infectieuse est évitée par l'isolement ou la destruction de l'individu malade". Pour parvenir à l'asepsie totale, l'auteur recommande l'usage du feu et la procédure de la crémation, un feu qui "doit être maintenu à une température telle qu'aucun reste ne demeure épargné par la destruction". À cette fin, l'usage de "fours crématoires [...] alimentés en combustibles complémentaires (coke, charbon, gaz, essence, huiles de chauffage, etc.)" est recommandé, car "seules les installations fermées permettent d'atteindre avec certitude des températures qui rendent possibles une crémation totale". Outre la destruction par le feu, le traitement chimique est possible : cette "désinfection chimique" a cependant, c'est à la fois sa vertu et son danger, "la capacité de détruire tous les êtres vivants", y compris "les êtres vivants évolués, pour qui elle est nocive". L'auteur suggère l'usage du Zyklon B, dont il vante "l'effet mortel très fort, immédiat", ce qui suppose des précautions strictes : les espaces visés doivent être, au préalable, "vidés de toute présence humaine", et les préposés à la désinfection doivent porter gants et masques. Dans une série de photographies en pages 120 et 121, l'auteur pousse l'obligeance jusqu'à indiquer comment ouvrir et manipuler sans danger les boîtes hermétiques contenant les galettes d'acide prussique avant leur vaporisation. » C'est une présentation de protocoles par images.

Citant l'historien Paul Weindling et son livre intitulé *Epidemics and Genocide*, Chapoutot rappelle les stations sanitaires délivrant des attestations de santé et d'hygiène médicale à la frontière, indispensables à l'obtention du visa d'entrée en Allemagne et, partant, en Europe de l'Ouest.

Ces *Entlausungsanstalten* (« centres d'épouillage ») et cette pratique des *Entlausungsscheine* (« certificats sanitaires ») concernent toute la communauté médicale d'Europe de l'Ouest qui, depuis les découvertes de Pasteur et de Koch, utilisait des protocoles sanitaires de désinfection qui soumettaient initialement les gens au déshabillage et à la fumigation. « Sous la République de Weimar, toutefois, on en ressortait vivant. » L'évolution chronologique de la propagande est la suivante : le danger extérieur de l'épidémie est attribué aux Juifs, puis le Juif devient porteur sain « par nature », puis il devient l'épidémie lui-même. Le Juif est le typhus, comme il est vraisemblablement très probable que le non-vacciné (entendu comme « asocial » ou « antisocial », ou encore marginal) deviendra le porteur sain « par nature », puis incarnera l'épidémie, la part « impure » qu'il s'agit de rejeter hors de soi, tandis que les vaccinés seront les « purifiés », en dépit de tout bon sens ou recours à l'expérience, encore une fois.

Ne peut-on pas, d'ailleurs, s'inquiéter de ce que la population israélienne ait, encore une fois, servi de cobaye pour des expériences hasardeuses¹⁹, expérimentations dont il est prévu pour l'Europe qu'elles cessent au moins en 2024 pour certaines²⁰ ? En 1944, les nazis se glorifièrent d'être parvenus à inverser la tendance, selon eux en raison de « toutes les mesures sanitaires de désinfection et d'épouillage systématique », mais aussi en raison des assignations à résidence dans les constitutions de ghettos. À partir de fin janvier 1942, la courbe régresa, mais aucune mention ne fut faite des raisons véritables de cette inversion, à savoir l'extermination de masse. En dehors des mesures de visa sanitaire, de restriction de mobilité, de protocoles ritualisés de désinfection, d'apartheid d'une partie de la population assimilée à l'épidémie elle-même justifiant sa persécution puis son meurtre, on peut également rappeler que les couvre-feux, horaires de sortie, mises en quarantaine, etc. ont fait partie des lois spéciales encadrant les ghettos juifs. Dans *Holocaust City*²¹, l'historien Tim Cole détaille la mise en place de la ghettoïsation à Budapest. Cette mise en place s'est faite de manière graduelle, petites mesures par petites mesures, jusqu'à l'enfermement total. Il nous paraît important de retracer cette histoire, pour à la fois faire œuvre de remémoration, mais aussi parce qu'elle comporte des points communs dans la mise en œuvre de certaines mesures, pour des raisons « sanitaires ».

Le 5 avril 1944 intervient l'obligation du port de l'étoile jaune (à porter sur la poitrine, à gauche, étoile de 10 x 10 cm, en tissu, soie ou velours) pour tous les Juifs à partir de 6 ans²². Le 7 avril 1944 paraît un décret où le ministère de l'Intérieur hongrois annonce qu'il va mettre en œuvre le « nettoyage » (*cleaning*) du pays de ses Juifs, en procédant par région : interdiction pour les Juifs de voyager dans le pays, ou alors avec un permis spécial délivré par la police à Budapest, par la gendarmerie en province, interdiction faite aux Juifs de voyager en voiture, restriction de leurs déplacements en bus et en tram, couvre-feu imposé aux Juifs à partir de 20 heures²³. Le 17 avril 1944 est autorisée la confiscation des œuvres d'art appartenant à des Juifs (trouvées dans les appartements et maisons dont ils ont été expropriés). Le 25 avril 1944 interdiction est faite aux Juifs d'exercer une profession intellectuelle. Le 30 avril 1944 est publiée une liste de 148 auteurs juifs dont les œuvres doivent être retirées de la circulation et détruites, juste parce qu'ils sont juifs (500 000 volumes détruits). Le 1^{er} mai 1944, c'est la mise en application à Budapest d'un décret du 22 avril 1944 qui stipule que les rations alimentaires (coupons) des Juifs seront inférieures à celles des non-Juifs²⁴. Entre le 15 mai et le 9 juillet 1944 (en à peine deux mois !), a lieu la déportation de tous les « Juifs » de Hongrie (à l'exception de ceux de Budapest), organisée par Eichmann (sur place) et les officiels hongrois : 437 402 personnes, préalablement rassemblées dans des ghettos, sont déportées et exterminées à Auschwitz-Birkenau²⁵. Fin mai 1944, les Juifs de Budapest n'ont plus accès qu'à cinq des nombreux bains de la ville, à trois hôtels, et à un nombre réduit de bars, restaurants et cinémas. Au total, 111 lieux leur sont accessibles, mais uniquement certains jours et à certains horaires²⁶ (ségrégation). Le 4 juin 1944 est mise en œuvre une restriction des heures pour les courses (en plus des coupons alimentaires) : 11 heures à 13 heures pour l'achat de biens alimentaires ; 13 heures à 15 heures pour l'achat des biens non alimentaires²⁷. Pour mémoire, à Paris, les Juifs n'étaient autorisés à sortir pour faire leurs courses que de 15 heures à 16 heures pendant la guerre²⁸. Le 16 juin 1944, les 220 000 Juifs de Budapest (20 % de la population de la ville) doivent se répartir dans les 1 948 immeubles désignés pour les reloger, situés dans les fameuses « maisons à étoiles jaunes » (où des non-Juifs sont parfois restés, refusant de quitter leur logement)²⁹. Il est à noter que les Juifs ne sont autorisés à quitter ces

logements que trois heures par jour, l'après-midi (entre 14 heures et 17 heures), et uniquement pour faire leurs courses, aller aux bains et se rendre à des rendez-vous médicaux³⁰. À ce stade, il n'y a pas encore un ghetto fermé. Les immeubles où les Juifs sont obligés de se regrouper sont répartis dans plusieurs quartiers, plusieurs rues. Ce confinement est légèrement assoupli ensuite : les Juifs peuvent sortir de chez eux six heures par jour entre 11 heures et 17 heures, mais de nombreux lieux publics leur sont interdits. Une ségrégation dans l'accès aux lieux publics est instaurée³¹. La déportation massive des Juifs de Budapest est encore évitée du fait d'une décision du régent Horthy, prise en juillet 1944, de stopper la déportation³². Fin août 1944, le confinement est allégé : les Juifs de Budapest qui peuvent participer à certaines fêtes juives et qui, après obtention d'autorisations (papiers), peuvent quitter leurs « immeubles marqués de l'étoile jaune », leur ghetto encore dispersé, pour aller travailler³³. Le 15 octobre 1944, l'Allemagne nazie destitue Horthy (après avoir enlevé son fils unique et menacé de le tuer, par un chantage pur et simple) et met au pouvoir les Croix fléchées (nazis hongrois). À partir de là, tout s'accélère à Budapest : massacres, qui ont conduit à parler d'un « Danube rouge » (du sang des victimes assassinées par les Croix fléchées), jusqu'à la mise en place d'un ghetto fermé début décembre et à des déportations « sauvages » directement organisées par les Croix fléchées (Hanna Dallos, Lili Strausz, Eva Danos, des *Dialogues avec l'ange*, comptent parmi les victimes : déportées à Ravensbrück, le 2 décembre 1944). En octobre 1944, les Juifs n'ont plus le droit de travailler³⁴. Le 20 octobre 1944 : ordonnances condamnant tous les hommes juifs de 16 à 60 ans et toutes les femmes juives âgées de 18 à 40 ans aux travaux forcés, d'où les marches forcées en direction du Sud-Est pour construire des fortifications contre l'armée soviétique, et également en direction de l'Autriche, en parallèle de rafles dans les maisons/immeubles marqués de l'étoile jaune et de la condamnation aux travaux forcés étendue *de facto* aux femmes juives de 16 à 40 ans³⁵. Le 23 octobre 1944, 25 000 hommes juifs hongrois sont livrés au Reich pour travailler, pour six mois (comme du bétail), dans des « marches de la mort » en direction d'Hegyeshalom. Le 13 novembre, Eichmann rapporte que 27 000 Juifs sont en route et que 40 000 supplémentaires sont attendus. En novembre 1944, le confinement est durci. Les Juifs (de Budapest) ne peuvent sortir de chez eux (ou plutôt des logements qui leur ont été imposés) qu'entre 10 heures et

12 heures³⁶, avec établissement du « ghetto international », en réalité des immeubles désignés « extraterritoriaux », sous protection d'États neutres comme la Suisse et la Suède, où des Juifs sont logés et protégés des exactions³⁷. Le 2 décembre 1944 : les Juifs « non protégés » sont contraints de vivre dans le ghetto de Budapest (« *non-protected Pest ghetto* »), cette fois un ghetto fermé, dans le quartier dit traditionnellement « quartier juif » de Budapest dans le VII^e arrondissement, et non plus le « ghetto dispersé » (ou immeubles marqués d'une étoile jaune, « *csillagos házak* »)³⁸. L'instauration du ghetto de Budapest pour « Juifs non-protégés » suppose le déménagement de nombreux non-Juifs du quartier désigné. Jusque-là, l'administration tolérait que des non-Juifs continuent à habiter leurs appartements même s'ils se situaient dans des immeubles décrétés « maisons à étoile jaune », comme c'était souvent le cas. Dans le périmètre assigné au ghetto, 133 immeubles étaient habités par des non-Juifs (immeubles sans étoile) ; et, parmi les 162 immeubles à étoile, 144 comptaient des appartements occupés par des non-Juifs. Interdiction sera désormais faite aux non-Juifs d'exercer une activité professionnelle dans le périmètre du ghetto, avec l'interdiction aux institutions publiques d'y avoir des bureaux³⁹.

Les Juifs ont deux heures pour quitter les immeubles dits « à étoile » où ils ont été contraints de vivre depuis six mois pour s'installer dans le ghetto⁴⁰ ; 10 000 à 15 000 personnes sont déplacées par jour et parquées dans le ghetto. Le 10 décembre 1944, le ghetto est bouclé. 44 416 personnes sont parquées dans 240 immeubles/bâtisses, dont une cinquantaine qui sont impropres à l'habitation. Selon Cole, chaque chambre disponible est occupée en moyenne par 5,75 personnes. Les autorités instaurent plusieurs passeports : **un passeport bleu** qui autorise les non-Juifs à entrer dans le ghetto, **un passeport vert** autorisant les Juifs à sortir du ghetto (4 portes surveillées par police et milice)⁴¹. Les 17 et 18 janvier 1945 survient la libération du ghetto, avec la prise de Pest par les Soviétiques. D'autres faits historiques⁴² illustrent que les lois antijuives, motivées par la lutte contre l'épidémie de typhus, sont mises en place graduellement, avec des allers et retours (fermeture/ouverture, trois pas en avant/deux pas en arrière), jusqu'à la déportation massive des Juifs de Hongrie et la ghettoïsation à Budapest.

Il est tout de même curieux de constater la résurgence d'un « passeport vert » (curieusement appelé « *green pass* » en Italie), pour des raisons

sanitaires, les mêmes raisons qui étaient invoquées idéologiquement par les nazis pour lutter contre l'épidémie de typhus, et s'en prendre aux Juifs, estimés en être la plus grande source contagieuse. Comment ne pas s'inquiéter de la résurgence d'une telle ségrégation, et d'une telle entrave à la mobilité, dans l'espace social, économique et politique ? Aujourd'hui, d'où viennent ces épidémies de coronavirus ? Sont-elles partiellement ou totalement créées, comment et par qui ? La création du virus par voie humaine dans un laboratoire a été soulevée par différents experts internationaux de haut niveau. Sont-ils tous devenus séniles, ou bien les médias de la propagande officielle ne leur donnent-ils pas voie d'expression⁴³ ? Cette création fut-elle intentionnelle dans le but de détruire une partie de l'humanité, ce qui nous renvoie aux idéologies eugénistes d'une infime partie de la classe des milliardaires qui, pour avoir toujours davantage de pouvoir, désirent ouvertement réduire la quantité d'humains présents sur Terre⁴⁴ ?

Cette question peut-elle même simplement être posée, dans la mesure où l'Histoire nous a démontré que tout était possible ; les nazis l'avaient bien fait, en se posant en sauveurs pervers de situations épidémiques qu'ils avaient, eux-mêmes, créées ? De fait, Chapoutot note que la « performativité du discours nazi et la circularité du rapport entre imaginaire et réel sont exemplaires : les nazis construisent l'ennemi non seulement par le discours et par l'image, mais aussi par des pratiques qui produisent une biologie dégradée, ensuite exhibée comme preuve de la justesse du discours nazi ». En clair, les nazis ont suscité eux-mêmes l'épidémie de typhus qu'ils prétendaient éradiquer, que ce soit en instillant des insectes infectés dans les ghettos, ou en distribuant des vêtements infectés, comme nous l'indiquent des témoignages, mais encore en créant les conditions du développement de l'épidémie. Cela rejoint ce qu'indique Hannah Arendt dans *Humanité et Terreur* : l'idéologie ne se contente pas de réécrire le réel, elle souhaite le modeler à son image. Chapoutot insiste, dans son œuvre, sur le fait que de nombreux discours idéologiques nationaux-socialistes se retrouvent, sous la forme d'échos plus ou moins atténués, dans les sociétés modernes occidentales, ce qui pourrait expliquer une certaine apathie chez des peuples accoutumés à un formatage idéologique latent.

Peut-on s'interroger précisément sur l'absence de soins donnés, les confinements à répétition qui enferment les gens entre eux sans pouvoir prendre l'air, les masques imposés qui empêchent l'organisme de se ressourcer en oxygène, et les interdictions de se promener en pleine nature ? Toutes ces mesures ont eu pour effet d'affecter le système immunitaire par des défauts d'oxygénation et par un stress oxydatif distillé en permanence par les médias de masse et les réseaux sociaux (jusqu'à l'effroi et l'épouvante⁴⁵, jusqu'au rituel quotidien de la comptabilité mortifère aux heures de grande écoute). Ces effets collatéraux ont-ils réellement lutté contre l'épidémie ? Ou cela a-t-il eu pour incidence d'encourager sa propagation ? L'idéologie nazie, financée à l'époque par le grand Capital et de grands financiers et industriels est-elle définitivement morte ? Y a-t-il une ou plusieurs idéologie(s) masquée(s) véhiculée(s) dans les médias de masse ?

Comment le pouvoir s'empare-t-il des épidémies pour légitimer des régimes totalitaires ? À qui profitent toute cette détresse mondiale, ces morts et ces souffrances, ces désastres économiques, etc. ? Certains s'enrichissent-ils davantage, tandis que d'autres tombent dans la misère ? Quelle est la chaîne de décisions, depuis le financeur et le commanditaire jusqu'à l'exécutant ? Quelle est l'origine de toutes les premières décisions, et quelle est sa validité épistémologique ? Quel est le bilan des décisions politiques prises ? Est-on en train de basculer dans le totalitarisme, et quelle est la suite des prétentions politiques à masque sanitaire ? Etc., etc., etc.

Chacun, en tant qu'esprit libre, a le droit de réfléchir à ses propres réponses, mais surtout de se poser les questions préliminaires à l'investigation, à savoir les sept questions de Quintilien : Quoi, Qui, Quand, Où, Comment, Combien, Pourquoi, avant d'y ajouter la fameuse question de Cicéron : à qui profite le crime (*cui bono*) ? La mesure, l'équilibre, la tempérance, le doute et la prudence sont souvent nécessaires pour éviter, d'aventure, de se retrouver malgré soi absorbé dans une idéologie, lorsqu'elle s'emballe. Et surtout, pour pouvoir mettre des limites à ses folles prétentions. Mais approfondissons davantage le visage inédit de ce totalitarisme mondial qui nous est désormais imposé dans les dessous de cette idéologie sanitaire.

La rupture silencieuse et masquée du contrat social par une néo-réalité guerrière et numérique

Le champ lexical de la guerre et de la persécution

Nous l'avons vu, le nouveau lexique relève d'un vocabulaire guerrier et persécuteur, d'un caractère prédictif sur du vivant qui annule le recours à l'expérience. Le 4 mars 2020, le président de la République française Emmanuel Macron réunit en effet un « Conseil de défense », terme curieux qui laisse présager que nous sommes « en guerre » contre un virus, ce qui est une négation totale de l'expérience du vivant, dans lequel les virus sont innombrables et ont pour fonction, précisément, de renforcer les défenses immunitaires. L'éviction, dès le départ, de la notion complexe de « système immunitaire » oriente la pensée vers un corps dénué de capacités à réagir s'il n'est pas vacciné. Or, c'est pourtant sur la sollicitation du même système immunitaire que fonctionne le vaccin. Le 16 mars 2020, le président de la République française annonce : « Je vous le dis avec beaucoup de solennité... Nous sommes en guerre ! » Une fois cette expression lâchée, elle rythme tout son discours, par répétition. Le virus est personnifié comme un « ennemi [...] invisible, insaisissable, qui progresse »... Ce discours était-il fait pour créer une panique dans la population ? Il en a tous les traits. La guerre justifie toutes les mesures d'exception prises... Macron parle d'une « guerre sanitaire », comme si la santé relevait d'un registre guerrier, et non d'un renforcement du système immunitaire. Alors évidemment, le champ lexical de la guerre justifie des mesures de guerre : confinements, méfiance, couvre-feux, etc. Le danger est présenté de façon d'autant plus grave qu'il n'est pas saisissable, il est donc tout à la fois partout et nulle part. Mais le président de la République française n'est pas le seul à avoir élaboré un discours de guerre, de telle sorte qu'on peut soupçonner une tactique de communication concertée. Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans son discours du 26 mars 2020, invoque : « Nous sommes en guerre contre un

virus qui menace de nous déchirer, si nous nous laissons faire. » Le virus est donc devenu un animal sauvage qui va nous « déchirer ». « Nous traversons une crise mondiale à laquelle il faut opposer une riposte mondiale. [...] La première, c'est de lutter, de mener un combat acharné, de jeter toutes vos forces dans la bataille. »

Le directeur général de l'OMS ajoute : « Lutte comme si vos vies en dépendaient, parce que c'est le cas », ce qui est un appel à la panique, or, comme nous venons de le voir, la question est complexe, un virus peut contribuer à renforcer un système immunitaire, nous sommes constitués de virus, tout cela dépend d'interactions complexes, et non d'un ennemi extérieur à nous qui nous voudrait du mal. *Guerre, combat, mobilisation, lutte, riposte, bataille, stratégie...*, tout ce registre relève davantage de la paranoïa que d'une réalité clinique.

Le délire paranoïaque est, en effet, un délire de haine, où toutes les relations sont fondées sur la méfiance et la guerre. Le vocabulaire relève également du champ guerrier d'abord : le « couvre-feu » notamment, les « gestes barrières ». Pourquoi employer ce terme « barrières » et non pas, par exemple, parler de « gestes protecteurs » ? S'agit-il d'ériger des barricades contre un virus qui nous constitue ? Un tel vocabulaire contribue à l'attaque du lien social : pourquoi parler de « distanciation sociale » lorsqu'il est demandé un éloignement physique ? Pourquoi ce nouveau vocabulaire est-il appliqué à toute la planète ? Ce vocabulaire est également carcéral : *confinement*, qui signifie « emprisonnement à domicile », « isolement », « ghettoïsation » par quartiers ou par régions. Il s'applique à tout le corps social, « concerts confinés », « déconfinement », « plan de déconfinement »...

Quels sont, par exemple, les motifs « impérieux » sans lesquels les Français vivant à l'étranger ont été empêchés, pendant plusieurs semaines au début de l'année 2021, de revenir en France ? Un « décès d'un membre de la famille en ligne directe d'un frère ou d'une sœur/visite à une personne dont le pronostic vital est engagé, pour les membres de la famille en ligne directe », justifié par « un acte ou certificat de décès, certificat médical établissant la situation de la personne dont le pronostic vital est engagé » ! Et encore, la personne ne pouvait pas, dans ces circonstances, revenir accompagnée. En cas d'une naissance, par exemple, d'un petit-fils ou d'une petite-fille, un grand-parent n'était donc pas autorisé à voyager, car ce

n'était pas décidé comme « impérieux » par le pouvoir. Qui fixe l'arbitraire, et selon quels critères ? Il aura fallu une plainte déposée auprès du Conseil d'État pour que cesse l'arbitraire du pouvoir : « Le Conseil d'État juge disproportionné d'exiger un motif impérieux aux Français qui souhaitent rentrer, car l'impact de ces déplacements est mineur sur la propagation de l'épidémie de Covid-19. » La déraison, la démesure et la panique qu'elles engendrent ont des impacts inouïs sur la réalité.

**LE DÉLIRE PARANOÏAQUE EST,
EN EFFET, UN DÉLIRE DE
HAINE, OÙ TOUTES LES
RELATIONS SONT FONDÉES
SUR LA MÉFIANCE ET LA
GUERRE.**

Ce registre de la guerre n'est pas anodin, car c'est celui du délire paranoïaque, qui s'organise autour de la haine, cette « haine qui, telle une sorcière, se penche sur leur berceau dès leur entrée en ce monde... La haine perçue, qui marque le destin de ces sujets et devient le pivot autour duquel s'élabore leur théorie sur l'origine⁴⁶ ». La haine, ici, est celle du vivant (le virus), celle du corps capable de renforcer ses défenses (le corps vivant), celle des relations entre médecins et patients capables de créer ensemble ce renforcement du vivant, celle de l'autre qui peut nous contaminer (la faute est mise sur l'autre, et non sur une interaction complexe entre un virus, un environnement, et sa réception par un corps complexe auto-organisé), celle de son voisin qui ne respecte pas les « gestes barrières » (le dénoncer sera considéré comme un « devoir civique »), etc. Les relations sont fondées désormais sur la guerre, cela a clairement été annoncé. La surveillance et la

délation généralisées ont des effets délétères de délitement du lien social, et sont encouragées par le gouvernement⁴⁷. Celui qui récusé le traitement politique de la chose devient donc un ennemi de la patrie, un traître, un collabo au virus, un assassin.

CELUI QUI RÉCUSE
LE TRAITEMENT POLITIQUE
DE LA CHOSE DEVIENT
DONC UN ENNEMI
DE LA PATRIE, UN TRAÎTRE, UN
COLLABO AU VIRUS, UN
ASSASSIN.

L'ennemi est invisible, et il est partout. La population est perçue comme potentiellement malade, infectieuse, dangereuse ; et cette stigmatisation s'applique à tout le corps social. Certes, les comparaisons présentent leurs limites, mais comment ne pas se souvenir que ce traitement réservé désormais à la population a déjà été mis en œuvre par le politique dans l'Histoire, avec des prétextes pseudo-sanitaires ? Dès le mois de mars 2020, la solution unique à une épidémie infectieuse est présentée sous l'angle du « vaccin », qui obtient le dangereux statut d'objet fétiche. On parle de « stratégie » vaccinale, la stratégie étant la conceptualisation de la réponse guerrière à apporter à un ennemi. Seul le vaccin nous sortira de cette crise, et non des traitements qui pourraient faire leur preuve et laisser le virus évoluer. La question du soin est occultée dès le début. Le psychiatre Frédéric Badel note que « de ce nouveau langage ont disparu les mots *soigner* et *malades*, puisqu'il faut disjoindre le concept d'épidémie de l'idée de malades à soigner ». « L'épidémie devient une épidémie de cas

positifs », touchés par « l'ennemi », et donc « contaminés » par le poison, et « de contacts à identifier ». Le peuple passe d'une peur d'être malade à une peur d'être « positif », voire « cas contact », et accepte docilement les tests et les isolements, c'est-à-dire la persécution de « l'ennemi » qui se nicherait en chacun d'entre nous, par une atteinte réelle ou potentielle d'un virus-poison étranger.

Les discours politiques sont contradictoires, parfois au même moment, parfois dans le temps, sans que jamais on ne revienne sur des déclarations passées, pour admettre que l'on a pu se tromper. Par exemple, le 4 mars 2020, Olivier Véran affirme : « Il est important d'ailleurs de rappeler que le virus, qu'avoir le virus ne signifie pas être malade. » Alors pourquoi dans ce cas, des personnes qui ne sont même pas positives à un test et encore moins malades sont-elles traitées comme potentiellement malades ? Pourquoi des personnes qui n'ont pas de symptômes, quand bien même elles seraient positives à un test, sont-elles traitées comme des malades passés à l'ennemi ? L'être humain devient un pion mécanique sur un jeu vidéo, qui fait l'objet de simulations⁴⁸. Selon les stades du jeu vidéo, les règles changent, elles sont connues de ceux qui les fixent, mais pas de nous. Et elles changent tout le temps, entre les régions, entre les pays, et au sein des pays eux-mêmes, sans que l'on puisse anticiper les nouvelles règles avec des paradigmes fiables et logiques appliquées systématiquement à une situation similaire. Le *traçage* des êtres humains, camouflé sous le mot anglais « *tracking* », montre également l'objectivation des individus, qui deviennent des colis commandés en ligne (avec leur QR Code qui peut être scanné). La persécution intervient jusque dans l'intimité, avec des dispositifs de géolocalisation sur les téléphones, et des appels reçus le dimanche dans la vie familiale, pour des « cas contacts », alors que les personnes n'ont jamais autorisé la transmission de leur numéro de téléphone, par exemple.

La néo-réalité numérique, l'algorithme et la « mondialisation »

Dans la néo-réalité numérique, l'être humain est traité comme un algorithme. Cet autre champ lexical est apparu pernicieusement dans cette année 2020, jusqu'à envahir les médias et le vocabulaire commun de la

nouvelle langue totalitaire, celui de la néo-réalité numérique, couplé à celui de la « mondialisation » : *coronapero, skypéro, whatspéro*, « *on se fait un zoom ?* », la réunion se tient « *en présentiel* », avec des « *fonctions présentes* ». Klemperer avait indiqué que la langue des nazis associait l'organique et le mécanique. Aujourd'hui, nous pouvons ajouter la dimension technique et numérique. Ces différents langages entraînent une déshumanisation progressive, d'autant que l'on prend grand soin d'effacer « l'ancienne normalité », et tout ce qui la constituait (fêtes, restaurants, socialisation, musées, culture...). Cette suppression des traces historiques est en cours, et est d'essence paranoïaque : remaniement profond de la langue parlée, histoire « officielle » de la crise sanitaire que les citoyens doivent accepter..., et ce, en faisant croire à la population qu'elle retrouvera bientôt cette ancienne normalité, mirage qui s'efface de jour en jour. De fait, si le 31 mars 2021 le président avait exigé une grande soumission aux mesures draconiennes, en faisant miroiter l'horizon du 15 mai pour les réouvertures, cet engagement est remis en question par le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, le 14 avril 2021 sur BMF TV : « Le 15 mai fait partie des hypothèses. » Sans aucune certitude, donc. Gouverner, c'est prévoir. Lorsque les décrets sont votés à la dernière minute, même parfois quelques heures avant leur exécution comme dans divers pays, peut-on supposer que les gouvernants ne soient plus du tout capables de prévoir, donc de gouverner ? Cette déshumanisation au profit de l'idéologie intangible est ainsi analysée par Hannah Arendt : « La raison fondamentale de la supériorité de la propagande totalitaire sur la propagande des autres partis et mouvements est que son contenu, au moins pour les membres du mouvement, n'est plus un problème objectif à propos duquel les gens peuvent avoir une opinion, mais est devenu dans leur vie un élément aussi réel et intangible que les règles de l'arithmétique⁴⁹. »

LA PERSÉCUTION INTERVIENT
JUSQUE DANS L'INTIMITÉ,
AVEC DES DISPOSITIFS
DE GÉOLOCALISATION
SUR LES TÉLÉPHONES,
ET DES APPELS REÇUS
LE DIMANCHE DANS LA VIE
FAMILIALE, POUR DES « CAS
CONTACTS », ALORS QUE
LES PERSONNES N'ONT
JAMAIS AUTORISÉ LA
TRANSMISSION
DE LEUR NUMÉRO
DE TÉLÉPHONE, PAR EXEMPLE.

Le mouvement incessant

Ce que vivent de nombreux pays au monde depuis le premier trimestre 2020, c'est une méthode de dressage, selon la théorie du « *stop-and-go* » préconisée par Ferguson, et qui ne s'appuie, nous l'avons vu, sur aucun fondement médical. Il s'agit d'alterner enfermement de la population et ouverture. Plus on avance, et en dépit de toutes les fausses promesses du

pouvoir qui assuraient que, si nous acceptions un enfermement draconien, nous serions rapidement libérés, plus l'enfermement total apparaît comme l'horizon ultime. Tout d'abord, par l'intention même du pouvoir qui dévoile peu à peu ses desseins. Mais aussi, parce qu'à force d'enfermement, les forces vives perdent de l'enthousiasme, et se démobilisent, chaque nouvelle ouverture nécessitant de faire appel à davantage de ressources, alors que l'on en dispose de moins en moins. L'horizon ultime est le « *stop* » total, la mort de la société et donc, inévitablement, sa prise en charge totale par un gouvernement totalitaire mondial. Pour obtenir cette soumission des masses, le changement incessant est indispensable. On connaît la méthode, dans certaines entreprises : exposer les salariés à un changement permanent, qui entrave toute possibilité de se construire de nouveaux repères, sans pour autant pouvoir s'appuyer sur les anciens. À chaque nouveau décret, les décisions changent. Tantôt il s'agit d'un couvre-feu à 20 heures, tantôt à 19 heures, tantôt sur telle région, tantôt sur telle ville, tantôt c'est tel jour de sortie qui est permis selon sa carte d'identité, tantôt c'est tel jour qui est un jour d'enfermement, etc. L'individu perdu et pris à la gorge finit par céder devant ces méthodes sectaires, et le pouvoir totalitaire obtient ce qu'il désire de lui : la perte totale de sa spontanéité et sa soumission à l'arbitraire. Hannah Arendt le disait bien, il s'agit de créer un état d'instabilité permanente, d'empêcher l'avènement d'une nouvelle stabilité. Le but est la domination planétaire totale. Les sables mouvants des décisions politiques éternellement changeantes donnent un pouvoir supplémentaire aux instances de contrôle, telles que la police, qui pourront ainsi sanctionner arbitrairement. Les décrets contredisent les lois, ce qui empêche tout enracinement.

L'*atomisation* dont parle Hannah Arendt est obtenue par l'isolement de l'individu, hors de son champ de sociabilité, qu'il s'agisse de la sphère professionnelle (télétravail, ou suppression de l'activité économique) ou du loisir. Cet isolement, avec la disparition des liens familiaux et des intérêts culturels, fait le lit idéal du totalitarisme. Avec ce mouvement permanent, la légalité est constamment changeante, et l'instabilité chronique devient une norme entraînant toujours davantage de chaos. La légalité change jusqu'à devenir illégale, ou l'inverse, le peuple s'accoutume de plus en plus à l'illégalité, qui, prise d'abord pour une « exception » qu'il convient de justifier, devient progressivement une coutume qui s'instituera en Loi. Il en

est exactement ainsi de l'évolution de l'état d'exception sanitaire, justifié par une urgence, délimitée dans le temps, sans cesse reconduit, jusqu'à s'institutionnaliser, et rendre caduque la Constitution antérieure. Ce qui était initialement illégal devient peu à peu le légal par la suite, annihilant tous les repères juridiques antérieurs, en particulier le socle pénal⁵⁰. Et tout cela, dans quelle espérance ? Celle d'un futur, toujours repoussé, d'un « retour à la normale », de la fin du calvaire.

**LES SABLES MOUVANTS DES
DÉCISIONS POLITIQUES
ÉTERNELLEMENT
CHANGEANTES DONNENT UN
POUVOIR SUPPLÉMENTAIRE
AUX INSTANCES
DE CONTRÔLE, TELLES QUE LA
POLICE, QUI POURRONT AINSI
SANCTIONNER
ARBITRAIREMENT. LES
DÉCRETS CONTREDISENT LES
LOIS, CE QUI EMPÊCHE TOUT
ENRACINEMENT.**

Le corps social malade : l'idéologie de la santé et son corollaire xénophobe

Une nouvelle définition implicite de la santé

Dans le maniement politique de cette crise, la définition implicite de la *santé* est celle d'une « absence de maladie potentielle », ce qui est totalement contraire à la nature humaine, en elle-même porteuse de nombreux virus, qui ne sont pas des menaces, mais servent, au contraire, à renforcer des anticorps. Le philosophe Canguilhem proposait en effet une tout autre définition de la santé qui, si elle avait été suivie, aurait indubitablement changé l'orientation politique face à l'épidémie : « La santé, c'est le luxe de pouvoir tomber malade et de s'en relever. Toute maladie est, au contraire, la réduction du pouvoir d'en surmonter d'autres. [...] Vivre pour l'animal déjà, et à plus forte raison pour l'homme, ce n'est pas seulement végéter et se conserver, c'est affronter des risques et en triompher⁵¹. » La maladie n'est pas un « ennemi » à abattre, comme en temps de guerre, mais un déséquilibre interne qu'il convient de comprendre, pour pouvoir œuvrer à rétablir l'équilibre.

LA MALADIE N'EST PAS
UN « ENNEMI » À ABATTRE,
COMME EN TEMPS DE
GUERRE,
MAIS UN DÉSÉQUILIBRE
INTERNE QU'IL CONVIENT
DE COMPRENDRE,
POUR POUVOIR ŒUVRER À
RÉTABLIR L'ÉQUILIBRE.

Le virus comme ennemi à abattre

De quoi parle-t-on ? De partir dans une « riposte mondiale », avec un « combat acharné », de « toutes vos forces dans la bataille », contre un virus, alors que le corps humain en est constitué ? Un virus a-t-il même une intention, et en particulier celle de nous tuer ? Les virus sont inscrits dans notre ADN, nous en touchons des centaines de millions chaque jour. Curtis Suttle, virologue à l'université de la Colombie-Britannique au Canada, indique dans une étude de 2018 que plus de 800 millions de virus se déposent sur chaque mètre carré de la Terre chaque jour. Dans une cuillère à soupe d'eau de mer, il y a plus de virus que d'habitants en Europe ! « Nous avalons plus d'un milliard de virus chaque fois que nous allons nager [...]. Nous sommes inondés de virus. » Un article de 2011 publié dans *Nature Microbiology* estime qu'il y a plus d'un quintillion (1 suivi de 30 zéros) de virus sur Terre ! Environ 8 % du génome humain est d'origine virale, et les

virus ont été présents bien avant l'espèce humaine sur Terre, ils ont contribué à donner naissance à la vie cellulaire⁵².

Alors, est-il sérieux de partir en guerre contre un virus ? La personnification du virus en fait un ennemi extérieur à abattre. Nous avons déjà parlé de cette manipulation qui ne correspond pas à la réalité en matière d'infectiologie. Alors, bien sûr, comme tout ennemi à abattre, il faut qu'il soit exterminé, sinon il resurgira, en ayant reconstitué ses troupes ! C'est là l'objectif « zéro Covid », qui est absolument inaccessible, et relève d'un idéal tyrannique : les virus sont présents dans la nature, nous devons apprendre à vivre avec eux ! Ces idéaux tyranniques sont brandis dans le champ lexical de la guerre. Le psychiatre Frédéric Badel note d'ailleurs « l'exaltation de certaines valeurs morales », notamment la « solidarité » : tous au front, pourrions-nous dire ! Solidarité invoquée en idéal, dans une politique imposée qui est, en réalité, tout sauf solidaire : en invoquant la protection des plus fragiles (ce qui est à démontrer, au regard du traitement subi par les personnes âgées dans les EHPAD, et des résidents en hôpital psychiatrique, par exemple), « la vie de millions de personnes est estropiée sans que cela ne pose de problème de logique⁵³ ». Bien entendu, puisque l'idéologie défie la logique et dénie la réalité, qu'elle entend tordre pour lui imposer son modèle destructeur.

Ce virus, qui permet de terroriser les individus en jouant sur les ressorts les plus intimes, n'en est pas moins une aubaine pour le pouvoir totalitaire. Il s'agit de fédérer contre cet ennemi, autant extérieur qu'intérieur, de le tenir en « tenaille », avant de lui attribuer une figure arbitraire : les « complotistes », les croyants, etc. Dans les discours politiques depuis deux ans, l'individu est toujours coupable de ne pas suivre parfaitement les ordres absurdes, parfois contradictoires, et changeants du pouvoir. De cette dette induite inconsciemment, il lui reviendra donc de s'acquitter : les citoyens ne sont pas assez responsables, pas assez obéissants, pas assez conscients du problème, etc. Et, bien entendu, c'est de leur faute ! Chaque individu, même le plus zélé, ayant à un moment donné plus ou moins failli avec les protocoles ultra-contrainants des rituels, est donc désigné coupable par le pouvoir (n'a pas lavé son masque toutes les quatre heures, a oublié une fois de se laver les mains, etc.). L'idéologie nie les faits, et les fabrique selon son bon vouloir et ses réalités prophétiques. Les

masses la suivent, parce que l'idéologie rassure, par son caractère pseudo-explicatif et global. La fiction devient réalité.

L'IDÉOLOGIE NIE LES FAITS,
ET LES FABRIQUE SELON
SON BON VOULOIR
ET SES RÉALITÉS
PROPHÉTIQUES. LES MASSES
LA SUIVENT,
PARCE QUE L'IDÉOLOGIE
RASSURE, PAR SON
CARACTÈRE PSEUDO-
EXPLICATIF ET GLOBAL. LA
FICTION DEVIENT RÉALITÉ.

L'humain réduit à un état viral

La persécution par le *tracking* se fait sur le changement d'état, à partir du moment où l'individu est estimé être passé d'un état « sain » à un « état viral », ce qui défrise toute logique, puisque l'être humain est en permanence en état viral. En revanche, il peut vivre un déséquilibre intérieur entre son état viral permanent et la présence insuffisante d'anticorps pour faire face à une infection. L'être humain, dans la propagande actuelle, devient donc l'objet d'un réductionnisme en termes d'états. Les critères de ce changement d'état sont par ailleurs biaisés,

puisqu'il n'est pas nécessairement visible, mais constaté par des tests rendus obligatoires en maintes circonstances, et dont le nombre de cycles diffère d'un pays à l'autre, voire d'un laboratoire à l'autre ! Ce réductionnisme entraîne une déshumanisation de fait, puisque l'individu est réduit à « porteur ou non d'un virus », détecté ou non selon des critères changeants. Il est, en somme, réduit à un « + » ou à un « - », à une unité mathématique.

La vision complexe du réel, comme du corps humain, du psychisme humain et de l'homme comme « animal politique » est totalement évacuée. L'être humain en tant que porteur de virus est présumé coupable, présumé coupable d'être finalement vivant ! La haine du vivant est également ce qui caractérise la psychose paranoïaque, laquelle se manifeste souvent par une hypocondrie délirante : l'être humain, réduit à un seul virus, est traité comme un virus étranger et dangereux. L'interprétation du changement d'état est laissée à l'arbitraire des critères évolutifs, et au manque de fiabilité des tests. Le corps humain est considéré comme inerte, avec une gestion statistique de corps infectés ou non infectés ; l'individu est réduit à un cas. Notons que le statut ontologique des êtres devient celui de corps-chiffres, ou de « corps-instruments », ce qui pourrait légitimer leur asservissement à venir, ainsi qu'une éventuelle extermination ou éradication future, selon l'équation qui sera retenue.

LE CORPS HUMAIN EST
CONSIDÉRÉ COMME INERTE,
AVEC UNE GESTION
STATISTIQUE DE CORPS
INFECTÉS OU NON INFECTÉS ;
L'INDIVIDU EST RÉDUIT À UN
CAS. NOTONS QUE LE STATUT
ONTOLOGIQUE DES ÊTRES
DEVIENT CELUI DE CORPS-
CHIFFRES, OU DE « CORPS-
INSTRUMENTS », CE QUI
POURRAIT LÉGITIMER LEUR
ASSERVISSEMENT À VENIR,
AINSI QU'UNE ÉVENTUELLE
EXTERMINATION OU
ÉRADICATION FUTURE, SELON
L'ÉQUATION QUI SERA
RETENUE.

En toile de fond, une pensée primitive archaïque : le bouc émissaire

En toile de fond, et depuis le clivage induit dans les discours entre les « bons citoyens », « responsables », et les autres, les irresponsables qui refusent de se plier aux mesures arbitraires du politique, se met progressivement en place une cible : celle du bouc émissaire qui porte la faute. Ceux qui refusent de se plier aux mesures arbitraires et évoquent l'instauration d'un totalitarisme sont en effet ciblés et insultés, jusqu'à être traités d'« assassins », ce qui démontre la charge meurtrière à l'œuvre dans les psychismes. Pourtant, il s'agit bien d'une conception profondément archaïque de la nécessité de réaliser des sacrifices pour retrouver les faveurs des dieux. L'invocation magique du « vaccin », comme fétiche illusoire de sortie de crise, est donc couplée à la recherche de coupables à sacrifier : agressions de Chinois⁵⁴, opposants à la vaccination expéditive désignés comme coupables et méritant leur sort, etc. Certains en appellent à supprimer les soins de santé, ainsi que le droit au travail et aux achats pour ceux qui refuseraient de servir de sujets d'expérimentation dans cette ambition « vaccinale ». Les rituels obsessionnels sont mis en place pour conjurer le sort : le lavage compulsif des mains, le gel hydroalcoolique (dont les incidences sur le foie, donc l'immunité, ne sont pas du tout évoquées), le lavage des semelles avant d'entrer dans un lieu, le couvre-visage, etc. Objet fétiche, rituels, bouc émissaire, tout cela relève d'une pensée magique ante-œdipienne, qui fait sauter les interdits fondamentaux du meurtre et de l'inceste, et leurs dérivés. Le sang de l'innocent lave la faute sur le plan anthropologique, et nous pouvons nous attendre à une dégradation des rapports sociaux lorsque des boucs émissaires seront nommément désignés, pour empêcher d'identifier les véritables auteurs de la crise sanitaire et de sa mauvaise gestion. Concernant la transgression sexuelle sous couvert sanitaire, les tests PCR par voie anale sont humiliants (cf. *infra*), et attentent à la dignité humaine. Sont-ils absolument nécessaires ? Non. Dans la présentation de son livre au titre curieux et paradoxal *L'Ordre cannibale*, en 1979, Jacques Attali présuppose, de manière totalement arbitraire, que la maladie serait « au cœur de

l'organisation sociale », en amalgamant maladie et violence, puisque, selon lui, « la maladie, c'est la forme première de la violence ». Ce n'est pas du tout ainsi qu'est conçue la maladie par exemple chez de nombreuses tribus indiennes, qui la voient plutôt comme un déséquilibre signifiant une dysharmonie entre l'être humain et son environnement. Pour les peuples autochtones, la santé n'est pas un produit de consommation, elle est le baromètre de la qualité de la relation que nous tissons avec notre environnement ; elle est le symptôme d'un désordre et d'un déséquilibre. Frederika Van Ingen, auteur de *Ce que les peuples racines ont à nous dire*⁵⁵, précise : « Cette crise sanitaire aussi est liée aux déséquilibres que le système humain inflige au grand corps. Comme les précédentes épidémies liées aux zoonoses, à l'origine, toujours se trouve la destruction des milieux écologiques. » Le problème de l'humanité actuelle se situe dans la prédation et dans la consommation, sans désirer créer une harmonie entre les êtres, et encore moins entre les humains et la nature qui l'entoure. La qualité des échanges est entravée.

« L'homme nouveau » et le paradigme totalitaire

L'homme nouveau de la « nouvelle normalité » qui se profile est celui du *transhumanisme*. Il convient, pour cela, d'opérer un rituel initiatique de mort de l'ancienne humanité ; et ce rituel consiste à renoncer à notre vie d'avant, et à supporter une contrainte permanente qui empêche tout oubli du danger épidémique tel qu'il est présenté par les médias et le pouvoir, et facilite l'acceptation du régime totalitaire. Le port du masque réduit, en effet, l'individu à l'état d'*infans*, c'est-à-dire de celui qui ne peut plus parler, qui n'a pas accès à sa propre parole, ni à celle de l'autre. Pourtant, cela nous a été dit maintes fois, le masque ne protège pas ! La mort de l'ancienne humanité devient une démonstration obscène du pouvoir, sans début ni fin, avec un état de privation sensorielle caractérisant la psychose. L'être humain est réduit, avec ce masque, à la pulsion scopique : voir/être vu, ce qui, en psychopathologie, correspond à la perversion. Les injonctions paradoxales et l'ensemble du tableau clinique conduisent à une destruction de l'imaginaire et du symbolique face au pouvoir absolu. Cette destruction

est d'ailleurs illustrée parfaitement dans la réalité, par le coup mortifère porté à la culture, au monde des arts, et aux événements sportifs. Pour instaurer la logique totalitaire, Hannah Arendt avait également précisé l'utilisation de méthodes des sociétés secrètes : quiconque n'est pas inclus, est exclu ; utilisation de rituels, suppression des opinions dissidentes, centralisation absolue du commandement, exigence d'une loyauté totale. Nous avons déjà indiqué l'existence des rituels obsessionnels incessants qui ont pénétré tout l'espace social et condamnent à la répétition traumatique perpétuelle. Le corps est désormais réduit à une sorte de muselière avec une laisse qui indiquera à quelle distance vous avez le droit de bouger. Il s'agit d'une emprise sur l'individu obtenue par le moyen d'intrusions violentes, entraînant l'annihilation du corps symbolique⁵⁶.

**LE CORPS EST DÉSORMAIS
RÉDUIT À UNE SORTE
DE MUSELIÈRE AVEC UNE
LAISSE QUI INDIQUERA À
QUELLE DISTANCE VOUS AVEZ
LE DROIT DE BOUGER. IL
S'AGIT D'UNE EMPRISE SUR
L'INDIVIDU OBTENUE PAR LE
MOYEN D'INTRUSIONS
VIOLENTES, ENTRAÎNANT
L'ANNIHILATION DU CORPS
SYMBOLIQUE.**

La réduction de l'humain à la mécanique, à la technique et à l'informatique

Que Bill Gates soit un acteur clé de cette campagne mondiale de vaccination doit inciter à réfléchir sur le paradigme à l'œuvre concernant la réduction de l'humain à un ordinateur. Le virus, lui-même, est compris comme un virus d'ordinateur, les fonctions biologiques vivantes de l'humain étant supprimées des catégories mentales : sont occultés le terrain immunitaire et la réaction immunitaire individuelle et collective, c'est-à-dire la dimension du vivant qui est capable de réagir face à une infection virale. Le virus comme corps étranger pénétrant dans le système informatique est le modèle dominant. Un individu « infecté » est considéré « à nettoyer », comme sur un ordinateur. Le « Grand Reset » est une opération économique à grande échelle qui reprend une terminologie informatique. C'est un fait : dans la terminologie politique dominante, nous sommes désormais réduits au statut d'ordinateurs. Le rapport au vivant devient mécanique ; or la biologie humaine est une affaire complexe, qui ne saurait faire abstraction du psychisme humain. Pas de santé physique sans santé psychique !

L'obligation du port d'un masque polluant témoigne également de la réduction de l'être humain à la mécanique. *Santé Canada* a, par exemple, émis un avertissement concernant les masques faciaux jetables bleu et gris qui peuvent contenir des matières toxiques semblables à l'amiante⁵⁷ : depuis quelque temps déjà, plusieurs enseignants ont émis des doutes sur les masques qui donnaient aux enfants l'impression d'avaler des poils de chat en les portant. Les masques fabriqués en Chine étaient obligatoires dans les garderies. Des particules microscopiques de graphène ont été découvertes dans les masques, ce qui peut causer de graves lésions pulmonaires et des problèmes de santé à long terme en cas d'inhalation. Mais qu'importe, puisque le ministre de la Famille dit que nous pouvons les utiliser⁵⁸ ? On voit bien que le corps vivant n'est plus un sujet, pour le politique ; il s'agit d'un corps inerte qui va être touché par un virus s'il ne porte pas un masque. L'imposture paradigmatique se manifeste dans le champ

sémantique, par l'avalanche de termes techniques, mécaniques et informatiques hors de leurs secteurs. Cela rejoint bien la mécanisation du vivant, présente dans la langue totalitaire nazi, comme l'avait relevé Klemperer, avec une terminologie qui contamine également les adversaires du totalitarisme.

La réduction de l'être humain à ses fonctions biologiques

Dans la terminologie officielle et médiatique, l'être humain est réduit à ses fonctions biologiques primaires ; et encore, puisqu'il ne lui est plus permis de respirer naturellement. De même que les besoins des animaux sont ramenés à l'excrétion et à la miction dans les autorisations de sortie, de même les besoins humains sont réduits à manger, dormir et se distraire par les écrans. La danse, le sport, toutes les activités de socialisation, mais même l'instruction, l'achat des vêtements (le simple fait de pouvoir essayer des vêtements), tout devient compliqué, sinon interdit. Le toucher étant condamné, c'est tout le rapport au monde de l'être humain qui l'est. Le totalitarisme s'illustre toujours dans son rapport au corps de l'humain, un corps réduit à sa plus élémentaire expression, et qui sert de marqueur à la ségrégation. C'est bien au regard des traits de la couleur de peau, ou encore de la vaillance des corps, que le totalitarisme opère sa sélection entre ceux qui ont des droits, et ceux qui sont relégués à la frontière des permissions octroyées. Le corps souffrant et malade, le corps vulnérable, est haï des conceptions totalitaires du monde. Est-ce vraiment un hasard d'avoir rencontré, dans nos recherches, l'existence du passeport restreignant la circulation autant dans le nazisme (pour des raisons expressément sanitaires) que dans l'URSS de l'époque stalinienne (le sanitaire étant imbriqué avec des motifs politiques de contrôle des individus)⁵⁹ ? « L'existence d'un passeport intérieur, permettant à la fois d'identifier un individu et de définir ses droits en matière de déplacement et de choix de lieu de résidence, est un des instruments essentiels du fonctionnement de la société soviétique, à partir des années 1930. [...] En cela, le passeport intérieur présente de grandes similarités avec les préoccupations de contrôle des individus perçus comme "déviant", ainsi que des populations migrantes. [...] la volonté de purger la ville d'éléments dangereux ou

indésirables et le souci de la maintenir dans un état sanitaire satisfaisant apparaissent étroitement imbriqués : de même que l'inspecteur de secteur devait faire le tour des immeubles sous sa responsabilité afin d'y détecter d'éventuelles infractions à la législation des passeports, de même devait-il prêter attention à l'état de propreté des cours, des places, des squares, des boulevards, relever les infractions et châtier les coupables⁶⁰. » Les passeports de l'URSS stalinienne avaient en effet une mission « prophylactique », délimitant des zones autorisées ou non à la circulation, « le nettoyage répressif et plus encore prophylactique en sont les manifestations qui distinguent le cas soviétique⁶¹. » Le totalitarisme, c'est aussi l'hyper contrôle sur les mouvements humains, les différents « *pass* » ayant davantage pour fonction d'interdire de passer et de se mouvoir librement, que de permettre la circulation.

**LE TOTALITARISME, C'EST
AUSSI L'HYPER CONTRÔLE
SUR LES MOUVEMENTS
HUMAINS, LES DIFFÉRENTS
« *PASS* » AYANT DAVANTAGE
POUR FONCTION D'INTERDIRE
DE PASSER ET DE SE MOUVOIR
LIBREMENT, QUE DE
PERMETTRE LA CIRCULATION.**

La dépossession de notre rapport métaphysique à l'existence

Nous l'avons vu, tout le champ symbolique de la vie humaine a été évacué au cours de l'année 2020 : de nouveaux rituels d'ordre obsessionnel et virtuel se sont substitués, dans le lien à l'autre, aux anciens rituels humanisants. De fait, toute la dimension symbolique de notre existence n'entre pas en compte dans les décisions politiques prises : les naissances, les funérailles, les rencontres et l'amour sont considérés comme « non essentiels », alors qu'ils le sont pour notre humanité. Car c'est bien le rapport métaphysique à la naissance et à la mort, à la fête comme rituel socialisant, ainsi que le mystère de l'amour, essentiels à notre condition humaine, qui sont évacués du discours et de l'expérience. La notion de sacrifice est également pervertie. Le sacrifice est, en effet, inhérent à notre condition de mortels. « Que vivre c'est apprendre à mourir », nous dit Montaigne ; c'est aussi la possibilité pour nous de choisir les risques que nous prenons. Ici, alors même que le discours dominant nous rend coupables d'être potentiellement les meurtriers d'autrui, c'est par notre inaction même que nous le devenons, en acceptant que certains soient maltraités et sacrifiés (les soignants, les commerçants, les jeunes, les enfants, les résidents en hôpital psychiatrique, les personnes âgées, etc.) au profit d'une logique sacrificielle supérieure, qui a été appelée de ses vœux par le président de la République dès mars 2020. Vraiment, a-t-on protégé les personnes âgées en les laissant sans humanité dans les EHPAD avec du Rivotril pour seul traitement (des membres du personnel soignant ont exprimé leur émoi devant cette injonction gouvernementale qui, pour eux, s'apparentait à une euthanasie⁶²) ? A-t-on protégé la jeunesse en l'isolant, en la privant de son droit à l'instruction et à la socialisation ? A-t-on protégé la population en lui refusant des traitements et des soins ?

Le sacrifice revendiqué et consenti personnellement (se sacrifier pour une cause, comme saint François d'Assise au chevet des lépreux, ou encore Antigone, pour le respect des rites funéraires) est très différent de celui que l'on impose en sacrifiant des catégories de population au nom de causes guerrières, sans leur demander leur avis. Dans ce dernier cas, nous sommes dans le délire d'Agamemnon sacrifiant sa fille Iphigénie sur la plage pour

pouvoir partir faire la guerre de Troie. C'est bien ce que l'on exige de nous : sacrifier une partie de la population pour une cause plus noble, la guerre contre le virus. Il est notable que ceux qui ont le plus recouru à la rhétorique sacrificielle dans leurs adresses à la population, dirigeants politiques, médecins, journalistes, sont précisément ceux qui, par leurs fonctions, étaient exemptés du confinement et continuent souvent de s'exempter des mesures qu'ils infligent aux autres : ainsi que les journalistes répétant le plus les consignes gouvernementales (ceux de BFMTV, RMC, SFR⁶³) n'hésitaient pas à manger – en mars 2021 – dans des restaurants clandestins tandis que dans le même temps deux restaurateurs d'une zone commerciale de Biarritz étaient accusés de mise en danger de la vie d'autrui parce qu'ils avaient servi des clients directement à table, au lieu de le faire avec un service à emporter⁶⁴. Dans un documentaire accablant diffusé en *prime time*, la chaîne M6 révélait l'organisation – en plein confinement – de repas de luxe – également entrepris de façon illégale – organisés pour la haute société et dans lesquels on pouvait croiser des ministres⁶⁵.

Cela relève du registre pervers en psychopathologie, puisqu'il s'agit de concevoir des êtres humains comme de purs instruments au service d'une fin. La logique est quantitative, déshumanisée, de quotas : qu'importe que nous en sacrifions quelques-uns, si nous gagnons la guerre ! Une telle logique est-elle acceptable sur le plan moral ? Puisque nous avons affaire à des experts en simulation de pandémie, n'ont-ils pas modélisé par simulation le coût exorbitant représenté par les décisions politiques en termes d'appauvrissement général, de destruction des apprentissages cognitifs et émotionnels pour les enfants et les jeunes gens, de détresse, de dépressions, de suicides, de rupture du lien social, d'angoisse engendré par le paradigme « zéro Covid » ? Quel est le prix politique à payer pour cela ? Qui paiera finalement la dette inouïe contractée d'une part par les confinements et par les achats de tests de vaccins, et quelles sont les clauses contractuelles avec les vendeurs de vaccins, au cas où les États ne seraient pas en mesure de payer leur achat ?

De l'esclavage expérimental, économique et numérique

Comme toujours dans le totalitarisme, les corps, réduits à des objets interchangeables et mécaniques dénués de souffrances, sont persécutés. Le chantage à la vaccination est le suivant : si vous n'êtes pas vaccinés, vous n'aurez plus le droit à un traitement digne d'un être humain, vous n'aurez même plus le droit à être soignés, vous n'aurez plus le droit de travailler, vous aurez le droit de mourir en marge de la société, en tant qu'inutiles ou pire, traités comme des criminels dangereux et des ennemis publics qui pourront également être emprisonnés *sine die* dans des camps concentrationnaires. C'est une expérimentation à grande échelle qui est faite sur les êtres humains, comme en témoigne la politique pilote en Israël. Pour mener cette politique de vaccination forcée, les frontières du pays ont été totalement fermées. « Nous sommes emprisonnés dans notre propre pays, personne ne sort, personne ne rentre, pas de vol, nous sommes prisonniers dans notre propre pays, comme lorsque vous faites une expérience, vous enfermez tous les rats ensemble et observez ce qui se passe... », témoigne une femme israélienne⁶⁶. Nous avons reçu un témoignage direct du Qatar : « Nous sommes toujours interdits de voyager librement sans contraintes. Cela va faire plus d'un an. Qatar Airways essaie de promulguer son passeport vaccinal pour pouvoir prendre l'avion. [...] C'est un cauchemar. [...] Emirates Airways fait la promotion de voyages sur ses avions dont les passagers sont à 100 % vaccinés. On marche littéralement sur la tête. [...] Un nombre croissant de personnes de mon entourage me rapportent oralement devoir se faire vacciner pour pouvoir continuer à travailler. Cette mesure leur est imposée par leur direction qatarienne. Bien évidemment, aucune mesure légale n'a été officiellement publiée ou annoncée pour autoriser ce genre de pratique. » L'objectif de la domination totale sera atteint dans les camps de concentration. « Les camps de concentration et d'extermination des régimes totalitaires servent de laboratoires où la conviction fondamentale du totalitarisme que tout est possible se vérifie⁶⁷. » Peu importe comment ces camps se nommeront : « camps de quarantaine », « camps de soins », etc. C'est la logique paranoïaque, et si elle n'est pas freinée ou entravée par une forte opposition, elle se déroulera comme le commande le délire⁶⁸.

Le déni d'humanité se manifeste dans les effets secondaires non seulement des nouveaux vaccins, qui sont reportés dans de nombreux témoignages⁶⁹, et nous en avons reçu de façon directe, mais également dans

les effets immédiats des décisions politiques sur la population. Plusieurs psychologues et pédopsychiatres alertent⁷⁰. Rappelons que cliniquement, les effets d'un délire paranoïaque – qu'il soit individuel ou collectif – est de rendre schizophrène⁷¹. Le psychiatre Frédéric Badel insiste : « Les désordres psychologiques naissent également du port du masque : bâillonner les enfants alors qu'ils sont peu vecteurs de la maladie, et pas malades, ça n'a aucun sens. La société française de pédiatrie attire l'attention sur la dégradation de l'état psychologique des jeunes. On ne tient pas compte de la science. Les gens deviennent complètement fous. » Il faut entendre « fous » au sens propre, et les urgences pédopsychiatriques et psychiatriques ne désemplissent plus. Le président s'improvise pompier après avoir été pyromane, en annonçant un « forfait psy pour les enfants en détresse », comme si quelques séances de psychologue allaient pouvoir réparer les dégâts psychiques majeurs occasionnés, et ceci, sans supprimer ce qui est à l'origine des troubles⁷². Mettre un pansement de consultations thérapeutiques pour atténuer les blessures traumatiques que l'on a soi-même occasionnées par son mode de gouvernance relève encore une fois de procédés pervers⁷³. Le déni d'humanité consiste aussi à minimiser les troubles traumatiques, sinon ce ne serait pas cette solution de quelques séances de psychologue qui serait proposée.

L'effondrement de la morale et de la Justice

**La corruption généralisée, et la perversion
comme alliée
de la paranoïa dans l'avènement du
totalitarisme mondial**

« Un mélange de crédulité et de cynisme prévaut à tous les échelons des mouvements totalitaires, et plus l'échelon est élevé, plus le cynisme l'emporte sur la crédulité⁷⁴. » La corruption généralisée n'est plus à démontrer. Les vacations pour vacciner sont rémunérées jusqu'à 460 € la demi-journée, avec une prime de 5,40 € pour chaque saisie dans le système informatique « Vaccin Covid ». Retraités et étudiants sont également appelés à piquer dans les centres⁷⁵. Corruption des médecins, corruption des

cliniques, corruption des médias, la vérité ne s'enracine plus. Sans vérité, point de justice. Corruption du langage également : « Quand une société se corrompt, la première chose qui se gangrène, c'est le langage⁷⁶ », affirmait le poète O. Paz⁷⁷. La perversion, outre notre analyse antérieure, se manifeste dans les conséquences immédiates des décisions politiques : perversion dans l'appauvrissement généralisé des populations, perversion dans les mauvais citoyens que l'on va justifier de maltraiter. La perversion atteint son comble avec la proposition de tests PCR anaux (pénétration de 3 à 5 centimètres dans l'anus, non nécessaire)⁷⁸, qui ressemble davantage à une transgression de type sexuel avec sadisme de masse infligé par le pouvoir à la population, qu'à une nécessité sanitaire. N'en est-il pas de même lorsque les hôtes de l'air sont incitées à porter des couches⁷⁹ ?

La perte du rapport à la vérité : la Justice aux mains de l'idéologie

« Tout l'art consiste à utiliser, et en même temps à transcender les éléments du réel, d'expériences vérifiables empruntées à la fiction choisie, puis à les généraliser pour les rendre définitivement inaccessibles à tout contrôle de l'expérience individuelle. Grâce à de telles généralisations, la propagande totalitaire établit un monde capable de concurrencer le monde réel, dont le principal désavantage est de ne pas être logique, cohérent et organisé. La cohérence de la fiction et la rigueur de l'organisation permettent finalement à la généralisation de survivre alors que sont anéantis les mensonges plus spécifiques – le pouvoir des Juifs, après qu'ils furent massacrés sans défense ; la sinistre conspiration mondiale des trotskistes après leur liquidation en Russie soviétique et l'assassinat de Trotski⁸⁰. » Sans un souci de vérité, il est illusoire d'espérer la Justice. Comment les tribunaux actuels peuvent-ils juger ? Ils sont bien embarrassés pour le faire, face à tant de mensonges et d'idéologie, imposant un dogme de « l'urgence sanitaire » justifiant un régime d'exception.

Ainsi, le 1^{er} février 2021, à Biarritz, deux restaurateurs ont servi des clients malgré les interdictions préfectorales ; dénoncés anonymement, ils ont été placés en garde à vue, car ils étaient accusés par le procureur de Biarritz s'autosaisissant d'une plainte, de mise en danger de la vie d'autrui. Trois avocats et deux experts assurant la défense ont démontré l'inanité des

accusations, et alors que l'audience avait été renvoyée à juge unique seulement un mois après la commission des faits, le tribunal et le parquet décideront d'un commun accord de reporter le jugement au 30 novembre 2021, par peur de devoir prendre une décision de relaxe qui aurait fait jurisprudence envers les restaurateurs⁸¹. Finalement, le 14 décembre 2021, le tribunal de Bayonne – voyant que, devant les arguments de la défense, le Ministère Public décidait lui-même d'abandonner les charges dont il s'était d'abord autosaisi – rendra une décision de relaxe – qui ne faisait aucun doute – à l'encontre du couple poursuivi⁸². De ce point de vue, on pourra effectivement dire que le tribunal aura servi le pouvoir exécutif : que ce serait-il passé si une telle décision avait été rendue huit mois avant, comme cela aurait dû être le cas ?

Pour autant, et par moment, des décisions de Justice ont eu lieu, invalidant toute cette politique invasive et abusive à l'échelle mondiale. Par exemple, le 22 février 2021, la Ligue des droits humains et son équivalent flamand, la Liga voor Mensenrechten, ont plaidé devant le tribunal de première instance de Bruxelles contre l'État belge. La demande était de savoir si les mesures instaurées pour lutter contre la propagation du coronavirus, ainsi que les décrets et arrêtés ministériels qui en découlent, respectent les prescrits légaux. Le 31 mars 2021, le tribunal a condamné l'État belge, en donnant gain de cause aux plaignants. Le jugement précise que l'État belge doit « prendre toutes les mesures appropriées pour mettre un terme à la situation d'illégalité apparente découlant des mesures restrictives des libertés et droits fondamentaux reconnus par la Constitution ». Le jugement poursuit, s'agissant de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 et les arrêtés qui ont suivi : « Toutes les mesures instaurées par ces textes doivent être levées avec un délai précité maximum 30 jours [sic], sous peine d'une astreinte de 5 000 euros par jour de retard. » Encore une fois, le peuple français apprend l'existence d'une telle décision au travers du site *France Soir*, classé « complotiste » et visé comme tel par les foudres du pouvoir, ce qui démontre la dépendance des médias de masse aux groupes financiers qui leur donnent les directives d'assujettissement à ce programme mondial. Mais quel exécutif s'assurera de ce que cette décision de Justice soit appliquée ?

Personne ne consent à admettre qu'il s'est trompé. Macron suggère parfois qu'ils ont fait « des erreurs », oui mais lesquelles ? Jamais ces

« erreurs » ne sont nommées, et jamais la responsabilité sur les conséquences qu'elles ont pu engendrer n'est reconnue. Cette opposition entre vérité et certitude délirante est présente dès l'origine chez Cauchemez, qui refuse la conversation et la dispute scientifique ; il a la certitude, donc il ne peut pas répondre, puisque la vérité, c'est lui ! Et donc, partant, la Loi, c'est lui ! Voilà ce que révèle l'origine paranoïaque de l'idéologie. Les gouvernements semblent atteints d'un mimétisme curieux, tels des laquais d'actionnaires plus ou moins anonymes, qui se laissent pour certains identifier. Ils gouvernent par décrets, avec un mépris inouï du cadre juridique. Au bout d'un certain temps, les décrets ne seront même plus rendus publics, indique Hannah Arendt, et l'État deviendra de façade, avec un déplacement du pouvoir vers de nouveaux organes, sans pour autant dissoudre les anciens. « Dans un État totalitaire, [...] plus les organes de gouvernement sont visibles, moins le pouvoir dont ils sont investis est grand ; [...] moins est connue l'existence d'une institution, plus celle-ci finira par s'avérer puissante⁸³. » Cela sonne pour nous comme un avertissement. De nouveaux services voient le jour, de nouvelles fonctions (« brigades sanitaires », etc.) qui, par leur multiplication et leurs redondances, détruisent tout sens des responsabilités et toute compétence. Le professeur Perronne évoque « le pouvoir... de faire n'importe quoi », avec la création de conseils, de comités divers et variés, d'autorités de santé nombreuses⁸⁴, diverses et variées, et l'intervention de cabinets de conseil privés intervenant sur les affaires publiques⁸⁵. Cela rappelle la pratique nationale-socialiste des institutions, et la paradoxale décomposition de l'État mise en œuvre par Hitler (polycratie, recours à une agence spécialisée – *Anstalt* – pour chaque tâche précise, souvent concurrencée par une autre agence).

Dans le système totalitaire – qui fonctionne sur le mode de la certitude délirante de la psychose paranoïaque –, la Loi est présente. Mais elle l'est davantage pour persécuter les populations que pour les protéger ; et son expression comme son interprétation sont sans cesse assujetties à l'arbitraire du pouvoir. Ajoutons aussi la répression envers les opposants, qui entraîne leur éviction, plus ou moins visible, plutôt moins que plus (cf. le cas du professeur Perronne, démis de ses fonctions, peu médiatisé), pour permettre son efficacité, et instaurer une communauté de compromis et d'intérêts politiques cynique et dangereuse.

Les droits humains, la déontologie et l'éthique bafoués

Bien évidemment, la gestion d'une épidémie n'aurait jamais dû rencontrer les liaisons incestueuses et dangereuses du politique et de la science ; ou plutôt, la confiscation par le politique d'un scientisme idéologique, qui cloue au pilori et ostracise les experts honnêtes et intègres, obligés de s'exprimer dans des plateformes alternatives sur internet, tant les médias *mainstream* devenus le monopole du pouvoir ne veulent aucune voix divergente. Ou, si d'aventure, extrêmement rare, une voix divergente est invitée, c'est au milieu d'un panier de requins destinés à la ridiculiser, à tronquer ses propos lorsque ce n'est pas du direct, et à orchestrer sa mise à mort, comme autant d'exemples de ce qu'il en coûte de s'opposer à l'idéologie dominante. Par exemple, Alexandra Henrion-Caude, docteur en génétique, ancienne chef d'équipe à l'Inserm, récipiendaire du titre Eisenhower Fellowship en 2013 remis par Colin Powell, pour ses recherches sur l'ARN, directrice de son institut de recherche Simplissima, et auteur de publications scientifiques mondialement reconnues, a été à plusieurs reprises censurée, violemment calomniée avec un *argumentum ad personam*, absolument infondé (« extrême droite », « délirante », « catholique intégriste », etc.), mais également victime de pièges médiatiques récurrents, comme sur CNEWS⁸⁶, dans *Le Monde* et tant d'autres médias de masse⁸⁷.

La médecine est la première victime de cette mise au pas politique : les médecins sont interdits de prescrire ; le consentement éclairé et la clause de conscience sont rangés dans le rayon « vieilleries » des antiquités ; les médecins sont remplacés par des conseillers CPAM avec infraction du secret médical, prérogatives de traçage et émission des arrêts-maladies au nom du Covid ; les médecins sont considérés comme corruptibles par le pouvoir, avec des petites primes à la vaccination, au traçage, etc. Ils ne sont jamais écoutés dans leur prise de parole complexe sur la réalité de la médecine et de l'infectiologie (par exemple, la nécessité de faire des sérologies avant l'administration d'un vaccin), tout ceci dans l'humiliation la plus profonde des valeurs qui constituent la relation humaine du médecin à son patient, et son engagement moral de départ. Tout le monde peut

s'improviser désormais médecin, et pas seulement le conseiller CPAM, mais encore la police, le vigile du centre commercial, l'hôtesse de l'air dans l'avion, le commerçant à l'entrée de son commerce, pour tous les pays où est mise en place la prise de température comme condition de passage d'un lieu à un autre. Chacun devient médecin diagnostiqueur, et policier, puisque cette prise de température s'accompagne d'un relevé d'identité, noms, adresse, numéro de téléphone. Les enseignants sont désormais censés tester les élèves et, bien sûr, les signaler ; ils sont tour à tour médecins et flics. Enfin, et comme le démontre le travail du Dr C. Frade⁸⁸, les autorisations de mise sur le marché en Europe sont scandaleuses, d'une part par leur complaisance et leur cynisme, et d'autre part, par l'absence totale de consentement éclairé des populations, et de principe de précaution qui doit pourtant régir la médecine (« Dans le doute, abstiens-toi », disait la formule grecque ancienne). Le pouvoir exige donc que les médecins se soumettent à cette humiliation supplémentaire, mais aussi à une compromission inouïe : dédouanant de toute responsabilité les « vacinateurs », le pouvoir, en réalité, les engage moralement sans plus aucune possibilité de s'arrimer à une loi. Car il ne s'agira pas de répondre, comme Eichmann, qu'on n'a fait qu'obéir aux ordres.

**CAR IL NE S'AGIRA PAS
DE RÉPONDRE,
COMME EICHMANN, QU'ON N'A
FAIT QU'OBÉIR AUX ORDRES.**

Le musellement de l'opposition,
la certitude délirante et le nouvel ordre « moral »

Avec le discours paranoïaque, il n'y a jamais débat ni confrontation d'arguments selon un raisonnement logique étayé. Tout est sujet à polémique, à pulvériser l'existence même de tout contradictoire, au prix de falsifications scientifiques et historiques, et de procédés calomnieux sur les véritables experts. Dans le délire paranoïaque s'opère le renversement de la culpabilité : le délire sera construit autour de la diabolisation de la victime, et de tout ce qui vient contredire la thèse officielle du paranoïaque. Le paranoïaque se présente en victime de la victime qu'il persécute, mais qu'il présente en persécuteur... Ce positionnement victimaire, le paranoïaque le transmet au travers de différents signes, postures, mais aussi de messages langagiers et émotionnels. C'est le théâtre tragique dans lequel il utilisera différentes manières de manipuler la langue et de jouer ses propres émotions pour induire la pitié et l'empathie chez son interlocuteur. Ainsi, sans le moindre scrupule, le paranoïaque pourra attribuer des propos modifiés, voire tronqués, aux personnes qui le dérangent dans sa création d'une néo-réalité délirante. Il tentera, de cette manière, de les calomnier pour les discréditer. Cet exercice est des plus fréquents en politique, où lorsqu'une personnalité politique dit quelque chose qui dérange l'ordre bien-pensant, ses propos seront décontextualisés, réduits et moulinsés de cette façon dans les médias, abrasant tout le raisonnement logique qui était à l'origine, et transformant la pensée en slogan à qui les médias font parfois dire le contraire de ce que l'individu a énoncé ! L'opinion politique est, depuis le début du discours politique et médiatique sur la « pandémie », orientée et terrorisée. Le professeur Perronne écrit en 2021 un second livre intitulé *Décidément, ILS n'ont toujours rien compris !*⁸⁹ – titre à nos yeux trompeur, car précisément, si l'on analyse ce qui se passe sous le point de vue d'une prise de contrôle idéologique et totalitaire sur les peuples, toutes les décisions politiques obéissent à une cohérence implacable. Les représailles sur le professeur Perronne illustrent le musellement de tout discours critique et de toute opposition sensée sur le maniement politique et médiatique de la crise sanitaire. Dans le chapitre « Liberté, égalité et fraternité », les sous-titres indiquent toute la manipulation politique à l'œuvre : – On fait peur avec les chiffres – On fait peur avec les mots – On fait peur avec les images – On fait taire les opposants politiques – On disqualifie les voix divergentes – On les censure – On les punit – On te dit quand avoir une vie sociale – On te dit où acheter – On te dit comment te

distraire – On te dit comment faire l’amour – On te dit quand parler – On t’infantilise – On choisit à ta place, on te dit ce qui est mieux pour toi – On t’interdit de manifester ton mécontentement – On tue la révolte dans l’œuf – On te culpabilise, si tu n’obéis pas – Si tu persistes, on te sanctionne – On te félicite quand tu te tiens sage – On active le syndrome de Stockholm... Et, pour clore l’ensemble, on gouverne avec un Conseil de défense comme en temps de guerre. En temps de guerre, on fusille les opposants. En temps de guerre, la propagande ne souffre aucune critique, quiconque s’y risquerait deviendrait ennemi public. Pour autant, rappelle Christian Perronne, le mensonge est omniprésent dans cette propagande : sur les masques, les tests, la comptabilité mortifère, les contaminations, mensonge par grossissement ou par omission. Le professeur Perronne a été démis de ses fonctions par l’AP-HP, où il exerçait en tant que chef de service à l’hôpital de Garches. Les médecins sont réduits au silence : « Moi je dois relayer la *doxa* de l’Ordre des médecins, sinon, je risque d’être sanctionné. Et si je suis déconventionné par la CPAM, la plupart des patients, toujours plus pauvres, ne viendront plus. On est dans une dictature, c’est clair. Le médecin devrait garder son libre arbitre et sa liberté d’action dans la prise en charge de ses patients. La médecine de terrain est complètement déconsidérée. Aujourd’hui, il y a un délit d’opinion chez les médecins. On se sent complètement verrouillé », témoigne le psychiatre Frédéric Badel⁹⁰.

Les repréailles concernent tous ceux qui ne sont pas d’accord avec la propagande. La liberté d’expression n’est plus qu’un lointain souvenir, et les calomnies⁹¹ sont montées de toutes pièces. Rappelons-le, la généticienne Alexandra Henrion-Caude est ridiculisée sur la base de ses convictions religieuses, qui relèvent de l’intime et n’ont pas à faire l’objet d’une persécution sur la place publique, elle est assimilée « anti-vaccin », ce qui est clairement faux. Le mensonge n’embarrasse plus à ce stade⁹².

Le sociologue et directeur de recherches au CNRS Laurent Mucchielli commente les procédés de calomnie et de désinformation du journalisme des medias *mainstream* : « Telle est la misère du journalisme de *fact-checking* contemporain : des journalistes, qui ne sont compétents sur rien mais parlent sur tout, attaquent les personnes pour mieux éviter d’avoir à discuter réellement leurs idées ou, *a minima*, à les présenter au public en respectant un principe de neutralité. [...] Les bonnes questions sont : pourquoi le débat contradictoire est-il à ce point interdit en France ?

Pourquoi les chercheurs indépendants et désintéressés qui s'interrogent sur la communication des pouvoirs publics, et proposent des contre-analyses, sont-ils traités par les journalistes comme des ennemis plutôt que des alliés⁹³ ? »

La censure bat son plein, sur les médias de masse, mais aussi sur les réseaux sociaux. Le professeur Perronne indique avoir été censuré par le CSA, pour être intervenu sur RMC le 16 décembre 2020, le CSA privilégiant les interventions telles que celles d'un des scientifiques médiatisés clamant, le 6 octobre 2020 : « Face à une pandémie, c'est un inconvénient d'être en démocratie. » Le professeur Perronne, ancien expert pour les agences française et européenne du médicament et à l'OMS, censuré ? Cela démontre l'imposture scientifique à laquelle nous faisons face. Et ils sont nombreux, les véritables experts intègres, exerçant leur science avec probité, à être censurés. Ceci, Klemperer l'avait déjà remarqué : les temps idéologiques placent des imposteurs opportunistes et médiocres aux fonctions d'experts médiatisés par le pouvoir, tandis que les véritables experts sont ostracisés, humiliés, censurés, et mis au placard, s'ils ne sont pas tout simplement destitués de leurs fonctions, comme le fut Klemperer lui-même.

CECI, KLEMPERER L'AVAIT DÉJÀ REMARQUÉ : LES TEMPS IDÉOLOGIQUES PLACENT DES IMPOSTEURS OPPORTUNISTES ET MÉDIOCRES AUX FONCTIONS D'EXPERTS MÉDIATISÉS PAR LE POUVOIR, TANDIS QUE LES VÉRITABLES EXPERTS SONT OSTRACISÉS, HUMILIÉS, CENSURÉS, ET MIS AU PLACARD, S'ILS NE SONT PAS TOUT SIMPLEMENT DESTITUÉS DE LEURS FONCTIONS, COMME LE FUT KLEMPERER LUI-MÊME.

POUR PRENDRE LE POUVOIR
DE MANIÈRE TOTALITAIRE,
IL FAUT ORGANISER
LA CONQUÊTE EN DEUX
TEMPS : UTILISER LA
PROPAGANDE POUR CRÉER
UN MONDE MENSONGER ET
PSEUDO-COHÉRENT SELON
L'IDÉOLOGIE, PUIS ÉTABLIR
UNE TERREUR QUI IMPOSE
L'IDÉOLOGIE.

Pour prendre le pouvoir de manière totalitaire, il faut organiser la conquête en deux temps : utiliser la propagande pour créer un monde mensonger et pseudo-cohérent selon l'idéologie, puis établir une terreur qui impose l'idéologie. La terreur, c'est la traque des opposants, la liquidation de toute résistance organisée, par la calomnie, ou encore le meurtre⁹⁴. Tout d'abord, ce sont les opposants au totalitarisme qui sont réduits au silence, puis ceux qui sont estimés les soutenir, avant d'enfin aboutir à une persécution arbitraire de la population, considérée comme un danger en puissance. La terreur est la substance des régimes totalitaires. Elle œuvre pour la domination totale. Et n'est-ce pas la terreur qui a régné en ce jour du 1^{er} avril 2021, comme une démonstration de force, effectuée par la police et sa cavalerie : « chevaux, bottes, longues matraques, charges

équestres, piétons renversés et piétinés, jeunes maintenus au sol par la technique dangereuse du pliage qui consiste à maintenir une personne assise, la tête appuyée sur les genoux afin de la contenir, puis menottés à l'aide de colsons⁹⁵, arrestations administratives et judiciaires, camions autopompes fonçant dangereusement sur la foule, largages de gaz lacrymogènes, spray au poivre⁹⁶ », pour des pique-niqueurs au bois de la Cambre à Bruxelles ? Des vidéos ont fait le tour des réseaux sociaux (démontrant une fois de plus que les simples citoyens faisaient davantage office de reporters que les journalistes muselés des médias *mainstream*), exhibant des jeunes gens piétinés par des chevaux de la police bruxelloise. Ces scènes relèvent-elles seulement d'un pouvoir belge devenu fou, ou sont-elles annonciatrices de « la nouvelle normalité » européenne⁹⁷, puis mondiale ? Nous penchons pour la seconde option.

Hannah Arendt soulignait que le totalitarisme invente « le crime possible » : anticipation logique à partir du signe, peu importe que le crime ait été ou non commis. Le totalitarisme élimine les hommes, même (surtout) s'ils sont totalement innocents ou inoffensifs. « Le devoir de la police totalitaire n'est pas de découvrir les crimes, mais de passer à l'action quand le gouvernement décide de faire arrêter une certaine catégorie de la population. Politiquement, elle se distingue surtout par le fait qu'elle est seule à partager les secrets de l'autorité suprême, que seule elle sait sur quelle ligne politique sera mis l'accent⁹⁸. » Pour imposer le « nouvel ordre moral », où l'individu est quantité négligeable du tout qui doit, selon l'idéologie dominante, compartimenter et isoler ses cellules malades pour se maintenir en bonne santé, la collaboration de la population est requise. Devenir un bon citoyen, c'est se convertir en mouchard : « La collaboration de la population pour dénoncer les opposants politiques, ses offres volontaires de service pour le mouchardage, ne sont certainement pas sans précédent, mais ils [les organes de délation] sont si bien organisés dans les pays totalitaires que le travail des spécialistes est presque superflu. Dans un système d'espionnage omniprésent, où tout un chacun peut être un agent de la police, où chaque individu se sent constamment surveillé ; dans des circonstances, en outre, où les carrières sont extrêmement périlleuses, où les ascensions aussi bien que les chutes les plus spectaculaires sont devenues quotidiennes, chaque mot devient équivoque et susceptible d'une "interprétation" rétrospective⁹⁹. »

« Cette cohérence dans l'arbitraire nie la liberté humaine plus efficacement que ne pourrait le faire aucune tyrannie. On pouvait au moins être l'ennemi de la tyrannie, afin d'être châtié par elle. La liberté d'opinion n'était pas abolie pour ceux qui avaient assez de courage pour risquer leur tête. Théoriquement, choisir l'opposition reste également possible dans les régimes totalitaires ; mais une telle liberté est, en vérité, annihilée si commettre un acte volontaire assure seulement un "châtiment" que n'importe qui d'autre pourrait subir de toute façon. Dans ce système, la liberté a non seulement été réduite à son ultime et apparemment encore indestructible garantie, la possibilité du suicide, mais elle a de plus perdu sa marque distinctive, car les conséquences sont les mêmes pour celui qui l'exerce et pour ceux qui sont tout à fait innocents¹⁰⁰. » C'est toute la population qui est manipulée par l'arbitraire, et persécutée par le pouvoir : « Le fait également de donner des injonctions contradictoires et changeantes, de plomber les gens économiquement. Regardez par exemple les barmans et les restaurateurs : on leur a demandé des travaux coûteux pour respecter les nouvelles normes qu'on leur avait données pour pouvoir accueillir le public. Ils ont joué le jeu, ils y ont cru. Et puis après, on leur a demandé de fermer. C'est ensuite l'insistance, et cela m'est fréquemment rapporté par des patients, à vouloir lister et isoler les cas contacts, c'est du jamais-vu ! Les pourchasser *via* les caisses primaires d'assurance maladie, devenues des sortes de milices sanitaires, enquêter sur leurs comportements, sur le nombre de personnes qu'ils ont vues est très intrusif », précise le psychiatre Frédéric Badel¹⁰¹. Cet arbitraire capricieux, justifiant n'importe quelle persécution, est également relevé par la psychanalyste Catherine Avice : « Le non-sens devient la règle. [...] Bien que strictement proportionnelle alors au nombre de tests effectués, tests eux-mêmes sujets à caution puisqu'être positif ne signifiait pas forcément être malade, l'augmentation du nombre de "cas" fut prétexte à de nouvelles mesures liberticides et physiquement contraignantes, sans qu'aucune base scientifique n'en attestât réellement l'efficacité. Ces mesures furent prises d'une façon tout à fait étonnante par le président de la République lui-même. Le 14 juillet, celui-ci annonça que le port du masque serait obligatoire dans tous les lieux publics à partir du mois d'août. Mais, du jour au lendemain, il décida, sur un surprenant ton de caprice, que cette mesure prendrait effet dès le 20 juillet ! Et ce ressenti de décision capricieuse fut

accentué par le fait que, désormais, si porter un masque était une infraction pour le commun des mortels au plus fort de l'épidémie, c'est ne pas le porter qui devenait une infraction en été, passible d'une amende de 135 € ! Le non-sens devint ainsi la règle, une deuxième étape dans le déploiement du processus pervers fut ainsi franchie. »

Avec l'arbitraire, il n'y a plus de différence entre un opposant politique réel et un individu lambda, ce qui fait perdre tout son sens au statut même d'opposant et permet de persécuter n'importe quel citoyen. Par exemple, des individus qui avaient obéi aux mensonges du pouvoir et avaient fait leur double dose ont perdu tout statut aujourd'hui, c'est le retour à la case départ ! Des doubles-injectés redeviennent identiques dans leur statut à des non-vaccinés, puisqu'ils ont désormais des restrictions équivalentes, s'ils refusent de poursuivre le parcours des injections. Ils sont d'ailleurs désormais classés comme « non-vaccinés ». La cartographie des « cas » et des « cas contacts » ressemble étrangement à une cartographie permettant d'établir les relations entre les membres de la société. Si le paranoïaque est certain de connaître la solution aux problèmes politiques et humains, il développe un délire à thèse idéaliste. Il sait d'où vient le mal et propose des solutions pour y remédier. Cela peut aller du plus banal (réforme économique ou éducative) au plus atroce (extermination des mauvais). Emprisonner à domicile une population entière n'est pas sanitaire. L'enjeu est, *a minima*, économique (le *business* de la vaccination), avec un chantage fait à la population (l'épidémie ne sera pas stoppée si le nombre suffisant de vaccinations n'est pas atteint, et ceux qui émettent des doutes ou ne sont pas dociles seront pointés du doigt), *a maxima*, politique. L'urgence et l'enjeu du délire paranoïaque consistent à entraîner tout le monde dans le délire. Aucune opposition ne sera tolérée, et tous les moyens de rétorsion seront permis pour la faire taire, la réduire au silence ou encore, l'éliminer. Il faut donc museler les contradicteurs, les opposants, mais aussi les témoins, ceux qui savent, qui connaissent « la vraie histoire », qui peuvent détenir des traces de la réalité telle qu'elle s'est produite : traces historiques, traces intellectuelles, traces bibliographiques, traces culturelles, etc. Le délire paranoïaque émet l'injonction que tous adhèrent à l'histoire officielle, telle que le paranoïaque l'aura réécrite. Et pour réaliser cette injonction, il n'hésitera pas à user de la propagande, y compris et surtout, scolaire¹⁰².

La fin justifie les moyens

Dans le totalitarisme, la fin justifie les moyens. Jacques Maritain le définit d'ailleurs comme « machiavélisme absolu ». Rappelons ce que cela signifie : « Mais cette proposition que la fin justifie les moyens n'est pas prise dans son sens simplement formel, mais on entend par là quelque chose de bien plus précis, à savoir qu'il est permis et que c'est même un devoir d'utiliser comme moyen en vue d'une fin jugée bonne quelque chose qui n'est absolument pas un moyen, c'est-à-dire de porter atteinte à ce qui est saint en soi, donc de commettre un crime sous le prétexte que c'est un moyen d'atteindre une fin jugée bonne. » « La fin justifie les moyens » signifie qu'il est donc autorisé – voire possible – de maltraiter, d'atteindre à la dignité, de bafouer des droits, pour une fin jugée bonne. Chaque fois que la nation exige des citoyens un sacrifice personnel, nous sommes dans cette maxime : « La fin justifie les moyens ». Le philosophe Hegel précise : « Ce que l'on oppose à cette détermination, sous la forme d'une fin, qui devrait lui enlever sa nature de crime, une fin sainte, n'est rien d'autre qu'une opinion subjective concernant ce qui est bien et ce qui est mal. C'est la même chose qui se produit lorsque la volonté s'en tient au bien abstrait : alors, toute détermination valable en soi et pour soi du bien et du mal, du juste et de l'injuste est supprimée, et l'on abandonne au sentiment, à la représentation, aux préférences individuelles, le soin de cette détermination¹⁰³. » Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie tout simplement que ceux qui invoquent cette maxime ont une conception systématiquement subjective, fondée sur le sentiment ou l'idéal personnel, de telle fin qui justifie que l'on utilise comme moyen ce qui n'en est pas un. A. Camus, dans sa pièce de théâtre *Les Justes*, illustra parfaitement ce point. Est-on autorisé à tuer des enfants pour la cause ? C'est la même logique, aujourd'hui : est-on autorisé à créer un effondrement économique pour la cause ? Est-on autorisé à maltraiter psychiquement des populations pour la cause ? Est-on autorisé à empêcher la jeunesse de vivre sa vie pour la cause ? Est-on autorisé à abandonner les anciens à leur isolement pour la cause ? Est-on autorisé à évincer et maltraiter des enfants pour la cause¹⁰⁴ ? Est-on autorisé à exclure, stigmatiser des citoyens, et leur refuser un travail et des soins pour la cause ? Etc. Demander à une partie de la population de se sacrifier pour l'autre, c'est une conception où la vie humaine est rendue

superflue, quand bien même l'on invoquerait le fait de la sauver, cela revient à dévaloriser la vie même, et à anéantir l'individu dans le groupe (négation même de l'individu). « La fin justifie les moyens » est la négation totale du libre arbitre et de la dimension sacrée des droits inaliénables de l'être humain, pour conduire à sa déshumanisation, et à son instrumentalisation comme objet malléable. Pour ce faire, la réduction au moyen s'opère en trois temps, comme nous l'indiquait Hannah Arendt¹⁰⁵ :

1° Tuer en l'homme la personne juridique, celle qui possède des droits. Les personnes sont placées « hors-la-loi », le camp est placé en dehors du système pénal normal.

2° Tuer en l'homme la personne morale. Rendre la mort anonyme, dépouiller la mort de sa signification, déposséder de la mort.

3° Transformer les hommes en cadavres vivants, faire disparaître la différenciation des individus, l'identité unique de chacun (tuer la personne physique).

Où en sommes-nous aujourd'hui ? Pouvons-nous considérer avoir déjà franchi les points 1 et 2 en France, tant par la destitution de droits à certaines catégories de citoyens, que par le traitement réservé aux morts (mort dans la solitude, si des proches ne peuvent pas entrer à l'hôpital, interdiction des rassemblements dans les funérailles, etc.) ? Comment ne pas s'en alarmer ? Le totalitarisme s'empare de force de tous les aspects de la vie de chaque individu et de la nation, pour les utiliser comme des moyens permettant la réalisation de ses fins idéologiques. Le totalitarisme supprime les libertés publiques (d'association, de réunion, d'opposition, de manifestation...) et la moindre liberté privée. Hannah Arendt parle de « désolation » pour nommer cette épreuve d'une perte radicale des moyens de faire l'expérience d'un monde. Le mal radical est : « à la racine ».

Nous l'avons déjà évoqué, l'entreprise totalitaire est inséparable des camps de concentration. Pas de régime totalitaire sans camps de concentration. La domination totale cherche à faire disparaître toute liberté humaine, tout le monde peut être réduit à une identité immuable de réactions, sans spontanéité individuelle. Les camps sont le lieu d'achèvement du processus de déshumanisation et de spoliation de la personne, l'apogée du système totalitaire dans ses velléités de contrôle et d'extermination de masse. Le but est la disparition totale de toute

spontanéité, c'est-à-dire de la subjectivité individuelle. Il faut pour cela réunir l'endoctrinement idéologique, et la terreur absolue des camps.

LA DOMINATION TOTALE
CHERCHE À FAIRE
DISPARAÎTRE TOUTE LIBERTÉ
HUMAINE, TOUT LE MONDE
PEUT ÊTRE RÉDUIT À UNE
IDENTITÉ IMMuable DE
RÉACTIONS, SANS
SPONTANÉITÉ INDIVIDUELLE.

« Les camps ne sont pas seulement destinés à l'extermination des gens et à la dégradation des êtres humains : ils servent aussi à l'horrible expérience qui consiste à éliminer, dans des conditions scientifiquement contrôlées, la spontanéité elle-même en tant qu'expression du comportement humain, et à transformer la personnalité humaine en une simple chose, en quelque chose que même les animaux ne sont pas ; car le chien de Pavlov qui, comme on sait, était dressé à manger, non quand il avait faim, mais quand une sonnette retentissait, était un animal dénaturé¹⁰⁶. » Rappelons pour finir ce que craint le régime totalitaire, et ce qu'il doit absolument étouffer : la spontanéité individuelle. « L'initiative intellectuelle, spirituelle et artistique est aussi dangereuse pour le totalitarisme que l'initiative criminelle de la populace, et l'une et l'autre sont plus dangereuses que la simple opposition politique. La persécution systématique de toutes les formes supérieures d'activité intellectuelle par les nouveaux dirigeants de masse a des raisons plus profondes que leur ressentiment naturel pour tout ce qu'ils ne peuvent

comprendre. La domination totale ne tolère la libre initiative dans aucun domaine de l'existence ; elle ne tolère aucune activité qui ne soit pas entièrement prévisible. Le totalitarisme, une fois au pouvoir, remplace invariablement tous les vrais talents, quelles que soient leurs sympathies, par ces illuminés et ces imbéciles dont le manque d'intelligence et de créativité reste la meilleure garantie de leur loyauté¹⁰⁷. » N'est-ce pas ce à quoi nous assistons, à échelle planétaire : l'éviction de toute spontanéité ?

CONCLUSION

LE TOTALITARISME EN
MARCHE
ET LA SUITE

Dans son autobiographie *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Laurent Schwartz relatait ses combats au sein du « Comité des mathématiciens », un ensemble des plus grands esprits du XX^e siècle réunis autour de la défense « des individus opprimés, des prisonniers d'opinions et plus spécialement des mathématiciens¹ ». Il s'agissait de lutter contre l'antisémitisme de certaines grandes universités soviétiques, de demander la libération des intellectuels et des scientifiques critiques jetés dans les geôles d'Amérique latine, de venir en aide à la jeunesse contestataire de la violence politique au Maroc. Pourquoi tant d'investissement dans des entreprises qui seraient fustigées aujourd'hui comme n'appartenant pas à la science et relevant du militantisme patent, incompatible avec la « neutralité » académique ? Pourquoi, pour reprendre les mots exacts de Laurent Schwartz, « les mathématiciens se sont-ils spécialement mobilisés pour des causes aussi diverses » ? Eh bien simplement parce que, dans la vision de ce dernier, « les mathématiciens transportent leur rigueur de raisonnement dans la vie courante ».

Bien loin d'enfermer les mathématiques dans une forteresse hermétique au monde social, Laurent Schwartz prenait au sérieux la responsabilité philosophique, morale et finalement politique des mathématiciens. « La découverte mathématique est toujours subversive, et dépend très peu des pouvoirs établis. Beaucoup ont aujourd'hui tendance à considérer les scientifiques, mathématiciens ou non, comme des gens peu soucieux de morale, nuisibles, enfermés dans leur tour d'ivoire et indifférents au monde extérieur. Le Comité des mathématiciens est une brillante illustration du contraire. »

La corruption du langage constitue le socle fondamental de l'instauration des tyrannies. Mais ce que l'on pensait circonscrit à l'usage d'une sophistique médiatique et politique, on finit par découvrir que cela touche aussi ce que les sciences ont de plus précieux : le langage mathématique. Il fallait en effet que des prétentieux arrogants et consternants – des épidémiologistes sans

connaissance sérieuse et sans scrupule – donnent l’illusion – à des journalistes serviles et grossièrement incultes – de leur raffinement formel et épistémologique pour que des bandes pitoyables de biocrates basement intéressés (à l’exemple du Conseil scientifique en France) justifient, sur commande, et au nom de la « science », la privation des libertés dictée par des gouvernements en totale déliquescence morale, fous à lier, et ivres de jouir enfin sans entraves de l’observation du délitement de la société que leur délire paranoïaque – parfaitement débarrassé de toute forme de culpabilité – leur procure.

LA CORRUPTION
DU LANGAGE CONSTITUE
LE SOCLE FONDAMENTAL
DE L’INSTAURATION
DES TYRANNIES. MAIS CE QUE
L’ON PENSAIT CIRCONSCRIT
À L’USAGE D’UNE SOPHISTIQUE
MÉDIATIQUE ET POLITIQUE,
ON FINIT PAR DÉCOUVRIR
QUE CELA TOUCHE AUSSI
CE QUE LES SCIENCES ONT
DE PLUS PRÉCIEUX :
LE LANGAGE MATHÉMATIQUE.

Il va de soi qu'une telle dénaturation du langage mathématique n'aurait jamais été possible dans un monde où Laurent Schwartz aurait encore animé le Comité des mathématiciens. Comme le rappelait avec lucidité ce dernier, en 1997, alors que sa carrière est déjà derrière lui et qu'il ne lui reste que quelques années à vivre : « Je n'en ai certainement pas terminé avec les activités du Comité des mathématiciens. Mais je crois pouvoir conclure que c'est une expérience assez unique dans l'Histoire. Pour des causes relatives aux droits de l'homme, la communauté internationale des mathématiciens s'est mobilisée, s'est adressée à de puissants chefs d'État, et a toujours fini, après un long travail, par obtenir les libérations qu'elle demandait. Les journaux du monde entier ont relaté des actions de ce Comité. Tout cela, et probablement même le nom de notre Comité, est oublié à présent. Les jeunes générations de mathématiciens connaissent sans doute très peu cette histoire. Je crois qu'elle valait la peine d'être racontée pour empêcher qu'elle ne tombe dans l'oubli. »

Faire vivre les mathématiques aujourd'hui, encore et toujours, ne pas laisser leur rigueur, leur créativité ou leur subversion tomber dans l'oubli, c'est exactement s'opposer à la prétention ignoble de quelques scientifiques défroqués dans leur utilisation d'un formalisme non seulement dépourvu de toute forme de correction intrinsèque, mais également de tout lien à l'expérience du réel. C'est rappeler que, si les mathématiques se sont progressivement coupées de leur correspondance avec la réalité au nom d'une abstraction nécessaire à leur développement, il n'en demeure pas moins que leur emploi dans la physique nécessite de revenir à la source même de ce langage qui en donne aussi bien les possibles que leurs limites : la géométrie euclidienne, première science expérimentale relevant d'un discours formel axiomatique-déductif. Il s'agit de rappeler :

- qu'il existe des coupures épistémologiques indépassables qui ne permettent pas de confondre l'inerte et le vivant, l'atome et le virus,
- que le dénombrement des personnes infectées par un agent pathogène, son évolution dans le temps, ne possèdent aucune forme d'équation prédictive permettant d'assimiler les hommes à des particules élémentaires s'agitant dans un chaos moléculaire sous contrôle théorique,
- que les interactions humaines ne se réduisent pas à des interactions atomiques, et que l'on ne peut « casser » les chaînes de contamination

de la même manière que l'on « contrôlerait » l'inhibition d'une réaction chimique dans un bécher,

- que, pour suivre la sagesse de Husserl, un simple « monde de faits » n'engendre finalement qu'une simple « humanité de fait », soulignant en cela que le sens de la vie ne peut se trouver dans la réduction de toute chose au langage mathématique et à la « modélisation » par quelques équations ineptes.

La récente propagande gouvernementale ne cesse de le répéter sur les ondes, dans les journaux, dans les écoles : « on peut douter de tout, sauf des chiffres. » Ce faisant, le pouvoir exécutif se comporte en diseuse de bonne aventure – l'honnêteté et la transparence de la démarche en moins. En soi, le fétichisme des chiffres ne constitue qu'une numérologie ésotérique qui célébrerait le dieu des mathématiques, sans savoir qui il est, tout en lui sacrifiant quelques rites médiévaux. Un retour à l'obscurantisme, en somme. Qu'il suffise de rappeler que Lyssenko, alors qu'il faisait crever de faim des millions de personnes au nom d'une prétention délirante à sa supposée maîtrise dans la compréhension de la reproduction végétale, rendait toujours au régime soviétique des rapports merveilleux sur la productivité du blé en Ukraine. Et que les statisticiens de l'administration communiste appuyaient l'idée qu'il n'y avait aucun suicide en URSS puisque cet État représentait exactement le paradis sur Terre.

L'épidémiologie « mathématique » est une contradiction même dans les termes. Elle ne se réduit aujourd'hui qu'à une vague production de quelques statistiques aussi élémentaires qu'elles sont falsifiées de façon évidente. Il s'agit d'une perversion totale qui ne s'utilise que pour imposer une narration délirante, paranoïaque, sans lien avec le réel, sur commande de gouvernements assoiffés d'un pouvoir biopolitique insatiable. C'est au nom de la vérité, celle des limites, de la rigueur et du doute – qu'il faut aujourd'hui refuser fermement le pacte de corruption que propose une telle épidémiologie.

« La Vérité commence à nous échapper à la seconde même où notre regard relâche sa tension, elle nous échappe en nous laissant l'illusion que nous continuons à la suivre. De très nombreuses dissensions viennent de là. Et il faut savoir aussi que la vérité est rarement douce au palais : elle est presque toujours amère », disait Soljenitsyne dans son *Discours de Harvard* en 1978, où il déplorait le déclin du courage dans la couche intellectuelle

dominante en Occident, corollaire du « triomphe de la médiocrité ». Mais cette lâcheté des intellectuels, qui devient une trahison du peuple lorsque pointe le phénomène totalitaire, n'est pas nouvelle, Klemperer avait fait le même constat avec effroi, au point où « la question des raisons du ralliement au nazisme de (nombreux) universitaires et intellectuels le hante et le hantera jusqu'à sa mort² » : « Je vois surgir la foule des hommes de lettres, des poètes, des journalistes, la foule des universitaires. Trahison, où que se porte le regard³. »

Nous avons voulu, pour notre part, faire œuvre de courage, en dévoilant ce que nous avons identifié des mensonges et des manipulations du pouvoir. Nous savons déjà, pour l'avoir entraperçu, que le prix à payer pour s'autoriser des désobligances envers les idéologies actuelles sera très coûteux, mais nous estimons faire notre devoir de résistance à ce totalitarisme mondial. Interdiction (disqualification, calomnie, censure) de toute expression publique de désaccord, interdiction de tous rassemblements publics et de toutes activités politiques organisées, contrôle étroit des faits et gestes des citoyens, contrôle étroit de la vie politique, contrôle total de l'appareil d'État et des médias, musellement des médias pour légitimer le pouvoir en place, projet politique qui atomise les individus, s'immisce dans leur vie intime, et les mobilise de façon permanente sur le plan idéologique – que faut-il de plus pour parler de *totalitarisme* ? La confirmation que le totalitarisme détruit des vies ? Il a déjà commencé dans l'ombre, dans le silence, par l'augmentation colossale des troubles psychiatriques et des suicides, par l'accroissement vertigineux de la famine dans le monde, par la paupérisation aggravée des classes populaires et moyennes, et bien sûr, par des négligences de soins, des interdictions de remèdes, des pratiques d'euthanasie. Faut-il attendre, pour en avoir la confirmation, l'affichage public et décomplexé d'une politique d'extermination ?

LA CONFIRMATION QUE
LE TOTALITARISME DÉTRUIT
DES VIES ? IL A DÉJÀ COMMENCÉ
DANS L'OMBRE, DANS LE SILENCE,
PAR L'AUGMENTATION COLOSSALE
DES TROUBLES PSYCHIATRIQUES ET
DES SUICIDES, PAR
L'ACCROISSEMENT VERTIGINEUX DE
LA FAMINE DANS LE MONDE, PAR LA
PAUPÉRISATION AGGRAVÉE DES
CLASSES POPULAIRES ET
MOYENNES, ET BIEN SÛR, PAR DES
NÉGLIGENCES DE SOINS, DES
INTERDICTIONS DE REMÈDES, DES
PRATIQUES D'EUTHANASIE. FAUT-IL
ATTENDRE, POUR EN AVOIR LA
CONFIRMATION, L'AFFICHAGE
PUBLIC ET DÉCOMPLEXÉ
D'UNE POLITIQUE
D'EXTERMINATION ?

D'EXTERMINATION.

**IL APPARAÎT CLAIEMENT,
AU VU DE TOUTE NOTRE
ANALYSE, QU'IL NE S'AGIT PAS
DE SOIGNER LES
POPULATIONS, ET ENCORE
MOINS DE LES PROTÉGER, OU
DE RESPECTER LEURS
DROITS, AU VU DU BILAN
ANNUEL DE DESTRUCTION ET
DE DÉGRADATION
MÉTHODIQUES DES SOCIÉTÉS.**

De notre point de vue, il nous fallait nommer le secret des origines, ce secret incestuel qui rend possible l'avènement du délire paranoïaque orchestré sur cette idéologie sanitaire. Il nous fallait nommer les dangers de cette idéologie qui, si elle n'est pas arrêtée, conduira fatalement à une logique concentrationnaire et une extermination massive. Car ainsi fonctionne le délire paranoïaque : la persécution harceleuse des peuples au nom des idéaux tyranniques. Souhaitant rappeler la phrase de Soljenitsyne, « à moutons dociles, loup glouton », nous avons désiré contribuer au dévoilement du mensonge qui est à la racine de cette idéologie, pour que

s'arrête cette agitation de l'angoisse de la mort dans un système qui ne cesse de devenir de plus en plus mortifère, au sens propre. Ou bien, *a minima*, pour rendre témoignage. Non, nous n'étions pas d'accord pour cela. Il est très compliqué de comprendre ce à quoi nous avons à faire. Nous avons proposé, dans l'urgence, une réflexion ; elle peut être perfectionnée et augmentée, notamment en revenant, comme dans une enquête sérieuse, aux sept questions de Quintilien : Quoi ? Qui ? Où ? Quand ? Comment ? Combien ? Pourquoi ? Quel est le projet de ce que les peuples subissent depuis près de deux ans ? Il apparaît clairement, au vu de toute notre analyse, qu'il ne s'agit pas de soigner les populations, et encore moins de les protéger, ou de respecter leurs droits, au vu du bilan annuel de destruction et de dégradation méthodiques des sociétés.

Les accusations de « complotisme » et de « conspirationnisme » fonctionnent désormais comme la nouvelle Inquisition. Notre analyse, après cette étude, penche pour un projet idéologique concerté en haut lieu, qui a été propulsé et propagé à la manière du cheval de Troie. « Je crains les Grecs, surtout quand ils offrent des cadeaux. » Méfions-nous des cadeaux du pouvoir, qui ne manquera pas de dérouler ensuite la facture. Un pouvoir, pour se mettre en place de façon absolue, et se maintenir ensuite au sommet, a besoin de contrôler son opposition. C'est le cas par exemple dans les entreprises, où des directions vont, elles-mêmes, créer les syndicats d'opposition, de façon cachée, pour maîtriser l'opposition et créer la trahison. C'est exactement la même chose au niveau de tous les pouvoirs. La fausse opposition a été présente quasiment dès le départ de l'opération. C'est ainsi qu'il est très curieux d'avoir vu apparaître chez les opposants au programme idéologique sectaire... des sectes, qui fraient généralement avec le pouvoir, comme la scientologie. L'ennemi de mon ennemi n'est pas forcément mon ami. Pire, il peut avoir été créé par mon ennemi lui-même pour jeter les résistants dans le gouffre et l'impasse dès le départ. Par ailleurs, il s'agit de discréditer toute opposition sérieuse, par calomnie ou assimilation à des théories ubuesques qui contribuent à délégitimer les messagers, et donc le message. La souffrance des peuples est réelle ; elle ne saurait être traitée dans une logique quantitative ou dissimulée sous une réalité virtuelle. Le totalitarisme est devenu notre réalité. Nous sommes calomniés et persécutés pour dire cette vérité et dénoncer cette idéologie sanitaire. Un pouvoir responsable recherche l'équilibre, et crée la

concorde : s'il y a autant des discordes, ce n'est pas parce que beaucoup de citoyens seraient irresponsables, mauvais ou criminels, mais parce que le récit dominant stigmatise des gens qui doutent (or, nous avons vu qu'il existe de sérieuses raisons d'entretenir un doute, et même, que le doute est impératif en science, pour raison garder), et organise un tel clivage, au nom d'un supposé « Bien commun » (qui devient donc le « Bien » de certains au détriment d'autres, jugés « mauvais élèves »), et d'une méthode inacceptable sur le plan moral, d'après laquelle des individus devraient être sacrifiés car « la fin justifie les moyens ». La souffrance morale de la jeunesse n'est plus une hypothèse : chaque jour, des enfants et des adolescents nourrissent davantage de projets suicidaires. Est-ce tolérable ? Est-ce acceptable ? Est-ce le futur que nous souhaitons pour nos enfants ? N'est-il pas temps que chacun reprenne les fonctions logiques de sa raison pour revenir au témoignage, à l'expérience et se défaire de cette propagande malsaine qui a envahi tous les espaces intimes dans le monde entier ?

UN POUVOIR RESPONSABLE RECHERCHE L'ÉQUILIBRE, ET CRÉE LA CONCORDE.

Tout est fait politiquement pour créer la désunion, pour refuser l'empathie à ceux qui souhaitent vivre. L'empathie n'est utilisée que pour opérer un chantage auprès de citoyens manipulés : pour le pouvoir, nous serions tous des contamineurs en puissance. Et si la contamination était opérée sciemment par un pouvoir mondial cynique, comme les nazis l'avaient également fait en leur temps, tout en se présentant comme des « sauveurs » ensuite, apportant le remède au mal sciemment créé ? Qui peut répondre de façon certaine à cette question ? L'utilisation massive des « vaccins » semble obéir en tout cas à ce schéma. Ainsi, de nombreuses études ont montré que l'immunité naturelle protège mieux et plus longtemps que

l'immunité artificielle. À cela s'ajoute le fait que la vaccination en période épidémique produit vraisemblablement des variants résistants à ce que l'on suppose être une protection : on ne peut s'empêcher de constater que la poursuite massive des injections géniques possède comme fonction objective le renouvellement incessant du virus associé à la chute rapide des défenses immunitaires. Qu'il suffise de penser à des pays comme Israël où la troisième et la quatrième doses sont déjà en route – sans que l'on voie comment cette logique pourrait s'arrêter –, tandis que l'Union européenne a passé commande de 1,8 milliard de doses pour 450 millions d'habitants (soit exactement 4 doses par personne). De façon cynique, on constate, hélas, que le « vaccin » entretient manifestement et de façon très objective l'épidémie⁴.

LA LOGIQUE DE
LA PSYCHOPATHOLOGIE
LAISSE ENTENDRE QUE LE
POUVOIR PEUT PARFAITEMENT,
DE FAÇON TOTALEMENT
CYNIQUE
ET INTENTIONNELLE,
ENTREtenir, PAR SES
DÉCISIONS CONTRE-
PRODUCTIVES,
LA PANIQUE SANITAIRE POUR
MIEUX POSER COMME
INCONTURNABLES
LES RESTRICTIONS
DES LIBERTÉS. ET C'EST MÊME
TRÈS PROBABLE, CAR UNE
FOIS QUE L'IDÉOLOGIE SE
DÉCONNECTE DU RÉEL, LE
DÉLIRE PARANOÏAQUE VEUT
QUE

LE RÉEL LUI CORRESPONDE, IL
LE FAÇONNERA DONC COMME
L'IDÉOLOGIE LE DEMANDE.

L'IDÉOLOGIE FERA TOUT POUR
QUITTER LE SENS DES MOTS,
QUI NE SERVIRONT PLUS
À NOMMER LE RÉEL,
MAIS À FAIRE ADVENIR LE
DÉLIRE DANS LA RÉALITÉ, ET À
TORDRE LA RÉALITÉ À L'IMAGE
DU DÉLIRE.

Ainsi, sans même avoir besoin de se pencher sur l'épineuse question de l'origine du virus et des recherches douteuses sur le gain de fonction à l'institut de Wuhan, on observe que les décisions « sanitaires » produisent en réalité l'exact opposé de ce qu'on nous promet : le confinement a accéléré la propagation de l'épidémie ; le masque a produit plus de problèmes respiratoires qu'il n'en a résolu ; l'injection génique a probablement engendré des variants⁵ ; et les anticorps produits avec l'ARNm assurent une baisse rapide des anticorps, avec comme conséquence en France et dans d'autres pays le perpétuel renouvellement de

l'état d'urgence sanitaire et des mesures liberticides associées, au prétexte que l'on ne serait toujours pas sortis de l'infamale épidémie.

La logique de la psychopathologie laisse entendre que le pouvoir peut parfaitement, de façon totalement cynique et intentionnelle, entretenir, par ses décisions contre-productives, la panique sanitaire pour mieux poser comme incontournables les restrictions des libertés. Et c'est même très probable, car une fois que l'idéologie se déconnecte du réel, le délire paranoïaque veut que le réel lui corresponde, il le façonnera donc comme l'idéologie le demande. L'épidémie ne frappe-t-elle pas assez ? Le délire paranoïaque créera d'autres formes d'épidémies contre lesquelles il partira ensuite en croisade. L'idéologie fera tout pour quitter le sens des mots, qui ne serviront plus à nommer le réel, mais à faire advenir le délire dans la réalité, et à tordre la réalité à l'image du délire.

Pour y voir clair, il est nécessaire de se désintoxiquer de l'idéologie religieuse de la « Science » ou de la « Santé ». L'idéal de « santé pour tous » est impossible dans un contexte où la santé est définie comme l'absence de maladie potentielle ! Non, en 2020, l'humanité n'a pas été en grave danger de mort ; et personne ne revient sur ce premier principe devenu incontestable, qui a justifié tout un tas de mesures liberticides d'exception, d'appauvrissement majeur et de division des populations, les rendant beaucoup plus vulnérables. « L'homme nouveau » du totalitarisme est celui d'un « nouveau langage », comme dans les sectes qui opèrent, d'ailleurs, selon des procédés similaires. Qui est la police de la pensée, qui est le ministère de la Vérité ? Qui s'improvise désormais comme « garant du temple de la langue » ?

Hannah Arendt, dans un article de 1945 intitulé « Les germes de l'Internationale fasciste », nous indiquait l'importance de concevoir le fascisme comme « un mouvement international antinational », considérant que les nazis avaient offert « l'Allemagne en sacrifice à l'avenir du fascisme », et nous alertait en conséquence : « Mais la perte d'un centre national n'a pas que des inconvénients pour la continuation de l'Internationale fasciste. Libéré de tout lien national et des inévitables préoccupations extérieures qui les accompagnent, les nazis peuvent tenter une fois encore de s'organiser dans le monde de l'après-guerre sous la forme de cette véritable et pure société secrète, dispersée partout dans le

monde, qui a toujours été le modèle d'organisation auquel ils aspiraient. [...] Le danger existe que le nazisme parvienne à se poser comme l'héritier du mouvement de résistance européen, en reprenant son slogan d'une fédération européenne et en l'exploitant à ses propres fins⁶. »

Il est urgent et essentiel de revenir au doute et à la prudence, de cesser les expérimentations hasardeuses sur les êtres humains et surtout, de faire un bilan argumenté de l'année 2020, sur la base de données réelles, et non fantasmées ou interprétées comme cela plaît au pouvoir.

Il est urgent et essentiel de revenir au passé, à notre vie d'avant, à nos droits humains inaliénables qui ont été bafoués, à une « science avec conscience », c'est-à-dire une science qui sait qu'elle doit absolument s'allier aux Humanités, et non les mépriser, au risque sinon de se corrompre et de se fasciser.

Il est urgent et essentiel de réclamer, tous ensemble, des comptes sur la séquestration odieuse qui a pris en otage les populations en 2020, et se poursuit encore au travers des mesures de ségrégation sociale, creusant chaque jour davantage la tombe de l'humanité.

ANNEXES

ANNEXE 1

Le passage qui va suivre est repris d'un article écrit par Vincent Pavan, et qui avait été fourni pour une publication dans le webmagazine *Up Magazine* en juin 2020¹. Un infime passage de ce texte avait été publié par le journal en ligne, mais nous en divulguons ici l'intégralité pour que chacun puisse réaliser à quel point les affirmations des membres du Conseil scientifique relèvent, de façon claire, de la plus pure tautologie. Ce texte comporte quelques passages techniques dont les lecteurs pourront s'affranchir s'ils le souhaitent. Il est parfois écrit à la première personne, car cela reflète le travail personnel de Vincent Pavan.

Le taux de reproduction de base : lorsque l'Institut Pasteur invente les chiffres

Le 20 avril 2020, le site HAL PASTEUR² offrait en ligne un *preprint*³ intitulé *Estimating the burden of SARS-CoV-2 in France* qui prétendait établir un certain nombre de résultats sur la pandémie de Covid en France. Cet article rassemblait 17 auteurs, de 10 institutions notoirement connues (Institut Pasteur, Cambridge, John Hopkins, etc.) et désignait S. Cauchemez – un étudiant du controversé Neil Ferguson à l'Imperial College⁴ – comme auteur correspondant d'une équipe essentiellement composée par de jeunes chercheurs, une grande partie étant encore non titulaire (post-doctorants). Le résumé de l'article affirmait, de façon très sûre, des conclusions fondamentales pour les prises de décision gouvernementales : « Le confinement a réduit le nombre de reproduction (de base) de 3,3 à 0,5 (84 % de réduction). Au 11 mai, lorsque les interdictions seront levées, nous estimons que 3,7 millions de personnes (intervalle de confiance 2,3-6,7), soit 5,7 % de la population, auront été infectées. Insuffisant pour créer une immunité collective et pour éviter une seconde vague si toutes les mesures de contrôle sont relâchées à la fin du confinement⁵. » Rapidement, avant même que les propos des auteurs soient vérifiés par les pairs (ce qui est cependant le cas aujourd'hui, l'article, selon nous contre toute forme de rigueur scientifique, ayant été accepté pour publication dans la revue

*Science*⁶), le contenu du document fut diffusé dans la presse nationale (*Libération, Le Journal du dimanche, France Culture, BFM, etc.*), et les conclusions répétées en boucle : le confinement a permis une réduction de 84 % de la propagation du virus, mais l'immunité collective n'étant pas atteinte, il faudra en passer par un contrôle accru des mesures de distanciation et de traçage⁷. J'étais intéressé à plus d'un titre par ce papier. D'abord parce que la modélisation en épidémiologie rappelle furieusement le domaine universitaire dans lequel je travaille de façon aussi bien mathématique que physique : l'équation de Boltzmann⁸. Ensuite, parce que les outils numériques utilisés par les auteurs tombaient dans l'escarcelle de mes enseignements : théorie des opérateurs, modélisation en probabilité et en statistique, analyse numérique et matricielle. L'épidémie me donnait donc l'occasion d'une application grandeur nature des théorèmes établis en cours. Cependant j'avais quand même de sérieux doutes sur les affirmations prétendant au miracle du confinement dans la mesure où les taux de mortalité des pays nordiques – Pays-Bas, Suède refusant l'application d'un *strict* confinement – ne semblaient pas dépasser ceux des pays notoirement autoritaires sur la question, tels que la France, l'Italie, l'Espagne et la Belgique (l'Allemagne, avec sa structure *fédérale*, semblant constituer un compromis plus ou moins libéral entre les deux) ; j'étais donc avide de trouver des résultats scientifiques sur le sujet. Je ne peux cacher, hélas, malgré les réserves d'usage qu'implique la relecture d'un travail scientifique – chacun peut toujours se tromper, et le travail scientifique doit inviter à la modestie – que ma surprise et ma colère furent totales. Pour un chercheur et un enseignant en mathématiques, l'article cumulait, en effet, toutes les atrocités possibles contre lesquelles je mets quotidiennement en garde mes étudiants. Pire, dans l'analyse détaillée des prétendus résultats des auteurs, on pouvait découvrir ce qu'il y a de plus odieux en science dure : le non-sens des formules, les fausses références, les courbes trafiquées, les équations sans solution dont on force un résultat, la faillite totale des méthodes numériques, les graves manques de compréhension des notions pourtant les plus basiques. Les affirmations sans justifications se succédaient les unes aux autres pour en arriver à l'arbitraire le plus sidérant sur la réduction de valeur du R_0 – le fameux nombre de reproduction de base, qui mesure combien, en moyenne, une personne infectante va

contaminer de nouveaux individus. Ce fameux R_0 , dont le gouvernement attendait de pouvoir annoncer qu'une diminution était observable et qu'elle résultait bien de l'action de confinement.

Un piètre usage des mathématiques

Deux problèmes particuliers, traités par Salje *et al.*⁹, ont attiré mon attention.

- Le premier consistait en une modélisation classique d'une situation relevant des probabilités. Des patients qui arrivent à l'hôpital pour cause de Covid et qui finissent par y mourir, on se demande s'il existe une « loi » qui permette de rendre compte du nombre de jours qu'ils sont restés hospitalisés avant de décéder. La question était en effet intéressante dans la mesure où l'on pouvait raisonnablement se demander qui étaient les patients qui mouraient (on a très vite su qu'il s'agissait plutôt d'hommes et plutôt âgés), mais également pourquoi, comme cela a été observé, certains mouraient très vite une fois entrés à l'hôpital, tandis que d'autres pouvaient rester entre deux et trois semaines avant de décéder. Le niveau mathématique de cette modélisation n'engage pas grand-chose d'autre que des connaissances basiques enseignées en terminale : probabilité sur un ensemble fini, variable aléatoire discrète, probabilité conditionnelle, un soupçon de probabilité continue avec la loi exponentielle et la loi log-normale. Tout cela figure explicitement dans les programmes ; et il s'agissait là, à proprement parler, d'un TD que les enseignants de lycée qui voudront bien se pencher sur la question pourront mettre en place dès la rentrée prochaine. Sur cette partie, les auteurs ont fait preuve d'une sidérante absence de maîtrise des concepts pourtant les plus basiques du vocabulaire des probabilités. Cela les a conduits à utiliser des équations sans aucune interprétation précise, dont ils ont manqué totalement la résolution, obtenant des résultats d'une médiocrité inquiétante. Pour masquer alors leur échec sur un problème aussi simple, ils ont dû se réduire à maquiller – purement et simplement – les résultats obtenus¹⁰.
- Le second consistait à essayer de « montrer » que le confinement avait eu un effet spectaculaire sur la propagation du virus : la fameuse réduction de 84 % du R_0 de 3,3 (*i.e.* 10 personnes en infectent 33) à 0,5

(i.e. 10 personnes en infectent 5) grâce au confinement. D'ailleurs, sans que l'on sache pourquoi, dans la version définitive du papier, le R_0 passera de 2,9 (10 personnes en infectent 29) à 0,7 (10 personnes en infectent 7). Alors que le *preprint* était placé le 20 avril sur le site HAL PASTEUR, un mois déjà s'était écoulé depuis la décision du confinement (le 17 mars). Si effectivement ce confinement avait eu l'effet spectaculaire que prétendaient les auteurs Salje *et al.*, il aurait été extrêmement facile de mettre en évidence, sur les graphes, des comportements anguleux de certaines courbes, des baisses immanquables dans la croissance des chiffres. Mais rien de tout cela. Rien, désespérément rien. Et, de même que les auteurs s'étaient rendus coupables de devoir truquer leurs résultats¹¹, faute de pouvoir résoudre un simple problème de probabilité, ils truquèrent de façon tout aussi odieuse leurs prétendus calculs sur le R_0 . Le premier problème sur lequel les auteurs Salje *et al.* se sont penchés (étudier le nombre de jours d'hospitalisation avant la mort) n'a pas d'intérêt mathématique en soi. En revanche, l'étude détaillée de la faillite des auteurs permet de révéler toutes les barrières que les cosignataires de l'article sont prêts à franchir. Voilà pourquoi il était d'abord important de se pencher plus précisément sur cette partie. Je vais entrer un peu plus dans le détail de la seconde partie, car c'est elle qui continue, encore aujourd'hui, à circuler telle une traînée de poudre dans la presse.

Le nombre basique de reproduction

Le nombre basique de reproduction : voilà bien l'objet de toutes les attentions médiatiques et gouvernementales. Surveillé comme le lait sur le feu, même si au fond il n'est que d'importance assez relative, car il existe effectivement, dans les courbes épidémiologiques, des grandeurs caractéristiques autrement plus significatives que celle-là. En pratique, on interprète ce nombre de la façon suivante : R_0 est le nombre de personnes qui vont être infectées par une personne porteuse du virus. Comment est estimé ce nombre ? C'est bien là tout le problème. Pour parler un peu plus en détail de cette estimation, il faut faire un détour par ce que l'on peut appeler les « taux de croissance (et de décroissance) exponentielle ».

Les taux de croissance et de décroissance exponentielle

Une grandeur importante, qui est reportée régulièrement dans quasiment tous les pays¹², c'est le nombre de nouvelles personnes qui sont infectées chaque jour. On note par $i(t)$ ce taux quotidien, t désignant le jour donné. On dit que cette quantité suit *une croissance exponentielle* de taux $\lambda_0 > 0$ lorsque $i(t)$ est multiplié par 2 au bout d'un temps $\Delta_0 = \ln(2)/\lambda_0$. Ainsi, en France, si l'on regarde ce qui se passe entre le 1^{er} et le 10 mars, on observe les chiffres suivants¹³ :

Jour	1/3/2020	2/3/20	3/3/20	4/3/20	5/3/20
$i(t)$	88	142	176	224	285

Jour	6/3/20	7/7/20	8/3/20	9/3/20	10/3/20
$i(t)$	350	435	540	613	745

On voit qu'il existe à peu près correctement un doublement du nombre de personnes pour une durée comprise entre 3 et 4 jours. En pratique, *via* quelques calculs sur les données épidémiques de la première quinzaine du mois de mars 2020, on met en évidence de façon très fiable un taux de croissance exponentielle $\lambda_0 = 0,202 \text{ jour}^{-1}$, autrement dit un doublement du nombre de personnes nouvellement infectées tous les 3,43 jours, ce qui correspond bien à la tendance observée. Lorsqu'une épidémie commence à se propager, on DOIT pratiquement toujours observer un taux de croissance exponentielle. Une telle mesure est assez facile à mettre en œuvre. Elle s'effectue, en principe, selon une technique de *régression linéaire* – c'est une des choses les plus faciles à réaliser. Il s'agit de reporter des points dans un repère (O, x , y) et de trouver la meilleure droite qui approche la distribution. Mais, de même que vous devez observer un taux de croissance exponentielle sur les nouveaux cas en début d'épidémie, de façon « symétrique », vous DEVEZ observer un taux de *décroissance exponentielle* $-\lambda_\infty < 0$ sur les nouveaux cas en fin d'épidémie (le signe « moins » signifiant que vous êtes en période de décroissance). Là encore, si l'on reprend par $i(t)$ le nombre de nouvelles personnes infectées par jour,

on observera une division par deux de ce nombre pour une période $\Delta_\infty = -\ln(1/2)/\lambda_\infty$. Sur l'exemple de la France, si l'on se place entre le 18 et le 27 avril, on obtient les chiffres suivants¹⁴ :

Jour	18/4/20	19/4/20	20/4/20	21/4/20	22/4/20
$i(t)$	1 756	1 709	1 587	1 358	1 327

Jour	23/4/20	24/4/20	25/4/20	26/4/20	27/4/20
$i(t)$	1 253	1 086	980	958	870

Là encore, sur cette série de chiffres, l'idée que l'on divise par deux le nombre de nouvelles personnes infectées tous les 7 à 8 jours constitue une représentation assez honnête de la réalité. De fait, en période de décroissance, des calculs plus détaillés montrent que l'on divise à peu près par 2 tous les 6,42 jours, ce qui donne un taux de décroissance exponentielle de $-\lambda_\infty = -0,108 \text{ jour}^{-1}$. Pourquoi parler de ces taux de croissance et de décroissance ? Parce qu'ils sont, en fait, liés de façon structurelle à la valeur du R_0 . Une des premières choses que l'on apprend en épidémiologie est l'affirmation suivante : il y a une équivalence entre un $R_0 > 1$ et une croissance exponentielle du nombre de nouveaux infectés ; et il y a une équivalence entre un $R_0 < 1$ et une décroissance exponentielle du nombre de nouveaux infectés. Il faut donc, maintenant, se tenir à sa chaise : en annonçant que le confinement avait permis de réduire immédiatement le R_0 de $2,9 > 1$ à $0,7 < 1$, Cauchemez, Fontanet et leurs collaborateurs affirmaient ainsi, contre toutes les observations pourtant déjà disponibles le 20 avril, que le nombre de nouvelles personnes infectées commençait à **décroître exponentiellement à partir du 17 mars**, et ce avec un taux de décroissance de $-0,04 \text{ jour}^{-1}$, c'est-à-dire avec une division par 2 tous les 16 jours. Sachant que le pic épidémique (*i.e.* le jour où l'on a enregistré le plus grand nombre de nouvelles personnes infectées) a eu lieu le 27 mars et que la valeur de ce pic épidémique représentait plus de 2 fois le taux du 17 mars (1 889 nouvelles personnes infectées au 17 mars contre 4 536 au 26 mars), la seule question que l'on peut se poser est la suivante : pourquoi de telles affirmations aussi trivialement fausses, qui sont invalidées par un simple coup d'œil aux données quotidiennes des nouvelles personnes

infectées ?¹⁵ Pour le dire autrement, S. Cauchemez, A. Fontanet, l'Institut Pasteur et les coauteurs du papier affirmaient, sans aucune honte, que l'épidémie de Covid-19 était contrôlée dès le 17 mars grâce à la mesure de confinement et que le nombre de personnes infectées au 17 mars serait à jamais le plus grand que l'on enregistrerait sur toute la durée de l'épidémie (soit 1 889 cas, ce jour-là¹⁶...). En pratique, on montera jusqu'à un taux journalier de 4 536 personnes, et il faudra attendre le 17 avril pour retrouver un taux journalier de 1 849 personnes. À ce niveau de contradiction, on reste pantois devant l'assurance des auteurs.

Modèle SIR pour rendre compte de l'évolution de l'épidémie. Lien entre R_0 et les taux de croissance ou de décroissance exponentielle λ_0 , $-\lambda_\infty$

Nous avons dit, dans la partie précédente, qu'il existait un lien entre le R_0 et les taux de croissance ou de décroissance exponentielle du nombre de nouveaux cas. Mais comment lier exactement les deux ? En pratique, la seule chose que vous pouvez mesurer, ce sont essentiellement des taux de croissance ou de décroissance sur les nouveaux cas reportés. Le lien entre le taux λ_0 et le $R_0 > 1$ n'est cependant pas direct. En général, vous avez besoin d'un autre paramètre (parfois deux ou trois), en plus de λ_0 pour donner une valeur à R_0 . Comment obtenir cet autre paramètre ? Eh bien, disons-le tout net : la plupart du temps, les épidémiologistes donnent une valeur arbitraire au second paramètre. Le calcul de λ_0 peut être effectué assez rapidement au début de l'épidémie. Mais la donnée du R_0 en début d'épidémie est, de toute façon, arbitraire, c'est ce qui fait qu'elle n'est pas vraiment intéressante. Au mieux, vous pouvez donner une valeur minimale et une valeur maximale sous certaines hypothèses. C'est pour cette raison que Simon Cauchemez et Arnaud Fontanet se sont sentis à l'aise pour le passer de 3,3 à 2,9 sans aucune forme de justification¹⁷. *Idem* pour le R_0 après confinement puisque, de toute façon, celui-là n'avait aucune forme de validation par les données mesurées. On pouvait bien, alors, le changer comme on en avait envie. En

fait, malgré de nombreux tours et détours qui ne mènent nulle part (hormis peut-être à décourager les lecteurs de toute forme de lecture critique), Cauchemez, Fontanet et leurs coauteurs ont fini par se fixer sur la détermination d'un R_0 selon un modèle SIR. Ne vous découragez pas, vous aller voir, c'est très facile. Dans ce modèle, on définit tout d'abord la population *susceptible* d'être infectée par le virus. C'est seulement celle-là qui doit être prise en compte, ce qui fait qu'en pratique, pour un virus respiratoire, cette population est sans doute loin d'être égale à la population *totale* du pays, tandis que, pour une maladie sexuellement transmissible comme le VIH, contre laquelle il n'y a ni vaccin ni immunité naturelle, elle doit être égale à la population entière. Cette population de susceptibles¹⁸ donc (comme la nomment les épidémiologistes) est séparée en trois catégories :

- La catégorie S, celle des personnes saines et susceptibles de contracter le virus,
- La catégorie I, celle des personnes infectées et infectantes,
- La catégorie R, celle des personnes rétablies ou (hélas) mortes, qui ne sont donc plus infectantes.

À chaque instant, les grandeurs S, I, R désignent le nombre de personnes des catégories correspondantes. Comme on conserve le nombre d'individus de la population, on a toujours à chaque instant $S(t) + I(t) + R(t) = N$ (N désigne le nombre total d'individus dans la population *susceptibles* d'être infectés), car : soit vous êtes sain, soit vous êtes infecté, soit vous êtes mort ou rétabli, mais vous ne pouvez être que dans une seule catégorie à la fois. L'idée du modèle SIR – le plus vieux qui soit –, c'est de décrire les manières avec lesquelles on passe d'une catégorie à l'autre¹⁹.

• Pour passer de S à I, il faut deux conditions : d'abord, qu'une personne de la catégorie S rencontre une personne de la catégorie I. Si cette rencontre se prolonge sur une durée dt , on aura alors une « probabilité²⁰ » βdt que la personne de la catégorie S quitte cette catégorie pour entrer dans la catégorie I : cette personne aura été infectée. Formellement, la variation (par unité de temps) du nombre de personnes saines s'écrit :

$$\frac{dS}{dt} = -\beta \frac{SI}{N}$$

la variation étant introduite ici comme la dérivée (temporelle) du nombre de personnes saines. Le signe « - » indique que le nombre de personnes saines va diminuer et venir augmenter d'autant le nombre de personnes infectées.

- Dans la catégorie I, il y a deux termes qui entrent en compétition. Un terme de gain : cela désigne toutes les personnes de la catégorie S qui vont être infectées et donc venir peupler la catégorie I. Ce terme est le même (avec un signe « + ») que celui qui a été dérivé tout à l'heure. Un terme de perte (avec un signe « - ») : ce sont toutes les personnes qui vont mourir ou se rétablir. Comment calculer le nombre de ces personnes ? Eh bien, on va supposer que, pendant une durée dt , le nombre de personnes qui se rétablissent est proportionnel au nombre de personnes infectées. Autrement dit, le nombre de personnes qui passent à R entre t et $t+dt$ s'écrit selon $I\gamma dt$. La variation par unité de temps du nombre de personnes infectées s'écrit donc :

$$\frac{dI}{dt} = \beta SI - \gamma I$$

- La catégorie R se remplit uniquement par le rétablissement (ou la mort) des personnes de la catégorie I. Ce qui fait que l'on peut, maintenant, fermer les systèmes des variations sur les catégories en posant :

$$\frac{dR}{dt} = \gamma I$$

Ce modèle est assez simple, mathématiquement. La plus sérieuse difficulté que l'on a est plutôt celle de savoir *quelles valeurs donner aux paramètres du problème, c'est-à-dire aux valeurs de N , β , γ* :

- Le paramètre β est appelé le « taux de transmission » : il compte le passage des personnes saines aux personnes infectées ;
- Le paramètre γ est le « taux de rémission » ou « de rétablissement » : il compte les personnes qui meurent ou se rétablissent ;
- Le paramètre N est la taille de la population (rappelons-le : uniquement les personnes *a priori* susceptibles de contracter le virus : ce ne peut pas

être la population entière).

Il faut savoir une chose : dans le cadre des maladies sexuellement transmissibles, ces paramètres N , β , γ peuvent être estimés de façon plus ou moins prédictible par la connaissance des habitudes sexuelles de la population. Mais, dans le cadre d'un virus respiratoire, c'est rigoureusement impossible. Et il faut savoir que le système d'équations peut avoir des variations assez importantes, même avec des erreurs modérées sur ces paramètres. Autrement dit, ce n'est que par l'observation – le plus souvent du début jusqu'à la fin de l'épidémie, et encore, dans l'hypothèse où le modèle s'applique – que l'on peut espérer ensuite retrouver les paramètres. Ce qui rend alors les prédictions assez souvent hasardeuses. Quant à savoir dans quelle mesure un confinement peut jouer sur ces paramètres, disons-le tout net : toute prétention dans ce domaine ne peut être que spéculative et va se heurter, dans le cas des données observées, à la régularité des courbes et à l'invariance, dans des pays notoirement différents, d'un certain nombre de grandeurs observables. Pourquoi aller aussi loin dans le détail ? Pour expliquer comment, *une fois connue toute la courbe épidémiologique*, on peut effectivement remonter aux paramètres du problème et vérifier que le modèle SIR marche relativement bien sur un grand nombre de pays où l'épidémie est effectivement terminée (France, en tête). La chose est très simple, dans le principe :

- L'étude *théorique* du modèle SIR montre que les courbes épidémiologiques passent toujours par une phase de croissance exponentielle en début d'épidémie (ce que l'on peut appeler la « phase de dilution » : en proportion, peu de personnes sont infectées) et une phase de décroissance exponentielle en fin d'épidémie (ce que l'on peut appeler la « phase de saturation » : quasiment toutes les personnes qui devaient être infectées l'ont effectivement été).
- Dans ce modèle, le R_0 se définit simplement par $R_0 = \beta / \gamma$;
- Si l'on note par λ_0 et λ_∞ les taux de croissance et de décroissance exponentielle, il existe alors une très belle équation qui permet de trouver la valeur de R_0 . Elle s'écrit :

$$\frac{R_0 - 1}{1 + W_0(-R_0 \exp(-R_0))}$$

Où $W_0(x)$ est une fonction spéciale, la partie principale de la fonction de Lambert. Pour la France, on a $\lambda_0 = 0,202 \text{ jour}^{-1}$ et $\lambda_\infty = -0,102 \text{ jour}^{-1}$ (valeurs mesurées sur les courbes épidémiologiques²¹). Ce qui donne finalement un R_0 de 2,40. S. Cauchemez et ses collaborateurs l'avaient d'abord annoncé de façon arbitraire à 3,3 (avant de le modifier de façon tout aussi arbitraire à 2,9...). Rien de très sérieux, dans toutes ces affirmations.

- Si, en plus, on intègre à ces données le nombre total de personnes qui ont finalement été infectées (et que l'on note R_∞), alors il est possible de retrouver les trois paramètres N , β , γ du modèle SIR. On est alors prêt à résoudre les équations du modèle, une fois ses paramètres connus, et à les comparer, sur l'ensemble de l'épidémie, aux mesures du nombre de personnes infectées au jour le jour. Pour la France, on arrive à $\beta = 0,35 \text{ jour}^{-1}$ et $\gamma = 0,14 \text{ jour}^{-1}$. Finalement, on a $N = 155\ 655$. L'écart entre le modèle théorique et les observations est alors de 23 %. C'est un assez bon modèle – en vérité, un exploit –, eu égard aux nombreuses incertitudes qui pèsent sur le bruitage des données et l'extrême simplicité du modèle. Pour l'Australie, la différence entre le modèle et les observations est à peine de 4 %. Ce qui montre parfaitement la fiabilité des calculs et de la méthode.
- On peut donner alors un sens à la notion de « R_0 » (en réalité, il faut le noter « R_f ») en fin d'épidémie par la formule suivante :

$$R_f = 1 - \frac{\lambda_\infty}{\gamma}$$

On obtient alors une valeur de $R_f = 0,29$, sans grand rapport avec celle annoncée par les auteurs de l'article. Notez cependant que, si comme les auteurs vous choisissez – en dépit des observations établies – d'avoir $\lambda_\infty = -0,04 \text{ jour}^{-1}$ (nous avons vu que c'est la valeur retenue dans la nouvelle

version de leur article), alors avec le même $\gamma = 0,14 \text{ jour}^{-1}$, vous calculez bien $R_f = 0,7\dots$

Conclusion

Que retenir de tout cela ? Il faut bien comprendre que, dans le modèle SIR plébiscité par les auteurs, il y a toujours, *quoi que vous fassiez ou ne fassiez pas*, deux régimes remarquables dans une épidémie (le Pr Didier Raoult appelle cela « la courbe en cloche ») :

- En début d'épidémie : une période avec une croissance exponentielle de taux $\lambda_0 > 0$ et une valeur de $R_0 > 1$.
- En fin d'épidémie : une période de décroissance exponentielle avec un taux $-\lambda_\infty < 0$ et une valeur $R_f < 1$.

Que valent ce R_0 et ce R_f , ce $\lambda_0 > 0$ et ce $-\lambda_\infty < 0$? Personne ne peut le savoir en début d'épidémie, car, comme nous l'avons souligné, dans l'état des savoirs actuels du modèle SIR, *seule la connaissance de toute l'histoire de l'épidémie* permet de trouver les paramètres N , β , γ qui caractérisent le modèle²². C'est la raison pour laquelle S. Cauchemez s'est permis de changer ses valeurs entre le *preprint* (le 20 avril 2020) et la version définitive (le 11 mai 2020) : il sait très bien, en réalité, que l'on ne peut pas avoir de valeurs de ces paramètres en début d'épidémie sans introduire une dose d'arbitraire. Comment, ensuite, a-t-il « calculé » la valeur du R_0 après le confinement ? C'est très simple, il est parti du fait que l'épidémie *se finirait fatalement avec un $R_f < 1$* . Il a ensuite « remonté »²³ le cours du temps pour dire que cette valeur, ce n'était pas *la poursuite naturelle de l'épidémie qui l'avait produite* (parce qu'elle doit toujours la produire en fin d'épidémie) *mais que c'est le confinement qui avait permis de l'obtenir*. Qu'il annonce d'abord un R_f à 0,5 (et qu'il suggère, pour le justifier arbitrairement, que le confinement réduirait les contacts transmissifs – ceux qui transmettent le virus – de 84 %) ne coûte rien (et c'est même une technique classique : quand vous ne savez rien d'une valeur comprise dans l'intervalle $[0,1]$ – ce qui est le cas de R_f –, le moins ridicule, c'est toujours d'affirmer qu'elle vaut 0,5...). Quant à le changer à 0,7 et donc à le faire remonter un peu plus vers 1 (sans aucune explication de ses calculs alors que des calculs établis rigoureusement montrent qu'il vaut 0,29) cela

permet seulement d'aller dans le sens de la conclusion de l'article de *Science* : attention à la deuxième vague, on est finalement à peine sorti de la première...

ANNEXE 2

Nous pouvons illustrer cette affirmation que l'année 2020 n'a pas été pire que les autres par les données de mortalité provenant de l'INSEE et pour lesquelles on est capable d'effectuer des comparaisons sur les temps longs¹. Les principes du calcul et de la comparaison sont les suivants :

- Pour chaque année (une année est notée « k ») et pour chaque âge (l'âge est noté « Q »), on connaît le nombre de personnes d'âge Q et le nombre de décès (pour l'année k) des personnes d'âge Q. Soient $P(Q,k)$ la population, et $M(Q,k)$ les morts.
- Cela permet de définir, pour l'année k et la classe d'âge Q, le taux de mortalité, en effectuant la division du nombre de morts d'âge Q avec le nombre total de personnes ayant l'âge Q. On a $t(Q,k) = M(Q,k)/P(Q,k)$.
- Ensuite, on considère la pyramide des âges de l'année 2020 (c'est-à-dire, pour chaque classe d'âge Q, le nombre de personnes ayant cet âge).
- On fait « mourir » cette population avec les taux de mortalité des années précédentes. On définit donc la mortalité « ajustée » par la formule suivante :
$$MA(Q,k) = t(Q,k) * P(Q,2020).$$
- On ramène finalement les mortalités ajustées à un taux global de mortalité. Pour cela, on somme sur les âges les $MA(Q,k)$, et on divise par la population totale de 2020, c'est-à-dire la somme sur les âges des $P(Q,2020)$. On obtient alors le « taux de mortalité ajusté ».
- Cela donne une manière de voir « comment on serait mort » si la population de 2020 avait vécu les années précédentes, et donc d'effectuer des comparaisons raisonnées.

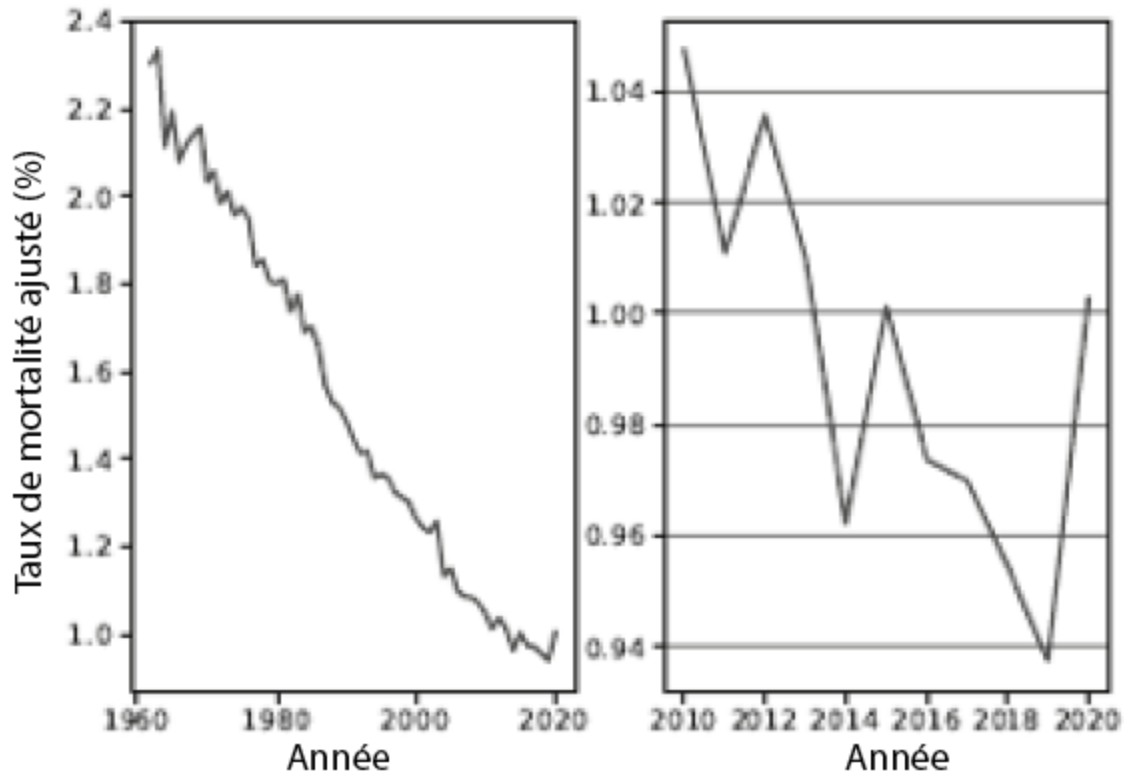


Figure 1. évolution du taux de mortalité standardisé

L'intérêt de cette méthode de calcul est qu'elle annule les effets de vieillissement. Il est clair que, de façon « brute », une population plus âgée mourra – en nombre absolu de façon plus importante qu'une population jeune. Cela ne voudra pas dire cependant, qu'il y a des effets inquiétants associés à un tel constat, à part celui du vieillissement, lequel, en soi, a tout de même un effet assez inéluctable. Ainsi, on sait qu'en France et dans de nombreux pays au monde, la génération du baby-boom (1945-1955) arrive à un âge (65-75 ans) où elle entre dans les tranches à risque de la pyramide. De fait, il ne s'agit pas de comparer le nombre absolu de morts d'une année sur l'autre (qui n'a pas grand sens), mais plutôt de savoir si les taux de mortalité par classe d'âge sont significativement différents. Sur la figure 1, on voit donc que le calcul proposé permet d'affirmer que l'on n'est pas plus mort en 2020 qu'en 2015. Qui, à cette époque, proposait d'enfermer tout le monde pour « protéger nos plus anciens » ? Mieux, dans toutes les courbes de mortalité en France depuis de nombreuses années, les « pics » de mortalité succèdent aux « creux ». Il s'agit de ce que l'on appelle les « effets moisson ». En fait, ce n'est pas tant que 2020 a été une année

particulièrement meurtrière que de comprendre que, de 2016 à 2019, on est essentiellement moins mort. L'année 2019 a d'ailleurs été une année particulièrement clémente en termes de mortalité, de sorte que la mortalité en 2020 avait toutes les chances d'opérer un rattrapage. Quoi qu'il en soit, 2020 et 2015 sont équivalentes. Et toutes les années précédant 2014 ont été pires que l'année 2020.

1. Paraphrase des propos du pape François : « se faire vacciner est un acte d'amour ».
<https://www.la-croix.com/Religion/pape-Francois-faire-vacciner-acte-damour-2021-08-18-1201171210>.

1. H. ARENDT, 1949, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, Seuil, 1972, p. 18.
Les passages extraits du livre sont soulignés par nos soins.
2. *Ibid.*, p. 21.

1. A. BILHERAN, *Manipulation : la repérer, s'en protéger*, Armand Colin, 2013.
2. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, Seuil, 1972.
3. A. BILHERAN, « Terrorisme : jeunesse, idéaux et paranoïa », revue *Soins*, Elsevier, n° 819, 2017.
4. C. CASTORIADIS, *Devant la guerre : les réalités*, Fayard, 1981 ; cf. « Octavio Paz et Cornelius Castoriadis : résister à la corruption du langage », in *Essais, Revue interdisciplinaire d'Humanités*, 2016, p. 96-109.

1. J. MERKER, « Le formalisme à travers la géométrie », 1983.
http://epiphymaths.univ-fcomte.fr/seminaire/publications/Merker-Formalisme_a_travers_la_geometrie.pdf.
2. A. EINSTEIN, *La Géométrie et l'Expérience*, discours prononcé à l'Académie des sciences de Berlin, le 27 janvier 1921.
3. Les notations sont en gras pour désigner des objets vectoriels. C'est une règle usuelle en mathématiques.
4. À entendre comme « partisan d'un système politique basé sur l'eugénisme et la sélection naturelle ».
5. P. LABORIER, P. LASCOUMES, « L'action publique comprise comme gouvernementalisation de l'État », in S. MEYET (dir.), *Travailler avec Foucault : retours sur le politique*, L'Harmattan, 2005, p. 37-60.
6. A. EINSTEIN, *La Géométrie et l'Expérience*, discours prononcé à l'Académie des sciences de Berlin, le 27 janvier 1921.
7. Ainsi, durant la Seconde Guerre mondiale, le Conseil de l'Ordre avait pour vocation de veiller à ce que les visites médicales pour le STO soient correctement diligentées par les médecins de ville. Voir par exemple, M. E. GENTILI. « Le conseil départemental de l'Ordre des médecins d'Ille-et-Vilaine sous l'Occupation », in revue *Hegel* 2014/2 (n° 2).
8. Cette terminologie fait référence au travail du psychanalyste et psychiatre P.-C. Racamier.
9. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, *op. cit.*
10. J. ROUCHIER, V. BARBET, *La Diffusion de la Covid-19 : que peuvent les modèles ?*, Éd. matériologiques, 2020.
11. Pour plus d'information, on peut consulter la page Wikipédia dédiée à l'auteur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Simon_Cauchemez.
12. On se reportera à la page Wikipédia (en anglais) de la personne : [https://en.wikipedia.org/wiki/Neil_Ferguson_\(epidemiologist\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Neil_Ferguson_(epidemiologist)).
13. J. ROUCHIER, V. BARBET, *La Diffusion de la Covid-19 : que peuvent les modèles ?*, *op. cit.*
14. On voit mal comment le télétravail peut être une mesure traditionnellement admise, ou alors c'est vraiment une tradition toute récente !
15. Ainsi, les lecteurs pourront reprendre le rapport fourni à l'OPECST : https://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/opecst/quatre_pages/OPECST_modelisation_Covid_19.pdf, et constater à l'aide de l'étude publique de V. Pavan et E. Darles (<https://cutt.ly/dnu0BiS>) les erreurs mathématiques inquiétantes commises par les auteurs dont S. Cauchemez.
16. K. SCHWAB, T. MALLERET, *Covid-19: The Great Reset*, Agentur Schweiz, 2020.
17. T. FIOLET, A. GUIHUR, M. E. REBEAUD *et al.*, « Effect of hydroxychloroquine with or without azithromycin on the mortality of coronavirus disease 2019 (Covid-19) patients: a systematic review and meta-analysis », *Clinical Microbiology and Infection*, janvier 2021, 27(1), p. 19-27.
18. Voir l'article de J. D. MICHEL : <https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2020/04/07/corruption-systemique-quand-meme-pas-chez-nous-305669.html>.
19. Le 9 juin 2020 sur le site radiomelodie.com.
20. À ce titre on se demande d'ailleurs bien pourquoi tous les médecins ayant fait la promotion du remdesivir contre la maladie, lequel médicament a été finalement formellement déconseillé par l'OMS, n'ont pas eux aussi écopé des mêmes blâmes. Deux poids deux mesures ?

21. Article permettant les restrictions de liberté.
22. P. BOURDIEU, *La Force du droit : éléments pour une sociologie du champ juridique*, Éd. de la Sorbonne, 2017.
23. C'est nous qui soulignons, dans cette citation.
24. A. BILHERAN, *Psychopathologie de la paranoïa*, Dunod, 2019.
25. A. LUNDH, J. LEXCHIN, B. MINTZES *et al.*, « Industry sponsorship and research outcome », *Cochrane Database of Systematic Reviews*, 2017, n° 2.
26. J. CHAPOUTOT, *Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui*, Gallimard, 2020.
27. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme, op. cit.*
28. Alors que l'avis du Conseil scientifique du mars 2020 indiquait – à la suite des simulations de Neil Ferguson – que sur la seule épidémie de printemps 2020 en France/« Pour un niveau de mortalité qui est actuellement estimé à 0,5-1 %, cela correspond à des centaines de milliers », l'INED conviendra pour sa part que 2020 aura vu une surmortalité de 42 000 personnes, tandis que l'épidémiologiste Laurent Toubiana et ses co-auteurs verront une surmortalité significative d'environ 18 000 personnes.
29. L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL est destinée au dépôt et à la diffusion d'articles scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, et de thèses, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.
30. Il s'agit d'un document scientifique soumis pour publication dans une revue avec comité de lecture, et qui suit régulièrement un processus d'évaluation par les pairs.
31. Disponible à l'adresse suivante : <https://science.sciencemag.org/content/suppl/2020/05/12/science.abc3517.DC1>.
32. Disponible à l'adresse suivante : <https://zenodo.org/record/3813815#.YGTg8q8zblU>.
33. D'ailleurs Agnès Buzyn est mise en examen pour mise en danger de la vie d'autrui, du fait d'avoir donné des instructions pour que les hôpitaux n'accueillent pas les malades sauf à avoir des symptômes graves.
34. Citation d'origine : « While it would be interesting to better understand the group of patients that died quickly, unfortunately the analyzed datasets do not include information on potential factors that could lead to rapid death (e. g., data on underlying comorbidities, source of infection). »
35. Nous renvoyons aux travaux de P.-C. RACAMIER, notamment aux relations entre perversion et paranoïa.
36. Citation d'origine : « *What do these comparisons with influenza A and SARS imply for the Covid-19 epidemic and its control? First, we think that the epidemic in any given country will initially spread more slowly than is typical for a new influenza A strain. Covid-19 had a doubling time in China of about 4–5 days in the early phases.* » In ANDERSON *et al.*, « How will country-based mitigation measures influence the course of the Covid-19 epidemic? », in *The Lancet*, 2020.
37. Du nombre de cas secondaires.
38. V. CHIN, J. P. A. IOANNIDIS *et al.*, « Effects of non-pharmaceutical interventions on Covid-19: A Tale of Three Models », medRxiv, 10 décembre 2020.
39. Affirmation gratuite.
40. Affirmation qui n'engage, selon la formule, que son auteur.
41. En Israël, en Angleterre et aux Émirats arabes unis, on observe une coïncidence entre la généralisation de la vaccination et la proche survenue de pics de mortalité (voir Alexandra Henrion-Caude).

42. Le contrôle est ce qui obsède les épidémiologistes, alors que, si l'on croyait à leurs discours, il faudrait parler de « sécurité ».
43. Les lecteurs concluront ce qu'ils voudront de cette dernière phrase.
44. <https://www.vie-publique.fr/discours/274439-olivier-veran-04032020-epidemie-du-coronavirus>.
45. https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/video-Covid-19-si-nous-basculons-dans-le-stade-3-de-l-epidemie-on-ne-va-pas-arreter-la-vie-de-la-france-selon-sibeth-ndiaye_3851569.html.
46. Voir l'avis du Conseil scientifique du 12 mars 2020 dans lequel Simon Cauchemez évoque les simulations de Neil Ferguson et leur supposée fiabilité.
47. <https://www.economiamatin.fr/news-rapport-confinement-ferguson-secret-critique-decision-politique-delepine>.
48. <https://www.imperial.ac.uk/media/imperial-college/medicine/sph/ide/gida-fellowships/Imperial-College-Covid19-NPI-modelling-16-03-2020.pdf>.
49. <https://www.nationalreview.com/corner/professor-lockdown-modeler-resigns-in-disgrace/>.
50. <https://www.senat.fr/rap/r09-685-2/r09-685-240.html>.
51. F. BOURON, « La grippe espagnole (1918-1919) dans les journaux français », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2009/1, n° 233, p. 83-91.
52. G. AGAMBEN, *Sul vero e sul falso*, « Sur le vrai et le faux », texte italien publié le 28 avril 2020 sur le site *Quodlibet*.
53. Entretien avec J.-M. LÉVY-LEBLOND, « Les mathématiques de/dans la physique », *Rue Descartes* 2012/2, n° 74, p. 62-80.
54. Notons que la croyance irrationnelle de devoir opérer des sacrifices humains (désignation de boucs émissaires notamment) en cas d'épidémie, laquelle est vécue comme un châtement des dieux, est inscrite de longue date dans le psychisme collectif. Citons par exemple la peste qui s'abat sur Thèbes, et la recherche du coupable dans le mythe grec d'Œdipe.
55. Pour la citation originale du *preprint* : « *Requesting vaccinated individuals to socially distance adds very little. This suggests that, in this new era, control measures targeting unvaccinated individuals (for example with the use of a pass available to vaccinated individuals only) may help maximizing epidemic control.* » BOSSETI *et al.*, <https://hal-pasteur.archives-ouvertes.fr/pasteur-03272638>.
56. Entretien entre Vera SHARAV et Reiner FUELLMICH : <https://www.profession-gendarme.com/Covid-19-entretien-avec-vera-sharav-rescapee-de-lholocauste/comment-page-1/>.

1. V. KLEMPERER, 1947, LTI, *la langue du III^e Reich : carnets d'un philologue*, Pocket, 2003, p. 40.
 2. C. MAGRIS, *Utopie et Désenchantement*, Gallimard, 2001, p. 41.
 3. ARISTOTE, *Premiers Analytiques*, I,1, 24b18.
 4. ARISTOTE, *Seconds Analytiques*, I,2.16-23.
 5. Notons en outre que l'usage du terme « vaccin » pour désigner les injections en cours est tout à fait discutable, de même que sa finalité, très différente des vaccins traditionnels, comme nous l'avons déjà indiqué. Mais ici, nous nous concentrerons sur la nature même des faux raisonnements imposant des décisions politiques liberticides et déshumanisantes dans de nombreux pays de la planète.
 6. Nous employons ici le terme « dictature » dans son sens de régime d'exception, étant entendu que traditionnellement, la dictature est un régime d'exception limité dans le temps – six mois maximum pour la Rome antique –, donc que dans les faits, nous ne sommes plus en dictature depuis longtemps, mais bien dans un autre type de régime politique, confiscateur de la séparation des pouvoirs chère à Montesquieu et garante d'un fonctionnement démocratique, sans parler des mesures liberticides, stigmatisantes et violentes à l'égard de la population.
 7. https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/confinement/confiner-sans-enfermer-pourquoi-le-gouvernement-a-choisi-cette-nouvelle-strategie_4339205.html.
 8. A. BILHERAN, *Psychopathologie de la paranoïa*, *op. cit.*
 9. <https://www.theguardian.com/education/2001/oct/04/socialsciences.highereducation>.
 10. <https://childrenshealthdefense.org/defender/loms-sappuie-sur-un-croise-anti-conspirationniste-pour-influencer-lopinion-publique-en-faveur-du-vaccin-Covid/>.
 11. <https://www.nexus.fr/actualite/analyse/psychiatre-frederic-badel/>.
 12. Cf. l'article de la psychologue L. LEROY, « Urgences concernant la santé psychique des personnes, et observations cliniques de nos gouvernants ». <https://www.arianebilheran.com/post/message-de-laurence-leroy-psychologue>.
 13. En-dehors des nombreuses promesses non tenues sur les mesures qui ne seraient jamais prises en France (« *pass sanitaire* », « obligation vaccinale » etc.), nous renvoyons à l'intervention sur CNews du chercheur à l'Inserm Laurent Toubiana, épidémiologiste, rappelant une « épidémie très banale » dès le début, dont le nombre de véritables malades (et non de « cas ») au 23 décembre 2021 s'échelonne entre 33 et 40 pour 100 000 habitants par semaine. Laurent Toubiana y cite une tribune censurée du 12 décembre 2021, signée par de 2000 scientifiques, universitaires et professionnels de santé, tribune à laquelle le lecteur pourra se référer ici : <https://qg.media/2021/12/12/tribune-une-nouvelle-religion-vaccinale-est-nee-en-occident/>.
 14. <https://ctiapchcholet.blogspot.com/2021/04/inedit-exclusif-vaccins-contre-la-Covid.html?m=1>.
- Étude réalisée par C. FRADE, docteur en pharmacie et ancienne directrice des affaires règlementaires internationales dans l'industrie pharmaceutique, relayée par le Centre hospitalier de Cholet. Le Dr A. Henrion-Caude et le Dr A. Umlil ont interpellé le président de la République, le 2 avril 2021, sans réponse à ce jour.
15. E. MACRON, discours du 31 mars 2021.
 16. E. MACRON, discours du 13 avril 2020.
 17. Message d' E. MACRON pour le 1^{er} mai 2020.
 18. E. MACRON, discours du 13 avril 2020.

19. Discours du 28 octobre 2020 :

« Cette période est difficile en cela qu'elle éprouve notre résilience et notre unité. Mais elle est un révélateur de ce que nous sommes. Des femmes et des hommes liés les uns aux autres. Très peu de génération [sic] auront eu comme la nôtre autant de défis ensemble. Cette pandémie historique, les crises internationales, le terrorisme, les divisions de la société et une crise économique et sociale sans précédent liée à la première vague. Mais j'ai confiance en vous. Confiance en notre capacité à surmonter cette épreuve. Nous devons tenir, chacun à notre place, dans la transparence, le débat, dans la détermination pour appliquer les règles que nous nous fixons et en nous serrant les coudes. À nouveau, nous nous relèverons. Si nous sommes unis, et nous serons unis. Nous avons besoin des uns des autres, nous sommes une nation unie et solidaire et c'est à cette condition que nous y arriverons. Nous sommes la France. Je compte sur chacun d'entre vous, je serai là, nous serons là, et nous y arriverons tous ensemble. »

20. Une enquête à la télévision de M6 a révélé que des repas clandestins étaient organisés dans des restaurants, où participaient des ministres. Bien sûr, on attend la réalité des sanctions prises contre lesdits ministres qui ont enfreint les règles, comme contre toute la classe riche qui participe à ces repas clandestins. Il est pour le moins évident que c'est au peuple d'accepter les restrictions et les maltraitances, tandis que les privilégiés ont des passe-droits.

21. Communiqué de l'Académie nationale de médecine, 14 décembre 2020.

22. Discours d'Emmanuel Macron lors de la remise des décrets de naturalisation, à la Légion étrangère.

23. H. ARENDT, 1963, *Eichmann à Jérusalem*, Gallimard, 1997.

24. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/Covid-macron-demande-aux-ministres-de-rester-en-etat-de-veille-permanent-20200729>.

25. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/10/28/adresse-aux-francais-28-octobre>.

26. Dans le rapport du Conseil scientifique du 12 mars 2020, Cauchemez utilise le mot *mortalité* au lieu de *létalité* et même, de *létalité réelle*. L'amalgame est même poussé dans le discours médiatique jusqu'à une confusion entre *mortalité*, *létalité réelle* et *létalité apparente*.

27. <https://fr.businessam.be/litalie-rend-le-vaccin-obligatoire-pour-les-soignants-ceux-qui-refusent-seront-severement-sanctionnes/>.

28. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767971>.

Ajoutons que différentes autres professions sont habilitées à vacciner, notamment :

- « 1. Les médecins médicaux ;
2. Les techniciens de laboratoire médical ;
3. Les aides-soignants diplômés d'État ;
4. Les auxiliaires de puériculture diplômés d'État ;
5. Les ambulanciers diplômés d'État ;
6. Les masseurs kinésithérapeutes diplômés d'État ;
7. Les pédicures podologues diplômés d'État ;
8. Les ergothérapeutes diplômés d'État ;
9. Les psychomotriciens diplômés d'État ;
10. Les orthophonistes ;
11. Les orthoptistes ;
12. Les audioprothésistes diplômés d'État ;
13. Les diététiciens ;

14. Les opticiens-lunetiers ;

15. Les orthoprothésistes, podo-orthésistes, ocularistes, épithésistes et orthopédistes-orthésistes ;

16. Les assistants dentaires. »

Au Québec, « L'Ordre des psychologues, ainsi que ceux des psychoéducateurs, des travailleurs sociaux, des ergothérapeutes, des orthophonistes et des sexologues ont notamment été contactés il y a 10 jours par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), qui leur demandait, dans un premier temps, d'autoriser leurs membres à procéder à des activités de vaccination ».

<https://www.lapresse.ca/Covid-19/2020-10-01/les-psychologues-sollicites-pour-donner-des-vaccins.php>.

29. On pourra à ce titre se reporter à l'analyse du généticien moléculaire Chritian Vélot : https://criigen.org/wp-content/uploads/2021/07/2020-09_Note-dExpertise-Vaccins-GM_C.Ve%CC%81lot-06.pdf.

30. <https://www.nexus.fr/actualite/analyse/psychiatre-frederic-badel/>.

31. Notons par ailleurs que le slogan « En marche » du parti présidentiel renvoie également à la période entre 1940 et 1942, où un magazine documentaire appelé *La France en marche* était diffusé deux fois par mois. L'idée du magazine était venue du Secrétariat général à l'information, qui avait en charge la promotion cinématographique de la Révolution Nationale – « travail, famille, patrie » – prônée par le Maréchal Pétain. *La France en Marche* a donc été diffusée en 62 volets. En novembre 1942, 49 de ces 62 documentaires ont été interdits par les occupants allemands qui voulaient élargir leur propre propagande. L'ignorance, par des spécialistes en communication politique, de ce à quoi renvoie dans l'Histoire de France un tel slogan « En marche » est fort curieuse.

32. <https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2784787>.

33. Voir la tribune du 2 décembre 2020, « Impacts traumatiques de la politique sanitaire actuelle sur les enfants : un constat alarmant » : <https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/impacts-traumatiques-de-la-politique-sanitaire-actuelle-sur-les-enfants-un-constat>.

34. C. AVICE, « Comment un discours pervers a-t-il, en un an, établi son emprise sur le peuple français », *France Soir*, le 18 mars 2021, <https://www.francesoir.fr/comment-un-discours-pervers-t-il-en-un-etabli-son-emprise-sur-le-peuple-francais#.YHSnSJ8vRIE.whatsapp>.

35. Lire l'intégralité du discours, ici : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-17454-fr.pdf>.

36. « Notre enjeu principal aujourd'hui c'est donc d'accélérer, encore et encore. [...] Dans les semaines à venir, nous allons encore accélérer le nombre de doses que nous obtenons [...] nous allons accélérer à mesure que les doses seront livrées. » <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-17454-fr.pdf>.

37. Sur le sujet, nous devons nous référer à l'intervention du philosophe Giorgio Agamben face aux sénateurs italiens, à l'occasion des débats sur le « *pass sanitaire* » (loi 2394), le 7 octobre 2021 : « Comment l'État peut-il accuser d'irresponsabilité ceux qui choisissent de ne pas se faire vacciner, alors que c'est le même État qui décline le premier, formellement, toute responsabilité pour les éventuelles conséquences graves ? ». Agamben pointe ici « une véritable monstruosité juridique ».

<https://www.voltairenet.org/auteur126596.html?lang=fr>.

38. <https://www.jeuneafrique.com/mag/630043/politique/reconnaissance-par-macron-de-la-torture-en-algerie-un-geste-historique/>.
39. A. BILHERAN, *Psychopathologie de la paranoïa*, op. cit.
40. L'allusion explicite aux nouvelles Tables de la Loi apparut très tôt, par exemple en Colombie, avec le « décalogue » pour affronter la pandémie. Il ne s'agit donc plus de ne pas tuer, de ne point porter de faux témoignage, etc., mais de fermer les frontières, de maintenir les enfants à la maison...
- <https://id.presidencia.gov.co/Paginas/prensa/2020/Presidente-Duque-decalogo-seria-Aislamiento-Preventivo-Obligatorio-Colaborativo-e-Inteligente-pandemia-Covid-19-200417.aspx>.
41. <https://www.cnews.fr/france/2021-03-22/dedans-avec-les-miens-dehors-en-citoyen-le-nouveau-slogan-du-gouvernement-pour>.
42. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/occasions-financement/occasions-financement-moyen-subsidies-contributions/defi-innovation-communautaire-vaccins.html>.
43. <https://www.bi.team/>.
44. A. BILHERAN, *Psychopathologie de la paranoïa*, op. cit.
45. <https://m.facebook.com/100064392313917/posts/116289860527424/>.
46. <https://journals.openedition.org/rechercheseducations/10493>.
47. C. CASTORIADIS, « L'industrie du vide », in *Domaines de l'homme : les carrefours du labyrinthe II*, Seuil, 1999.
48. V. PAVAN, E. DARLES, « Le confinement n'a jamais sauvé 61 739 vies », Google colab, 2021 : <https://cutt.ly/dnu0BiS>.
49. A. BILHERAN, « Quid du discernement dans le conflit de loyauté ? Ou comment rendre l'autre fou... », 2017 : <https://www.arianebilheran.com/post/quid-du-discernement-dans-le-conflit-de-loyauté-ou-comment-rendre-fou>.
50. Augmentation de 82 % du nombre de personnes souffrant de famine depuis 2019 dans le monde : <https://www.oxfam.org/es/el-mundo-al-borde-de-una-pandemia-de-hambre-el-coronavirus-amenaza-con-sumir-millones-de-personas>.
51. <https://www.lesechos.fr/politique-societe/gouvernement/vaccination-obligatoire-et-pass-sanitaire-le-calendrier-les-sanctions-et-les-publics-concernes-1331896>.
52. <https://www.tvanouvelles.ca/2021/07/14/epidemie-de-Covid-sur-le-porte-avions-hms-queen-elizabeth-apres-une-escale-a-chypre>. Le directeur de l'OMS le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus déclarait à propos du variant Delta : « Il y a des données qui suggèrent qu'avant l'arrivée du variant Delta, les vaccins réduisaient la transmission d'environ 60 %. Avec le Delta, ce chiffre est tombé à 40 %. » Quant au variant Omicron, l'étude *Discovery Health*, menée par le plus grand organisme privé d'assurance maladie d'Afrique du Sud, concluait que l'efficacité vaccinale chutait à 33 % contre cette nouvelle forme du virus.
53. « Covid chez les vaccinés vs les non vaccinés », docteur Hervé Tissot-Dupont, IHU, 18 mars 2021. <https://www.youtube.com/watch?v=2Mc3PCKyHe8>.
54. Le professeur Luc Montagnier, prix Nobel de médecine, et le chercheur Christian Vélot, docteur en sciences biologiques et médicales, et maître de conférences à Paris-VII, ont bien rappelé l'importance de ne jamais vacciner en période épidémique.

<https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/080721/Covid-19-vaccins-experimentaux-strategie-vaccinale-entretien-avec-christian-velot>.

55. A. BILHERAN, *Psychopathologie de la paranoïa*, *op. cit.*

1. P.-C. RACAMIER, « Compléments cliniques sur la paranoïa », in *Le Génie des origines : psychanalyse et psychoses*, Payot, 1992.

2. Cf. A. MINEAU, G. LAROCHELLE, T. DE KONINCK « Le nazisme et l'idéologie de la santé : les avatars modernes de la dignité humaine », in *Revue d'histoire de la Shoah*, 1998/3 (n° 164). Les persécutions nazies ont été légitimées en grande partie au nom d'une idéologie de la santé « mise au service du corps sacré du Volk », et légitimée par le corps médical. Les nazis revendiquaient d'ailleurs « que la biologie se situait au fondement même de leur doctrine », tandis qu'Hitler était présenté comme « le grand médecin du peuple allemand, lequel n'allait pas tarder à ressentir les effets secondaires des médicaments d'un hypocondriaque ». Les auteurs indiquent notamment : « Il est tragique non seulement que les nazis aient pensé et exécuté ces meurtres dans des termes scientifiques et médicaux, mais aussi et surtout qu'ils aient été activement aidés en cela par les scientifiques en général, par les médecins en particulier », soulignant que « la nazification des médecins s'est opérée plus tôt et plus complètement que dans le cas de toutes les autres professions », avec une surreprésentation dans un rapport de 3 à 1, constituant « de loin le groupe le plus important à l'intérieur du Parti ». La santé était celle du corps du peuple (*Volk*), à entendre au sens propre, dont il fallait éliminer les bactéries et impuretés, bien entendu peu à peu personnifiées sur certaines catégories de population, d'où également les entreprises de stérilisation, d'euthanasie et de meurtres de masse, justifiées par cette idéologie scientiste de la grande santé du peuple, et par « une réduction ontologique et axiologique des êtres aux organismes » ; il s'agit bien sûr d'éliminer « les êtres de moindre valeur », depuis une position axiologique dont « découle la règle selon laquelle ce qui est moral, c'est ce qui est nécessaire au maintien du peuple allemand » ; le sacrifice inconditionnel de l'individu peut être exigé.

Cf. A. MINEAU, « L'idéologie de la santé et de la performance : le cas d'Hitler », in *Revue d'histoire de la Shoah* 1999/1 (n° 165).

3. <https://www.nexus.fr/actualite/analyse/psychiatre-frederic-badel/>.

4. Olivier VÉRAN, 8 mars 2020, « Conseil de défense consacré au suivi de la crise du coronavirus Covid-19 ».

5. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/eci.13484>
<https://cutt.ly/5boqFRP>.

6. Voir le discours du 5 mars 2020 de J.-F. DELFRAISSY.

7. R. KAËS, *L'Idéologie : l'idéal, l'Idée, l'Idole*, Dunod, 2016.

8. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, op. cit.

9. <https://www.nexus.fr/actualite/analyse/psychiatre-frederic-badel/>.

10. Par exemple, le 12 avril 2021, sur la zone où se trouvait Ariane Bilheran, les jours de sortie selon le numéro de carte d'identité (un jour par semaine) furent définis pour toute la semaine jusqu'au 19 avril 2021 par décret. Le mercredi 14 avril, soit deux jours après, ces numéros furent modifiés, et des jours de confinement furent décrétés, entraînant des changements d'autorisation de sortie pour tout le monde ; et même, certaines personnes ne purent pas sortir faire leurs courses les jours suivants, car leur numéro n'était pas désigné pour des jours de sortie, jusqu'au 19 avril. On assiste à un phénomène politique qui se répand dans différents pays, c'est le décret dans le décret, applicable sur-le-champ au dernier moment.

11. A. BILHERAN, *Le Temps vécu dans la psychose : approche phénoménologique et psychanalytique du temps dans le délire psychotique*, Éditions universitaires européennes, 2010.

12. A. BILHERAN, S. BARTHÉLÉMY, J.-L. PEDINIELLI, « La temporalité dans la psychose : une temporalité mythique ? Rythmicité circulaire et sacralité », in *Évolution psychiatrique*, 2008, 73.
13. Les simples contradictions dans les discours politiques à quelques semaines près démontrent que la mémoire est effacée, et que la parole n'a plus aucun ancrage de vérité, ni aucune valeur d'engagement.
14. P.-C. RACAMIER, *L'Inceste et l'Incestuel*, Dunod, 1995.

1. G. ORWELL, 1944, « Sur l'antisémitisme (I) », *À ma guise : chroniques 1943-1947*, Agone, 2008, p. 84-87.

2. <https://gloria.tv/post/CYPVzbVeGzCr2kHgjRa9DKQgK>.

3. Chomsky, bon prince, concède tout de même qu'on pourra *a minima* les traiter comme des prisonniers... « Bien sûr, s'ils deviennent vraiment indigents, alors oui on doit intervenir avec des mesures pour assurer leur survie, tout comme on le fait avec les personnes en prison », a-t-il ajouté.

4. Dans plusieurs pays, des camps de quarantaine ont été mis en place, dans lesquels les gens sont placés contre leur gré. Jusqu'où ira la dérive ?

Quant aux déclarations violentes, elles ne manquent pas sur les médias, voici quelques exemples :

– « Je vous ferai emmener de force par des policiers au centre de vaccination », Emmanuel Lechypre, journaliste, juin 2021, sur RMC Story.

– « Vaccinés, guéris ou morts à la fin de l'hiver », Jens Spahn, ministre allemand de la Santé, novembre 2021 (en ne précisant pas s'il envisageait d'ouvrir un nouveau marché : la vaccination sur les morts).

– Une « pandémie de non-vaccinés » (?), les vaccinés sont assimilés à des criminels.

– « Affamer les non vaccinés », <https://lecourrierdesstrateges.fr/2021/12/19/toi-aussi-affame-un-non-vaccine-pour-retrouver-ta-vie-davant/>.

Partons en Italie, voir quelques-unes des déclarations publiques qui ont été faites, et le lecteur pourra à sa guise se demander si oui ou non il est légitime de s'inquiéter d'un tel climat de stigmatisation, surtout lorsque sont convoquées comme légitimes les assimilations entre des non-vaccinés et des parasites/des meurtriers/des criminels, et les actions meurtrières et nazies au sens propre :

– « Je souhaite vous voir tomber comme des mouches », Andrea Scanzi, journaliste.

– « Je suis très démocratique : camps d'extermination pour ceux qui ne veulent pas se vacciner », Giuseppe Gigantino, cardiologue.

– « La solution : camps d'extermination et chambres à gaz », Marianna Rubino, médecin.

– « Des wagons séparés dans le train pour les non-vaccinés », Mauro Felicori, chargée de la culture de la région Émilie-Romagne.

– « Qu'ils soient comme des rats enfermés à la maison et assignés à leur domicile », Roberto Burioni, virologue.

– « Les gens non vaccinés, il faut qu'ils portent un panneau à leur cou, cela nous permettra de les éviter », Angelo Giovannini, maire.

– « Les anti vax sont des terroristes, et il faut les alimenter à coup de plomb », Giuliano Cazzola, journaliste.

Que dire de Pfizer qui a installé son siège de production dans l'une des cités historiquement connues pour être l'épicentre du nazisme, est-ce un curieux hasard, une sorte d'ironie de l'Histoire ?

<https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20210131.OBS39593/bienvenue-a-pfizer-city-ancienne-cite-nazie-devenue-epicentre-mondial-du-vaccin.html>.

5. Conférence de novembre 2021 « Pourquoi dire non, langage totalitaire et résistance », où Cyrulnik s'improvise infectiologue et épidémiologiste, stigmatise les personnes qui refusent le procédé clivant qu'est le « *pass sanitaire* », et donc fait curieusement fi des alertes actuelles et de témoignages des anciens déportés, ce qui pourrait ressembler à un manque de respect absolu envers la Shoah ! Le *pass*, « c'est vrai c'est casse-pied », dit-il, en oubliant à ce moment-là qu'il existe dans l'Histoire une chronologie des mesures de stigmatisation, et faisant donc la grossière erreur de raisonnement de comparer des

mesures de stigmatisation lors d'un début de totalitarisme avec leur apogée dix ans plus tard ! Il semblerait bien que nous n'ayons donc rien appris de l'Histoire, et de comment les génocides se mettent en place.

6. <https://www.la-croix.com/France/Manifestations-anti-passe-sanitaire-revelent-references-nazisme-2021-07-19-1201166936>.

Chapoutot parle d'insultes à la mémoire des victimes.

Que fait-il donc des alertes de plusieurs anciens déportés sur les similitudes entre ce qu'ils ont connu au démarrage des procédés nazis ayant abouti ensuite aux déportations, et ce qui se passe aujourd'hui ? Pourquoi les écarte-t-il d'un revers de la main, sans jamais regarder les filiations historiques entre les décideurs financiers et industriels du jour et le nazisme ? Pourtant d'autres l'ont fait, et de façon bénévole :

<https://youtu.be/6lyiufYzBRI>.

Nous renvoyons au travail de la journaliste Ceri sur le recyclage des nazis dans l'après-guerre, et sur leur continuité aujourd'hui, sur le site de <https://dondevamos.canalblog.com/>, par exemple :

<https://dondevamos.canalblog.com/archives/2021/11/14/39218155.html>.

Et bien sûr, nous renvoyons à Vera Sharav :

<https://youtu.be/MdWaD76I8bk>, et en particulier à l'interview complète de Vera Sharav en anglais, menée par le journaliste Konrad Stachnio.

Que dire donc des témoignages de médecins qui ont dénoncé, avec l'usage de médicaments de soins palliatifs sur les personnes âgées, une euthanasie ? https://www.youtube.com/watch?v=SSAzPEKjA_Q. Et que penser des déclarations publiques telles que : « *J'ai proposé que les non vaccinés payent eux-mêmes leurs frais d'hospitalisation et qu'ils les payent, d'ailleurs, à l'entrée de l'hôpital* » (Charles Consigny, chroniqueur de RMC Story, persuadé que cette mesure, si elle était envisagée par le gouvernement, obligerait les antivax à changer d'avis sur la vaccination). « Si on dit : "Vous devez d'abord assumer les frais prévisibles de votre hospitalisation dès votre entrée à l'hôpital", tout à coup, ça ferait réfléchir s'ils doivent vendre leur maison etc. [pour se faire soigner, NDLR] » https://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/faisons-payer-lentree-en-reanimation-aux-non-vaccines-charles-consigny-tape-du-poing-sur-la-table_483307.

Les techniques actuelles de management du pouvoir ressemblent pourtant fort à celles que Chapoutot avait dénoncées par ailleurs puisque, que sommes-nous devenus, sinon « libres d'obéir », comme le mentionne Nadia Lamm, professeur de philosophie, dans un article de *Tribune Juive* : « le chemin vers la liberté passe par la soumission totale au pouvoir » ?

<https://www.tribunejuive.info/2021/10/03/nadia-lamm-le-chemin-vers-la-liberte/>.

Et nous pourrions poursuivre les exemples...

S'agit-il donc de « bêtise ou d'ignorance » de la part de ceux qui s'alarment, comme cela a pu être mentionné, ou simplement d'une analyse sans concession des processus d'apartheid en train de se mettre en place, qui se terminent toujours, s'ils ne sont pas freinés, par des politiques concentrationnaires et génocidaires ?

7. « Conversation avec Günter Gaus », in *Essays in Understanding*, traduite dans *Humanité et Terreur*, Payot & Rivages, 2017.

8. G. ANDERS, 1977, *Et si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse ?*, entretien avec Mathias GREFFRATH, Allia, 2004.

9. Par exemple, en novembre 2020, « après avoir découvert une série de mutations du virus transmis à l'humain par le vison, qui font craindre une efficacité réduite d'un potentiel

vaccin contre le Covid-19, le gouvernement danois a décidé d'éradiquer l'ensemble de ses animaux d'élevage » :

https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/11/07/coronavirus-le-danemark-decide-d-abattre-17-millions-de-visons_6058853_3244.html.

10. https://www.bfmtv.com/sante/une-crise-exceptionnelle-salomon-compare-la-pandemie-de-coronavirus-a-la- peste-et-la-grippe-espagnole_AV-202004230122.html.

11. <https://www.leparisien.fr/societe/sante/Covid-19-un-variant-breton-identifie-a-lannion-des-investigations-en-cours-15-03-2021-E7J5FM6RHREZHGDNKOBKSEZDHI.php>.

12. En Colombie, les protocoles biosécurité obéissent à la résolution numéro 666, et sont donc appelés Protocole 666, <https://coronaviruscolombia.gov.co/Covid19/decretos/protocolo-666-de-2020.html>. Ironie ? Maladresse ? Ignorance ?

13. J. ROMAINS, *Knock ou le Triomphe de la médecine*, Belin - Gallimard, 2008.

14. <https://www.francebleu.fr/infos/societe/les-tunnels-de-desinfection-contre-la-Covid-19-installes-a-leclerc-folelli-apres-baleone-et-avant-1605126994>.

15. <https://cnnespanol.cnn.com/video/drones-desinfectan-los-lugares-publicos-en-honduras-pkg-sandoval/>.

16. <https://www.laprensa.hn/honduras/1367534-410/velorio-hondurenos-coronavirus-Covid-muertos-cuarentena-toque-queda>.

17. <https://www.ledevoir.com/societe/sante/596393/le-devoir-enquete-enfermes-pendant-des-mois-dans-leur-chambre>.

18. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/centre-val-de-loire/loir-cher/blois/ehpad-blois-1996564.html>.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/paris-ile-de-france/paris/grand-paris/Covid-19-familles-se-regroupent-porter-plainte-contre-maisons-retraite-1832970.html>.

19. Les chercheurs Seligmann et Yativ « montrent que les dégâts collatéraux faisant suite aux vaccins sont de plus en plus graves en âge, et que ces vaccins se montrent considérablement plus dangereux que protecteurs pour les gens ».

<https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/israel-yativ-seligmann-juin-2021>.

La vaccination en Israël a donné lieu à une plainte pour violation du « code de Nüremberg ».

<https://www.francesoir.fr/politique-monde/la-cour-penale-internationale-accepte-la-plainte-pour-violation-du-code-nuremberg-du>.

20. <https://ctiapchcholet.blogspot.com/2021/04/inedit-exclusif-vaccins-contre-la-Covid.html>.

21. T. COLE, *Holocaust City: The Making of a Jewish Ghetto*, Éd. Routledge, 2003.

22. K. FROJIMOVICS, G. KOMOROCZY, V. PUSZTAI *et al.*, *Jewish Budapest: Monuments, Rites, History*, CEU Press, 1998.

23. *Ibid.*, p. 374.

24. T. COLE, *Holocaust City, op. cit.*, p. 179 (pour le détail des rations et des aliments rationnés).

25. T. COLE, *Holocaust City, op. cit.*, p. 191.

26. T. COLE, *Holocaust City, op. cit.*, p. 176.

27. T. COLE, *Holocaust City, op. cit.*, p. 178. Cf. en Espagne, où les gens ont dû sortir à des horaires différents selon ce qu'ils avaient à faire.

28. *Ibid.*

29. T. COLE, *Holocaust City, op. cit.*, p. 176.

30. T. COLE, *Holocaust City, op. cit.*, « *exclusively for medical treatment, cleaning and shopping* », p. 166 et p. 176. Cole se réfère lui-même au texte de loi cité par Braham, in

Politics of Genocide: The Holocaust in Hungary, p. 737-738.

31. T. COLE, *Holocaust City*, *op. cit.*, p. 166.

32. Développement sur les différents motifs qui ont présidé à cette décision, dans Cole, p. 191 et sq.

33. T. COLE, *Holocaust City*, *op. cit.*, « *in the interest of maintaining production* », p. 194. On peut faire le parallèle avec les attestations dérogatoires aujourd'hui, pour pouvoir aller produire : on n'a le droit de bouger que dans la mesure où l'on est utile aux yeux du pouvoir. Ceux qui sont considérés comme inutiles n'ont pas le droit de travailler.

34. En 2020, les « non-essentiels » aux yeux du pouvoir ont dû cesser toute activité professionnelle du jour au lendemain.

35. T. COLE, *Holocaust City*, *op. cit.*, p. 203.

36. K. FROJIMOVICS, G. KOMOROCZY, V. PUSZTAI *et al.*, *Jewish Budapest: Monuments, Rites, History*, *op. cit.*, p. 392.

37. T. COLE, *Holocaust City*, *op. cit.*, p. 204 et sq.

38. Voir <https://www.csillagoshazak.hu> pour cartographie et photos des maisons en question et les témoignages de survivants ou de leurs descendants (en hongrois et anglais).

39. T. COLE, *Holocaust City*, *op. cit.*, p. 212.

40. *Ibid.*, p. 218.

41. *Ibid.*, p. 219.

42. K. FROJIMOVICS, G. KOMOROCZY, V. PUSZTAI *et al.*, *Jewish Budapest: Monuments, Rites, History*, *op. cit.*

43. Par exemple, le prix Nobel de médecine, Luc Montagnier, qui avait déclaré, en direct sur CNEWS le 17 avril 2020, que son équipe, après avoir isolé des séquences du sida et de la malaria dans le coronavirus, pouvait prouver ainsi la manipulation humaine partielle sur le virus :

« *Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il y a eu une manipulation sur ce virus. Une partie, je ne dis pas le total. Il y a un modèle qui est le virus classique, venant surtout de la chauve-souris, mais auquel on a ajouté par-dessus des séquences du VIH.* »

« *Ce n'est pas naturel, c'est un travail de professionnel, de biologiste moléculaire, d'horloger des séquences. Dans quel but ? Je ne sais pas [...]. Une de mes hypothèses est qu'ils ont voulu faire un vaccin contre le sida.* »

Les propos de Luc Montagnier, immédiatement qualifiés d'insensés par les médias de masse, ont été pourtant corroborés par d'autres scientifiques à sa suite :

<https://www.francesoir.fr/societe-sante/Covid-19-lorigine-du-virus-lanalyse-du-pr-tritto-confirme-celle-du-pr-montagnier>.

44. Par exemple, sous le titre « Le Club des milliardaires tente de juguler la croissance démographique », le *Sunday Time* du 24 mai 2009 a révélé la tenue d'une réunion secrète, le 5 mai à New York, à l'initiative de Bill Gates, de Warren Buffet, et de David Rockefeller.

<https://www.thetimes.co.uk/article/billionaire-club-in-bid-to-curb-overpopulation-d2fl22qhl02>.

Un consensus a été trouvé concernant la « surpopulation » comme la cause des causes. Une stratégie a été mise en place « dans laquelle la croissance démographique serait attaquée comme menace écologique, sociale et industrielle ». L'un des participants, Ted Turner, voudrait voir baisser la population mondiale de 95 %, selon une interview accordée à *Audubon Magazine* en 1996 : « Une population totale de 250-300 millions de personnes, un déclin de 95 % par rapport aux présents niveaux, serait idéal. » L'eugénisme d'Hitler fut financé, dans une large mesure, par la Fondation Rockefeller, dont les choix scientifiques

furent rapidement orientés vers la création d'une race de maîtres créée par génie génétique.

<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article658>.

La Fondation Rockefeller finança tout particulièrement l'Institut Kaiser-Wilhelm d'anthropologie, d'hérédité humaine et d'eugénisme de Berlin. L'idée est de modifier la séquence génique, dans le but de modifier les caractéristiques humaines à volonté. L'idéologie eugéniste et l'ambition de réduire la population sont bien intégrées dans le mouvement environnementaliste et la théorie du réchauffement climatique causé par l'homme. L'être humain apparaît comme le problème à éliminer.

45. « “Devant la porte, là, il y a la route où sont passés les fameux camions de l'armée qui transportaient les corps de nos morts”, se souvient-elle. Des images qui ont fait le tour du monde. »

https://www.francetvinfo.fr/monde/italie/on-n-avait-meme-plus-de-cercueils-dix-mois-apres-le-debut-de-l-epidemie-de-Covid-19-retour-a-bergame-ville-la-plus-touchee-d-italie_4236515.html.

« Prenons cette vidéo ci-dessus. “Les choses ne s'arrangent pas à Wuhan, les médecins sont débordés et les patients tombent au sol”, note Coronavirus News. Le compte a été créé en janvier 2020 et relaye des informations sur les événements liés à l'épidémie, sans les sourcer. Le hic : les personnes parlent ici en cantonais, une langue qui n'est usitée que dans une petite région du sud du pays, et dans tous les cas, pas à Wuhan. »

<https://www.lci.fr/international/les-vidéos-montrant-des-chinois-s-ecrouler-au-sol-dans-la-rue-ou-dans-des-hopitaux-sont-elles-authentiques-2143977.html>.

46. P. AULAGNIER, *La Violence de l'interprétation : du pictogramme à l'énoncé*, PUF, 2003.

47. <https://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/signalement-sante-gouv-fr/>.

https://www.ac-paris.fr/portail/jcms/p2_2034632/coronavirus-risques-de-replis-communautaristes-et-de-derives-sectaires.

48. J. ROUCHIER et V. BARBET : « Les praticiens savent combien leurs modèles, dits complexes, sont sensibles à de petites modifications d'hypothèses, et que les résultats ne peuvent pas être plus certains que les hypothèses, qui étaient à ce moment-là très peu certaines. En conséquence, la prédiction, en temps réel et pendant une crise, où les données sont rares et où peu de connaissances sont solidement établies, ne relevaient pas du champ “scientifique” pour les chercheurs sérieux. » in *La Diffusion de la Covid-19 : que peuvent les modèles ?*, Éd. matériologiques, 2020.

49. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, op. cit., chapitre XI, 1.

50. <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/un-pharmacien-lyonnais-condamne-pour-vente-illegale-de-masques-20210119#> : en mars 2020, la vente des masques est illégale ; quelques mois plus tard, elle est de nouveau autorisée, avec le port du masque rendu obligatoire.

51. G. CANGUILHEM, 1952, *La Connaissance de la vie*, Librairie philosophique Vrin, 2000.

52. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1661324/virus-definition-corps-humain>.

53. <https://anthropo-logiques.org/3820-2/>.

54. <https://www.nationalgeographic.fr/societe-culture/coronavirus-le-nombre-dactes-racistes-anti-asiatiques-a-explose-depuis-un-an>.

55. F. VAN INGEN, *Ce que les peuples racines ont à nous dire : de la santé des hommes et de la santé du monde*, Les liens qui libèrent, 2020.

56. Ainsi, en Suède, des premières expériences ont été menées pour implanter sous la peau des puces permettant d'accéder directement au statut vaccinal des personnes ainsi

pucées. <https://www.midilibre.fr/2021/12/23/Covid-19-en-suede-le-pass-sanitaire-implante-sous-la-peau-grace-a-une-micro-puce-10010128.php>.

57. Ces masques sont par exemple rendus obligatoires sur les vols internes en Colombie, pour tous à partir de l'âge de 2 ans.

58. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/masks-early-pulmonary-toxicity-quebec-schools-daycares-1.5966387>.

59. N. MOINE, « Le système des passeports à l'époque stalinienne, de la purge des grandes villes au morcellement du territoire, 1932-1953 », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2003.

60. *Ibid.*

61. *Ibid.*

62. Voir, par exemple, le témoignage de ce médecin : « pour moi c'est une euthanasie », « le gouvernement autorise l'usage de soins palliatifs » : https://youtu.be/SSAzPEKjA_Q.

63. Voir l'édition du 3 mars 2021 du *Canard Enchaîné*.

64. <https://francebleu.fr/infos/societe/coronavirus-en-desobeissance-civile-un-restaurateur-ouvre-a-biarritz-la-police-debarque-1612186900>.

65. https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/04/04/fetes-clandestines-haut-de-gamme-enquete-ouverte-a-paris_6075555_3224.html.

<https://twitter.com/m6info/status/1378089447271596038?s=20>.

66. <https://rumble.com/vexa19-dictature-sanitaire-une-isralienne-lance-un-s.o.s-.html>.

67. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, *op. cit.*

68. En Australie par exemple, les camps de quarantaines sont déjà à l'œuvre : <https://www.francesoir.fr/politique-monde/australie-46-personnes-transferes-camp-de-quarantaine>.

69. L'absence de pharmacovigilance active sur les effets indésirables et la répétition dogmatique de la fiabilité des vaccins a conduit les victimes et leurs proches à se regrouper en association : <https://www.verity-france.org/>.

70. « Impacts traumatiques de la politique sanitaire actuelle sur les enfants : un constat clinique alarmant », <https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/impacts-traumatiques-de-la-politique-sanitaire-actuelle-sur-les-enfants-un-constat>.

71. Nous renvoyons aux travaux magistraux de P.-C. Racamier sur le sujet.

72. <https://www.francesoir.fr/actualites-france/Covid-macron-annonce-un-forfait-psy-pour-les-enfants-en-detresse>.

73. <https://www.francesoir.fr/opinions-tribunes/lettre-ouverte-dun-groupe-de-psychologues-independants-au-president>. Un collectif de psychologues indépendants signale une gouvernance politique dont les choix entretiennent « une régression vers un fonctionnement infantile, dans lequel le chantage, la peur et l'intrusion perverse permettent d'obtenir l'obéissance ».

74. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, *op. cit.*, chapitre XI, 1.

75. <https://www.ouest-france.fr/sante/vaccin/Covid-19-combien-sont-payees-les-soignants-pour-nous-vacciner-7153549>.

76. L. LEYLAVERGNE, 2016, « Octavio Paz et Cornelius Castoriadis : résister à la corruption du langage », in *Essais, Revue interdisciplinaire d'Humanités*, p. 96-109.

77. Cité dans O. PAZ, *Solo à deux voix : entretiens avec Julian Rios*, Ramsay, 1992.

78. <https://www.cnews.fr/monde/2021-03-04/la-chine-rend-les-tests-anaux-obligatoires-pour-les-voyageurs-etrangers-1054341>.

79. <https://www.bbc.com/afrique/monde-55273807>.

Il est à noter que, dans certains avions également, il est conseillé de ne pas utiliser les toilettes pendant le trajet !

80. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, op. cit.

81. <https://www.sudouest.fr/pyrenees-atlantiques/biarritz/biarritz-le-proces-des-restaurateurs-recalcitrants-renvoyes-en-novembre-1509121.php>.

82. https://www.mediabask.eus/fr/info_mbsk/20211215/les-restaurateurs-biarrots-arretes-durant-le-confinement-relaxes.

83. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, op. cit.

84. C. PERRONNE, *Décidément, ILS n'ont toujours rien compris !*, Albin Michel, 2021, p. 98-99.

85. *Ibid.*, p. 105.

86. <https://www.jeanmarcmorandini.com/article-462342-revoir-l-integralite-du-face-a-face-tres-tendu-entre-le-leader-des-anti-vaccins-et-le-dr-jean-michel-cohen-ce-matin-en-direct-dans-morandini-live-video.html>.

87. https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/06/14/alexandra-henrion-caude-caution-scientifique-des-Covid-sceptiques_6084016_3224.html.

88. <https://ctiapchcholet.blogspot.com/2021/04/inedit-exclusif-vaccins-contre-la-Covid.html?m=1>.

89. C. PERRONNE, *Décidément, ILS n'ont toujours rien compris !*, op. cit.

90. <https://www.nexus.fr/actualite/analyse/psychiatre-frederic-badel/>.

91. <http://www.arianebilheran.com/post/la-calomnie-arme-fatale-du-pouvoir-harceleur>.

92. L'une d'entre nous, Ariane Bilheran, est estimée « QAnon » (alors qu'elle a toujours alerté sur cette idéologie qui, selon elle, sert à discréditer le véritable travail des militants anti-pédocriminalité), ou encore « avoir écrit à plusieurs reprises dans la revue *Nexus* » (alors qu'elle a été interviewée une fois en six ans par cette revue), ou encore « avoir signé une pétition contre la légalisation de la pédophilie » (faux), ou encore être une militante d'extrême droite pro-Soral (alors que le site « Égalité et Réconciliation » n'a partagé qu'une seule de ses vidéos, en 2017, qu'Ariane Bilheran n'a jamais rencontré Alain Soral dont elle est loin de partager les opinions politiques, et qu'elle n'a jamais été adhérente à « Égalité et Réconciliation »). La calomnie s'imisce jusqu'à Wikipédia, puisque la page d'Ariane Bilheran, qui existe depuis dix ans, est nettoyée radicalement depuis sa participation au film *Hold-Up*, avec des omissions et des erreurs grossières (par exemple, faux directeur de thèse). Elle en a été bannie comme contributeur après la sortie d'*Hold Up*.

93. <https://jdmichel.blog.tdg.ch/archive/2021/04/12/esperance-de-vie-et-misere-journalistique-314423.html>.

94. Rappelons que, par exemple, en Colombie, les confinements en 2020 ont été l'occasion d'une recrudescence des assassinats de leaders sociaux. <https://atalayar.com/fr/content/en-colombie-des-groupes-armes-profitent-de-la-pandemie-de-coronavirus-pour-gagner-du>.

95. Les colsons sont des colliers en matière plastique utilisés par les forces de l'ordre pour menotter les individus.

96. « La mise au pas », article de Michel Rosenzweig, <https://www.arianebilheran.com/post/la-mise-au-pas-article-de-michel-rosenzweig-nous-temoignant-des-derapages-policiers-a-bruxelles>.

97. Bruxelles est le siège de l'Union européenne, lieu central des institutions et des décisions européennes.

98. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, *op. cit.*

99. *Ibid.*

100. *Ibid.* p. 776.

101. <https://www.nexus.fr/actualite/analyse/psychiatre-frederic-badel/>.

102. Ainsi un manuel scolaire édité en 2021 présente effectivement le confinement comme une mesure civique : <https://www.20minutes.fr/societe/3125827-20210917-rentree-scolaire-2021-oui-manuel-histoire-geo-6e-fait-reference-confinement>.

103. G. W. HEGEL, *Principes de la philosophie du droit*, paragraphe 140.

104. Un enfant de 6 ans a ainsi été abandonné par son école, seul dehors sur le trottoir, parce qu'il n'avait pas de masque.

<https://www.rtl.fr/actu/debats-societe/toulouse-un-enfant-de-six-ans-sans-masque-laisse-seul-en-pleine-rue-par-l-ecole-7900106648>.

105. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, *op. cit.*, chapitre XII, 3.

106. *Ibid.*

107. H. ARENDT, *Le Système totalitaire : les origines du totalitarisme*, *op. cit.*, chapitre XI, 2.

1. L. SCHWARTZ, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Odile Jacob, 1997.
2. F. JOLY, *La Langue confisquée : lire Victor Klemperer aujourd'hui*, Premier Parallèle, 2019.
3. V. KLEMPERER, 1947, *LTI, la langue du III^e Reich : carnets d'un philologue*, Pocket, 2003, p. 341.
4. Le professeur et prix Nobel de médecine Luc Montagnier affirme ainsi dans une vidéo que la vaccination se trouve à l'origine des variants : « C'est très simple, les variants viennent des vaccinations. » <https://odysee.com/@ludovicgarcia7500:c/Professeur-Luc-Montagnier-...Les-VARIANTS-viennent-des-vaccinations:1>.
5. Que l'on se rappelle que les premiers « variants » – à savoir sud-africain, anglais et brésilien – sont apparus simultanément aux moments où la société AstraZeneca effectuait des essais dans les pays concernés.
6. H. ARENDT, « The seeds of a Fascist International », *Jewish Frontier*, juin 1945.
Les investigations actuelles démontrent des ramifications idéologiques, sinon familiales, avec les nazis. Voir par exemple <https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article658>, et les articles sur le même site concernant le recyclage des nazis dans l'après-guerre. Des survivants de l'Holocauste nous alertent aujourd'hui, en particulier Vera Sharav. Des ramifications familiales troublantes peuvent également être trouvées, par exemple l'entreprise de passeports vaccinaux au Royaume-Uni serait la propriété d'un descendant de Goebbels :
<https://historypoliticaltheory.org/2021/08/03/uk-vax-passport-company-entrust-is-owned-by-nazi-joseph-goebbels-step-grandchildren/>.

1. <https://up-magazine.info/decryptages/analyses/58235-grand-confinement-histoire-dune-hallucination-collective/>.
2. L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL est destinée au dépôt et à la diffusion d'articles scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, et de thèses, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.
3. Il s'agit d'un document scientifique soumis pour publication dans une revue avec comité de lecture et qui suit régulièrement un processus d'évaluation par les pairs.
4. La page Wikipédia de S. Cauchemez indique ainsi : « Il est diplômé de l'ENSAE (1998-2001) avant d'obtenir un DEA en biomathématiques en 2002, puis un doctorat en biostatistiques appliquées à l'épidémiologie des maladies infectieuses en 2005 à l'INSERM. Il travaille à partir de 2005 à l'université Imperial College London en tant que post-doctorant au sein de l'équipe du professeur Neil Ferguson, puis comme professeur associé (*senior reader*). Il rejoint l'Institut Pasteur à Paris en 2013 pour y devenir le directeur du laboratoire de modélisation mathématique des maladies infectieuses qu'il a fondé. »
5. Texte exact en anglais : « *The lockdown reduced the reproductive number from 3.3 to 0.5 (84% reduction). By 11 May, when interventions are scheduled to be eased, we project 3.7 million (range: 2.3-6.7) people, 5.7% of the population, will have been infected. Population immunity appears insufficient to avoid a second wave if all control measures are released at the end of the lockdown.* »
6. Lien vers le papier : <https://science.sciencemag.org/content/early/2020/05/12/science.abc3517.abstract>.
7. Citation dans la version publiée par *Science* : « *Population immunity appears insufficient to avoid a second wave if all control measures are released at the end of the lockdown.* »
8. En physique, l'équation de Boltzmann modélise de façon probabiliste l'évolution de particules qui ont la faculté de changer d'état lorsqu'elles se rencontrent – soit l'exact problème de la diffusion d'un virus dans une population.
9. Les auteurs de l'étude *Estimating the Burden of Sars-CoV-2 in France* sont respectivement : Henrik Salje, Cécile Tran Kiem, Noémie Lefrancq, Noémie Courtejoie, Paolo Bosetti, Juliette Paireau, Alessio Andronico, Nathanaël Hozé, Jehanne Richet, Claire-Lise Dubost, Yann Le Strat, Justin Lessler, Daniel Levy-Bruhl, Arnaud Fontanet, Lulla Opatowski, Pierre-Yves Boelle, Simon Cauchemez.
10. Voir la demande de rétractation publique de l'article de *Science* de mai 2020 : <https://www.csl.ovh/retractation/>.
Cauchemez et Fontanet sont sous le coup de deux plaintes pénales (contre X) pour faux, usage de faux, escroquerie, trafic d'influence.
11. *Ibid.*
12. On peut, par exemple, se reporter à l'URL suivante : <https://Covid.ourworldindata.org/data/owid-Covid-data.csv>. Le fichier csv indiqué est celui avec lequel nous avons mené nos simulations numériques.
13. Ces chiffres ont été lissés selon une technique de moyenne glissante pour atténuer les effets administratifs de remontée des données.
14. À nouveau, ces chiffres ont été lissés *via* une technique de moyenne glissante.
15. Notons que dans le *preprint*, ce taux se situait plutôt aux alentours de $-0,08 \text{ jour}^{-1}$, c'est-à-dire une division par 2 tous les 8 jours. Pourquoi un tel changement ? Impossible à dire, car on ne voit pas en quoi les données qui ont continué à arriver après le 20 avril pouvaient,

dans la démarche des auteurs, changer quoi que ce soit sur le calcul du R_0 après confinement.

16. On rappelle que les données sont lissées selon une moyenne glissante afin d'éviter les fluctuations trop importantes dans le report des informations.

17. En réalité, dans la version définitive de *Science*, S. Cauchemez indique qu'il a utilisé les méthodes répertoriées par J. WALLINGA *et al.*, dans un article de 2006. Le problème, c'est que l'article en question propose une dizaine de méthodes différentes sans que l'on sache exactement celle qui est utilisée et sans qu'on sache quels paramètres interviennent.

18. Les personnes susceptibles sont la population susceptible de contracter le virus.

19. Dans les habitudes des épidémiologistes, on parle plutôt de « compartiment » que de « catégorie ».

20. L'usage du terme « probabilité » est ici assez impropre, mais c'est pour la bonne cause...

21. Ces valeurs ne sont définitives qu'en fin d'épidémie. Pour la France, en date du 29 mai, celle-ci arrivait effectivement sur la fin, mais continuait à venir changer les chiffres, avec des effets parfois significatifs sur la valeur de R_0 , preuve que cette dernière n'est pas des plus faciles à mesurer.

22. D'après mes réflexions encore en cours, il n'est peut-être pas désespéré d'essayer d'obtenir ces paramètres au moment du pic épidémiologique, mais je ne connais pas de résultats sur cette question. Toute information sur cet aspect sera la bienvenue.

23. En réalité, l'algorithme est écrit de manière un peu plus complexe, mais revient peu ou prou à ce que nous décrivons dans ce passage.

1. Le principe de ce calcul a été proposé de façon rationnelle par Pierre Chaillot – statisticien du corps de l'INSEE – et Laurent Toubiana, chercheur à l'Inserm. Les calculs reproductibles ont été programmés par Lana Gitrun (pseudonyme) informaticienne, maître de conférences.